

Le sionisme à l'âge des dictateurs

Lenni Brenner

1983

Traduction française : 2020 par l'équipe du Saker francophone.

Version 20201231

<https://lesakerfrancophone.fr>

Version anglaise : [Zionism in the Age of the Dictators — A Reappraisal](#)



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la [Licence Creative Commons Attribution — Pas d'Utilisation Commerciale — Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International](#).

Table des matières

Table des matières	3
Table des illustrations	5
En guide d'introduction	8
Préface	10
1 Le sionisme et l'antisémitisme avant l'Holocauste	13
2 Blut und Boden (le sang et le sol) : les racines du racisme sioniste	39
3 Le sionisme allemand et l'effondrement de la république de Weimar	52
4 Sionisme et fascisme italien — 1922-1933	68
5 Le sionisme allemand propose de collaborer avec le nazisme	77
6 Le boycott juif anti-nazi et l'accord commercial entre sionistes et nazis	96

7	Le regard d'Hitler sur le sionisme	128
8	La Palestine - arabes, sionistes, britanniques et nazis	146
9	Le Congrès juif mondial	166
10	Le révisionisme sioniste et le fascisme italien	174
11	Le révisionisme et le nazisme	198
12	Georg Kareski, le quisling sioniste d'Hitler avant l'heure	213
13	La sélection du peuple élu — la doctrine de la « <i>cruauté sioniste</i> »	224
14	L'organisation sioniste mondiale et le fascisme italien — 1933-1937	239
15	L'Autriche et les « <i>amis gentiles du sionisme</i> »	253
16	Les partis juifs d'Europe de l'Est	262
17	En Espagne — les nazis se battent, mais pas les sionistes	272
18	L'échec du sionisme à combattre le nazisme au sein des démocraties libérales	280
19	Le sionisme et la sphère de co-prosperité japonaise en Asie du Sud-Est	289
20	La Pologne de 1918 à 1939	295
21	Le sionisme dans la Pologne de l'holocauste	316

22 La connivence entre sionistes et gouvernement polonais en exil	336
23 Immigration illégale	344
24 Le raté des secours durant la guerre	356
25 Hongrie, le crime au sein d'un crime	392
26 Le gang Stern	412
Annexe 1	421
Annexe 2	426
Annexe 3	430
Glossaire des organisations juives et sionistes	439
Abbréviations	445

Table des illustrations

0.1 Lenni Brenner	11
1.1 Vladimir Jabotinsky	27
2.1 Israel Zangwill	40

3.1	Roter Frontkämpferbund	55
5.1	von Mildenstein en Palestine	78
6.1	Boycott juif anti-nazi	99
7.1	Zindel Grynszpan	143
8.1	Herbert Hagen et Adolf Eichmann	159
9.1	Congrès Juif Mondial	170
10.1	Timbre postal commémoratif de Wolfgang von Weisl	182
11.1	Le logo de l'Irgoun	211
12.1	Georg Kareski	216
13.1	Logo du HeHalutz	228
14.1	Le bureau de Mussolini au Palazzo Venezia	243
15.1	Engelbert Dollfuss	258
16.1	Carol II et Magda Lupescu	267
17.1	Affiche du POUM	278
18.1	Hyde Park, le 9 septembre 1934	282
18.2	Une barricade sur Cable Street - Crédit photo : cables-treet.uk	284
20.1	Akcja Socjalistyczna en 1939 à Gdynia	303
21.1	Unité Betarim en Pologne	319
21.2	Mordechai Anielewicz	332

TABLE DES ILLUSTRATIONS

7

22.1 Armée d'Anders	341
23.1 Le Struma	354
24.1 Yitzhak Gruenbaum	363
24.2 Michael Dov Weissmandel	371
25.1 Rezso Kasztner	403
26.1 Yitzhak Shamir	419

En guise d'introduction

Edward Mortimer

Contradiction, collusion et controverse

The Times, Londres, 11 février 1984 :

Qui déclara, en mars 1912, devant un auditoire assemblé à Berlin, que « *chaque pays ne peut absorber qu'un nombre de Juifs limité, s'il compte éviter les problèmes internes. Ce seuil a d'ores et déjà été dépassé en Allemagne* » ?

Non, ce n'était pas Adolf Hitler, mais [Chaim Weizmann](#), qui allait devenir président de l'[Organisation sioniste mondiale](#), puis premier président de l'État d'Israël.

Et où pouvez-vous trouver l'affirmation suivante, écrite au départ en 1917, mais republiée jusqu'en 1936 : « *Le Juif est une caricature de l'être humain normal et naturel, tant sur le plan physique que spirituel. Comme individu membre d'une société, il se révolte et perturbe le cadre des obligations sociales, et ne connaît ni ordre ni discipline* » ?

Non point dans *Der Stürmer*, mais dans le journal d'[Hachomer Hatzair](#), le mouvement de jeunesse sioniste.

Comme l'indique cette dernière citation, le sionisme lui-même a encouragé et exploité la haine de soi dans la [diaspora](#). Cela a débuté par l'hypothèse selon laquelle l'anti-sémitisme était une chose

inévitable, voire dans un certain sens justifiée, tant que des Juifs vivaient hors de l'État d'Israël.

Il est exact que seule une franche extrême et lunatique du sionisme alla jusqu'à proposer de rallier la guerre aux côtés de l'Allemagne en 1941, dans l'espoir d'établir « *l'État juif historique sur une base nationale et totalitaire, et lié par un traité avec le Reich allemand.* » Malheureusement, ce fut ce groupe que l'[actuel premier ministre d'Israël](#) décida de rallier.

Ce fait donne un caractère d'actualité supplémentaire à ce qui serait de toutes façons une étude très controversée de l'histoire sioniste à l'apogée du fascisme européen, écrite par Lenni Brenner, un écrivain étasunien trotskyste qui se trouve également être juif. Ce livre est bref (250 pages), vif, et fait l'objet d'une documentation soignée. M. Brenner est en mesure de citer de nombreux cas où le sionisme a collaboré avec des régimes anti-sémites, celui d'Hitler y compris ; il prend également le soin de faire part de l'opposition envers ce type de politiques au sein du mouvement sioniste.

Rétrospectivement, ces activités ont été défendues comme des mesures répugnantes, mais nécessaires pour sauver des vies juives. Mais Brenner démontre que la plupart du temps, cet objectif ne fut que secondaire. Les dirigeants sionistes voulaient aider les jeunes Juifs qualifiés et valides à émigrer en Palestine. Ils ne furent jamais à l'avant-garde de la lutte contre la fascisme en Europe.

Cela n'absout en rien les Alliés de la seconde guerre mondiale quant à leur cruel refus de mener quelque tentative sérieuse en vue de sauver les Juifs européens. Comme le dit Brenner, « *la Grande-Bretagne doit être condamnée pour l'abandon des Juifs d'Europe* » ; mais « *il n'appartient pas aux sionistes de le faire.* »

Préface

Pourquoi un nouveau livre sur la seconde guerre mondiale, qui est sans doute le sujet ayant fait couler le plus d'encre de toute l'histoire humaine ? Pourquoi un nouveau livre sur l'Holocauste, déjà décrit de manière poignante par de nombreux survivants et universitaires ? D'une manière générale, l'âge des dictateurs, la guerre mondiale, et l'Holocauste ont certes été traités — mais l'interaction entre sionisme et fascisme et nazisme a-t-elle été explorée comme il se doit ? Et dans le cas contraire, pourquoi ?

La réponse est assez simple. On a traité divers aspects du sujet général, mais le présent travail est sans équivalent ; nul ne s'était employé jusqu'ici à présenter une vision générale des activités mondiales du mouvement durant cette époque. Bien sûr, ce ne fut pas un accident, mais plutôt un signe du profond embarras politique qui promet d'être soulevé par ce pan de l'histoire.

Traiter de ces sujets soulève des problèmes difficiles ; l'un des plus difficiles découle des émotions évoquées par l'Holocauste. Peut-on émettre le moindre doute quant à l'idée que nombre de délégués des Nations Unies, qui se prononcèrent en 1947 en faveur de la création d'un État israélien, furent motivés par un désir d'indemniser, en quelque sorte, les Juifs survivants de l'Holocauste ? Ces délégués, ainsi que nombre de personnes bien intentionnées à l'égard d'Israël, constituèrent l'État sur la base des puissants sentiments humains qu'ils ressentaient à l'égard des victimes des crimes monstrueux

commis par Hitler. Mais c'est là que résidait leur erreur : ils fondèrent leur soutien envers Israël et le sionisme sur ce qu'Hitler avait fait aux Juifs, au lieu de se fonder sur ce que les sionistes avaient fait aux Juifs. Affirmer qu'une telle approche était intellectuellement et politiquement inadmissible ne renie en rien les profonds sentiments que produit l'Holocauste.

Mais le sionisme est une idéologie, et ses chroniques sont à examiner avec le même œil critique que celui avec lequel le lecteur devrait scruter l'histoire de toute tendance politique. Le sionisme ne coïncide pas aujourd'hui, et n'a jamais coïncidé, avec le Judaïsme ou avec le peuple juif. L'écrasante majorité des victimes juives d'Hitler n'étaient pas des sionistes. Il est également exact, et le lecteur est invité à le vérifier par lui-même, que la majorité des Juifs de Pologne, en particulier, avaient désavoué le sionisme à la veille de l'Holocauste, qu'ils détestaient les politiques menées en septembre 1939 par [Menahem Begin](#), l'un des dirigeants du mouvement prétendument « *sioniste-révisioniste* » de la capitale polonaise. L'auteur du présent ouvrage, en tant que Juif anti-sioniste, est insensible à l'accusation selon laquelle l'anti-sionisme serait équivalent à l'anti-sémitisme et à la « *haine de soi juive*. »

Il n'est guère nécessaire d'ajouter que toutes les tentatives d'assimiler Juifs et sionistes, et par là-même d'attaquer les Juifs en tant que tels, sont criminelles, et doivent faire l'objet d'une réponse sévère. Il ne saurait exister la moindre confusion entre la lutte contre le sionisme et l'hostilité envers les Juifs ou le Judaïsme. Le sionisme prospère sur les craintes que les Juifs ont quant à un nouvel Holocauste. Le peuple palestinien est profondément reconnaissant au

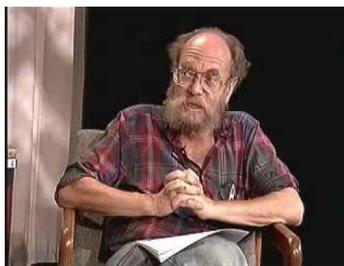


FIGURE 0.1 – Lenni Brenner

soutien sans faille que lui accordent les Juifs progressistes, qu'ils soient religieux — comme Mme [Ruth Blau](#), [Elmer Berger](#), [Moshe Menuhin](#), ou [Israël Shahak](#) — ou athées — comme [Felicia Langer](#) et [Leah Tsemel](#), ainsi que d'autres à gauche. Aucune théorie nationale, théologique ou sociale ne peut, en aucun cas, se transformer en écueil sur le chemin de ces Juifs, d'Israël ou d'ailleurs, qui sont déterminés à marcher côte à côte avec le peuple palestinien contre l'injustice et le racisme. On peut affirmer, avec une certitude scientifique, que, sans l'unité indissoluble des progressistes arabes et juifs, la victoire sur le sionisme n'est pas seulement difficile : elle est alors impossible.

Il a fallu, afin que ce livre ne devînt pas une encyclopédie, que les éléments qu'il expose fissent l'objet d'un tri soigné, afin de pouvoir établir une image d'ensemble. Il est inévitable que les érudits et experts en divers sujets trouveront ici matière à se plaindre que l'attention accordée par le présent ouvrage quant à telle ou telle spécialité reste insuffisante. Ils auront raison de se plaindre ; des ouvrages entiers ont été écrits sur chaque facette particulière des problèmes plus larges que nous abordons ici, et le lecteur est invité à s'intéresser aux sources citées dans les notes de bas de page. Une difficulté supplémentaire réside dans le fait que nombre d'éléments originaux sont rédigés dans des langues que fort peu de lecteurs connaîtront. Pour y pallier, lorsque cela est possible, nous citerons des sources et des traductions en anglais, dans le but de laisser au lecteur sceptique l'opportunité de vérifier les éléments de recherche sur lesquels nous fondons ce travail.

Comme le lecteur pourra le découvrir en parcourant le présent ouvrage, les conséquences de l'idéologie sioniste méritent d'être étudiées et exposées. C'est ce que nous nous employons à réaliser ici. En tant qu'anti-sioniste avoué, je conclus sans ambage que le sionisme a entièrement tort ; mais il s'agit de ma conclusion, établie sur la base des preuves. En résumé, les conclusions sont miennes. Quant à la pertinence des arguments déployés pour y parvenir, le lecteur est invité à en juger de lui-même.

Chapitre 1

Le sionisme et l'antisémitisme avant l'Holocauste

De la révolution française à l'unification de l'Allemagne et de l'Italie, il est apparu que l'avenir présageait l'émancipation continue des Juifs, à l'éveil des développements à venir du capitalisme et de ses valeurs libérales et modernistes. Même les pogroms russes des années 1880 pourraient être considérés comme le dernier halètement d'un passé féodal agonisant, plutôt que comme un présage d'événements à suivre. Mais en 1896, lorsque [Theodor Herzl](#) publia son ouvrage *L'État des Juifs*, un scénario aussi optimiste ne pouvait plus être envisagé de manière réaliste. En 1895, il avait vu de ses yeux la foule parisienne hurler pour que [Dreyfus](#) fût mis à mort. La même année, il avait pu entendre les acclamations de la classe moyenne de Vienne saluant l'antisémite [Karl Lueger](#) après le triomphe électoral de son parti à l'élection du poste de maire.

Nées au coeur d'une suite de défaites pour les Juifs, non seulement dans la Russie attardée, mais jusqu'aux centres de l'Europe

industrielle, les prétentions sionistes étaient aussi nobles que l'on pût le concevoir : la rédemption du peuple juif opprimé sur son propre territoire. Mais dès le tout début, le mouvement représenta la conviction d'une frange de la classe moyenne juive pour qui l'avenir appartenait aux ennemis des Juifs, et pour qui l'antisémitisme était inévitable et naturel. Ferme convaincus que l'antisémitisme ne pouvait pas être vaincu, la nouvelle organisation sioniste mondiale ne lutta jamais contre lui. L'acceptation de l'antisémitisme — et l'utilisation pragmatique de celui-ci dans le dessein d'obtenir un État juif — devinrent les stratagèmes centraux du mouvement, et il resta loyal à ses conceptions de départ jusqu'à l'Holocauste, et pendant celui-ci. En juin 1895, lors de sa toute première publication dans son nouveau journal sioniste, Herzl fixa cet axiome invariant du sionisme :

À Paris, comme je l'ai dit, j'ai adopté une attitude plus libre envers l'antisémitisme, que je me suis mis à comprendre historiquement et à pardonner. Par-dessus tout, j'ai compris le vide et la futilité quant à essayer de « combattre » l'antisémitisme.

1

Au sens le plus strict du terme, Herzl était un homme de son temps et de sa classe ; un monarchiste qui pensait que le bon dirigeant est « un bon tyran »^{2 3}. Son livre *L'État juif* proclamait simplement : « *Aucune des nations contemporaines n'est réellement adaptée à la démocratie, et j'estime qu'elles le seront de moins en moins avec le temps. . . Je n'ai aucune foi quant à la vertu politique de notre peuple, car nous ne sommes pas meilleurs que les autres hommes modernes.* »⁴

1. Marvin Lowenthal (ed.), *The Diaries of Theodor Herzl*, p.6.

2. En français dans le texte, NdT

3. Desmond Stewart, *Theodor Herzl*, p.141

4. Ludwig Lewisohn (ed.), *Theodor Herzl : A Portrait*, pp.293-4.

Son pessimisme universel l'amena à émettre un jugement totalement erroné de l'environnement politique de l'Europe occidentale de la fin du XIX^{ème} siècle. En particulier, Herzl ne comprit pas l'affaire Dreyfus. Le secret du procès, et l'insistance soldatesque de Dreyfus à affirmer son innocence, convainquirent de nombreux observateurs qu'une injustice était commise. L'affaire provoqua une considérable hausse de soutien de la part des *Gentils*. Les rois en parlèrent et craignirent quant à la raison de la France ; les Juifs vivant dans les hameaux reculés des [marais du Pripiat prièrent pour Émile Zola](#). Les intellectuels de France se rallièrent du côté de Dreyfus. Le mouvement socialiste amena les travailleurs. La frange de droite de la société française se trouva discréditée, l'armée souillée, l'Église dissoute. L'antisémitisme en France fut amené à un état d'isolement qui perdura jusqu'à la conquête d'Hitler. Pourtant, Herzl, le journaliste le plus connu de Vienne, ne fit rien pour mobiliser ne serait-ce qu'une seule manifestation pour soutenir Dreyfus. Lorsqu'il discuta de cette affaire, ce fut toujours pour la citer comme un exemple terrible, et jamais comme une cause à laquelle se rallier. En 1899, le tollé amena à un nouveau procès. Une cour martiale énonça la culpabilité du capitaine, par 5 voix contre 2, mais convint de circonstances atténuantes et réduisit sa sentence à dix années. Mais Herzl ne vit que la défaite, et dénigra l'importance de la considérable sympathie des *Gentils* envers la victime juive.

Si l'on torturait publiquement un animal stupide, la foule ne pousserait-elle pas un cri d'indignation ? Telle est la portée du sentiment dreyfusard dans les pays étrangers à la France, s'il est aussi répandu que beaucoup de Juifs le pensent. . . En résumé, on pourrait dire que l'injustice commise contre Dreyfus est si importante que nous oublions que nous avons affaire à un Juif. . . qui aura la présomption d'affirmer que sur sept personnes prises au hasard, deux, ou même une, est favorable aux Juifs ? . . . Dreyfus représente un bastion qui fut et reste un point de lutte. À moins que nous

ayons été trompés, ce bastion est perdu!⁵

Le gouvernement français eut une meilleure compréhension des réalités que Herzl, et agit pour parer à de nouvelles agitations en réduisant la peine infligée au capitaine. Constatant la réussite de la lutte en faveur de Dreyfus, la communauté juive française — de droite comme de gauche — se mit à considérer le sionisme comme hors-sujet. Herzl riposta dans son Journal : « *Ils cherchent la protection de la part des Socialistes et des destructeurs de l'ordre civil en place. . . En vérité, ce ne sont plus des Juifs. En vérité, ils ne sont pas non plus français. Ils prendront sans doute la tête de l'anarchisme européen.* »⁶

La première opportunité de Herzl de développer sa propre stratégie pragmatique de non-résistance à l'antisémitisme, couplée à l'émigration d'une partie des Juifs vers un État juif en cours d'établissement, se présenta avec la réussite de Karl Lueger à Vienne. La victoire du démagogue fut le premier triomphe majeur de la nouvelle vague de partis spécifiquement antisémites en Europe, mais les Habsbourg s'opposèrent vigoureusement au nouvel élu. 8% environ de leurs généraux étaient des juifs. Les Juifs étaient ostensiblement loyaux au régime, au milieu de flots de nationalités irrédentistes déchirant l'empire austro-hongrois de toutes parts. L'antisémitisme ne pouvait que provoquer des problèmes pour la dynastie déjà affaiblie. Par deux fois, l'Empereur refusa de confirmer la nomination de Lueger. Herzl était l'un des rares Juifs de Vienne favorables à sa nomination. Plutôt que d'essayer d'organiser une opposition face au démagogue chrétien-social, il rencontra le 3 novembre 1895 le comte [Kasimir Badeni](#), le premier ministre, et lui demanda « *hardiment* » d'investir Lueger :

Je pense que l'élection de Lueger au poste de Maire doit être confirmée. Si vous ne le faites pas la première fois,

5. Ibid., pp.219-20.

6. Raphael Patai (ed.), *The Complete Diaries of Theodor Herzl*, vol.II, pp.672-3.

vous ne pourrez pas confirmer dans les occasions qui se présenteront ensuite, et à la troisième fois — il faudra faire intervenir les dragons. Le comte sourit : « Voilà ! » — avec une expression goguenarde⁷

C'était la pauvreté, dans la Galice des Habsbourg, comme la discrimination en Russie, qui amenait les Juifs à se déplacer vers Vienne et plus loin en Europe occidentale et en Amérique. Ils amenaient l'antisémitisme avec eux dans leurs bagages. Les nouveaux immigrants devenaient un « problème » pour les dirigeants des sociétés hôtes, et pour les communautés juives déjà établies dans ces pays, qui craignaient la montée de l'antisémitisme local. Herzl avait une réponse toute prête à la vague d'immigration, dont il pensait qu'elle plairait tant à la classe supérieure des Juifs indigènes et des classes dirigeantes du capitalisme occidental : il voulait les obliger à prendre en charge d'eux-mêmes les Juifs pauvres. Il écrivit à Badeni : « *Ce que je propose est... point du tout l'émigration de tous les Juifs... Par la porte que j'essaie d'ouvrir pour les masses de Juifs déshérités, un homme d'État chrétien, saisissant bien l'idée, s'avancera dans l'histoire du monde.* »⁸

Ses premiers efforts visant à détourner le vent de l'opposition à l'immigration juive vers les voiles du sionisme échouèrent amèrement, mais cela n'empêcha pas de recommencer. En 1902, le parlement britannique débattit d'un projet d'exclusion des étrangers⁹, visant les immigrés, et Herzl se rendit à Londres pour apporter son éclairage à ce projet. Plutôt que l'adopter, affirma-t-il, le gouvernement britannique devrait soutenir le sionisme. Il rencontra Lord Rothschild, mais, en dépit de toutes les discussions publiques quant au rajeunissement de la communauté juive, il teinta cette conversation privée de phrases vides, en affirmant à Rothschild qu'il « *allait par ailleurs être l'une de ces personnes vicieuses à la gloire des-*

7. Lowenthal, *Diaries of Theodor Herzl*, p.71.

8. Ibid., p.100.

9. *Aliens Exclusion Bill*, NdT

*quelles les Juifs anglais pourraient bien ériger un monument, car je les ai sauvés d'un afflux de Juifs d'Europe de l'Est, et également peut-être de l'antisémitisme*¹⁰. »

Dans son autobiographie, *Trial and Error*, écrite en 1949, Chaim Weizmann — alors premier président du nouvel État israélien — revint sur la controverse de l'*Aliens Bill*. Lui-même immigré en Grande-Bretagne, le jeune et brillant chimiste était déjà, en 1902, l'un des intellectuels de premier plan du nouveau mouvement sioniste. Il avait rencontré Sir [William Evans Gordon](#), auteur de la loi anti-juive ; et même rétrospectivement, avec l'Holocauste au premier plan de son esprit, le président d'Israël continuait d'insister sur ce qui suit :

*notre peuple était plutôt dur envers lui [Evans Gordon]. En Angleterre, l'Aliens Bill, ainsi que le mouvement qui se développa dans son aura furent des phénomènes naturels. . . En tout pays, dès lors que le nombre de Juifs atteint le seuil de saturation, le pays réagit contre eux. . . Avancer que le nombre réel de Juifs en Angleterre, et même leur proportion rapportée à la population générale, fût inférieur à celui d'autres pays, est sans intérêt ; le facteur déterminant n'est pas la solubilité des Juifs, mais le pouvoir solvant du pays hôte. . . on ne peut pas considérer ceci comme de l'antisémitisme au sens ordinaire ou vulgaire du terme ; il s'agit d'un facteur concomitant universel, social et économique, de l'immigration juive, et nul ne saurait s'en abstraire. . . quoique mes positions quant à l'immigration fussent évidemment en opposition frontale avec les siennes, nous discutâmes de ces problèmes d'une manière tout à fait objective et même amicale*¹¹.

10. Ibid., p.366.

11. Chaim Weizmann, *Trial and Error*, pp.90-1

Pour ce qui concerne l'ensemble de son propos quant à ses positions frontales face à celles d'Evans Gordon, il n'existe aucun signe que Weizmann essayât jamais de mobiliser le public contre lui. Qu'est-ce que Weizmann lui dit lors de leur discussion « *amicale* » ? Aucun d'entre eux ne nous en laissa de trace, mais nous pouvons légitimement présumer ce qui suit : comme avec le maître Herzl, il dut en être avec le disciple Weizmann. Nous pouvons raisonnablement conjecturer que l'avoué dévot des arrangements pragmatiques demanda à l'antisémite son soutien envers le sionisme. Pas une seule fois, fût-ce à l'époque ou ultérieurement, Weizmann n'essaya-t-il de rallier les foules juives contre l'antisémitisme.

« *Œuvrer pour que les Juifs quittent les partis révolutionnaires* »

Herzl avait au départ espéré convaincre le Sultan de Turquie de lui accorder la Palestine, en tant que micro-État autonome, en échange d'une prise en charge par l'Organisation sioniste mondiale (OSM) de la dette étrangère de l'Empire turc. Ses espoirs s'avèrent rapidement vains. [Abdul Hamid](#) savait fort bien que l'autonomie conduit toujours à l'indépendance, et restait déterminé à maintenir son emprise sur l'ensemble de son empire. L'OSM ne disposait d'aucune armée, et n'avait pas les moyens d'occuper le pays. Sa seule chance était d'amener une puissance européenne à faire pression sur le Sultan pour le compte du sionisme. Une colonie sioniste existerait dès lors sous protection de ladite puissance, et les sionistes seraient ses agents au sein du royaume ottoman en décomposition. Jusqu'à la fin de son existence, Herzl œuvra dans cet objectif, et il commença par se tourner vers l'Allemagne. Le Kaiser, bien évidemment, était loin d'être nazi ; il ne rêva jamais de tuer des Juifs, et leur laissa une totale liberté économique, mais il les empêcha néanmoins absolument de pénétrer le corps des officiers ainsi que le ministère des affaires étrangères, et d'importantes

discriminations avaient lieu durant le service public. À la fin des années 1890, l'empereur Guillaume se préoccupait fortement quant à la croissance continue du mouvement socialiste, et le sionisme l'attira : il était convaincu que les Juifs étaient derrière ses ennemis. Il eut la naïveté de croire que « *les éléments social-démocrates afflueront vers la Palestine*¹² ». Le 19 octobre 1898, il accorda une entrevue à Herzl à Constantinople. Lors de cette rencontre, le dirigeant sioniste lui demanda d'intervenir personnellement auprès du Sultan, et de constituer une [compagnie à charte](#)¹³ sous protection allemande. Une sphère d'influence en Palestine était assez attirante, mais Herzl avait compris qu'il disposait d'un autre appât à présenter à de potentiels soutiens de droite : « *J'expliquai que nous retirions les Juifs des partis révolutionnaires*¹⁴ ».

Malgré l'intérêt affirmé de l'Empereur quant à se débarrasser des Juifs, rien ne put être réalisé avec Berlin. Ses diplomates savaient trop que le Sultan n'accepterait jamais un tel dessein. En outre, le ministre allemand des affaires étrangères était plus avisé que son supérieur. Il savait que les Juifs allemands ne quitteraient jamais volontairement leur patrie.

Herzl s'adressa ailleurs, et alla jusqu'à se tourner vers le régime tsariste pour obtenir quelque soutien. En Russie, le sionisme avait tout d'abord été toléré ; on y comptait sur l'émigration. Un temps durant, [Sergeï Zoubatov](#), directeur de la police tsariste, avait développé une stratégie visant secrètement à diviser les opposants du Tsar. En raison de leur double oppression, les travailleurs juifs avaient produit la première organisation socialiste de masse de Russie, la Ligue générale des travailleurs juifs, la [Bund](#). Zoubatov donna pour instruction aux agents juifs de mobiliser les groupes du

12. David Yisraeli, *Germany and Zionism, Germany and the Middle East, 1835-1939* (Université de Tel Aviv, 1975), p.142

13. Une compagnie à charte était une compagnie possédant une concession écrite (une charte) d'un gouvernement lui donnant le droit de commercer avec certains privilèges, NdT

14. Patai, *Complete Diaries of Theodor Herzl*, vol.III, p.729

Poale Zion (les Travailleurs de Sion) pour qu'ils se mobilisassent contre les révolutionnaires¹⁵. (Le sionisme ne constitue pas un mouvement monolithique, et quasiment depuis le départ, l'OSM a été divisée en factions reconnues de manière officielle. Voir le glossaire qui présente une liste des organisations sionistes et juives mentionnées dans cet ouvrage.) Mais lorsque des éléments au sein des rangs sionistes répondirent aux pressions du régime répressif et au mécontentement croissant, et commencèrent à se préoccuper des droits des Juifs en Russie, la banque sioniste — la *Jewish Colonial Trust* — fut interdite. Cela amena Herzl à se rendre à Saint Petersburg pour y tenir des réunions avec le comte **Sergei Witte**, ministre des finances, ainsi que **Vyacheslav von Plevhe**, ministre de l'intérieur. Von Plevhe avait organisé le premier pogrom en vingt ans, à la Pâques de l'année 1903, à **Kishenev**, en **Bessarabie**. Quarante-cinq personnes avaient trouvé la mort, et plus d'un millier y avaient été blessés ; Kishenev avait provoqué l'effroi et la rage parmi les Juifs.

Les pourparlers de Herzl avec le meurtrier von Plevhe se firent malgré l'opposition de la plupart des sionistes eux-mêmes. Il se rendit à Saint Petersburg pour faire rouvrir la *Colonial Trust*, pour demander à ce que les impôts versés par les Juifs fussent utilisés pour subventionner l'émigration, et pour qu'une intercession fût réalisée avec les Turcs. Pour faire passer la pilule à ses critiques juifs, il plaïda, non pour l'abolition de la **Zone de Résidence**, les provinces occidentales dans lesquelles les Juifs étaient confinés, mais pour son agrandissement « *afin de prouver clairement le caractère humain de ces étapes* », suggéra-t-il¹⁶. « *Cela mettrait fin, exhorta-t-il, à une certaine agitation*¹⁷ ». Von Plevhe le rencontra le 8 août, puis de nouveau le 13 août. On connaît ce déroulé, car il figure dans le journal d'Herzl. Von Plevhe exposa ses préoccupations quant à

15. George Gapon, *The Story of My Life*, p.94

16. Patai, *Complete Diaries of Theodor Herzl*, vol. IV, p.1521

17. Ibid

la nouvelle orientation qu'il voyait adoptée par le sionisme :

Ces derniers temps, la situation s'est encore aggravée, du fait que les Juifs se sont ralliés aux partis révolutionnaires. Votre mouvement sioniste avait reçu notre sympathie, tant qu'il visait l'émigration. Je ne vous demande pas de justifier auprès de moi le mouvement. Vous prêchez à un converti¹⁸. Mais depuis la conférence de Minsk, nous avons constaté un changement des gros bonnets¹⁹. On parle moins à présent du sionisme palestinien que de la culture, de l'organisation et du nationalisme juifs. Cela ne nous convient pas²⁰.

Herzl obtint de la part de von Plevhe la réouverture de la *Colonial Trust* ainsi qu'une lettre de recommandation en faveur du sionisme, mais ce soutien ne fut accordé que pourvu que le mouvement se confinât à l'émigration, et à éviter de faire monter les droits nationaux au sein de la Russie. En retour, Herzl envoya à von Plevhe une copie de la lettre envoyée à Lord Rothschild, suggérant que : « *La situation se verrait substantiellement améliorée si les journaux pro-juifs cessaient d'employer un ton aussi odieux à l'égard de la Russie. Nous devrions essayer de travailler à cette fin dans un avenir proche.* »²¹. Herzl prit alors la parole publiquement, en Russie, contre les tentatives d'organiser des regroupements sionistes au sein du sionisme russe :

En Palestine...notre terre, un parti vitaliserait notre vie politique — et dès lors je déterminerais ma propre attitude envers ce parti. Vous ne me rendez pas justice si vous affirmez que je suis opposé aux idées sociales progressistes. Mais à présent, dans la condition qui est

18. En français dans le texte, NdT

19. En français dans le texte, NdT

20. Ibid., p.1525

21. Ibid., p.1538

*la nôtre, il est trop tôt pour s'occuper de telles affaires. Elles sont accessoires. Le sionisme exige une implication totale, et non partielle*²².

À son retour en Occident, Herzl poussa plus avant sa collaboration avec le tsarisme. Cet été-là, au cours du congrès du sionisme mondial, il tint une réunion secrète avec [Chaim Zhitlovsky](#), qui était alors une figure au firmament du parti social révolutionnaire. (Les congrès du sionisme mondial se tiennent tous les deux ans, les années impaires ; le congrès de 1903 en était la sixième instance.) Zhitlovsky relata par la suite par écrit cette conversation extraordinaire. Le sioniste lui affirma que :

*Je viens de rentrer après ma rencontre avec Plevhe. Je dispose d'un engagement positif de sa part que d'ici à 15 ans, au maximum, il établira une charte pour la Palestine en notre faveur. Mais cette promesse est établie à une condition : les révolutionnaires juifs doivent cesser leur lutte contre le gouvernement russe. Si, dans 15 ans à compter de la date de l'accord, Plevhe n'établit pas la charte, ils redeviennent libres de faire ce qu'ils estiment nécessaire*²³.

Bien entendu, Zhitlovsky balaya la proposition avec mépris. Les révolutionnaires juifs n'étaient pas prêts à mettre fin à la lutte pour les droits humains élémentaires en échange d'une vague promesse d'un État sioniste dans un avenir lointain. Le Russe trouva évidemment quelques mots choisis pour qualifier le fondateur de l'OSM :

Dans l'ensemble, [il] se montrait trop « loyal » aux autorités en place — comme il sied à un diplomate qui doit s'adapter aux positions de pouvoir en place, pour s'intéresser aux révolutionnaires et les prendre en compte

22. Amos Elon, *Herzl*, pp.381-2

23. Samuel Portnoy (ed.), Vladimir Medem – *The Life and Soul of a Legendary Jewish Socialist*, pp.295-8

dans ses calculs. . . Bien sûr, il effectua ce voyage, non dans le but d'intercéder en faveur du peuple d'Israël et d'éveiller la compassion pour nous dans le coeur de Plevhe. Il fit ce trajet comme un homme politique qui ne se préoccupe pas de sentiments, mais d'intérêts. . . La « politique » d'Herzl est établie sur une base de pure diplomatie, et postule sérieusement que l'histoire politique de l'humanité est écrite par quelques personnes, quelques dirigeants, et que ce qu'ils conviennent entre eux devient le contenu de l'histoire politique. ²⁴.

Y avait-il quelque justification aux rencontres tenues entre Herzl et von Plevhe? Une seule opinion est valide à ce sujet. Weizmann lui-même allait plus tard écrire que *« cette étape n'était pas seulement humiliante, elle était absolument sans objet. . . on n'aurait pu aller plus loin dans l'irréalité »*²⁵. Le Tsar n'avait pas la moindre influence sur les Turcs, qui le considéraient comme leur ennemi. Dans le même temps, en 1903, Herzl accepta une proposition encore plus surréaliste de la part de la Grande-Bretagne, en vue d'une colonie sioniste sur les hauts-plateaux kenyans, en substitution à la Palestine. Les sionistes russes se mirent à objecter à ces discussions étranges, et menacèrent de quitter l'OSM, si l'« Ouganda » était jamais considéré. Herzl se voyait comme un [Cecil Rhodes](#) juif; l'emplacement de sa colonie ne lui importait guère, alors que pour la plupart des sionistes russes, le mouvement était une extension de leur héritage biblique, si bien que l'Afrique ne représentait rien pour eux. Un sioniste russe dérangé essaya d'assassiner le lieutenant de Herzl, [Max Nordau](#), et seule la mort prématurée de Herzl permit d'éviter un effondrement intérieur du mouvement.

Cependant, la mort de Herzl ne marqua pas la fin des contacts directs avec le tsarisme. En 1908, la formation accepta que le successeur d'Herzl, [David Wolffsohn](#), rencontrât le premier ministre,

24. Ibid

25. Weizmann, *Trial and Error*, p.82

Piotr Stolypin ainsi que le ministre des affaires étrangères, [Alexandre Izvolsky](#), au sujet d'une nouvelle tracasserie quant à la banque *Colonial Trust*. Izvolsky convint rapidement d'un accord sur la demande minimaliste, et eut de fait une discussion amicale avec le dirigeant de l'OSM : « *Je pourrais presque dire que j'ai fait de lui un sioniste,* » écrivit triomphalement Wolffsohn²⁶. Mais, cela va sans dire, la visite de Wolffsohn ne déboucha sur aucune modification quant à la loi anti-juive en Russie.

La première guerre mondiale

Les actions diplomatiques inouïes entreprises par le sionisme avant-guerre ne freinèrent en rien les tentatives par l'OSM de tirer parti de la débâcle de la première guerre mondiale. La plupart des sionistes étaient pro-allemands, par aversion au tsarisme, qui était la partie en présence la plus antisémite. Les quartiers généraux de l'OSM à Berlin essayèrent d'amener l'Allemagne et la Turquie à soutenir le sionisme en Palestine comme un stratagème pour rallier la communauté juive mondiale à leur camp. D'autres virent que la Turquie était faible et promise au démembrement au cours de la guerre. Ils avancèrent que, s'ils soutenaient les Alliés, le sionisme pourrait se voir établi en Palestine, en récompense. Pour ces derniers, il n'importait guère que les Juifs de Russie, c'est-à-dire la majorité des Juifs au niveau mondial, n'eût rien à gagner dans la victoire de leur oppresseur et de ses alliés étrangers. Weizmann, domicilié à Londres, essaya de se rallier les hommes politiques britanniques. Il avait déjà pris contact avec [Arthur Balfour](#) qui, en tant que premier ministre, s'était prononcé contre l'immigration juive en 1905. Weizmann connaissait toute la portée de l'antisémitisme de Balfour, qui avait débatté sa philosophie face au sioniste le 12 décembre 1914. Dans une correspondance privée, Weizmann écrivit : « *Il m'expliqua comment il avait jadis eu une longue conversation*

26. Emil Cohen, *David Wolffsohn*, p.196

avec *Cosima Wagner* à Beyrouth, et qu'il partageait nombre des postulats antisémites de celle-ci²⁷ »

Pendant que Weizmann jouait les intrigants avec les hommes politiques de Londres, *Vladimir Jabotinsky* avait obtenu le soutien du Tsar pour qu'une légion de volontaires juifs aidât la Grande-Bretagne à s'emparer de la Palestine. On comptait des milliers de jeunes Juifs en Grande-Bretagne, qui restaient des ressortissants russes, qui étaient menacés de déportation vers la Russie tsariste par *Herbert Samuel*, le Secrétaire d'État juif, s'ils ne se portaient pas « volontaires » dans l'armée britannique. Ils n'en étaient pas intimidés ; ils ne se battraient ni pour le Tsar, ni pour son alliée, et le gouvernement finit par reculer. L'idée de légion fut une porte de sortie pour les Alliés embarrassés.

Les Turcs contribuèrent à transformer le dessein en réalité en expulsant tous les Juifs russes de Palestine, considérés comme des étrangers ennemis. Ceux-là non plus ne voulaient pas combattre directement pour le tsarisme, mais leur sionisme les amena à suivre *Joseph Trumpeldor*, adpte de la pensée de Jabotinsky, dans le *corps des Muletiers de Sion*, aux côtés des Britanniques, à *Gallipoli*. Par la suite, Jabotinsky fanfaronna fièrement quant au fait que le corps des Muletiers — et l'aide des antisémites de Saint Petersburg — l'aiderent à parvenir à son objectif :

ce fut ce « bataillon d'ânes » d'Alexandrie, tourné au ridicule par tous les esprits d'Israël, qui ouvrit devant moi les portes des bureaux du gouvernement à Whitehall. Le ministre des affaires étrangères à Saint Petersburg envoya des écrits à ce sujet au comte Benken-

27. Meyer Weisgal (ed.), *The Letters and Papers of Chaim Weizmann*, Letters, vol.VII p.81. Après l'Holocauste, Weizmann ne pouvait pas révéler l'antisémitisme du grand soutien du sionisme. Il retoucha son récit dans *Trial and Error* : « *M. Balfour fit mention que, deux années plus tôt, il s'était rendu à Beyrouth, et qu'il avait discuté avec Frau Cosima Wagner, la veuve du compositeur, qui avait soulevé le sujet des Juifs. J'interrompis M. Balfour...* » (p.153)

doff, l'ambassadeur de Russie à Londres; l'ambassade de Russie transmet des rapports à ce sujet au bureau britannique des affaires étrangères; le conseiller en chef de l'ambassade, feu Constantine Nabokov, qui devint par la suite ambassadeur, prépara les réunions avec les ministres britanniques²⁸.



FIGURE 1.1 – Affiche de propagande des années 1920, glorifiant la Légion juive et Jabotinsky

28. Vladimir Jabotinsky, *The Story of the Jewish Legion*, p.74

La déclaration Balfour et la lutte contre le bolchevisme

La fin de la guerre fit déboucher la communauté juive ainsi que le sionisme dans un monde totalement nouveau. Les manœuvres de l'OSM avaient fini par payer — pour le sionisme, mais pas pour la communauté juive. [La déclaration Balfour](#) était le prix que Londres était prête à payer pour que la communauté juive étasunienne usât de son influence pour faire entrer en guerre les États-Unis, et pour garder la communauté juive russe loyale envers les Alliés. Mais quoique la déclaration accordât au sionisme le soutien militaire et politique de la part de l'Empire britannique, elle n'eut pas le moindre effet quant à l'enchaînement des événements qui se produisirent dans l'ancien Empire tsariste, cœur de la communauté juive. Le bolchevisme, une idéologie principalement opposée au sionisme, s'était emparé du pouvoir à Saint Petersburg et se voyait mis au défi par les tsaristes de la garde blanche et des forces ukrainiennes, polonaises et baltes financées par la Grande-Bretagne, les États-Unis, la France et le Japon. La contre-révolution était constituée de nombreux éléments disposant d'une longue tradition d'antisémitisme et de pogroms. Cela se poursuivit, et fut même développé outre mesure, au cours de la guerre civile, si bien qu'au moins 60 000 Juifs furent tués par les forces anti-bolcheviques. Bien que la déclaration Balfour accordât au sionisme le tiède soutien des commanditaires des pogroms de la garde blanche, elle ne fit rien pour freiner les pogroms. Au mieux, la déclaration constituait une vague promesse de permettre à l'OSM d'essayer d'établir un foyer national en Palestine. Le contenu de cet engagement restait en soi totalement indéfini. Les dirigeants de l'OSM comprirent que le gouvernement britannique voyait l'écrasement des bolcheviques comme sa priorité principale, et qu'ils devaient veiller à se comporter au mieux, non seulement pour ce qui concernait l'insignifiante Palestine, mais également dans leurs activités dans l'arène volatile que

constituait l'Europe de l'Est.

Les historiens occidentaux donnent à la révolution bolchevique le nom de révolution russe, mais les bolcheviques, quant à eux, la considéraient comme le déclencheur d'une révolte à l'échelle mondiale. Les capitalistes de Grande-Bretagne, de France et des États-Unis en firent autant, qui voyaient le succès communiste galvaniser l'aile gauche de leurs propres classes laborieuses. Comme tout ordre social incapable d'admettre le fait que les masses sont justifiées à vouloir se révolter, ils s'employèrent à expliquer — pour eux-mêmes ainsi qu'à destination du peuple, les bouleversements par des conspirations — fomentées par les Juifs. Le 8 février 1920, Winston Churchill alors secrétaire d'État à la guerre, fit connaître aux lecteurs de l'*Illustrated Sunday Herald* « Trotsky...[et]...ses desseins en vue d'un État communiste mondial sous "domination juive" ». Cependant, Churchill avait ses opposants juifs choisis face au bolchevisme — les sionistes. Sa plume décrivit avec fougue « la furie avec laquelle Trotsky a attaqué les sionistes dans leur ensemble, et le Dr Weizmann en particulier. » « Trotsky », déclara Churchill, était « directement entravé et gêné par ce nouvel idéal...La lutte qui commence à présent entre les Juifs sionistes et bolcheviques n'est guère moins qu'un combat pour l'âme du peuple juif²⁹. »

La stratégie britannique consistant à utiliser à la fois les antisémites et les sionistes contre « Trotsky » s'appuya en fin de compte sur la volonté du sionisme de coopérer avec la Grande-Bretagne malgré l'implication britannique aux côtés des responsables des pogroms commis par les Russes blancs. L'OSM ne voulait pas de pogroms en Europe de l'Est, mais ne fit rien pour mobiliser la communauté juive mondiale au nom des Juifs assaillis là-bas. Les déclarations de Weizmann de l'époque, ainsi que ses mémoires, nous indiquent comment ils considéraient la situation. Il parut à la confé-

29. Winston Churchill, *Zionism versus Bolshevism*, *Illustrated Sunday Herald* (8 février 1920), p.5

rence de Versailles le 23 février 1919. Une nouvelle fois, il énonça la ligne traditionnelle quant à la communauté juive, partagée par les antisémites et les sionistes. Ce n'étaient pas les Juifs qui avaient vraiment des problèmes, c'étaient les Juifs qui étaient le problème :

La communauté juive et le judaïsme connaissaient une situation d'affaiblissement effroyable, vis-à-vis d'eux-mêmes comme vis-à-vis des nations, un problème auquel il était très difficile de trouver une solution. Il n'y avait, déclarai-je, aucun espoir en vue d'une solution — car le problème juif revenait fondamentalement inexorablement au fait que le peuple juif n'avait pas de terre — sans la création d'un foyer national³⁰.

Bien sûr, les Juifs ne présentaient aucun problème — ni pour les nations, ni pour « eux-mêmes » — mais Weizmann disposait d'une solution au « problème » inexistant. Une fois de plus, le sionisme s'offrit de lui-même aux puissances capitalistes agglomérées, comme un mouvement anti-révolutionnaire. Le sionisme allait « transformer l'énergie juive en une force constructrice au lieu de se dissiper dans des tendances destructrices³¹. » Jusqu'à ses dernières années, Weizmann ne put voir la tragédie juive au cours de la révolution russe que par le bout de la lorgnette du sionisme :

Entre la déclaration Balfour et l'accession au pouvoir des bolcheviques, la communauté juive russe avait souscrit la somme énorme pour l'époque de 30 millions de roubles pour établir une banque agricole en Palestine ; mais ceci, comme tant d'autres choses, devait désormais être rayé. . . la communauté juive polonaise. . . continuait de souffrir dans la guerre séparée russo-polonaise, de son incapacité à contribuer de manière significative aux tâches qu'il nous restait à accomplir³².

30. Weizmann, *Trial and Error*, p.243

31. Leonard Stein, *The Balfour Declaration*, p.348.

32. Weizmann, *Trial and Error*, pp.240-1

Weizmann voyait le sionisme comme faible en tous points, et comme n'ayant posé qu'un orteil en Palestine. L'Europe de l'Est était « *une tragédie que le mouvement sioniste restait pour le moment impuissant à soulager*³³. » D'autres étaient moins engourdis. Les syndicats britanniques organisèrent un embargo sur les armes expédiées aux Blancs. Les communistes français organisèrent une mutinerie au sein de la flotte française dépêchée en Mer Noire. Et, bien entendu, ce fut l'Armée rouge qui essaya de protéger les Juifs contre leurs meurtriers Blancs. Mais l'OSM n'usa jamais de son influence, fût-ce au sein de la communauté anglo-juive ou aux sièges du pouvoir, pour soutenir les unionistes militants. Weizmann partageait totalement la mentalité anti-communiste de ses soutiens britanniques. Il ne changea jamais d'opinion au cours de cette période. Même dans *Trial and Error*, il continuait de présenter les intonations d'un *Tory*³⁴ quant à « *une période où les horreurs de la révolution bolchevique étaient bien imprimées dans l'esprit de chacun*³⁵ (*propos mis en exergue par moi-même*) ».

Les traités sur les minorités à la conférence de paix de Versailles

La Russie était hors de contrôle, mais les Alliés et leurs clients locaux continuaient de dominer le reste de l'Europe de l'Est ; à présent que l'OSM avait été convertie par la déclaration Balfour en une Voix officielle d'Israël, elle ne pouvait plus rester taciturne quant au destin de la considérable communauté juive qui y résidait. Il lui fallait agir comme leur porte-parole. Elle escomptait que les Juifs fussent reconnus comme nation disposant de l'autonomie pour ses propres écoles et institutions linguistiques séparées, et que le sabbath juif fût reconnu comme jour de repos. La stra-

33. Ibid., p.242

34. Nom donné familièrement aux conservateurs britanniques

35. Ibid.. p.218

tégie sioniste s'appuyant lourdement sur l'impérialisme, le *Comité des délégations juives*³⁶ — principalement l'OSM en tandem avec l'*American Jewish Committee* — présenta un mémorandum sur l'autonomie nationale lors de la conférence de Versailles. Tous les nouveaux États successeurs des empires déchus, à l'exception de l'Allemagne et de la Russie, allaient se trouver contraints à signer des traités quant aux droits des minorités comme pré-condition à une reconnaissance diplomatique. Au départ, l'idée fut reprise par les Alliés, qui comprenaient que les droits des minorités étaient essentiels si les chauvinistes enchevêtrés d'Europe de l'Est ne devaient pas s'entre-déchirer et préparer une voie royale au bolchevisme. Les uns après les autres, les Polonais, les Hongrois et les Roumains signèrent, mais leur signataire n'avait aucune valeur. Les classes moyennes chrétiennes, en croissance rapide dans ces pays, voyaient les Juifs comme des concurrents bien implantés, et étaient déterminées à les déloger. Les Polonais qui signèrent le traité pour leur pays étaient les plus notoires antisémites de ce pays, les Hongrois déclarèrent leur jour de signature du traité comme jour de deuil national, et les Roumains refusèrent de signer jusqu'à ce que les clauses garantissant les droits du sabbath et les écoles juives fussent retirées de leur traité.

Le projet utopique n'eut jamais la moindre chance de réussite. Balfour comprit bientôt les problèmes que les traités allaient créer pour les Alliés en Europe de l'Est. Le 22 octobre, il déclara à la *Société des Nations* que les États accusateurs allaient devoir assumer une tâche ingrate s'ils essayaient de mettre en œuvre les obligations stipulées par les traités. Il affirma alors que puisque les traités précédaient la Société des Nations, celle-ci n'avait pas à se contraindre à les mettre en application³⁷. Les avocats assemblés acceptèrent alors la responsabilité légale des traités, mais ne prévirent aucune machinerie de mise en application.

36. En français dans le texte, NdT

37. Jacob Robinson et al., *Were the Minority Treaties a Failure?*, pp.79-80

Les Juifs ne se préoccupèrent guère d'utiliser les traités vides de sens. Seules trois pétitions collectives furent même soumises. Dans les années 1920, on découvrit que la Hongrie avait divers *numerus clausus* dans ses universités. En 1933, Hitler, encore faible, se sentit obligé d'honorer la convention germano-polonaise sur les minorités, qui était le seul traité de la sorte applicable à l'Allemagne, et 10 000 Juifs de Haute-Silésie conservèrent l'ensemble de leurs libertés civiles jusqu'à la fin du traité en juillet 1937³⁸. La Roumanie fut reconnue coupable d'avoir révoqué les droits des citoyens juifs en 1937. Ces victoires légalistes insignifiantes ne changèrent strictement rien à long terme.

La seule manière selon laquelle les Juifs auraient pu connaître quelque réussite dans leur lutte pour leurs droits en Europe de l'Est était par l'alliance avec les mouvements de la classe laborieuse qui, dans tous ces pays, voyaient l'antisémitisme pour ce qu'il était : un rasoir idéologique entre les mains de leurs propres ennemis capitalistes. Mais quoique la révolution sociale signifiât l'égalité pour les Juifs en tant que Juifs, elle impliquait également l'expropriation de la classe moyenne juive en tant que capitaliste. C'était chose inacceptable aux affiliés locaux de l'OSM, dont la composition relevait principalement de la classe moyenne et quasiment pas de la classe laborieuse. Le mouvement sioniste mondial, toujours concerné quant à l'opinion de la classe dirigeante britannique, ne poussa jamais ses groupements locaux vers la gauche, bien que les radicaux fussent la seule force de masse sur le terrain qui fût prête à défendre les Juifs. Au lieu de cela, les dirigeants de l'OSM conclurent qu'ils ne disposaient pas d'assez de force pour lutter à la fois pour les droits juifs dans la Diaspora, et construire la « *nouvelle Sion* », et au cours des années 1920, ils abandonnèrent toute prétention à agir au nom de la communauté juive de la Diaspora, et laissèrent leurs affiliés locaux — ainsi que les communautés juives dans ces pays — se défendre par leurs propres moyens.

38. Jacob Robinson, *And the Crooked shall be made Straight*, p.72

L'alliance sioniste avec l'antisémitisme en Europe de l'Est

La plupart des Juifs d'Europe de l'Est ne voyaient pas les bolcheviques comme les ogres que Churchill et Weizmann estimaient qu'ils étaient. Sous Lénine, les bolcheviques accordèrent aux Juifs non seulement l'égalité totale, mais ils établirent également des écoles et, en fin de compte, des cours en yiddish ; cependant, ils étaient absolument opposés au sionisme et à tout nationalisme idéologique. Les bolcheviques enseignaient que la révolution avait besoin de l'unité des travailleurs de toutes les nations contre les capitalistes. Les nationalistes séparaient « *leurs* » travailleurs de leurs camarades de classe. Le bolchevisme s'opposait frontalement au sionisme, le dénonçant comme pro-britannique et comme fondamentalement anti-arabe. Les dirigeants locaux sionistes furent donc contraints de se tourner vers les nationalistes comme alliés potentiels. En Ukraine, il s'agissait de la Rada (le conseil) de [Symon Petlioura](#) qui, à l'image des sionistes, opérait son recrutement sur des lignes strictement ethniques : pas de Russes, pas de Polonais, et pas de Juifs.

En Ukraine

La Rada était basée sur les professeurs de villages et d'autres enthousiastes de la langue, trempés dans l'histoire « *glorieuse* » de l'Ukraine — à savoir la révolte cosaque de [Bogdan Zinovy Chmielnicki](#) au XVII^{ème} siècle contre la Pologne, au cours de laquelle la paysannerie enragée massacra 100 000 Juifs vus comme des intermédiaires travaillant pour les Pans (nobles) polonais. L'idéologie nationaliste renforça le fiel quant aux « *assassins du Christ* » dont les masses rurales illettrées avaient été abreuvées par l'ancien régime. Des débordements antisémites étaient inévitables avec un tel climat idéologique, mais les sionistes s'y laissèrent entraîner par des promesses d'autonomie nationale, et envahirent la Rada. En janvier

1919, [Abraham Revusky](#), du [Poale Zion](#), entra en fonction comme ministre des affaires juives auprès de Petlioura³⁹. Meir Grossmann, de l'*Ukrainian Zionist Executive*, se rendit à l'étranger pour rallier le soutien juif au régime anti-bolchevique⁴⁰.

Les inévitables pogroms commencèrent avec la première défaite ukrainienne face à l'armée rouge en janvier 1919, et Revusky fut contraint à démissionner dans le mois qui suivit après que Petlioura n'ait rien fait pour mettre fin aux atrocités. À de nombreux égards, l'épisode Petlioura détruisit le gros de la base du sionisme contre les Juifs soviétiques. Churchill perdit son pari : c'était Trotsky, et non Weizmann, ni Revusky, qui allait s'attirer l'âme des masses juives.

En Lituanie

L'implication sioniste lituanienne avec les antisémites fut également un échec, quoi qu'heureusement, la Lituanie ne provoqua pas de pogroms significatifs. Les nationalistes de ce pays étaient dans une situation extrêmement précaire. Non seulement se voyaient-ils menacés par le communisme, mais ils luttaient également contre la Pologne quant à un différend territorial autour de Vilnius. Ils se sentirent contraints de travailler avec les sionistes, du fait qu'il leur fallait s'assurer le soutien de la considérable minorité juive de Vilnius, et ils surestimèrent également l'influence sioniste sur les puissances alliées, dont l'approbation était un prérequis s'ils voulaient jamais s'emparer de cette ville. En décembre 1918, trois sionistes firent leur entrée dans le gouvernement provisoire d'[Antanas Smetona](#) et d'[Augustinas Voldemaras](#). Jacob Wigodski devint ministre aux affaires juives, N. Rachmilovitch vice-ministre au commerce, et Shimshon Rosenbaum vice-ministre aux affaires étrangères.

39. Abraham Revusky, *Encyclopedia Judaica*, vol.14, col.134

40. Meir Grossmann, *Encyclopedia Judaica*, vol.7, col.938

Là encore, l'appât était l'autonomie. Les Juifs pourraient se voir accordés une représentation proportionnelle dans le gouvernement, des droits complets pour le yiddish, et un Conseil national juif se verrait accordé le droit de lever un impôt obligatoire sur tous les Juifs pour les affaires religieuses et culturelles. Seuls les convertis pourraient refuser de s'acquitter de cet impôt. [Max Soloveitchik](#), qui prit la suite de Wigodski au ministère juif, s'enthousiasma de ce que « *la Lituanie fût la source créative des formes de vie juive de l'avenir*⁴¹ ».

En avril 1922, le gouvernement lituanien sentit qu'il pouvait commencer à agir contre les Juifs. Le couloir de Vilnius échappa pour de bon à la Pologne, et l'armée polonaise resta entre le communisme et la frontière lituanienne. La première décision de Smetana fut de refuser de garantir les institutions de l'autonomie dans la constitution. Soloveitchik démissionna en protestation, et alla rejoindre la direction de l'OSM à Londres. Les sionistes locaux essayèrent de traiter le problème en constituant un bloc électoral avec les minorités polonaise, allemande et russe. Cette petite démonstration de force supplémentaire amena le gouvernement à lever le pied, et Rosenbaum se vit accordé le ministère des Juifs par Ernestas Galvanauskas, le nouveau premier ministre. En 1923, l'offensive fut lancée de nouveau par l'interdiction que des discours parlementaires fussent prononcés en yiddish. En juin 1924, le ministère des Juifs fut supprimé; en juillet l'usage du Yiddish fut proscrit sur les enseignes des commerces; en septembre, la police dispersa le Conseil national, et Rosenbaum ainsi que Rachmilovitch déménagèrent pour la Palestine. En 1926, Smetana avait établi un régime semi-fasciste qui dura jusqu'à l'invasion par Staline lors de la seconde guerre mondiale. Dans les jours qui suivirent, Voldemaras et Galvanauskas endossèrent ouvertement le rôle d'agents nazis dans la politique lituanienne.

41. Samuel Gringauz, *Jewish National Autonomy in Lithuania (1918-1925)*, *Jewish Social Studies* (July 1952), p.237

Les compromis entre sionisme et antisémitisme

L'essentiel de la doctrine sioniste sur l'antisémitisme fut établi tout à fait préalablement à l'Holocauste : l'antisémitisme était inévitable et ne pouvait être combattu ; la solution était l'émigration des Juifs indésirables vers un État juif en cours de construction. L'incapacité pour le mouvement sioniste de s'emparer militairement de la Palestine le contraignit à rechercher un soutien impérial, dont il attendait qu'il fût motivé par l'antisémitisme dans une certaine mesure. Les sionistes considéraient en outre le marxisme comme un ennemi assimilationniste, ce qui les persuada de s'allier contre lui avec leurs camarades séparatistes des mouvements nationalistes de droite et antisémites en Europe de l'Est.

Les événements donnèrent raison à Herzl ainsi qu'à ses successeurs. Ce fut Balfour, un antisémite, qui permit au sionisme de s'implanter en Palestine. Quoiqu'Israël fût ultimement établie par une révolte par les armes contre la Grande-Bretagne, sans la présence de l'armée britannique au cours des premiers mois du mandat, les Palestiniens n'auraient guère eu de difficulté à éjecter le sionisme.

Mais nous sommes victimes d'un tour de passe-passe. Balfour donna bien au Sionisme son point d'entrée en Palestine, mais le mandat britannique protégea-t-il les Juifs de leurs ennemis en Europe ?

On pouvait toujours combattre l'antisémitisme. En France, en Russie et en Ukraine, on fit mieux que le combattre, on le battit, sans la moindre aide de la part de l'organisation sioniste mondiale. Si les peuples de ces pays avaient suivi les diktats des sionistes, les antisémites n'auraient jamais été défaits.

Chaim Weizmann, principal dirigeant de l'OSM à l'époque d'Hitler, poursuivit pour l'essentiel les mêmes anciennes politiques de l'OSM. Les éléments de l'OSM qui voulaient tenir tête au nazisme dans les années 1930 eurent toujours comme principal ennemi intérieur le président de leur propre mouvement. Nahum Goldmann,

qui devint après l'Holocauste président de l'OSM, décrivit ultérieurement lors d'un discours les vifs débats à ce sujet et Weizmann et le rabbin Stephen Wise, une figure éminente du sionisme étasunien :

Je me souviens de très violentes discussions entre lui et Weizmann, qui était de plein droit un très grand dirigeant, mais qui rejetait tout intérêt quant aux autres choses. Il s'intéressa à sauver les Juifs allemands durant la période des premières années de nazisme, mais le Congrès juif mondial, la lutte pour les droits des Juifs, ce n'est pas qu'il réfuta leurs besoins, mais il n'avait pas de temps à perdre quant à l'œuvre sioniste. Stephen Wise se disputa avec lui « mais c'est indissociable du même problème. Si vous perdez la Diaspora juive, vous n'aurez pas de Palestine, et vous ne pouvez vous charger que de la totalité de la vie juive⁴² ».

Tel était le sionisme, et la personnalité qui le dirigeait, alors qu'Adolf Hitler marchait à grand pas vers la scène de l'histoire.

42. Nahum Goldman, *Dr Stephen S. Wise, A Galaxy of American Zionist Rishonim*, pp.17-18

Chapitre 2

Blut und Boden (le sang et le sol) : les racines du racisme sioniste

Ce fut l'antisémitisme — et lui seul — qui généra le sionisme. Herzl ne put implanter son mouvement dans rien qui fût positivement juif. Bien qu'il cherchât le soutien des rabbins, il n'était pas dévot à titre personnel. Il n'avait aucune préoccupation spéciale concernant la Palestine, l'ancienne patrie ; il était tout à fait prêt à accepter les hauts plateaux du Kenya, au moins à titre temporaire. Il ne s'intéressait pas du tout à l'hébreu ; il voyait son État juif comme une Suisse linguistique. Il lui fallait penser à la race, car c'était dans l'air du temps ; les antisémites teutoniques parlaient des Juifs comme une race, mais il rejeta bientôt la doctrine, et cita une discussion paradoxale avec [Israel Zangwill](#), l'un de ses adhérents de la première heure, comme raison de ce rejet. Il décrivit l'écrivain anglo-juif comme suit :

de type Nègre au long nez, doté d'une chevelure dense et très noire...Il conserve, cependant, le point de vue

*racial — chose que je ne peux accepter, car je n'ai guère qu'à nous regarder, lui et moi. Tout ce que je dis est : nous sommes une unité historique, une nation composée de diversités anthropologiques*¹.

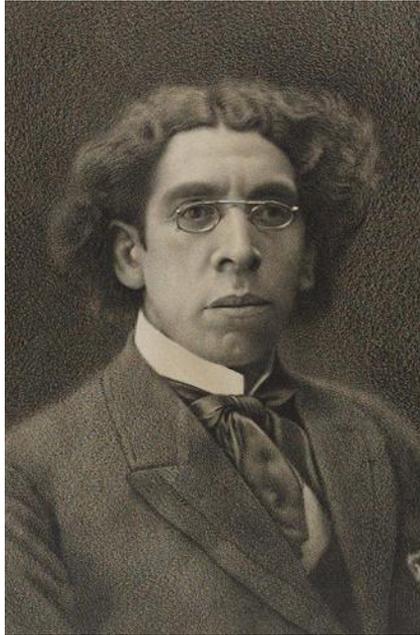


FIGURE 2.1 – Israel Zangwill

Ne s'intéressant pas à la religion, il est allé jusqu'à proposer qu'un athée, [Max Nordau](#), alors écrivain connu partout dans le monde, prît sa succession comme président de l'OSM. De nouveau, le disciple était moins libéral que le maître. Nordau était marié

1. Marvin Lowenthal (ed.), *The Diaries of Theodor Herzl*, p.78

à une chrétienne, et craignait que son épouse fût mal vue par les Orthodoxes du cru². Il était déjà marié lorsqu'il se convertit au sionisme et, en dépit de sa propre épouse non-juive, il devint lui-même rapidement un raciste juif confirmé. Le 21 décembre 1903, il accorda un interview au journal antisémite enragé d'Édouard Drumont, *La Libre Parole*, au cours de laquelle il affirma que le sionisme n'était pas une affaire de religion, mais exclusivement de race, et qu'« *il n'y a personne avec qui je sois plus d'accord sur ce point que M. Drumont*³ ».

Bien qu'une seule des branches nationales de l'OSM (la fédération hollandaise, en 1913) essayât jamais de prendre la peine d'essayer formellement d'exclure les Juifs vivant dans un mariage mixte, le sionisme cosmopolite mourut précocement avec Herzl en 1904⁴. L'OSM en tant que telle n'eut jamais à prendre position contre le mariage mixte; ceux qui y croyaient n'envisagèrent que rarement de rallier les sionistes, évidemment hostiles. En Europe de l'Est, à la base du mouvement en termes de nombre, l'OSM partageait les préjugés des communautés orthodoxes environnantes. Bien que les anciens Juifs aient considéré le prosélytisme et le mariage avec des non-Juifs comme les renforçant, des pressions ultérieures exercées par l'Église catholique amenèrent les rabbins à commencer à considérer les convertis comme une « *démangeaison gênante* », et ils abandonnèrent le prosélytisme. Au fil des siècles, l'auto-ségrégation devint la marque de fabrique des Juifs. Avec le temps, les masses en vinrent à considérer le mariage mixte comme une trahison à l'orthodoxie. Bien qu'en occident, certains Juifs modifièrent la religion et constituèrent des sectes de la « *Réforme* », et que d'autres abandonnèrent le Dieu de leurs pères fondateurs,

2. Amos Elon, *Herzl*, p.255

3. Desmond Stewart, *Theodor Herzl*, p.322

4. L'OSM est structuré par pays, et des élections sont tenues à l'échelle nationale pour le Congrès sioniste mondial; les diverses tendances idéologiques, qui sont mondiales dans leur structure, présentent leurs délégués dans les diverses élections nationales

le trafic s'éloignait en essence du Judaïsme. Peu nombreux furent ceux qui rejoignirent le monde juif, fût-ce par conversion ou par mariage. Si le sionisme occidental se développa dans une atmosphère plus laïque que celui d'Europe de l'Est, le plus gros de ses membres continuait de considérer le mariage mixte comme éloignant les Juifs de leur communauté, plutôt que comme une addition à celle-ci.

Les diplômés d'université allemands, qui prirent le contrôle du mouvement sioniste après le décès de Herzl, développèrent l'idéologie modernisto-raciste du séparatisme juif. Ils avaient été fortement influencés par leurs camarades étudiants pan-germaniques du *Wandervogel* (*oiseaux de passage*, ou *esprits libres*), qui dominaient les campus allemands avant 1914. Ces chauvinistes rejetaient les Juifs du fait qu'ils n'étaient pas de sang allemand ; ils ne pouvaient donc en aucun cas faire partie du peuple allemand et étaient totalement étrangers au territoire teutonique. Tous les étudiants juifs étaient contrainsts de se battre contre ces concepts qui les environnaient. Quelques-uns s'orientèrent à gauche et rejoignirent les sociaux-démocrates. Pour eux, il s'agissait seulement d'un peu plus de nationalisme bourgeois, et cela devait être combattu en tant que tel. La plupart d'entre eux restèrent conventionnellement fidèles au Kaiser, des nationalistes insistant sur l'idée que mille ans sur le territoire allemand avaient fait d'eux des « *Allemands de confession mosaïque*. » Mais une partie des étudiants juifs adopta absolument l'idéologie wandervogel, et la transposa purement et simplement en terminologie sioniste. Ils s'accordaient avec les antisémites sur plusieurs points clés : les Juifs ne faisaient pas partie du peuple allemand et, bien sûr, les Juifs et les Allemands ne devaient pas se mélanger sexuellement, non pas du fait de raisons religieuses traditionnelles, mais par souci de leur propre Sang unique. N'étant pas de sang teutonique, il leur fallait forcément leur propre terre : la Palestine.

Au premier examen, il peut apparaître étrange que les étudiants de la classe moyenne juive se fussent autant laissés influencer par la pensée antisémite, surtout que dans le même temps, le socialisme,

avec ses attitudes assimilationnistes envers les Juifs, était en train de gagner un soutien considérable dans la société qui les environnait. Cependant, le socialisme faisait appel en premier chef aux travailleurs, et non à la classe moyenne. Dans leur environnement, c'était le chauvinisme qui prédominait ; bien qu'intellectuellement ils répudiassent leur connexion avec le peuple allemand, dans les faits ils ne s'émancipèrent jamais de la classe capitaliste allemande, et tout au long de la première guerre mondiale, les sionistes allemands soutinrent passionnément leur propre gouvernement. Car leurs grandioses prétentions intellectuelles, leur sionisme populaire, n'était qu'une pure imitation de l'idéologie nationaliste allemande. C'est ainsi que le jeune philosophe [Martin Buber](#) put combiner sionisme avec un ardent patriotisme allemand durant la première guerre mondiale. Dans son livre *Drei Reden ueber das Judentum*, publié en 1911, Buber faisait mention d'un jeune qui :

ressent dans cette immortalité des générations une communauté de sang, dont il ressent qu'elle constitue l'antécédent de son Moi, sa persévérance dans le passé infini. À cela s'ajoute la découverte, promue par sa conscience, que le sang est une force nourrissante profondément enracinée au sein de chaque individu humain ; que les couches les plus profondes de notre être sont déterminées par le sang ; que notre pensée et notre volonté intimes sont colorées par ce flux. Il ressent à présent que le monde autour de lui est le monde des impressions et des influences, alors que le sang est le royaume d'une substance qui peut être imprimée et influencée, une substance absorbant et assimilant tout selon sa propre forme. Quiconque, dans le choix entre l'environnement et la substance, opte pour la substance, devra donc dorénavant être un Juif vraiment depuis l'intérieur, devra vivre comme un Juif avec toute la contradiction, toute la tra-

*gédie, et tout la promesse future de son sang*⁵.

Les Juifs avaient été présents en Europe depuis des millénaires, bien plus longtemps, par exemple, que [les Magyars](#). Nul ne pourrait rêver de décrire les Hongrois comme des Asiatiques, pourtant, aux yeux de Buber, les Juifs d'Europe étaient encore asiatiques, et le resteraient sans doute à jamais. On pouvait faire quitter aux Juifs la Palestine, mais on ne pourrait jamais faire sortir la Palestine du Juif. En 1916, il écrivit que le Juif :

*avait été sorti de son pays puis dispersé dans les terres d'Occident, mais malgré cela, il restait un Oriental. On peut détecter cela chez le Juif le mieux assimilé, si l'on sait comment accéder à son âme...le besoin immortel d'unité juive — ceci n'existera qu'après la continuité de vie en Palestine...Une fois entré en contact avec son sol maternel, il redeviendra créatif*⁶.

Cependant, le sionisme [völkish](#), avec ses composantes assorties d'enthousiasme mystique, était trop spirituel pour attirer largement des adeptes. Il manquait une version sioniste populaire du social-darwinisme, qui avait balayé le monde intellectuel bourgeois à la suite des conquêtes impériales de l'Europe en Afrique et vers l'Est. La version sioniste de cette version fut développée par Ignatz Zollschan, l'anthropologue autrichien. À ses yeux, la valeur secrète du Judaïsme était qu'il avait, quoique par inadvertance, œuvré à produire une merveille parmi les merveilles :

une nation d'un sang pur, exempte de la corruption des troubles d'excès d'immoralité, d'un sens hautement développé de la pureté familiale, et d'habitudes vertueuses profondément enracinées qui pouvaient développer une activité intellectuelle exceptionnelle. En outre, l'interdiction du mariage mixte avait fait en sorte que ces

5. Martin Buber, *On Judaism*, pp.15-19

6. *Ibid.*, pp.75-7

*très précieux trésors ethniques ne se perdissent pas, par le mélange de races moins soigneusement élevées... Il en résultait cette sélection naturelle, sans égale dans l'histoire de la race humaine... Si une race qui est si hautement douée pouvait voir se présenter l'opportunité de développer une nouvelle fois sa puissance originelle, rien ne pourrait l'égaliser du point de vue de la valeur culturelle*⁷.

Albert Einstein lui-même souscrivait aux conceptions raciales sionistes, et ce faisant il renforça le racisme, en lui prêtant le prestige de sa réputation. Ses propres contributions à la discussion peuvent paraître raisonnablement sincères, mais elles sont fondées sur les mêmes absurdités.

*Les nations disposant d'une différence raciale semblent avoir des instincts qui œuvrent contre leur fusion. L'assimilation des Juifs aux nations européennes... ne peut pas éradiquer le sentiment de l'absence de parenté entre eux et ceux parmi qui ils vivent. En dernier ressort, le sentiment instinctif de l'absence de parenté renvoie à la loi de la conservation de l'énergie. Pour cette raison, il ne peut être éradiqué par des pressions bien intentionnées, quelles qu'en soient les intensités*⁸.

Buber, Zollschan et Einstein n'était que trois parmi les sionistes classiques qui pontifiaient savamment quant à la pureté de la race. Mais en matière de fanatisme absolu, bien peu étaient ceux à pouvoir rivaliser avec l'américain [Maurice Samuel](#). Un écrivain bien connu de son temps — plus tard, au cours des années 1940, il allait travailler avec Weizmann sur l'autobiographie de ce dernier — Samuel s'adressa au public étasunien en 1927 dans son *Moi, le Juif*. Il y dénonça avec horreur une ville qu'il reconnut ne connaître que

7. Ignatz Zollschan, *Jewish Questions (1914)* pp.17-18

8. Solomon Goldman, *Crisis and Decision (1938)*, p.116

de réputation — et que les éléments nous laissent à penser qu'il s'agissait de la colonie d'artistes en liberté de Taos, au Nouveau-Mexique :

*y venaient, rassemblés en un endroit confiné, des représentants des Nègres africains, des Américains et des Mongols chinois, des Sémites et des Aryens... les mariages croisés y étaient la règle... Pourquoi cette image, en partie factuelle, en partie imaginaire, me remplit-elle d'une étrange répulsion, suggère-t-elle la bestialité obscène et obscure?... Pourquoi alors ce village que mon imagination conjure évoque-t-il à mon esprit un tas de reptiles se reproduisant salement au fond d'un seau*⁹.

« Pour faire un bon sioniste, il faut en quelque sorte être antisémite »

Bien que le sang fût un thème récurrent dans la littérature sioniste précédant l'Holocauste, son message n'était pas aussi central que la terre. Tant que les berges de l'Amérique restèrent ouvertes, les Juifs d'Europe demandèrent : si l'antisémitisme ne peut pas être combattu là où il est né, pourquoi ne pourraient-ils pas suivre le flux vers l'Amérique ? La réponse sioniste était en deux volets : l'antisémitisme, disaient les sionistes, était l'existence en exil du Juif. Les Juifs vivaient comme des parasites sur le dos de leurs « hôtes ». En pratique, dans la Diaspora, il n'y avait aucun paysan juif. Les Juifs vivaient dans les villes, étaient aliénés du travail manuel, ou, plus franchement, ils l'évitaient et se préoccupaient de sujets intellectuels ou commerciaux. Au mieux, leurs affirmations de patriotisme étaient creuses, car ils erraient éternellement d'un pays à l'autre. Et lorsqu'il leur venait la fantaisie de se voir comme des socialistes ou des internationalistes, en réalité ils ne restaient rien d'autre que les

9. Maurice Samuel, *I, the Jew*, pp.244-6

intermédiaires de la révolution, luttant dans « *les combats d'autres personnes*. » Ces préceptes combinés étaient connu sous le nom de *shelilat ha'galut* (la Négation de la Diaspora), et ils étaient tenus par l'ensemble du spectre de sionistes, dont les versions ne variaient entre elles que sur des points de détail. Ces thèses étaient exposées énergiquement dans la presse sioniste, où la qualité distinctive de nombreux articles était leur hostilité à l'ensemble du peuple juif. Quiconque lisant ces articles sans connaître leur source aurait automatiquement supposé qu'ils provenaient de la presse antisémite. La [Weltanschauung](#) de l'organisation de jeunes *Hashomer Hatzair* (Jeunes sentinelles), originellement composée en 1917, mais reconstituée en 1936, avait coutume d'effusions de ce type :

*Le Juif est une caricature de l'être humain normal et naturel, tant physiquement que spirituellement. Comme individu au sein d'une société, il se révolte et rejette le harnais des obligations sociales, il ne connaît ni ordre ni discipline*¹⁰.

De même, en 1935, un Américain, Ben Frommer, qui écrivait pour les sionistes-révisionnistes d'ultra-droite, pouvait affirmer, au sujet de pas moins de 16 millions de ses camarades juifs, que :

*Le fait est indéniable que les collectivement, les Juifs sont insalubres et névrosés. Ceux parmi les Juifs professionnels qui, blessés au vif, réfutent avec indignation cette vérité sont les plus grands ennemis de leur propre race, car ils poussent ainsi à rechercher de fausses solutions, ou au mieux des palliatifs*¹¹.

Cette sorte d'auto-haine juive imprégnait fortement l'écriture sioniste. En 1934, [Yehezkel Kaufman](#), qui était alors un célèbre

10. Our Shomer "Weltanschauung", *Hashomer Hatzair* (décembre 1936), p.26

11. Ben Frommer, *The Significance of a Jewish State, Jewish Call (Shanghai, May 1935)*, p.10

universitaire en histoire biblique de l'université hébraïque de Jérusalem, et un sioniste, quoique opposant à la théorie étrange de la Négation de la Diaspora, souleva une furieuse controverse en extrayant de la littérature hébraïque des exemples encore pires. En hébreu, les exaltés pouvaient vraiment s'en prendre à leurs camarades juifs sans crainte de se voir accusés de donner des munitions aux personnes haineuses envers les Juifs. L'ouvrage *Hurban Hanefesh* (Holocauste de l'Âme), écrit par Kaufman, citait trois penseurs sionistes classiques. Pour [Micah Yosef Berdichevsky](#), les Juifs n'étaient « *pas une nation, pas un peuple, pas humains*. » Pour [Yosef Chaim Brenner](#), ils n'étaient rien d'autre que « *des Gypsies, des chiens sales, des chiens inhumains et blessés*. » Pour A.D. Gordon, son peuple ne valait pas mieux que « *des parasites, des gens fondamentalement inutiles*¹². »

Bien entendu, Maurice Samuel eut à appliquer ses fines compétences pour fabriquer des calomnies contre ses camarades juifs. En 1924, dans son oeuvre *You Gentiles*, il fabriqua une communauté juive menée par son propre sinistre démiurge en vue de s'opposer à l'ordre social chrétien :

*Nous les Juifs, nous les destructeurs, nous resterons les destructeurs à jamais. Rien de ce que vous pourrez faire ne satisfera jamais nos besoins ni nos exigences. Nous continuerons de détruire à jamais, car il nous faut un monde à nous, un monde de Dieu, qu'il n'est pas dans votre nature de construire...ceux parmi nous qui ne comprennent pas cette vérité se retrouveront toujours en alliance avec vos factions rebelles, jusqu'au moment des désillusions, le malheureux destin qui nous a répandu parmi vous nous a propulsés à jouer ce rôle indésirable*¹³.

12. Yehezkel Kaufman, *Hurban Hanefesh : A Discussion of Zionism and Anti-Semitism, Issues (Winter 1967)*, p.106

13. Maurice Samuel, *You Gentiles*, p.155

Le **sionisme travailliste** produisit sa propre marque unique de haine de soi juive. En dépit de son nom et de ses prétentions, le sionisme travailliste ne parvint jamais à rassembler une section significative de la classe laborieuse juive — c'est-à-dire la Diaspora —, en quelque pays que ce fût. Ses membres développaient un argument autodestructeur : ils affirmaient que les travailleurs juifs œuvraient dans des industries « *marginales* », comme l'industrie du vêtement, qui n'étaient pas essentielles à l'économie de l'« *hôte* », des nations, et que par conséquent les travailleurs juifs resteraient toujours marginaux par rapport aux mouvements de travailleurs de l'économie de leur lieu de vie. Les travailleurs juifs, était-il affirmé, ne pouvaient mener une lutte de classe « *saine* » que sur leur propre terre. Bien évidemment, les Juifs pauvres ne développèrent guère d'intérêt pour un mouvement soi-disant travailliste qui ne leur disait pas de consacrer tous leurs efforts pour se battre dans le présent immédiat en vue d'obtenir de meilleures conditions de vie, mais plutôt de se préoccuper d'une lointaine Palestine. Paradoxalement, l'appel principal du sionisme travailliste était émis en direction de ces jeunes Juifs de la classe moyenne qui cherchaient à rompre avec leurs classes d'origine, mais n'étaient pas prêts à se rapprocher des travailleurs de leur pays d'habitation. Le sionisme travailliste devint une sorte de secte de contre-culture, dénonçant les marxistes juifs pour leur internationalisme, et dénonçant la classe moyenne juive comme exploitant parasite des nations « *hôtes* ». Dans les faits, ils traduisaient l'antisémitisme traditionnel en yiddish : les Juifs étaient dans les mauvais pays, œuvraient aux mauvaises occupations, et développaient les mauvaises politiques. Il fallut que se produisît l'Holocauste pour ramener ces Jérémies à la raison. Ce ne fut qu'alors qu'ils comprirent la voix commune portée par leur propre message, et la propagande nazie anti-juive. En mars 1942, Chaim Greenberg, alors rédacteur en chef de l'organe de New York du sionisme travailliste, *Jewish Frontier*, reconnut péniblement qu'effectivement, il y avait eu :

un temps où il était de bon ton pour les orateurs sionistes (celui qui écrit ceci y compris) d'utiliser la plateforme pour déclarer que « Pour être un bon sioniste, il faut également être passablement antisémite. » À ce jour, les cercles sionistes travaillistes restent sous l'influence de l'idée selon laquelle le retour à Sion impliquait un processus de purification de notre malpropreté économique. Quiconque ne s'engage pas dans le travail manuel soi-disant « productif » est considéré comme un pécheur contre Israël et contre l'humanité¹⁴.

« Du grain à moudre pour les moulins de la propagande nazie »

Si, sans s'intéresser à d'autres éléments, on disait à quiconque que les premiers sionistes étaient racistes, il serait naturel pour eux de penser que cela a dû imprégner les aspects colonialistes du sionisme en Palestine. En réalité, tel n'est pas le cas : le sionisme de sang aurait évolué même si la Palestine avait été complètement vide. L'enthousiasme pour le sang et la terre étaient des composants du sionisme avant que le premier sioniste moderne quittât même l'Europe.

Le sionisme race fut une ramification étrange de l'antisémitisme racial. En vérité, ces sionistes avançaient que les Juifs constituaient une race pure, sans aucun doute plus pure que, disons, les Allemands, qui, comme le reconnaissaient même les pan-germaniques, avaient une adjonction considérable de sang slave. Mais pour ces sionistes, même leur pureté raciale ne suffisait pas à combler la seule faille de l'existence juive : ils ne disposaient pas de leur propre terre juive. Si les racistes teutoniques pouvaient se voir comme des *Übermenschen* (des surhommes), ces racistes hébreux ne voyaient pas

14. Chaim Greenberg, *The Myth of Jewish Parasitism, Jewish Frontiers* (March 1942), p.20

les Juifs sous ce jour ; c'était plutôt l'opposé. Ils pensaient que les Juifs, parce qu'ils n'avaient pas leur terre, étaient des *Untermenschen* et donc, pour leurs « hôtes », à peine mieux que des sangsues : la plaie du monde.

Lorsque l'on croit soi-même en la validité de l'exclusivité raciale, il est difficile d'objecter au racisme de quelqu'un d'autre. Si l'on croit en outre qu'il est impossible à quelque peuple d'être sain sauf à rester dans sa propre patrie, on ne peut pas objecter à quelqu'un d'autre lorsqu'il exclut les « étrangers » de son territoire. En fait, le sioniste moyen ne s'est jamais considéré comme quittant l'Europe civilisée pour aller dans une Palestine sauvage. Les faits établissent de manière évidente que *le sang et la terre* sionistes ont fourni une excellente justification pour ne pas lutter contre l'antisémitisme là où il est apparu. Ce n'était pas la faute des antisémites, c'était le fait de l'infortune des Juifs en exil. Les sionistes pouvaient affirmer, la larme à l'oeil, que la perte de la Palestine était la racine de l'antisémitisme, et que récupérer la Palestine était la seule solution à la question juive. Toute autre action ne pouvait être que palliative ou futile.

Walter Laqueur, le doyen des historiens sionistes, a posé la question dans son livre, *Une histoire du sionisme*, de savoir si l'insistance sioniste sur le côté naturel de l'antisémitisme n'était pas seulement « *du grain à moudre pour la propagande nazie*¹⁵. » Tel fut le cas, sans aucun doute. On peut mieux répondre à la question de Laqueur par une autre question : est-il difficile de comprendre le lecteur crédule d'un journal nazi, concluant que ce que disent les nazis, et que confirment les sionistes — des Juifs — doit bien être exact ?

On allait trouver pire : tout mouvement juif jacassant sur le côté naturel de l'antisémitisme était promis, tout aussi « *naturellement* », à essayer de s'accorder avec les nazis une fois que ceux-ci auraient pris le pouvoir.

15. Walter Laqueur, *A History of Zionism*, p.500

Chapitre 3

Le sionisme allemand et l'effondrement de la république de Weimar

La communauté juive allemande était profondément loyale envers la République de Weimar, qui avait mis fin aux discriminations de l'ère [wilhelminienne](#). Les Juifs d'Allemagne, (0.9 % de la population) étaient prospères, dans l'ensemble : 60 % d'entre eux travaillaient dans le secteur des affaires ou à leur compte ; les autres étaient des artisans, des clercs, des étudiants ; parmi eux le nombre de travailleurs dans le domaine de l'industrie étaient marginaux. La plupart étaient favorables au capitalisme libéral, avec 64 % d'entre eux votant pour le *Deutsche Demokratische Partei* (DDP). Environ 28 % votaient pour le *Sozialdemokratische Partei Deutschlands* (SPD). 4 % seulement votaient pour le *Kommunistische Partei Deutschlands* (KPD), et le reste des votes était éparpillé à droite. Weimar apparaissait à l'ensemble cette communauté comme sûre : ils virent le vote nazi tomber de 6.5 % en 1924 à 2.6 % en 1928. Nul n'envisageait les horreurs qui se profilaient pour

l'avenir.

Jusqu'à la fin des années 1920, Hitler avait perdu son temps à essayer de recruter la classe laborieuse dans son parti national socialiste des travailleurs allemands, mais peu d'entre eux étaient intéressés : Hitler s'était prononcé pour la guerre, ils s'étaient finalement révoltés contre elle ; Hitler était opposé aux grèves, ils constituaient de bons syndicalistes. Lorsque la Dépression lui amena finalement une foule d'adeptes, ce furent les paysans, et non les travailleurs, qui entrèrent en masse dans son mouvement. Weimar n'avait rien changé à leur sort ; 27 % d'entre eux avaient toujours moins d'un hectare à labourer, une autre fraction de 26 % disposait de moins de 5 hectares. Endettés auprès des banques avant le début de la crise déjà, ces Chrétiens ruraux se laissèrent facilement persuader de concentrer leur attention sur les Juifs qui, depuis des siècles, avaient été identifiés avec les prêts sur gage et l'usure. La classe professionnelle chrétienne, déjà trempée dans le *völkisme* du sabre et de la bière dès l'université, ainsi que les petits commerçants, indignés de la compétition supérieure subie de la part des grands magasins juifs, furent les suivants à abandonner la coalition qui avait dirigé Weimar depuis sa création, et à rallier les nazis. D'un petit 2.6 % en 1938, le vote nazi monta à 18.3 % lors des *élections* du 14 septembre 1930.

La communauté juive religieuse se tourna vers son organisation de défense traditionnelle, la *Centralverein*, l'association centrale des citoyens allemands de confession juive ; voilà que pour la première fois, les propriétaires de grands magasins, qui étaient devenus une cible de choix pour l'attention des chemises brunes nazies, se mirent à soutenir la Centralverein. Les dirigeants vieillissants de la Centralverein n'étaient pas en mesure de comprendre l'effondrement du capitalisme. Ils furent simplement stupéfaits lorsque leur parti, le DDP, se retourna subitement vers le *Staatspartei*, modérément antisémite. Cependant, des membres plus jeunes de la Centralverein écartèrent les vieux dirigeants et purent amener l'organisation à utiliser l'argent des grands magasins pour soutenir la

propagande anti-nazie du SDP. Après la trahison du DDP, le SPD récupéra environ 60 % de l'électorat juif. Seuls 8 % se tournèrent vers les communistes, et la Centralverein ne fit preuve d'aucune générosité en vertu des motifs énoncés selon lesquels ils militaient contre Dieu ; la seule préoccupation était qu'ils fussent tout aussi militants contre les angles financiers de la Centralverein.

Chacune des associations juives allemandes vit l'ascension d'Hitler à travers sa propre lorgnette. Les jeunes fonctionnaires du *Centralverein* virent que la base de la classe laborieuse du SPD lui restait loyale, et que les Juifs continuaient de s'intégrer à tous les échelons du parti. Ce qu'ils ne comprirent pas fut que le SPD était dans l'incapacité de vaincre Hitler. Avant la première guerre, le SPD avait constitué le parti socialiste le plus grand du monde, la fierté de l'Internationale socialiste. Mais il n'était guère que réformiste, et tout au long de la république de Weimar, il ne parvint pas à établir la solide base socialiste qui aurait permis à la classe laborieuse allemande de résister aux nazis. Le début de la dépression se produisit alors que [Hermann Müller](#), un des leurs, était chancelier. Bientôt, leurs partenaires de la coalition de droite décidèrent que les travailleurs allaient devoir subir la charge de la crise, et le remplacèrent par [Heinrich Brüning](#), du parti catholique *Zentrumspartei*. Le « *chancelier de la faim* » préleva des taxes sur les chanceux ayant un emploi pour payer les allocations toujours plus faibles des millions de chômeurs, dont les rangs ne cessaient de grossir. Les dirigeants du SPD savaient qu'il s'agissait d'un suicide, mais tolérèrent Brüning, de crainte qu'il fit entrer Hitler dans sa coalition pour remplacer l'espace qu'ils auraient laissé vacant. Ils ne se battirent donc pas contre les réductions pratiquées dans les aides accordées aux chômeurs. Brüning n'avait rien à offrir à la classe moyenne désespérée, et celle-ci s'habilla de plus en plus en chemise brune. Dans les rangs du SPD, Juifs comme non-Juifs regardèrent cela se produire passivement et assistèrent à l'agonie de leur parti.

Le KPD communiste se saborda également. Le bolchevisme de

Lénine avait dégénéré jusqu'à se transformer en « troisième période » d'ultra-gauche, sous Staline, et la *Spartakusbund* de Rosa Luxemburg s'était transformée en *Front rouge* sous Ernst Thälmann. Aux yeux de ces sectaires, tous les autres étaient des fascistes. Les *Sozialdemokraten* étaient à présent des « *Sozial Faschisten* », et aucune unité n'était possible avec eux.

Aux élections de 1930, les deux partis associés à la classe laborieuse combinés entre eux dépassèrent Hitler de 37.6 % contre 18.3 %. On aurait pu l'arrêter; l'échec leur est attribuable de n'avoir pas su s'unifier en un programme militant de défense physique conjointe contre les chemises brunes, et de défense contre le massacre pratiqué par le gouvernement sur le niveau de vie des masses : ce fut pour cette raison qu'Hitler parvint au pouvoir. Depuis la seconde guerre mondiale, les universitaires occidentaux ont eu tendance à considérer que le KPD avait



FIGURE 3.1 – Logo officiel du *Roter Frontkämpferbund* - Source [wikipedia](#)

« *trahi* » le SPD au travers du fanatisme de Staline. Dans le camp stalinien, les rôles sont inversés; c'est le SPD qu'on accuse de s'être appuyé sur un élément aussi peu fiable que Brüning. Mais les deux partis doivent partager la responsabilité de la débâcle.

« *Il est donc justifié qu'ils se battent contre nous* »

Si le SPD et le KPD doivent porter toute l'étendue de leur culpabilité pour le triomphe d'Hitler, la *Zionistische Vereinigung für Deutschland*¹ n'en porte pas moins la sienne. Bien que la sa-

1. ZVfD — La fédération sioniste d'Allemagne

gesse conventionnelle ait toujours supposé que les sionistes, avec leur affreuse vision d'antisémitisme, avaient averti les Juifs quant à la menace nazie, telle ne fut pas la réalité. En 1969, [Joachim Prinz](#), l'ancien président du Congrès juif américain — et qui fut dans ses primes années un rabbin sioniste mordant à Berlin — continuait d'insister sur ce qui suit :

Depuis l'assassinat de [Walther Rathenau](#) en 1922, il ne faisait aucun doute dans nos esprits quant au fait que le développement allemand se ferait dans le sens d'un régime totalitaire antisémite. Lorsque Hitler commença à monter, et comme il le dit « éveilla » la nation allemande à la conscience raciale et à la supériorité raciale, nous n'avions aucun doute quant au fait que cet homme allait tôt ou tard prendre les rênes de la nation allemande².

Pourtant, une recherche assidue dans les pages de la *Jüdische Rundschau*, l'hebdomadaire de la ZVfD, ne révélera aucune prophétie de cette sorte. Lorsqu'en novembre 1923 un Juif fut tué et que plusieurs centaines de commerces juifs furent pillés lors d'une émeute de la faim à Berlin, [Kurt Blumenfeld](#), secrétaire (et qui deviendrait par la suite président) de la ZVfD, minimisa consciemment l'incident :

Il pourrait y avoir une réaction très mauvaise et efficace, et nous...la rejetons catégoriquement. On pourrait inciter à une anxiété profonde parmi la communauté juive allemande. On pourrait faire usage de l'émoi pour mobiliser ceux qui sont perplexes. On pourrait représenter la Palestine et le sionisme comme refuge pour ceux qui sont sans abri. Nous ne désirons pas nous engager dans ces actions. Nous ne désirons pas remporter

2. Herbert Strauss (ed.), *Gegenwart Im Rückblick* (Heidelberg, 1970), p.231

*par démagogie ceux qui ont opté pour l'indifférence vis-à-vis de la vie juive. Mais nous désirons qu'il soit bien clair pour eux, par [notre] sincère conviction, de savoir où réside l'erreur basique de l'existence de la galuth [l'exil] juive. Nous désirons réveiller leur conscience de soi nationale. Nous désirons...par un travail éducatif patient et fervent les préparer à prendre part à l'édification de la Palestine*³.

L'historien Stephen Poppel, qui n'est certainement pas un ennemi du ZVfD, énonce catégoriquement dans son ouvrage, *Zionism in Germany 1897-1933*, qu'après 1923, la Rundschau « ne se mit pas à porter une attention systématique et détaillée à l'agitation et à la violence anti-juives avant 1931⁴. » Loin d'avertir et de défendre les Juifs, les sionistes de premier plan s'opposèrent à toute activité anti-nazie.

Ce furent les sionistes allemands qui œuvrèrent le plus complètement à l'idéologie de l'OSM avant 1914, et dans les années 1920, ils développèrent l'argument jusqu'à sa conclusion logique : le Judaïsme au sein de la Diaspora était sans espoir. Il n'y avait pas de défense possible contre l'antisémitisme, et il était vain d'essayer de développer des institutions juives culturelles et communautaires en Allemagne. Les membres du ZVfD se détournèrent de la société dans laquelle ils vivaient. Il n'existait que deux objectifs sionistes : instiller une conscience nationaliste à tous les Juifs prêts à en entendre parler, et entraîner les jeunes à des occupations qui se révéleraient utiles au développement économique de la Palestine. Tout le reste était inutile et palliatif.

En 1925, le protagoniste le plus véhément de l'abstentionnisme absolu, [Jacob Klatzkin](#), co-éditeur de l'importante [Encyclopaedia Judaica](#), énonça les implications complètes de l'approche sioniste de l'antisémitisme.

3. Stephen Poppel, *Zionism in Germany 1897-1933*, p.119

4. Ibid

*Si nous ne reconnaissons pas la justesse de l'antisémitisme, nous refusons la justesse de notre propre nationalisme. Si notre peuple mérite et désire vivre sa propre vie nationale, alors il constitue un corps étranger enfoncé dans les nations au sein desquelles il vit, un corps étranger qui insiste sur sa propre identité distincte, réduisant le domaine de sa vie. Il est donc justifié qu'ils se battent contre nous pour préserver leur intégrité nationale. Au lieu d'établir des sociétés de défense contre les antisémites, qui veulent réduire nos droits, nous devrions établir des sociétés de défense contre nos amis désireux de défendre nos droits*⁵.

Le sionisme allemand était particulier au sein de l'OSM, en ce que les dirigeants de la ZVfD étaient opposés à toute participation à la politique locale. Pour Blumenfeld, la *Grenzüberschreitung* (le dépassement des frontières) était le péché redouté. Blumenfeld acceptait totalement la ligne antisémite selon laquelle l'Allemagne appartenait à la race aryenne, et que pour un Juif, exercer une fonction sur sa terre natale n'était rien de plus qu'une intrusion dans les affaires d'un autre *Volk*. En théorie, la ZVfD insistait pour que chacun de ses membres finît par émigrer en Palestine, mais cela était bien sûr tout à fait irréaliste. Quelque 2000 colons se rendirent d'Allemagne vers la Palestine entre 1897 et 1933, mais nombre d'entre eux étaient des Russes piégés après la révolution. En 1930, la ZVfD avait 9 059 membres à jour de cotisation, mais ces cotisations étaient symboliques et en aucun cas signe d'un engagement profond. Malgré tout l'enthousiasme de Blumenfeld, le sionisme n'était pas un élément important de la république de Weimar.

Lorsque les signes d'avertissement du déferlement nazi apparurent dans les élections de juin 1930 en Saxe, où ils obtinrent 14.4 % des voix, la communauté juive de Berlin fit pression sur le ZVfD

5. Jacob Agus, *The Meaning of Jewish History*, vol.II, p.425

pour rallier un comité électoral du Reichstag en conjonction avec la *Centralverein* et d'autres assimilationnistes. Mais l'adhésion au ZVfD restait strictement symbolique ; les assimilationnistes se plaignirent de ce que les sionistes n'y consacraient guère de temps ou d'argent, et elle fut totalement dissoute après l'élection. Un article paru dans *Rundschau*, écrit par [Siegfried Moses](#), qui deviendrait ultérieurement successeur de Blumenfeld à la tête de la fédération, démontra l'indifférence des sionistes quant à la construction d'une défense acharnée :

*Nous avons toujours cru que la défense contre l'antisémitisme était une tâche qui concernait tous les Juifs, et avons clairement énoncé les méthodes que nous approuvons, et celles que nous considérons comme sans intérêt ou inefficaces. Mais il est vrai que la défense contre l'antisémitisme n'est pas notre tâche principale, elle ne nous préoccupe pas autant, et n'a pas la même importance à nos yeux que le travail pour la Palestine et, dans un sens quelque peu différent, le travail des communautés juives*⁶.

Même après les élections de septembre 1930, les sionistes se prononcèrent contre la notion de créer un front efficace contre les nazis. A.W. Rom insista dans le *Rundschau* : toute défense ne pouvait constituer qu'une perte de temps. Pour lui, « *l'enseignement le plus important que nous avons tiré de cette élection est qu'il est beaucoup plus important de renforcer la communauté juive en Allemagne de l'intérieur que de mener un combat extérieur*⁷. »

Les dirigeants de la ZVfD ne purent jamais s'unifier efficacement avec les assimilationnistes pour réaliser un travail de défense. Ils restaient politiquement des abstentionnistes absolus ; et étaient

6. Margaret Edelheim-Muehsam, *Reactions of the Jewish Press to the Nazi Challenge*, *Leo Baeck Institute Year Book*, vol.V (1960), p.312

7. *Ibid.*, p.314

volkistes ; ils ne croyaient pas au principe fondamental de la *Centralverein* qui était que les Juifs étaient allemands. Leur préoccupation était que les Juifs devaient insister sur leur judéité. Ils raisonnaient ainsi : si les Juifs commençaient à se considérer comme une minorité nationale séparée, et cessaient d'interférer avec les affaires « *aryennes* », il serait possible d'amener les antisémites à les tolérer sur la base d'une coexistence « *décente* ». Les assimilationnistes ne voulaient rien de tout ceci ; à leurs yeux, la position sioniste était un simple écho de la ligne nazie. Il ne fait aucun doute quant au fait que les assimilationnistes avaient raison. Mais même si les sionistes avaient convaincu tous les Juifs de soutenir leur posture, cela n'aurait pas aidé. Hitler n'avait cure de ce que les Juifs pensaient d'eux-mêmes ; il voulait qu'ils quittassent l'Allemagne et, de préférence, morts. La solution sioniste n'en était pas une. Aucune action n'aurait pu être menée par les Juifs pour apaiser l'antisémitisme. Seule la défaite du nazisme aurait pu aider les Juifs, et cela n'aurait pu se produire que s'ils s'étaient unifiés avec la classe laborieuse anti-nazie sur un programme de résistance militante. Mais cela était un anathème aux yeux de la direction de la ZVfD qui, en 1932, alors qu'Hitler se renforçait jour après jour, décida d'organiser des réunions anti-communistes pour mettre en garde la jeunesse juive contre l'« *assimilation rouge*⁸. »

Les minorités sionistes

Alors qu'Hitler s'approchait du pouvoir, les minorités au sein de la ZVfD ignorèrent de plus en plus les réticences de Blumenfeld quant à l'action politique, et travaillèrent avec la *Centralverein*, ou cherchèrent leur salut en d'autres éléments politiques. Georg Kareski, un banquier, avait été de longue date en désaccord avec Blumenfeld quant à l'indifférence basique affichée par le président de la ZVfD quant aux politiques communautaires internes juives,

8. Donald Niewyk, *The Jews in Weimar Germany*, p.30

et en 1919 il avait établi un *Jüdische Volkspartei* pour se présenter aux élections de la communauté à Berlin, avec un programme insistant davantage sur l'éducation juive. En 1930, Kareski fit surface dans l'arène politique allemande, comme candidat au Reichstag sous l'étiquette du centre catholique (il perdit), et une « *Organisation des électeurs juifs du parti du centre* » fut montée par ses disciples. Le spectacle amusa un plaisantin social démocrate :

La bourgeoisie⁹ juive sans logis fixe a en grande partie cherché un abri avec le parti du centre — le Christ et le premier Pape étaient des Juifs, alors pourquoi pas ? Des individus minables qui font violence à leurs idées ainsi qu'à leurs desseins, par anxiété d'une « expropriation socialiste. » Le parti du centre est aux Juifs ce qu'Hitler est aux Chrétiens¹⁰.

Le *Kulturkampf* de Bismarck contre l'Église catholique avait rendu la hiérarchie catholique très méfiante quant à l'antisémitisme ; ils craignaient que celui-ci ne pavât également la voie à de nouvelles attaques contre la minorité catholique. En outre, des évêques, à titre individuel, conscients du fait que Jésus était juif et que par conséquent l'antisémitisme racial était incompatible avec la chrétienté, avaient même refusé la communion à des membres du parti nazi. Mais il y avait toujours eu des antisémites au sein des dirigeants du centre, et après les *accords du Latran* de 1929 avec Mussolini, il y eut une pression croissante de la part du Vatican pour un arrangement entre le centre et les nazis au nom d'une lutte contre le communisme. Cependant, Kareski ne pouvait pas distinguer la direction vers laquelle les intérêts de classe poussaient la classe supérieure catholique, et il se trompa du tout au tout quant à *Franz von Papen*, qui prit la suite de Brüning comme chancelier centriste. Kareski rassura ses riches amis juifs quant au fait que « *le gouvernement de Papen a écrit la protection des Juifs sur le*

9. En français dans le texte, NdT

10. Donald Niewyk, *Socialist, Anti-Semite and Jew*, p.213

*drapeau*¹¹. » En réalité, von Papen avait toujours été antisémite, et en fin de compte, après avoir perdu la chancellerie, il prit part à la cabale qui convainquit le président [Hindenburg](#) de nommer Hitler au pouvoir.

Sur l'aile gauche sioniste, la branche allemande du *Poale Zion* soutenait la direction incompétente du SPD. Avant 1914, le SPD refusa de s'associer au sionisme, qu'il considérait comme séparant les Juifs des autres travailleurs, et seuls ces éléments de la droite dure du SPD, qui soutenaient l'impérialisme allemand en Afrique, soutinrent les sionistes travaillistes, qu'ils considéraient comme des camarades colonisateurs-socialistes. L'internationale socialiste n'établit des relations amicales avec Poale Zion que durant et après la première guerre mondiale, lorsque les forces de gauche anti-colonialistes s'allièrent à l'internationale communiste. Les sionistes travaillistes rallièrent le SPD avec un dessein central : en tirer un soutien pour le sionisme. Tant que les dirigeants du SPD trouvèrent de bonnes choses à dire sur le sionisme, ils répondirent de leur côté avec des politesses semblables. En 1931, les dirigeants sionistes travaillistes de Palestine commencèrent à visionner un Hitler victorieux, mais ils ne disposaient pas de stratagème alternatif pour le SPD, et il n'existe pas de trace que les dirigeants de Poale Zion en Palestine se soient jamais disputés publiquement avec leurs anciens camarades de la direction du SPD.

**« Les Allemands de confession mosaïque sont
un phénomène indésirable et démoralisant »**

L'attitude fondamentale des sionistes envers les nazis était qu'il n'y avait en vérité rien à faire pour les arrêter, mais qu'ils se sentaient obligés de faire quelque chose. L'encyclopédie du sionisme et d'Israël nous indique, de manière très floue, que les sionistes

11. Leonard Baker, *Days of Sorrow and Pain*, p.209

allemands essayèrent de persuader le chancelier Brüning de prononcer une déclaration forte contre l'antisémitisme nazi en « *soulignant l'influence des sionistes sur les gouvernements de diverses nations.* » Brüning ne répondit jamais, « *et les sionistes ne réussirent pas non plus à s'attirer le soutien du gouvernement en faveur de l'émigration vers la Palestine comme exutoire pour les pressions internes*¹². »

Une déclaration de cette nature prononcée par Brüning aurait été futile, sauf s'il avait été préparé à écraser les nazis. Une annonce selon laquelle le gouvernement aidait les Juifs à partir aurait été contre-productive, en ce qu'elle aurait encouragé les nazis à accroître leurs efforts, au vu de leur certitude que le régime s'affaiblissait en défendant les droits des Juifs. Cependant, Brüning ne fit rien parce que les sionistes bluffaient en affirmant avoir quelque influence sur « *les gouvernements de diverses nations* », la Grande-Bretagne en particulier.

Weizmann, le prestigieux scientifique et président de l'OSM, qui disposait de bonnes connexions à Londres, ne fit pour ainsi dire rien pour la communauté juive allemande. Il ne les avait jamais aimés, et n'entretenait aucune sympathie pour les tentatives de défense contre l'antisémitisme. Dès le 18 mars 1912, il avait eu l'insolence d'affirmer face à un public berlinois que « *chaque pays ne peut absorber qu'un nombre limité de Juifs, s'il ne veut pas connaître de problèmes intérieurs. L'Allemagne héberge déjà un trop grand nombre de Juifs*¹³. » Lors de sa conversation avec Balfour, en 1914, il alla plus loin, affirmant que « *nous sommes également en accord avec les antisémites de culture, en ce que nous pensons que les Allemands de confession mosaïque sont un phénomène indésirable et démoralisant*¹⁴. » Il se rendit plusieurs fois en Allemagne au

12. Eliazer Livneh, *Germany : Relations with Zionism and Israel, Encyclopedia of Zionism and Israel, vol.I, p.385*

13. Benyamin Matuvo, *The Zionist Wish and the Nazi Deed, Issues (Winter 1966/7), p.9*

14. Chaim Weizmann à Ahad Ha'am, par Leonard Stein (ed.), *The Letters*

cours des dernières années de Weimar. Ses amis vivant sur place lui affirmèrent qu'ils ne voulaient même pas que les Juifs d'ailleurs manifestassent en leur nom. Au lieu de cela, il fallait qu'il laisse savoir aux conservateurs britanniques qu'Hitler allait se discréditer auprès d'eux par des actions antisémites. Weizmann s'approcha de [Robert Boothby](#), un député conservateur, qui lui déclara qu'en toute franchise, la plupart des conservateurs voyaient Hitler comme sauveur de l'Allemagne face au communisme, et ne se préoccupaient guère de son antisémitisme¹⁵. En janvier 1932, Weizmann conclut que l'émigration de certains Juifs d'Allemagne était à venir. Bien qu'ayant perdu le soutien du Congrès sioniste mondial en 1931, qu'ayant démissionné de ses fonctions de président de l'organisation et étant donc déchargé de cette tâche, il ne fit rien d'autre pour mobiliser la communauté juive mondiale contre Hitler.

En Allemagne même, la ZVfD n'essaya jamais de faire descendre les Juifs dans la rue, mais le *Rundschau* se sentit libre de menacer que les Juifs allaient sortir — à New York. En réalité, pas une seule manifestation ne fut organisée contre Hitler aux États-Unis par les sionistes avant son arrivée au pouvoir. [Le rabbin Wise](#), dirigeant du Congrès juif étasunien, s'associa aux assimilationnistes du Comité juif étasunien pour demander aux dirigeants de la communauté juive allemande comment ils pouvaient les aider. La bourgeoisie juive allemande les remercia à peine pour le geste, et assura aux Américains qu'elle prendrait contact avec eux si les choses s'empiraient. Wise voulait tenter d'obtenir une déclaration du président Hoover, mais même cela fut jugé trop radical par le comité juif étasunien, et Wise laissa tomber. À l'été 1932, Wise et [Nahum Goldmann](#) organisèrent une [conférence juive mondiale](#) à Genève, mais Goldmann, extrêmement engagé, ne désirait pas travailler avec des assimilationnistes¹⁶. Le sionisme était un mou-

and Papers of Chaim Weizmann, Letters, vol. VII, p.81

15. Shlomo Shafir, *American Jewish Leaders and the Emerging Nazi Threat (1928-1933)*, *American Jewish Archives (November 1979)*, p.172

16. *Ibid.*, p.175

vement minoritaire au sein de la communauté juive à l'époque ; la conférence ne fit guère plus que prêcher les convertis, et seule une minorité de ces convertis, car ni Weizmann, ni Nahum Sokolow, qui lui avait succédé à la présidence de l'OSM, ne participèrent. Rien ne sortit de cette rencontre, et de fait, ni Wise, ni Goldmann ne comprenaient pleinement la gravité de la situation. Goldmann, qui croyait toujours en l'influence des grandes puissances, affirma lors de la convention de 1932 de la ZVfD que la Grande-Bretagne et la France, ainsi que la Russie, ne laisseraient jamais Hitler prendre le pouvoir¹⁷. Stephen Wise recula encore plus loin en affirmant que peut-être les choses ne seraient-elles pas « *aussi mauvaises que nous l'avons craint*. » Lorsqu'il apprit l'accession d'Hitler au pouvoir, il estima que le seul vrai danger résidait en ce qu'Hitler pourrait ne pas tenir ses autres promesses. Puis « *il peut en fin de compte décider qu'il doit céder à ses camarades nazis sur le sujet de l'antisémitisme*¹⁸. »

« *L'ennemi, c'est le libéralisme ; et c'est aussi l'ennemi du nazisme* »

Vu l'accord des sionistes allemands avec deux éléments fondamentaux de l'idéologie nazie — que les Juifs ne feraient jamais partie du Volk allemand, et, par conséquent, qu'ils n'avaient rien à faire sur le sol allemand — il était inévitable que certains sionistes pensassent qu'un accord était possible. Si Wise pouvait se leurrer à l'idée qu'Hitler était un modéré parmi les nazis, pourquoi les autres ne pouvaient-ils pas se laisser porter à croire que des éléments du NSDAP pouvaient contenir Hitler ? Stephen Poppel a abordé ce débat au sein du ZVfD :

Certains sionistes pensaient qu'il pourrait se trouver des éléments respectables et modérés au sein du mouve-

17. Walter Laqueur, *History of Zionism*, p.499

18. Shafir, *American Jewish Leaders and the Emerging Nazi Threat*, p.181

*ment nazi, qui pourraient servir à le contenir de l'intérieur. . . Ces éléments pouvaient tenir lieu de partenaires de négociation valables pour parvenir à quelque accord germano-juif. Une grave division existait quant à cette possibilité, avec Weltsch [l'éditeur de Rundschau] qui, par exemple, plaidait en ce sens, et Blumenfeld qui s'y opposait fermement*¹⁹.

Mais Robert Weltsch n'était pas isolé. Gustav Krojanker, un éditeur de la *Jüdischer Verlag*, la maison d'édition sioniste la plus ancienne d'Europe, voyait également des racines communes aux deux mouvements dans l'irrationalisme *volkiste*, et en tirait la conclusion que les sionistes devaient considérer positivement les aspects nationalistes du nazisme. Une approche bienveillante envers leurs camarades *volkistes*, en concluait-il naïvement, pourrait peut-être découler sur une bienveillance réciproque envers le sionisme de la part des nazis²⁰. Du point de vue de Krojanker et de nombreux autres sionistes, l'ère de la démocratie était terminée. Harry Sacher, un Britannique et l'un des dirigeants de l'OSM à cette époque, expliqua les théories de Krojanker dans une analyse du livre de Krojanker, *Zum Problem des Neuen Deutschen Nationalismus* :

*Pour les sionistes, c'est le libéralisme qui est l'ennemi ; et il s'agit également de l'ennemi du nazisme ; par conséquent, le sionisme devrait entretenir beaucoup de sympathie et de compréhension envers le nazisme, dont l'antisémitisme n'est probablement qu'un accident de parcours*²¹.

Aucun sioniste ne voulut l'accession au pouvoir d'Hitler, aucun sioniste ne vota pour lui, et ni Weltsch, ni Krojanker ne colla-

19. Poppel, *Zionism in Germany*, p.161

20. Herbert Strauss, *Jewish Reactions to the Rise of Anti-Semitism in Germany*, p.13

21. Harry Sacher, *review of Gustav Krojanker, Zum Problem des Neuen Deutschen Nationalismus, Jewish Review (London, September 1932)*, p.104

borèrent avec les nazis avant le 30 janvier 1933. La collaboration n'émergea qu'ultérieurement. Mais ces notions constituaient le résultat logique de décennies de justification sioniste quant à l'antisémitisme, et l'échec à y résister. On ne peut affirmer pour les défendre que les dirigeants sionistes ne savaient pas ce qui allait se produire lorsqu'Hitler accéda au pouvoir. Il en avait dit plus qu'assez pour garantir qu'à tout le moins, les Juifs allaient se trouver réduits au statut de citoyens de seconde zone. En outre, ils savaient qu'Hitler était un admirateur de Mussolini, et que dix années de fascisme en Italie avaient amené la terreur, la torture et la dictature. Mais dans leur hostilité au libéralisme et à son engagement pour l'assimilation juive, et comme opposants à l'utilisation par les Juifs de tous leurs droits démocratiques au sein du système parlementaire, l'aspect fasciste du nazisme ne gêna jamais outre mesure les dirigeants du ZVfD. Ces sectaires ne furent jamais frappés par l'idée qu'ils avaient pour devoir de se mobiliser en défense de la démocratie. Les graves implications d'un autre régime fasciste, cette fois-ci tenant d'une position anti-juive avouée, au coeur même de l'Europe, leur échappèrent complètement.

Dante fait marcher les faux-devins en marche arrière, le visage retourné sur leur cou, des larmes coulant de leurs yeux. À jamais. Il en va de même pour tous ceux qui méjugèrent d'Hitler.

Chapitre 4

Sionisme et fascisme italien — 1922-1933

L'attitude de l'organisation sioniste mondiale envers le fascisme italien était déterminée par un critère : la position de l'Italie quant au sionisme. Lorsque Mussolini se montrait hostile envers eux, Weizmann le critiquait ; mais lorsqu'il devint pro-sioniste, la direction sioniste se mit à le soutenir avec enthousiasme. Le jour où Hitler parvint au pouvoir, ils étaient déjà amis avec le premier dirigeant fasciste.

En tant que révolutionnaire, Mussolini avait toujours travaillé avec des Juifs au sein du parti socialiste italien, et ce ne fut que lorsqu'il abandonna la gauche qu'il commença à relayer les idées antisémites de la droite d'Europe du Nord. Quatre jour après la prise de pouvoir par les bolcheviques, il annonça que leur victoire était le résultat d'un complot entre la « *Synagogue* », c'est-à-dire « *Ceorbaum* » (Lénine), « *Bronstein* » (Trotsky), et l'armée allemande¹. En 1919, il fit expliquer ainsi le communisme : les banquiers juifs — « *Rotschild* », « *Warnberg* », « *Schyff* » et « *Guggenheim* » —

1. Meir Michaelis, *Mussolini and the Jews*, p.12

étaient derrière les Juifs communistes². Mais Mussolini n'était pas assez antisémite pour exclure les Juifs de son nouveau parti, et on en comptait cinq parmi les fondateurs du mouvement fasciste. L'antisémitisme n'était pas non plus important pour son idéologie ; en réalité l'antisémitisme était mal accueilli par ses disciples.

En Italie, l'antisémitisme avait toujours été identifié dans l'opinion publique avec l'obscurantisme catholique. C'était l'Église qui avait forcé les Juifs à habiter les ghettos et les nationalistes italiens avaient toujours soutenu les Juifs face aux Papes, qu'ils considéraient comme opposants à une Italie unifiée. En 1848, les murs du ghetto de Rome furent détruits par la république romaine révolutionnaire. Lorsqu'elle fut vaincue, le ghetto fut rétabli, mais la victoire finale du Royaume d'Italie nationaliste, en 1870, marqua la fin de la discrimination à l'encontre des Juifs. L'Église tenait les Juifs pour responsables de la victoire nationaliste, et l'organe Jésuite officiel, *Civiltà Cattolica*, continua d'insister sur le fait qu'ils n'avaient été vaincus que par « *des conspirations avec les Juifs constituées par Mazzini, Garibaldi, Cavour, Farini et De Pretis.* » Mais cette diatribe cléricale contre les héros du nationalisme italien ne discrédita guère l'antisémitisme, surtout parmi la jeunesse anti-cléricale de la petite bourgeoisie nationaliste. Comme l'essence du fascisme était la mobilisation de la classe moyenne contre le marxisme, Mussolini écouta attentivement les objections de ses disciples : à quoi servait-il de dénoncer le communisme comme conspiration juive, si les Juifs eux-mêmes n'étaient pas si impopulaires ?

« *Les Juifs ne se sont jamais battus contre vous* »

Comme beaucoup d'autres, Mussolini commença par combiner antisémitisme et pro-sionisme, et son *Popolo d'Italia* continua de se montrer favorable au sionisme jusque 1919, lorsqu'il conclut que le

2. Ibid., p.13

sionisme n'était guère qu'empreinte des Britanniques, et il se mit à faire référence au mouvement sioniste local comme aux « *soi-disant Italiens*³. » L'ensemble de la classe politique italienne partageait ce soupçon quant au sionisme, y compris deux ministres des affaires étrangères d'ascendance juive — [Sidney Sonnino](#) et [Carlo Schanزار](#). La ligne italienne sur la Palestine était que la Grande-Bretagne protestante n'avait pas vraiment d'ancrage dans le pays, qui ne comptait aucun protestant natif. Ils voulaient que fût établie en Palestine une « *Terre sacrée* » internationale. En s'accordant avec la position des gouvernements pré-fascistes sur la Palestine et le sionisme, Mussolini était surtout motivé par une rivalité impériale face à la Grande-Bretagne, et par l'hostilité à tout groupe politique d'Italie entretenant une loyauté à l'égard d'un mouvement international.

La marche sur Rome de Mussolini, en octobre 1922, causa du tracas à la fédération sioniste italienne. Ils n'avaient pas d'affection pour le gouvernement sortant, mené par Facta, au vu de son anti-sionisme, mais les fascistes n'étaient pas meilleurs à cet égard, et Mussolini avait clairement énoncé son propre antisémitisme. Cependant, leurs préoccupations quant à l'antisémitisme furent immédiatement levées ; le nouveau gouvernement se hâta d'informer Angelo Sacerdoti, le grand rabbin de Rome, et un sioniste actif, qu'ils ne soutenaient l'antisémitisme ni en Italie, ni à l'étranger. Les sionistes obtinrent ensuite une audience avec Mussolini le 20 décembre 1922. Ils assurèrent le Duce de leur loyauté. [Ruth Bondy](#), écrivain sioniste sur la communauté juive italienne, relate : « *La délégation, pour sa part, avança que les Juifs italiens resteraient toujours loyaux envers leur terre natale et pouvaient aider à établir des relations avec le Levant via les communautés juives établies là-bas*⁴. »

Mussolini leur affirma carrément qu'il continuait de considérer

3. Michaelis, *Mussolini and the Jews*, p.14

4. Ruth Bondy, *The Emissary : A Life of Enzo Sereni*, p.45

le sionisme comme un outil aux mains des Britanniques, mais leur vœu de loyauté adoucit quelque peu son hostilité, et il accepta de rencontrer Chaim Weizmann, le président de l'OSM, qui lui rendit visite le 3 janvier 1923. L'autobiographie de Weizmann reste délibérément vague, et souvent trompeuse, quant à ses relations avec les Italiens, mais heureusement on peut découvrir des éléments quant à cette rencontre dans le rapport livré à l'époque à l'ambassade britannique de Rome. Ce qui suit explique comment Weizmann a essayé de répondre à l'objection selon laquelle le sionisme portait la livrée britannique : le « *Dr Weizmann, tout en réfutant que tel fût le cas en aucune manière, affirma que, même si tel était le cas, l'Italie avait autant à gagner que la Grande-Bretagne à affaiblir une puissance musulmane*⁵. »

Cette réponse ne peut guère avoir inspiré une grande confiance à Mussolini, mais il fut satisfait lorsque Weizmann lui demanda la permission de nommer un sioniste italien à la commission traitant de leur colonisation de la Palestine. Weizmann savait que le grand public italien allait voir cela comme une tolérance fasciste envers l'OSM, ce qui faciliterait la tâche du sionisme parmi les Juifs, craintifs à la pensée d'entrer en conflit avec le nouveau régime. Mussolini le vit par l'autre bout de la lorgnette ; en faisant ce geste facile, il pouvait s'attirer du soutien de la part de la communauté juive tant sur le plan domestique qu'à l'international.

La réunion ne déboucha sur aucun changement de la politique italienne quant au sionisme ou aux Britanniques, et les Italiens continuèrent de gêner les tentatives sionistes par des tactiques de harcèlement sur la commission mandatée par la Société des Nations. Weizmann ne mobilisa jamais d'opposition, ni alors, ni plus tard, quant à ce que Mussolini faisait aux Italiens, mais il eut quelque chose à dire sur un régime activement opposé au sionisme. Il parla ainsi, aux États-Unis, le 26 mars 1923 :

5. Daniel Carpi, *Weizmann's Political Activities in Italy from 1923 to 1934, Zionism* (Tel Aviv, 1975), p.225

*Il y a aujourd'hui une considérable vague politique, connue sous le nom de fascisme, qui est en train de balayer l'Italie. S'agissant d'un mouvement italien, cela ne relève pas de nos affaires — il s'agit des affaires du gouvernement italien. Mais cette vague se brise à présent contre la petite communauté juive, et la petite communauté, qui ne s'est jamais affirmée, souffre aujourd'hui d'antisémitisme*⁶.

La politique italienne à l'égard du sionisme ne changea qu'au milieu des années 1920, lorsque leurs consuls en Palestine conclurent que le sionisme était établi pour y rester, et que la Grande-Bretagne ne quitterait le pays que si et quand les sionistes établissaient leur propre État. Weizmann fut réinvité à Rome pour une seconde conférence, le 17 septembre 1926. Mussolini se montra plus que cordial ; il proposa d'aider les sionistes à établir leur économie, et la presse fasciste se mit à publier des articles favorables au sionisme palestinien.

Les dirigeants sionistes se mirent à visiter Rome. Nahum Sokolow, alors président du *Zionist Executive*, et ultérieurement, de 1931 à 1933, président de l'OSM, apparut le 26 octobre 1927. [Michael Ledeen](#), un spécialiste du fascisme et de la question juive, a décrit le dénouement politique des discussions entre Sokolow et Mussolini :

Par cette dernière rencontre, Mussolini prit lien avec le sionisme. Sokolow loua les Italiens en tant qu'êtres humains, et alla jusqu'à annoncer sa ferme conviction que le fascisme était exempt de préconceptions antisémites. Il alla même plus loin : dans le passé, il y avait eu de l'incertitude quant à la vraie nature du fascisme, mais à présent, « nous commençons à comprendre sa vraie

6. Chaim Weizmann, *Relief and Reconstruction, American Addresses (1923)*, p.49

nature. . . les vrais Juifs ne vous ont jamais combattu ». Ces mots, équivalents à une approbation sioniste du régime fasciste, furent repris par les périodiques du monde entier. En cette période, qui voyait une nouvelle relation légale établie entre la communauté juive et l'État fasciste, des expressions de loyauté et d'affection envers le fascisme se déversèrent de centres juifs d'Italie⁷.

Tous les sionistes ne furent pas satisfaits des remarques de Sokolow. Les sionistes travaillistes n'étaient affiliés que de loin au parti socialiste italien souterrain, via l'Internationale socialiste, et ils se plaignirent, mais les sionistes italiens étaient en joie. Prospères et extrêmement religieux, ces conservateurs virent Mussolini comme leur soutien contre le marxisme et son assimilation concomitante. En 1927, le rabbin Sacerdoti accorda une interview au journaliste Guido Bedarida :

*Le professeur Sacerdoti est persuadé que nombre des principes fondamentaux de la doctrine fasciste, tels que : l'observation des lois de l'État, le respect des traditions, le principe d'autorité, l'exaltation des valeurs religieuses, un désir de propreté morale et physique de la famille et de l'individu, la lutte pour un accroissement de la production, et ainsi une lutte contre le malthusianisme, ne sont ni plus ni moins que des principes juifs*⁸.

Le dirigeant idéologique du sionisme italien était l'avocat Alfonso Pacifici. En homme extrêmement pieux, il s'assurait que les sionistes italiens allaient devenir la branche la plus religieuse du mouvement mondial. En 1923, un autre interviewer affirma également de Pacifici qu'il :

7. Michael Ledeen, *Italian Jews and Fascism, Judaism (Summer 1969)*, p.286

8. Guido Bedarida, *The Jews under Mussolini, Reflex (October 1927)*, p.58

*m'exprima sa conviction que les nouvelles conditions allaient susciter une renaissance au sein de la communauté juive italienne. De fait, il a affirmé avoir établi une philosophie du Judaïsme semblable à la tendance spirituelle du fascisme longtemps avant que celle-ci devînt la règle de vie du régime politique italien*⁹.

Établissement des relations entre Mussolini et Hitler

Si les sionistes hésitèrent au moins à répondre jusqu'au réchauffement initié par Mussolini, Hitler n'eut pas de telle inhibition. Dès le début de la prise de pouvoir fasciste, Hitler prit l'exemple de Mussolini pour preuve de ce qu'une dictature de la terreur pouvait renverser une faible démocratie bourgeoise, puis procéder à détruire les mouvements de travailleurs. Après être parvenu au pouvoir, il reconnut la dette qu'il avait envers Mussolini lors d'une discussion avec l'ambassadeur italien en mars 1933. « *Votre Excellence connaît l'immense admiration que j'ai pour Mussolini, que je considère également comme le chef spirituel de mon "mouvement", car s'il n'avait pas accédé au pouvoir en Italie, le national-socialisme n'aurait pas disposé de la moindre chance en Allemagne*¹⁰. »

Hitler maintenait deux petites objections au fascisme : Mussolini opprimait sauvagement les Allemands du Sud Tyrol, que les Italiens avaient gagné à Versailles, et il accueillait les Juifs dans le parti fasciste. Mais Hitler voyait, à raison, que chacun des deux hommes avaient des objectifs tellement similaires qu'en fin de compte, ils allaient converger. Il insista sur l'idée qu'une querelle avec les Italiens au sujet du Tyrol ne ferait que rendre service aux Juifs ; aussi, contrairement à la plupart des Allemands de droite, il fut toujours

9. Paul Goodman, *Judaism under the Fascist Regime, Views (April 1932)*, p.46

10. Carpi, *Weizmann's Political Activities in Italy*, p.238

désireux d'abandonner les Tyroliens¹¹. En outre, en dépit du fait qu'il n'avait pas connaissance des remarques antisémites jadis exprimées par Mussolini, en 1926, dans *Mein Kampf*, Hitler déclara qu'au fond de lui-même, l'Italien était un antisémite.

La lutte que mène l'Italie fasciste, quoique peut-être de manière inconsciente en dernière analyse (mais personnellement, je ne le pense pas), contre les trois principales armes des Juifs est la meilleure indication de ce que, même indirectement, les crocs empoisonnés de cette puissance supra-étatique se font ravager. L'interdiction des sociétés secrètes maçonniques, la persécution de la presse supra-nationale, ainsi que la démolition continue du marxisme internationale, et, réciproquement, le renforcement constant de la conception de l'État fasciste, amèneront au fil des années le gouvernement italien à servir de plus en plus les intérêts du peuple italien, sans considération pour les sifflements émis par l'hydre juive mondiale¹².

Mais si Hitler était pro-Mussolini, il ne s'ensuivait pas que Mussolini devait être pro-nazi. Au fil des années 1920, le Duce répéta sans arrêt sa fameuse formule « *le fascisme n'est pas un article d'exportation.* » Sans doute, après l'échec du [putsch de la brasserie](#), et le maigre score de 6.5 % remporté par les nazis aux élections de 1924, Hitler ne représentait-il rien du tout. Il fallut la dépression et le succès électoral soudain d'Hitler avant que Mussolini commençât à s'intéresser sérieusement à son homologue allemand. Alors il se mit à parler de l'Europe devenant fasciste dans les dix ans, et ses journaux se mirent à publier des articles favorables au nazisme. Mais dans le même temps, il répudiait le racisme nordique d'Hitler, et son antisémitisme. Totalement désorienté par son philo-sémitisme, les sionistes espéraient que Mussolini allait exercer une

11. Adolf Hitler, *Mein Kampf*, p.628

12. Ibid, p.637

influence modératrice sur Hitler lorsque celui-ci prit le pouvoir¹³. En octobre 1932, pour le dixième anniversaire de la [marche sur Rome](#), Pacifici s'extasia sur les différences entre le vrai fascisme à Rome, et son *ersatz* à Berlin. Il vit :

*des différences radicales entre le vrai et authentique fascisme — il s'agit du fascisme italien — et les mouvements pseudo-fascistes dans d'autres pays qui... utilisent souvent les phobies les plus réactionnaires, et surtout la haine aveugle et effrénée des Juifs, comme moyens de détourner les foules de leurs vrais problèmes, des vraies causes de leur misère, et des vrais coupables*¹⁴.

Plus tard, après l'Holocauste, dans son autobiographie *Trial and Error*, Weizmann s'employa faiblement à établir un compte-rendu anti-fasciste au crédit des sionistes italiens : « *les sionistes, et en général les Juifs, bien qu'ils ne fissent pas part à voix haute de leur vision quant au sujet, étaient connus comme "anti-fascistes"*¹⁵. » Au vu de l'antisémitisme de Mussolini dans les premières années de sa carrière fasciste, ainsi que ses commentaires antisémites, les sionistes ne lui étaient guère favorables en 1922. Mais, comme nous l'avons vu, ils affirmèrent leur loyauté au nouveau pouvoir une fois que Mussolini leur eût donné l'assurance qu'il n'était pas antisémite. Au cours des premières années du régime, les sionistes savaient qu'il rejetait leurs affiliations internationales, mais cela ne les porta pas à l'anti-fascisme et, sans doute après les déclarations faites en 1927 par Sokolow et Sacerdoti, les sionistes ne pouvaient être considérés que comme de bons amis de Mussolini.

13. Michaelis, *Mussolini and the Jews*, p.49

14. Ibid., p.29

15. Weizmann, *Trial and Error*, p.368

Chapitre 5

Le sionisme allemand propose de collaborer avec le nazisme

Le sénateur Werner ¹, un sioniste allemand de premier plan, fit la remarque que le sionisme, avec tout le nationalisme juif qu'il développe au niveau mondial, s'assimile toujours politiquement aux pays au sein desquels il opère. La meilleure preuve de cette remarque est l'adaptation politique de la ZVfD aux théories et politiques du nouveau régime nazi. Estimant que les similarités idéologiques entre les deux mouvements — leur mépris envers le libéralisme, le racisme *völkisch* qu'ils partagent, et bien entendu, leur conviction mutuelle que l'Allemagne ne pourrait jamais être la patrie de ses Juifs — pouvait amener les nazis à les soutenir, la ZVfD sollicita le patronage d'Adolf Hitler, et ce plusieurs fois, à partir de 1933.

L'objectif de la ZVfD devint d'opérer une « *retraite ordonnée* », c'est-à-dire, un soutien par les nazis de l'émigration d'au moins la

1. Il s'agit de David Werner, NdT

dernière génération de Juifs vers la Palestine, et ils s'employèrent immédiatement à prendre contact avec des éléments de l'appareil nazi dont ils estimaient qu'ils pourraient s'intéresser à un tel accord, sur la base d'une appréciation *völkisch* du sionisme. Kurt Tuchler, un membre du comité de direction de la ZVfD, persuada le baron **Leopold Itz Edler von Mildenstein** de la SS, d'écrire un article pro-sioniste dans la presse nazie. Le baron accepta, à condition de visiter d'abord la Palestine, et deux mois après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, les deux hommes et leurs épouses se rendirent en Palestine; von Mildenstein y resta six mois avant de revenir rédiger ses articles².



FIGURE 5.1 – Photographie de Leopold Itz Edler von Mildenstein, lors de son séjour en Palestine, en 1933. Crédit photo : electroni-cintifada.net

Un contact avec une figure centrale du nouveau gouvernement se tint en mars 1933, lorsque Hermann Göring convoqua les dirigeants des organisations juives les plus importantes. Début mars,

2. Jacob Boas, *A Nazi Travels to Palestine, History Today* (London, January 1980), p.33

Julius Streicher, l'éditeur du journal *Der Stürmer*, avait déclaré que, dès le 1^{er} avril, tous les commerces et activités juifs seraient boycottés ; cependant, cette campagne connut immédiatement un problème. Les soutiens capitalistes d'Hitler étaient extrêmement inquiets du fait de l'annonce faite par le rabbin Wise d'un projet de contre-manifestation, à New York, le 27 mars, si les nazis mettaient en œuvre leur boycott. Les Juifs occupaient des positions prééminentes dans les activités de commerce de détail aux États-Unis comme en Europe et, craignant des représailles contre leurs propres sociétés, les riches parrains d'Hitler l'exhortèrent à annuler cette action. Mais les nazis ne pouvaient pas vraiment reculer sans perdre la face, et ils décidèrent d'amener la communauté juive allemande à se débarrasser de Wise ; c'est pourquoi Hermann Göring convoqua les dirigeants juifs.

L'influence du sionisme allemand sur Weimar ne méritait pas la participation de ses dirigeants, mais comme ils se voyaient comme seul partenaire de négociation naturel avec les nazis, ils acceptèrent une invitation tardive. Martin Rosenbluth, un sioniste de premier plan, mentionna l'incident plus tard dans son autobiographie d'après-guerre, *Go Forth and Serve*. Quatre Juifs virent Göring : Julius Brodnitz pour la *Centralverein*, Heinrich Stahl pour la communauté juive de Berlin, Max Naumann, un fanatique pro-nazi de la *Verband nationaldeutscher Juden* (VnJ), et Blumenfeld pour les sionistes. Göring se lança dans une diatribe : la presse étrangère mentait quant aux atrocités commises contre les Juifs ; à moins que les mensonges ne prissent fin, il ne pouvait pas garantir la sécurité de la communauté juive allemande. Point le plus important, le rassemblement prévu à New York devait être annulé : « *le Dr Wise est l'un de nos ennemis les plus dangereux et les plus dénués de scrupules*³. » Une délégation devait partir pour Londres pour prendre contact avec la communauté juive mondiale.

Les assimilationnistes déclinèrent, affirmant qu'en tant qu'Alle-

3. Martin Rosenbluth, *Go Forth and Serve*, p.253

mands ils n'avaient pas d'influence sur les Juifs étrangers. C'était chose fausse, mais ils ne voulaient guère assister à leur propre destruction. Seul Blumenfeld se porta volontaire, mais insista pour disposer de l'autorisation de parler honnêtement du traitement nazi des Juifs. Göring n'avait cure de ce qui serait dit pourvu que le rassemblement fût annulé ; peut-être qu'une description de la situation sinistre pourrait amener les Juifs étrangers à s'arrêter, par crainte de provoquer quelque chose de pire. Il n'avait cure de qui allait à Londres, ni de quels arguments seraient déployés, pourvu que la députation convînt de « *faire régulièrement des rapports auprès de l'ambassade allemande*⁴. »

La ZVfD finit par envoyer Martin Rosenbluth et Richard Lichteim. De crainte d'avoir à porter toute la responsabilité des débouchés de leur mission étrange, ils prirent le pas sur la *Centralverein* pour assurer cette mission avec le Dr Ludwig Tietz. Bien qu'il ne fût pas lui-même sioniste, le riche homme d'affaires était « *un de nos bons amis*⁵ ». Le trio arriva à Londres le 27 mars, et rencontra immédiatement quarante dirigeants juifs, lors d'une réunion présidée par Nahum Sokolow, alors président de l'OSM. Ils rencontrèrent ensuite une batterie de dirigeants britanniques. Les délégués avaient deux tâches à accomplir : utiliser la gravité de la situation pour promouvoir la Palestine comme « *endroit logique vers lequel se réfugier*, » et déjouer tous les efforts anti-nazis à l'étranger. Ils téléphonèrent à Wise à New York. Rosenbluth décrivit ainsi l'incident dans ses mémoires :

Gardant à l'esprit les plaintes émises par Göring... nous avons convoyé le message... Lui faire parvenir la suite énigmatique de notre message fut une chose assez difficile, car il fallait user de termes obscurs pour déjouer une possible surveillance de la ligne. Les événements qui ont suivi ont prouvé que nous avons réussi à trans-

4. Ibid., p.254

5. Ibid., p.255

*mettre clairement notre plaidoyer, et que le Dr Wise avait compris que nous voulions qu'il tînt fermement sa position, et n'annulât en aucune circonstance le rassemblement*⁶.

Aucune preuve n'existe que quelque tentative que ce fût fut effectivement réalisée à cet égard. Grâce aux recherches réalisées par Shaul Esh, un universitaire israélien, on sait désormais que la députation essaya d'enrayer les manifestations à New York ainsi qu'en Palestine. Si l'on en croit Esh, le soir-même, ils envoyèrent des câbles :

*pas en leur nom propre, mais au nom de la direction sioniste de Londres. Les télégrammes demandaient que les récipiendaires envoyassent immédiatement à la chancellerie du Troisième Reich des déclarations affirmant qu'ils ne toléraient pas un boycott anti-allemand. . . la direction sioniste de Londres découvrit ces messages plusieurs heures après, ils envoyèrent un autre câble à Jérusalem pour retarder l'envoi d'une déclaration officielle à destination d'Hitler*⁷.

Plus tard, dans sa propre autobiographie, *Challenging Years*, Stephen Wise mentionna avoir reçu leur câble, mais ne garda aucune trace d'un message énigmatique en provenance de la délégation⁸. Il est raisonnable de supposer qu'il en aurait gardé trace, s'il avait pensé qu'une telle tentative avait eu lieu. Wise s'emporta plusieurs fois contre la ZVfD au cours des années qui suivirent, pour son opposition persistante à toute tentative menée par des Juifs étrangers de lutter contre le régime d'Hitler.

Les procédures menées à Londres étaient typiques de toutes les actions menées ultérieurement par la ZVfD. En 1937, après avoir

6. Ibid., p.258

7. Yisrael Gutman (controversé), *Jewish Resistance during the Holocaust*, p.116

8. Stephen Wise, *Challenging Years*, p.248

quitté Berlin à destination des États-Unis, le rabbin [Joachim Prinz](#) mentionna par écrit son vécu en Allemagne, et fit allusion à un mémorandum qui, on le sait à présent, fut envoyé au parti nazi par la ZVfD le 21 juin 1933. L'article écrit par Prinz décrit avec candeur l'humeur sioniste telle qu'elle était au cours des premiers mois de l'année 1933 :

Chacun en Allemagne savait que les sionistes étaient les seuls à pouvoir représenter de manière responsable les Juifs dans les relations avec le gouvernement nazi. Nous étions tous convaincus qu'un jour, le gouvernement allait organiser une table ronde avec les Juifs, au cours de laquelle — une fois passées les émeutes et les atrocités de la révolution — le nouveau statut de la communauté juive allemande pourrait être examiné. Le gouvernement annonça très solennellement qu'aucun pays au monde ne s'employait avec plus de sérieux que l'Allemagne à résoudre le problème juif. La solution à la question juive ? C'était notre rêve sioniste ! Nous n'avons jamais nié l'existence de la question juive ! De la dissimulation ? C'était notre propre requête ! . . . Au cours d'une déclaration qui fut remarquée pour sa fierté et sa dignité, nous appelâmes de nos vœux à la tenue d'une conférence⁹.

Ce document resta enterré jusque 1962, année au cours de laquelle il fut finalement imprimé, en langue allemande, en Israël. La « fierté » et la « dignité » sont des mots laissant libre cours à l'interprétation, mais on peut affirmer sans risque qu'il n'y avait pas un mot qui puisse être aujourd'hui lu avec ces notions. Ce mémorandum extraordinaire exige qu'on le cite complètement. Il était demandé très poliment aux nazis :

9. Joachim Prinz, *Zionism under the Nazi Government, Young Zionist* (London, November 1937), p.18

Qu'il nous soit donc permis de présenter notre vision qui, à notre avis, rend possible une solution maintenant les principes du nouvel État allemand d'éveil national, et qui dans le même temps peut signifier aux Juifs un nouvel ordre quant aux conditions de leur existence... le sionisme n'entretient aucune illusion quant à la difficulté de la condition juive, qui consiste avant tout en un dessein d'occupation anormal, et en la faute d'une posture intellectuelle et morale, qui n'est enracinée dans aucune tradition.... une réponse à la question juive vraiment satisfaisante pour l'État national ne peut être amenée qu'au travers de la collaboration du mouvement juif qui vise à une renaissance sociale, culturelle, sociale et morale de la communauté juive... une renaissance de la vie nationale, semblable à celle qui se produit dans la vie allemande au travers de l'adhésion aux valeurs chrétiennes et nationales, doit également se produire dans le groupe national juif. Pour le Juif aussi, la religion, la communauté de destin et la conscience de groupe doivent avoir une signification décisive dans le schéma de sa vie... Au sujet de la fondation du nouvel État, qui a établi le principe de la race, nous désirons ajuster notre communauté dans la structure complète, afin que pour nous aussi, dans la sphère qui nous sera assignée, l'activité fructueuse pour la Patrie soit possible... Notre reconnaissance d'une nationalité juive en accord avec le peuple allemand et à ses réalités nationales et raciales une relation claire et sincère. Du fait même que nous ne voulons pas falsifier ces fondamentaux, du fait que nous également, sommes opposés au mariage mixte et favorables au maintien de la pureté du groupe juif.... la fidélité à leur propre espèce et à leur propre culture donne aux Juifs la force innée qui empêche toute insulte au respect des sentiments nationaux, et les impondé-

rables de la nationalité allemandes ; et l'enracinement en sa propre spiritualité protège le Juif de se changer en critique déraciné des fondations nationales de l'essence allemande. La distanciation nationale que l'État désire serait donc facilement engendrée comme résultat d'un développement organique. Ainsi, une communauté juive disposant de la conscience de soi, comme décrite ici, au nom de laquelle nous exprimons, peut trouver une place dans la structure de l'État allemand, car elle est en son for intérieur débarrassée, libérée du ressentiment que les Juifs assimilés doivent ressentir, déterminés qu'ils sont du fait de leur appartenance à la communauté juive, à la race et au passé juifs. Nous croyons en la possibilité d'une relation de loyauté honnête entre une communauté juive disposant d'une conscience de groupe, et l'État allemand... Pour ce qui est de ces objectifs pratiques, le sionisme espère être en mesure de gagner la collaboration d'un gouvernement même si celui-ci est fondamentalement hostile aux Juifs, car en traitant de la question juive, aucune sentimentalité n'est impliquée, mais un vrai problème, dont la solution intéresse tous les peuples, et au moment présent, tout particulièrement le peuple allemand. La réalisation du sionisme ne pourrait être abîmée que par un ressentiment des Juifs quant au développement allemand. Une propagande de boycott — telle que celle qui est actuellement menée contre l'Allemagne par de multiples biais — est en essence non-sioniste, car le sionisme ne veut pas se battre, mais convaincre et construire... Nos observations, présentées dans le présent document, reposent sur la conviction qu'en solvant le problème juif selon ses propres lumières, le gouvernement allemand disposera de la pleine compréhension d'une posture juive candide et limpide, en harmonie

*avec les intérêts de l'État*¹⁰.

Ce document, une trahison des Juifs d'Allemagne, fut écrit selon les clichés sionistes standards : « *schéma d'occupation anormal* », « *des intellectuels déracinés en besoin d'une régénération morale* », etc. Dans ce document, les sionistes allemands offrirent une collaboration calculée entre sionisme et nazisme, sanctifiée par l'objectif d'un État juif : nous ne lancerons pas d'offensive contre vous, seulement contre ceux qui vous résisteraient.

Obsédés par leur étrange mission, les dirigeants de la ZVfD perdirent tout sens de la perspective juive internationale, et essayèrent même d'amener l'OSM à annuler son Congrès mondial, planifié pour le mois d'août 1933. Ils envoyèrent une lettre à leur direction mondiale : « *Il faudra exprimer une protestation ferme, leurs vies pourraient être en jeu à un moment où "notre existence légale nous a permis de nous organiser par milliers et d'envoyer de grosses sommes d'argent en Palestine*¹¹ ». » Le Congrès eut lieu, comme nous allons le voir, mais la ZVfD ne s'inquiéta nullement lorsque les nazis décidèrent de profiter de l'occasion pour annoncer qu'ils avaient conclu un accord avec le sionisme mondial.

***« Poursuivre son propre idéalisme national
dans l'esprit nazi »***

Le grand public juif ne savait rien du voyage de von Mildenstein en Palestine en compagnie d'un membre de la direction sioniste, ni du déplacement de Rosenbluth et de Lichtheim à Londres ; il ne savait rien non plus du mémorandum, ni des demandes en vue d'annuler le Congrès sioniste. Cependant, il ne pouvait pas manquer de connaître ce qui apparaissait dans le *Rundschau*, où la communauté juive allemande assimilationniste était vertement at-

10. Lucy Dawidowicz (ed.), *A Holocaust Reader*, pp.150-5

11. Ruth Bondy, *The Emissary : A Life of Enzo Sereni*, pp.118-19

taquée. La *Centralverein* se plaignait amèrement des « *siegesfanfaren* » sionistes, alors que le *Rundschau* se hâtait de condamner les Juifs coupables¹². L'éditeur, Robert Weltsch, profita de l'occasion du boycott du 1^{er} avril pour assaillir les Juifs d'Allemagne dans un éditorial : « *Portez la marque jaune avec fierté* » :

*Dans les temps de crise qui marquent son histoire, le peuple juif a fait face à la question de sa propre culpabilité. La plus importante de nos prières dit : « Nous sommes expulsés de notre pays à cause de nos péchés ». . . La communauté juive porte une culpabilité considérable parce qu'elle a échoué à écouter l'appel de Theodor Herzl. . . Parce que les Juifs n'affichent pas leur judaïté avec fierté, parce qu'ils veulent esquiver la question juive, ils doivent partager la culpabilité de la dégradation de la communauté juive*¹³.

Même lorsque les nazis étaient en train de jeter la gauche dans des camps de concentration, Weltsch attaqua les journalistes juifs de gauche :

*Si aujourd'hui les journaux national-socialistes et patriotes allemands font fréquemment référence au type de l'écrivain juif, ainsi qu'à la soi-disant presse juive. . . il faut signaler. . . Les Juifs honnêtes ont toujours été indignés par la moquerie et la caricature dirigées par des bouffons juifs contre les Juifs au même degré, ou même à un degré plus fort, que par la moquerie et la caricature lancées par les Allemands ou par d'autres*¹⁴.

Bien que la presse de gauche ait subi des attaques à partir du jour où les nazis furent au pouvoir, les journaux juifs restaient

12. Jacob Boas, *The Jews of Germany : Self-Perception in the Nazi Era as Reflected in the German Jewish Press 1933-1938*, PhD thesis, University of California, Riverside (1977), p.135

13. Dawidowicz, *A Holocaust Reader*, p.148

14. Ibid., p.149

légaux. Naturellement, ils subissaient la censure ; si un journal imprimait quelque chose de fâcheux, il se trouvait fermé, au moins temporairement. Cependant, les nazis ne contraignaient pas les sionistes à dénoncer leurs camarades juifs.

Après l'Holocauste, Weltsch fut très contrit dans l'éditorial, affirmant qu'il aurait dû dire aux Juifs de fuir pour rester en vie, mais il n'affirma jamais que les nazis lui avaient fait écrire l'article. Weltsch n'était pas fasciste, mais il était trop empreint de sectarisme sioniste pour avoir vraiment réfléchi au monde au sens large. Comme la plupart des dirigeants de la ZVfD, il était tout à fait convaincu que « *le libéralisme égoïste* » et la démocratie parlementaire étaient morts, du moins en Allemagne. À l'international, ils restaient favorables à la présence britannique en Palestine, mais le correspondant du *Rundschau* en Italie, Kurt Kornicker, était ouvertement pro-fasciste¹⁵. Les dirigeants de la ZVfD se convainquirent que le fascisme était la vague de l'avenir, à tout le moins en Europe centrale, et dans ce cadre ils opposèrent le « *bon* » fascisme de Mussolini aux « *excès* » de l'hitlérisme, dont ils pensaient qu'ils allaient diminuer, avec leur assistance, au fil du temps.

La racisme était désormais triomphant, et la ZVfD était associée à ce triomphe. Le parler sans ambage commença avec une affirmation faite par Blumenfeld au mois d'avril 1933, selon laquelle les Juifs avaient jusqu'alors masqué leur isolement naturel lié au sang par rapport aux vrais Allemands, mais atteignit une proportion wagnérienne dans le *Rundschau* du 4 août, au sein d'un long essai, « *Rasse als Kulturfaktor*¹⁶ », qui méditait sur les implications intellectuelles qu'avait pour les Juifs la victoire nazie. Il avançait que les Juifs ne devaient pas se cantonner à accepter silencieusement les diktats de leurs nouveaux maîtres ; ils devaient, eux aussi, comprendre que la séparation des races était dans l'ensemble pour le mieux :

15. Meir Michaelis, *Mussolini and the Jews*, p.122

16. La race comme facteur culturel, NdT

Nous, qui vivons ici comme une « race étrangère », devons absolument respecter la conscience raciale et les intérêts raciaux du peuple allemand. Mais ceci n'exclut pas un vivre-ensemble pacifique de peuples appartenant à des races différentes. Plus réduite est la possibilité d'un mélange indésirable, plus faible est le besoin de « protection raciale ». . . Il existe des différenciations qui en dernière analyse trouvent leur racine dans l'ascendance. Seuls les journaux rationalistes ayant perdu le sentiment des raisons plus profondes et des profondeurs de l'âme, ainsi que des origines de la conscience commune, ont pu mettre de côté l'ascendance comme relevant uniquement du domaine de l'« histoire naturelle. »

Dans le passé, continuait l'article, il avait été difficile d'amener les Juifs à disposer d'une évaluation objective du racisme. Mais le temps est arrivé, il est même passé, pour mener quelque « *évaluation posée* » : « *La race est indubitablement un élan très important, oui, décisif. C'est vraiment "du sang et du sol" qu'est déterminé l'essence d'un peuple et ses accomplissements.* » Les Juifs devraient apprécier que « *les dernières générations disposant d'une conscience raciale juive furent fortement négligées.* » L'article mettait en garde contre la race « *traitée comme une bagatelle* », ainsi que contre la *Centralverein*, qui commençait à abandonner son idéologie traditionnelle assimilationniste à la suite du désastre, mais « *sans changer fondamentalement.* »

Mettre au défi la bonne foi raciste de leurs rivaux ne suffisait pas. Pour prouver que le « *Mouvement de renaissance juive* » avait toujours été raciste, le *Rundschau* réimprima deux articles d'avant 1914 sous le titre « *Les Voix du sang.* » « *Das singende Blut* » de [Stefan Zweig](#) et « *Lied des Blutes* » de [Hugo Salus](#) s'extasiaient quant à la manière dont « *le Juif moderne. . . reconnaît sa judaïté. . . au travers d'une expérience intérieure qui lui enseigne le langage spécial de son sang, d'une manière mystique.* »

Mais quoique ces imitations des nazis fussent assurément racistes, elles n'étaient pas chauvines. Ils ne pensaient pas être racialement supérieurs aux Arabes. Les sionistes allaient même élever leurs cousins sémites exsangues. Leur *völkisme* n'était qu'une réponse pervertie à leur propre « *problème de personnalité* », comme ils disaient : il leur permettait de se réconcilier avec l'existence de l'antisémitisme en Allemagne, sans le combattre. Ils se hâtèrent de rassurer leurs lecteurs quant à l'idée que les nations et États modernes étaient racialement mélangés et que néanmoins les races pouvaient vivre en harmonie. Les Juifs étaient avertis : à présent qu'ils allaient devenir racistes, ils ne devaient pas devenir chauvins : « *au-dessus de la race est l'humanité*¹⁷. »

Bien que le racisme imprégnât la littérature de la ZVfD, des observateurs juifs étrangers virent toujours Joachim Prinz comme son propagandiste le plus strident. Votant pour le parti social démocrate avant 1933, Prinz devint féroce *völkiste* au cours des premières années du Troisième Reich. Une part de la violente hostilité contre les Juifs dans son livre *Wir Juden* aurait pu être insérée directement dans la propre propagande nazie. Aux yeux de Prinz, le Juif était fait d'« *égarement, de bizarrerie, d'exhibitionnisme, d'infériorité, d'arrogance, de tromperie de soi, d'amour sophistiqué de la vérité, de haine, de chétivité, de patriotisme et de cosmopolitisme dépourvu de racine... en arsenal psychopathologique d'une rare abondance*¹⁸. »

Prinz était très méprisant envers les traditions rationnelles et libérales qui avaient constitué le fondement commun de toute pensée progressiste depuis la révolution étasunienne. Pour lui, les dommages que le libéralisme avait causés n'étaient compensés que par le fait ce que libéralisme agonisait :

Le parlement et la démocratie sont de plus en plus dé-

17. *Rasse als Kulturfaktor, Jüdische Rundschau* (4 August 1933), p.392

18. Koppel Pinson, *The Jewish Spirit in Nazi Germany, Menorah Journal* (Autumn 1936), p.235

*vastés. L'insistance exagérée et dommageable accordée à la valeur de l'individu est considérée comme une erreur ; le concept de la réalité de la nation et du Volk gagne de plus en plus de terrain, ce qui fait notre bonheur*¹⁹.

Prinz estimait qu'un arrangement entre nazis et Juifs était possible, mais uniquement sur la base d'un accord sioniste-nazi : « *Un État qui est construit sur le principe de la pureté de la nation et de la race ne peut qu'avoir le respect de ces Juifs qui se considèrent eux-mêmes de manière semblable*²⁰. »

Après qu'il se rendit aux États-Unis, Prinz comprit que rien de ce qu'il avait affirmé en Allemagne n'avait de tonalité raisonnable dans un contexte démocratique, et il abandonna ses notions étranges, une preuve supplémentaire que les sionistes allemands n'avaient fait que s'adapter idéologiquement au nazisme²¹. Mais peut-être que la meilleure illustration de la nazification des sionistes fut la curieuse affirmation de l'un des éditeurs de *Rundschau*, [Arnold Zweig](#), faite dans son ouvrage *Insulted and Exiled*, qui fut naturellement écrit à l'étranger et publié en 1937 :

*de tous les journaux publiés en allemand, le plus indépendant, le plus courageux, et le plus capable était le Jüdische Rundschau, l'organe officiel de l'Union sioniste d'Allemagne. Bien qu'il allât parfois trop loin dans son approbation de l'État nationaliste (recherchant son propre idéalisme national dans l'esprit nazi), il en sortit néanmoins un flux d'énergie, de tranquillité, de chaleur, et de confiance dont les Juifs allemands et la communauté juive du monde entier avaient un besoin urgent*²².

19. Uri Davis, *Israel : Utopia Incorporated*, p.18

20. Benyamin Matuvo, *The Zionist Wish and the Nazi Deed, Issues (Winter 1966/7)*, p.12

21. Interview de Joachim Prinz par l'auteur (8 février 1981)

22. Arnold Zweig, *Insulted and Exiled (London, 1937)*, p.232

« *Le contrôle exclusif de la vie juive
allemande* »

Même les lois de Nuremberg du 15 septembre 1935 ne remirent pas en question la croyance sioniste en un *modus vivendi* final avec les nazis. Le Centre Hechalutz²³, chargé de former les jeunes pour le mouvement kibboutz, conclut que la promulgation de lois criminalisant le mariage mixte était une occasion appropriée pour une nouvelle approche du régime. Les Pionniers produisirent un projet en vue de l'émigration de l'ensemble de la communauté juive, échelonné sur une période de 15 à 25 ans. Abraham Margalio, un universitaire du *Yad Vashem Holocaust Institute* d'Israël, a expliqué la pensée du Centre au cours de cette année fatidique :

Les dirigeants du *Hechalutz* présumaient que cet objectif sous-jacent allait s'avérer tellement séduisant aux yeux des autorités allemandes que celles-ci allaient accepter d'étendre une aide à l'émigration à l'étranger en libéralisant les lois qui gouvernaient le transfert de devises étrangères vers l'étranger, et en accordant des opportunités pour la formation professionnelle, ainsi que par des « *moyens politiques*²⁴. »

Le *Rundschau* publia des extraits d'un discours au cours duquel Hitler avait annoncé que son gouvernement espérait toujours trouver la base d'« *une meilleure attitude envers les Juifs*²⁵. » L'article citait une déclaration faite par A.I. Brandt, le dirigeant de l'association de la presse nazie, informant un monde indubitablement ébahi que les lois étaient :

*à la fois bénéfiques et régénératrices pour le judaïsme
également. En accordant à la minorité juive une oppor-
tunité de mener sa propre vie, et en assurant un soutien*

23. pionnier

24. Abraham Margalio, *The Reaction of the Jewish Public in Germany to the Nuremberg Laws Yad Vashem Studies, vol.XII*, p.89

25. Ibid, p.85

*gouvernemental à cette existence indépendante, l'Allemagne aide le judaïsme à renforcer son tempérament national, et apporte une contribution vers une amélioration des relations entre les deux peuples*²⁶.

L'objectif de la ZVfD devint l'« *autonomie nationale*. » Ils voulaient qu'Hitler accordât aux Juifs le droit à une existence économique, à une protection contre les attaques envers leur honneur, et une formation afin de préparer leur émigration. La ZVfD s'absorba à essayer d'utiliser les institutions juives distinctes pour développer un esprit national juif. Plus les nazis serrèrent les vis contre les Juifs, plus ils se convinquirent qu'un accord avec les nazis serait possible. Après tout, raisonnaient-ils, plus les nazis excluaient les Juifs de chaque aspect de la vie allemande, plus ils auraient besoin du sionisme pour les aider à se débarrasser des Juifs. Le 15 janvier 1936, le *Palestine Post* dut publier la nouvelle frappante qui suit : « *Une exigence résolue pour que la fédération sioniste se voie accorder par le gouvernement la reconnaissance d'être le seul instrument pour le contrôle exclusif de la vie juive allemande a été formulée aujourd'hui par la direction de ce corps au travers d'une proclamation*²⁷. »

Les espoirs sionistes allemands pour un accord ne s'étiolèrent que face à l'intimidation et à la terreur toujours croissantes. Même alors, il n'y eut aucun signe d'une quelconque tentative d'activité anti-nazie de la part des dirigeants de la ZVfD. Tout au long de la période d'avant-guerre, on ne trouve qu'une faible implication sioniste dans la clandestinité anti-nazie. Bien que les mouvements de jeunesse *Hechalutz* et *Hashomer* parlassent de socialisme, les nazis n'étaient pas intéressés. Yechiel Greenberg, du *Hashomer*, reconnut en 1938 que « *notre socialisme n'était guère considéré que comme une philosophie d'exportation*²⁸. » Mais presque dès le début de la

26. Ibid., p.86

27. German Zionists Seek Recognition, *Palestine Post* (15 janvier 1936), p.1

28. Yechiel Greenberg, *Hashomer Hatzair in Europe, Hashomer Hatzair*

dictature, le KPD clandestin, toujours en recherche de nouvelles recrues, envoya quelques-uns de ses cadres juifs dans les mouvements de jeunesse et, selon [Arnold Paucker](#) — à présent éditeur du *Leo Baeck Institute Year Book* de Londres — certains jeunes sionistes s'impliquèrent dans la résistance au moins pour coller illégalement des affiches dans les premières années du régime²⁹. Il est impossible de mesurer en quelle mesure ceci résulta de l'influence d'infiltrés communistes, ou d'actions spontanées. Cependant, la bureaucratie sioniste attaqua énergiquement le KPD³⁰. Comme en Italie, en Allemagne désormais : la direction sioniste cherchait le soutien du régime pour le sionisme et résistait au communisme ; dans aucun des deux pays elle ne put être considérée comme partie prenante à la résistance anti-fasciste.

Les interactions entre la ZVfD et l'OSM sont décrites ci-après. Il suffit à ce stade d'affirmer que les dirigeants de l'OSM approuvaient la ligne générale de leur affiliée allemande. Cependant, dans les rangs du mouvement mondial, de nombreux membres refusèrent de rester silencieux pendant que leur branche allemande non seulement acceptait une citoyenneté de seconde zone comme la meilleure chose à laquelle les Juifs pouvaient s'attendre, mais, pire encore, dénonçaient le boycott de l'Allemagne réalisé par les Juifs étrangers. Boris Smolar, le principal correspondant européen de la *Jewish Telegraphic Agency*, le service de câble sioniste, parla en leur nom à eux tous lorsqu'il écrivit, en 1935, sous le coup de la colère :

On peut comprendre qu'un journal juif qui paraît en Allemagne puisse n'être pas pleinement en position de soutenir les exigences de la communauté juive mondiale quant au rétablissement total des droits des Juifs. Mais ceci ne justifie de la part d'aucun organe officiel de sortir du bois pour acquiescer en pratique aux limi-

(November 1937), p.13

29. Interview d'Arnold Paucker par l'auteur (le 28 octobre 1980)

30. Giora Josephthal, *The Responsible Attitude*, p.88

*tations anti-juives qui sont en vigueur en Allemagne.
Or, voici que c'est exactement ce qu'a fait le Jüdische
Rundschau*³¹.

Avant les nazis, le sionisme allemand n'était rien de plus qu'un culte politique bourgeois isolé. Pendant que les hommes de gauche descendaient dans les rues pour combattre les chemises brunes, les sionistes s'employèrent à lever des fonds pour planter des arbres en Palestine. Soudainement, en 1933, ce petit groupe se mit à se percevoir comme oint par l'histoire pour négocier en secret avec les nazis, pour s'opposer à la masse considérable de la communauté juive mondiale qui voulait résister à Hitler, tout ceci dans l'espoir d'obtenir le soutien de l'ennemi de son peuple pour construire son État en Palestine. Smolar et les autres critiques sionistes voyaient la ZVfD comme simplement lâche, mais ils se trompaient totalement. Aucune théorie de la reddition ne suffit à expliquer l'évolution pré-hitlérienne du racisme sioniste, ni n'explique de manière satisfaisante l'approbation de cette posture par l'OSM. La vérité est plus triste que la lâcheté. Le fait est que les sionistes d'Allemagne ne se voyaient pas dans une situation de capitulation, mais plutôt comme des partenaires possibles, des parties prenantes d'un pacte diplomatique. Ils se fourvoyèrent totalement. Aucun Juif ne remporta de triomphe sur d'autres Juifs en Allemagne nazie. Aucun *modus vivendi* ne fut jamais même envisageable entre Hitler et les Juifs. Une fois qu'Hitler triompha intérieurement en Allemagne, la position des Juifs devint désespérée ; tout ce qu'il leur restait était l'exil, et la poursuite de la lutte depuis l'étranger. Nombreux furent ceux qui partirent, mais les sionistes continuèrent de rêver à s'attirer le parrainage d'Adolf Hitler. Ils ne luttèrent pas contre Hitler avant qu'il arrivât au pouvoir, au moment où il restait une chance de le vaincre, et ce ne fut pas par lâcheté, mais du fait de leur profonde conviction, qui constituait un héritage légué par Herzl,

31. Boris Smolar, *Zionist Overtures to Nazism, Jewish Daily Bulletin (8 March 1935)*, p.2

*LE SIONISME ALLEMAND PROPOSE DE COLLABORER
AVEC LE NAZISME* 95

selon lequel on ne pouvait pas combattre l'antisémitisme. Au vu de leur échec à résister sous Weimar, et au vu de leurs théories sur les races, il était inévitable qu'ils devinssent les chacals idéologiques du nazisme.

Chapitre 6

Le boycott juif anti-nazi et l'accord commercial entre sionistes et nazis

Hitler ne parvint au pouvoir que du fait de l'incompétence de ses adversaires, et il restait au nouveau chancelier la tâche de démontrer à ses parrains capitalistes qu'il pouvait gérer les responsabilités inhérentes à la gestion de l'Allemagne. Sa position n'était absolument pas inébranlable : les travailleurs lui restaient opposés, et les industriels attendaient qu'on leur démontrât qu'il pouvait mettre en branle l'économie. À l'étranger, les capitalistes oscillaient entre le soulagement du fait qu'il avait écrasé les communistes, et la crainte qu'il finisse par démarrer une nouvelle guerre. L'opinion étrangère était désormais devenue cruciale : l'Allemagne dépendait du marché mondial, et l'antisémitisme d'Hitler devenait un problème. Les Juifs étaient puissants sur les marchés mondiaux, en particulier sur deux des marchés les plus importants pour l'Allemagne — l'Europe de l'Est et les États-Unis. Les intérêts d'affaires allemands n'assuraient certainement pas leur loyauté envers le nou-

veau chancelier ; en s'alliant avec leurs amis de l'armée ils pouvaient le faire plier, ou même le remplacer, s'ils devaient subir des pertes par suite d'un boycott des exportations allemandes organisé par les Juifs ainsi que ses autres adversaires étrangers. Les propres experts économiques du régime discutaient avec franchise leur grande faiblesse, et se montraient extrêmement préoccupés que le Nouvel Ordre puisse ne pas survivre à une opposition résolue de la part de l'étranger.

Les Juifs furent très lents à bouger, mais finalement les Vétérans de guerre juifs¹ de New York, après avoir examiné les conséquences pour la communauté juive allemande, annoncèrent un boycott commercial le 19 mars 1933, et organisèrent une gigantesque parade de manifestation le 23. Le maire de New York s'y rendit, ainsi que les communistes, que les anciens soldats empêchèrent d'entrer dans la manifestation jusqu'à ce qu'ils abandonnassent leurs bannières. Rejeter les milliers de communistes de la communauté juive de New York ruina les efforts du petit groupe de vétérans. Faisant preuve d'une extrême naïveté politique, les vétérans firent fi du fait élémentaire, que pour qu'un boycott aie la moindre chance de parvenir à ses fins, il faut qu'il dispose de l'unité la plus large possible derrière lui. Peu après l'échec des vétérans, Abe Coralnik, un sioniste, ainsi que [Samuel Untermyer](#), un sympathisant qui avait versé des dons pour la construction du nouveau stade de l'Université hébraïque de Jérusalem, formèrent ce qui finit par devenir la Ligue anti-nazie non sectaire². Cependant, manifester pour un boycott était interdit et Untermyer, un avocat [Tammany](#), ne voulait pas enfreindre la loi. Bien sûr, sans manifestation de masse, un boycott n'a aucune chance de se mettre en place, et ceux qui, au sein de la communauté juive, étaient déterminés à imposer un boycott se tournèrent alors vers le rabbin Wise et le Congrès juif américain sioniste³ pour qu'il

1. Jewish War Veterans — JWV, NdT

2. Non-Sectarian Anti-Nazi League, NdT

3. Zionist American Jewish Congress (AJC), NdT

prît en main les opérations. Au départ, Wise s'opposa à la fois à des manifestations et à un boycott, mais le 27 mars, il voulait remplir Madison Square Garden avec une marche pour gêner Göring. Une vaste assemblée d'hommes politiques, d'hommes d'Église, et de syndicalistes dénonça haut et fort le tyran de Berlin, mais rien ne fut réalisé pour organiser un soutien de masse. Wise, qui n'avait pas mobilisé les masses avant qu'Hitler s'emparât du pouvoir, n'était pas l'homme qui allait le faire à présent. Au contraire, il écrivit à un ami : « *Vous ne pouvez pas imaginer ce que je fais pour résister aux masses. Ils veulent des scènes de rue gigantesques*⁴. » Il s'opposa à un boycott, espérant que quelques manifestations, à elles seules, allaient faire pression sur Roosevelt pour qu'il intervînt. Mais le département d'État voyait Hitler comme un bélier contre le communisme, et les hommes politiques étasuniens, dans leur volonté désespérée de mettre fin à la Dépression, avaient soif d'accéder au marché allemand. Le résultat fut que les Démocrates ne firent rien, ni contre Hitler, ni pour les Juifs. En tant que Démocrate, Wise continua de se positionner contre un boycott mais, alors qu'il était en Europe au moins d'août 1933, pour consulter les dirigeants juifs allemands et prendre part au Congrès du sionisme mondial, les éléments les plus militants de l'AJC parvinrent à faire appel à un boycott. Mais l'AJC restait intrinsèquement une organisation bourgeoise sans expérience de la mobilisation des masses, et comme la Ligue anti-nazie, elle s'opposa timidement à des piquets appelant au boycott. Son directeur du boycott ne fit rien de plus intense que de publier de superbes statistiques montrant à quel point le commerce nazi se trouvait dévasté par le boycott⁵. Ce ne fut que lorsque son groupe de jeunes finit par se rebeller et monta un piquet dans une chaîne de grands magasins, à l'automne 1934, que l'AJC autorisa ses affiliés à établir des piquets devant les

4. Carl Voss, *Let Stephen Wise Speak for Himself, Dimensions in American Jewry* (automne 1968), p.37

5. Moshe Gottlieb, *The Anti-Nazi Boycott Movement in the American Jewish Community 1933-1941*, PhD thesis, Brandeis University 1967, p.160

magasins récalcitrants.



FIGURE 6.1 – Devanture d'un magasin aux États-Unis, dans les années 1930, arborant un appel au boycott avec le logo des *Jewish War Veterans*

En général, les boycotts se soldent par un échec. La plupart des gens estiment en avoir fait assez s'ils arrêtent d'acheter les biens en question, mais un boycott ne peut fonctionner que si une organisation solide est prête à perturber sérieusement le commerce. On peut reprocher l'échec d'établir ce mouvement à de nombreuses parties : dont certaines sont juives et d'autres non-juives. Sans doute les dirigeants syndicaux qui jurèrent opposition à Hitler, mais ne firent rien pour mobiliser leurs rangs furent-ils en grande partie responsables de l'échec d'une campagne de boycott sérieuse. Sans doute ces groupes juifs comme le JWV, la Ligue anti-nazie et l'AJC furent-ils inefficaces, mais il y avait également des personnes dans la communauté juive aux États-Unis et en Grande-Bretagne qui s'opposèrent spécifiquement au principe même d'un

boycott. L'*American Jewish Committee*, l'ordre fraternel des *B'nai B'rith* (Les fils de l'alliance) et le chapitre des représentants des Juifs britanniques refusèrent de soutenir le boycott. Ils craignaient que si les travailleurs juifs, et d'autres avec eux, prenaient sur eux de combattre Hitler, peut-être resteraient-ils en mouvement et s'en prendraient-ils ensuite aux riches plus proches de chez eux. Ces notables se cantonnèrent à des efforts de charité en faveur de la communauté juive allemande et de ses réfugiés, et prièrent pour que l'hitlérisme ne se propageât pas. La *Agudas Yisrael* (union d'Israël), bras politique de l'aile la plus extrême de l'orthodoxie traditionnelle, s'opposa au boycott pour des raisons religieuses ainsi que du fait de son conservatisme social. Ils affirmèrent que depuis que l'ancien Royaume juif avait été détruit par les Romains, le Talmud avait interdit aux Juifs de se révolter de nouveau contre l'autorité *gentile* dans la Diaspora ; ils interprétaient le boycott comme une rébellion, et l'interdirent donc. Cependant, parmi tous les opposants juifs actifs à l'idée de boycott, le plus important de tous resta l'Organisation sioniste mondiale (OSM). Elle ne fit pas qu'acheter des biens allemands ; elle en vendit, et chercha même de nouveaux clients pour Hitler et ses soutiens industriels.

L'appel à l'idée du sang

L'OSM voyait la victoire d'Hitler de manière très similaire à son affiliée allemande, la ZVfD : elle ne considérait pas cette victoire en premier chef comme une défaite pour l'ensemble de la communauté juive, mais comme la preuve positive de la faillite de l'assimilationnisme et du libéralisme. Leur heure était presque arrivée. Les sionistes se mirent à parler comme des revivalistes vivant sous tente : Hitler était le fléau de l'histoire qui devait rapatrier les Juifs obstinés vers leur espèce et leur terre. Un récent converti sioniste, le biographe alors célèbre mondialement [Emil Ludwig](#), fut interviewé par un camarade sioniste lors d'une visite aux États-Unis et ex-

prima à cette occasion l'attitude générale du mouvement sioniste :

« Dans quelques années, on aura oublié Hitler, mais nous disposerons d'un beau monument en Palestine. Vous savez » , et ici le biographe sembla endosser le rôle d'un Juif patriarche — « la venue des nazis a été plutôt un événement à accueillir. Tant de nos Juifs allemands hésitaient entre deux côtes ; ils étaient si nombreux à voguer sur les flots traîtres entre *la Scylla* de l'assimilation et *la Charybde* d'une connaissance approfondie des choses juives. Des milliers de personnes, qui semblaient complètement perdues pour le judaïsme ont été ramenées dans le troupeau par Hitler, et de cela, je lui suis personnellement très reconnaissant ⁶. »

Ludwig venait d'entrer dans le mouvement mais sa vision était en pleine concorde avec celle développée par les vétérans, tel le célèbre *Chaim Nachman Bialik* ; alors considéré comme le poète en titre de Sion. Du fait de sa réputation, ses affirmations furent largement mises en circulation, tant par le mouvement sioniste que par ses ennemis de gauche. La préoccupation du poète avait longtemps été la rupture de l'unité juive, en résultat du déclin de la foi religieuse traditionnelle, et voilà qu'il ne pouvait plus cacher sa joie qu'Hitler soit arrivé juste à temps pour sauver la communauté juive allemande de sa propre destruction.

L'hitlérisme, sent le poète, a rendu au moins un service en ne dessinant aucune ligne entre le Juif croyant et le Juif apostat. Si Hitler avait fait une exception pour les Juifs baptisés, on aurait vu se développer, prétendait Bialik, le spectacle désolant de milliers de Juifs courant aux fonts baptismaux. Le hitlérisme a peut-être sauvé la communauté juive allemande, dont l'assimilation progressive signifiait l'anéantissement. Dans le même temps, il a rendu le monde tellement conscient

6. Meyer Steinglass, *Emil Ludwig before the Judge*, *American Jewish Times*, (1^{er} avril 1936), p.35

*du problème juif qu'ils ne peuvent plus l'ignorer*⁷.

Bialik, comme de nombreux autres sionistes, considérait les Juifs comme une sorte de super race ; si seulement ils pouvaient enfin retrouver leurs esprits et arrêter de se dissiper au sein d'une humanité ingrate, et commencer à cultiver leur propre vigne.

*Il est en vérité tout à fait exact que le judaïsme, en pénétrant toutes les nations, sapa bel et bien ce qui restait de cette sorte d'idolâtrie...mais peut-être les forces les plus puissantes dans ce processus furent-elles notre « apostat », ou les Juifs « assimilés » de toute sorte, qui entrèrent dans le corps même du christianisme, et agitèrent le plus profond de ses entrailles, et continuèrent en sapant lentement ce qui restait de paganisme, en résultante de leur volonté juive et de leur sang juif. Comme Hitler, je crois dans le pouvoir des idées du sang. Ces hommes furent ceux — bien que souvent les noms de grands non-Juifs soient nommés à leur place — qui aplanirent les routes des grands mouvements de liberté dans le monde entier : la Renaissance, le Libéralisme, la Démocratie, le Socialisme et le Communisme...Les antisémites font parfois preuve d'un discernement tout à fait net. L'influence juive a certes été très puissante à cet égard ; nous ne devrions pas le ré-futer*⁸.

Cependant, en 1934, le sionisme était devenu un mouvement revendiquant plus d'un million de membres dans le monde, et tous n'acceptaient pas la notion inversée selon laquelle Hitler était une vraie bénédiction pour les Juifs. Certains, comme le rabbin étatsunien Abraham Jacobson, se levèrent contre cette idée folle, qui resta très répandue aussi tard que jusqu'en 1936 :

7. *Palestine and the Press, New Palestine* (11 décembre 1933), p.7

8. Chaim Bialik, *The Present Hour, Young Zionist* (London, May 1934), p.6

Combien de fois avons-nous entendu le voeu impie prononcé de désespoir quant à l'apathie des Juifs étasuniens par rapport au sionisme, souhaitant qu'un Hitler descendît sur eux ? Alors ils comprendraient la nécessité de la Palestine⁹ !

Les premières relations avec les nazis

Sans aucun doute, l'OSM était tout à fait prête à essayer d'utiliser les nazis pour servir ses propres desseins. Les premières ouvertures en direction des nazis furent faites indépendamment en 1933 par un certain Sam Cohen, propriétaire de *Ha Note'a Ltd*, une société d'exportation d'agrumes de Tel Aviv. Même sous le chancelier Brüning, le gouvernement allemand avait positionné une taxe sur les flux de capitaux quittant le pays, et Cohen avait proposé que les émigrés sionistes puissent être exonérés de cette taxe en achetant des biens aux Allemands, qui pourraient ensuite être revendus en Palestine pour les retransformer en capitaux. Brüning ne s'était pas intéressé à cette idée, mais en 1933, Cohen, de son propre chef, présenta de nouveau ce projet. Les nazis s'inquiétaient déjà des effets que le boycott, malgré sa spontanéité et son organisation lamentable, pourrait avoir sur leur balance commerciale, et Heinrich Wolff, le consul allemand de Jérusalem, comprit rapidement l'utilité que pourrait avoir la proposition de Cohen. Il écrivit à son ministère : « *De la sorte, nous pourrions mener à bien une campagne contre le boycott juif de l'Allemagne. Nous pourrions percer une brèche dans le mur¹⁰.* »

Les Juifs, avançait-il, se retrouveraient face à un dilemme. La poursuite du boycott serait considérée comme provoquant des pro-

9. Abraham Jacobson, *The Fundamentals of Jewish Nationalism, New Palestine* (3 avril 1936), p.3

10. David Yisraeli, *The Third Reich and the Transfer Agreement, Journal of Contemporary History*, vol. VI (1971), p.131

blèmes pour les émigrés cherchant une nouvelle maison pour vivre en Palestine ou ailleurs. Du fait de son affectation, Wolff fut l'un des premiers Allemands à percevoir l'importance croissante de la Palestine dans l'équation juive, et en juin il écrivit de nouveau à Berlin :

Alors qu'aux mois d'avril et mai, le Yichow attendait des instructions en provenance des États-Unis pour le boycott, il semble que la situation a à présent évolué. C'est la Palestine qui émet les instructions à présent. . . Il est important de commencer par briser le boycott en Palestine, et l'effet s'en fera sentir inévitablement sur le front principal, aux États-Unis¹¹.

Au début du mois de mai 1933, les nazis signèrent un accord avec Cohen pour que des capitaux juifs, à hauteur d'un million de Reichmarks (400 000 \$), puissent être expédiés en Palestine sous forme d'engins agricoles. À ce stade, l'OSM intervint. La Dépression avait fortement affecté les dons, et au mois de mars 1933, ils avaient envoyé un câble désespéré à leurs adeptes aux États-Unis, plaidant que si des fonds ne leur parvenaient pas immédiatement, ils couraient à l'effondrement financier¹². À présent, **Menachem Ussischkin**, dirigeant du **Fonds national juif**, amena Cohen à rechercher un accord pour que des avoirs du Fonds, gelés en Allemagne, fussent libérés. L'appât pour les nazis était que l'argent était nécessaire pour acheter des terres pour les Juifs qu'Hitler allait faire partir. Cohen donna alors à Heinrich Wolff l'assurance qu'il allait agir « *dans les coulisses, lors de la prochaine conférence juive de Londres, pour affaiblir ou mettre en échec toute résolution promulguant un boycott*¹³. » Le docteur Fritz Reichert, l'agent de la

11. Ibid

12. *Palestine Drive to Continue, Israel's Messenger (Shanghai, 1^{er} mai 1933)*, p.2

13. Werner Braatz, *German Commercial Interests in Palestine : Zionism and the Boycott of German Goods, 1933-1934, European Studies Review (Oc-*

Gestapo en Palestine, écrivit ultérieurement à son quartier général, pour leur rappeler l'affaire :

La Conférence de Londres pour le boycott a été torpillée depuis Tel Aviv, car la direction du transfert vers la Palestine, en lien étroit avec le consulat de Jérusalem, a envoyé des câbles à Londres. Notre principale fonction ici est d'empêcher, depuis la Palestine, l'unification de la communauté juive mondiale sur une base hostile à l'Allemagne. . . Il est à conseiller d'abîmer la force politique et économique de la communauté juive en fomentant la dissension dans ses rangs¹⁴.

Bientôt, ce fut [Chaim Arlosoroff](#), secrétaire politique de l'Agence juive — le centre de Palestine pour l'OSM, qui prit le pas sur Sam Cohen dans ces négociations délicates. En 1923, il avait conclu qu'ils avaient échoué à attirer assez d'immigrés pour prendre le pas démographique sur les Arabes, et qu'ils ne faisaient pas entrer assez de capitaux juifs. Hitler au pouvoir allait signifier la guerre sous dix ans. Survivre en Palestine, et résoudre le problème juif sur cette période allait impliquer une action rapide et énergique. À présent, pensait-il, il avait trouvé la manière dont le sionisme pouvait résoudre ses difficultés : avec l'accord britannique, ils pouvaient trouver à la fois les immigrants et les capitaux nécessaires, en étendant le projet de Cohen. Dans un article paru dans le *Rundschau* et ailleurs, il expliqua froidement que cela ne pouvait être réalisé que dans une démarche de coopération totale avec Berlin :

Naturellement, l'Allemagne ne peut pas s'exposer au risque de mettre sous pression sa monnaie et sa balance commerciale pour satisfaire les Juifs, mais on peut définir un moyen d'ajuster ces intérêts divergents. . . Il serait utile, en laissant toute sentimentalité hors du jeu, de parvenir à un tel accord avec l'Allemagne.

tobre 1979), p.500

14. Yisraëli, *The Third Reich and the Transfer Agreement*, p.132

L'auto-proclamé socialiste-sioniste proposa alors l'alliance ultime, un accord entre les sionistes, les nazis, les fascistes et l'Empire britannique, pour organiser l'évacuation de la communauté juive hors d'Allemagne :

*On pourrait également établir une société, avec la participation de l'État allemand et d'autres intérêts européens, surtout britanniques et italiens, qui liquiderait lentement les propriétés particulières en émettant des lettres de crédit...[et en créant]...un fonds de garantie*¹⁵.

Il ressentait que son idée était particulièrement bien dans l'air du temps, car l'opinion mondiale pourrait soutenir un « *traitement constructif de la question juive en Allemagne*¹⁶. » Sachant que les Juifs allemands ne voudraient pas laisser tout leur argent entre les mains d'Hitler, il proposa que les Britanniques puissent choisir le gestionnaire du fonds. Son camarade Yitzhak Lufban écrivit ultérieurement qu'« *Arlosoroff suggéra plusieurs noms, et le secrétaire colonial en choisit un*¹⁷. » Au début du mois de mai 1933, Arlosoroff parvinrent à un accord préliminaire consistant à étendre les accords de Cohen. Il retourna à Berlin au mois de juin, et rentra à Tel Aviv le 14 juin. Deux nuits après, il était assassiné à cause de ses tractations avec les nazis. On discutera plus bas de cet assassinat ; il suffit ici de mentionner que cet événement ne ralentit pas les accords conclus entre l'OSM et les nazis, et qu'un pacte sioniste-nazi fut annoncé par les nazis à temps, pour le 18^{ème} Congrès sioniste, qui s'ouvrit au mois d'août à Prague.

15. Dr Arlosoroff's Plan, Jewish Economic Forum (London, 1^{er} septembre 1933), p.9

16. Chaim Arlosoroff, *What can Palestine offer to the German Jew ?*, *Labor Palestine (juin 1933)*, p.9

17. Yitzhak Lufban, *Arlosoroff's Last Period*, *Labor Palestine (juin 1934)*, p.6

L'OSM justifie le pacte avec les nazis

L'ombre d'Hitler dominait complètement le Congrès de Prague. Les dirigeants de l'OSM savaient que les nazis étaient intéressés par un accord, et ils décidèrent d'éviter d'offenser l'Allemagne en limitant les discussions quant à la situation sur place au strict minimum¹⁸. Le régime en tant que tel ne fut pas condamné. On demanda à la Société des Nations d'aider dans la « *lutte pour le rétablissement des droits des Juifs en Allemagne*, » mais la requête fut enterrée dans une longue discussion sur l'émigration et la Palestine¹⁹. Aucun projet ne fut proposé pour mettre de la pression sur le corps mondial, et aucune action spécifique ne fut demandée de la part de la Société des Nations.

Le pacte sioniste-nazi fut rendu public la veille du jour où un débat sur la résolution de boycott était prévu, et l'on peut supposer que les nazis choisirent cette date pour décourager le soutien au boycott. Le dirigeant des « *Révisionnistes* » de droite, **Vladimir Jabotinsky**, présenta le dossier du boycott, mais il n'y avait aucune chance pour que la proposition fût sérieusement examinée. Les Britanniques avaient arrêté plusieurs de ses révisionnistes pour le meurtre d'Arlosoroff, et le procureur était en train de présenter des preuves face au tribunal au moment où le Congrès était réuni. Comme les révisionnistes avaient déjà un historique violent contre leurs rivaux sionistes, la plupart des délégués étaient convaincus de leur complicité dans l'affaire Arlosoroff. Leur réputation douteuse fut encore accrue lorsque les propres chemises brunes de Jabotinsky l'accompagnèrent dans le hall en formation militaire, contraignant le présidium à interdire le port d'uniformes de crainte qu'ils ne provoquassent une mêlée violente contre les camarades travaillistes d'Arlosoroff. Le soutien de Jabotinsky en faveur du boycott, et son opposition au pacte, fut rejeté comme une position rageuse adoptée

18. Zionist Congress in Prague, Zionist Record (South Africa, 1^{er} septembre 1933), p.5

19. The 18th Zionist Congress, New Judaea (London, septembre 1933), p.193

pour un opposant terroriste de la direction modérée et démocratiquement élue. Sa résolution fut rejetée par une élection, à 240 voix contre 48.

Cependant, le rejet de la résolution de Jabotinsky n'impliquait pas forcément que les délégués étaient favorables à un accord avec Hitler et, lorsque les nazis annoncèrent qu'ils avaient signé un accord avec les sionistes, autorisant les Juifs allemands à envoyer de l'argent juif à hauteur de 3 millions de Reichmarks vers la Palestine, sous forme d'exportations allemandes, une grande partie du Congrès rejeta l'annonce comme un coup de propagande. Lorsque la vérité se fit, un désordre indescriptible éclata. La direction s'était complètement fourvoyé et avait anticipé que le pacte serait immensément populaire. Voici que, stupéfaits de l'opposition hostile, elle essayait de se protéger en mentant effrontément ; le dirigeant travailliste, [Berl Locker](#) proclama de manière éhontée : « *les dirigeants de l'Organisation sioniste mondiale n'ont rien eu à voir avec les négociations qui ont débouché sur un accord avec le gouvernement allemand*²⁰. » Nul ne se laissa convaincre par cette invention grossière.

De nombreux délégués, en particulier les Étasuniens, étaient favorables au boycott, et votèrent contre Jabotinsky, principalement du fait qu'ils trouvaient que l'OSM était trop occupé par la Palestine pour assumer d'autres tâches en sus. Puis Stephen Wise présenta un ultimatum à la direction : expliquer « *comment empêcher...les propagandistes allemands d'utiliser l'accord.* » Sa demande « *fut passionnément discutée toute la journée...par le comité politique*²¹. » En fin de compte, les dirigeants n'osèrent pas assumer la responsabilité officielle pour le « *Ha'avara* » ou accord de transfert, et prétendirent que celui-ci ne contraignait que l'Allemagne ainsi que le signataire formel, l'*Anglo-Palestine Bank*. Mais

20. Jewish Daily Bulletin (29 août 1933), p.4

21. Zionist Congress Votes Inquiry Commission for Palestine Terrorist Groups, Jewish Daily Bulletin (1^{er} septembre 1933), p.4

la banque était leur propriété, si bien qu'ils ne réussirent qu'à se rendre ridicules, tant aux yeux de leurs amis que de leurs adversaires.

Le débat sur le pacte sioniste-nazi se poursuivit amèrement jusque 1935. Le *Ha'avara* connut une croissance rapide, jusqu'à devenir une maison de banque et de commerce substantielle, employant 137 spécialistes dans ses bureaux de Jérusalem au point culminant de ses activités. Les règles ne cessaient de changer sous la pression des nazis, mais sur le fond, l'accord resta toujours le même : les Juifs allemands pouvaient déposer de l'argent en banque en Allemagne, cet argent était utilisé pour acheter des exportations qui étaient ensuite vendues hors d'Allemagne, le plus souvent, mais pas toujours, en Palestine. Lorsque les émigrés arrivaient finalement en Palestine, ils touchaient le paiement des marchandises qu'ils avaient achetées au départ, une fois que celles-ci avaient été vendues. L'inventivité fiscale étendit les activités du *Ha'avara* dans de nombreuses directions, mais pendant toute la période où ce processus fut mis en œuvre, son attraction sur les Juifs allemands resta la même : il s'agissait du moyen le moins douloureux de faire sortir l'argent juif d'Allemagne. Cependant, c'étaient les nazis qui en écrivaient les règles, et bien entendu, elles se durcirent avec le temps ; en 1938, le propriétaire moyen perdait au moins 30 %, voire 50% de ses capitaux dans la manœuvre. Néanmoins, cela restait trois fois, et finalement cinq fois, mieux que les pertes endossées par les Juifs dont l'argent était envoyé vers d'autres destinations²².

La borne haute de transfert de richesse pouvant circuler dans le dispositif *Ha'avara* était de 50 000 marks (soit 20 000 \$ ou 4000 £) par émigré, ce qui rendait le *Ha'avara* sans intérêt pour les Juifs les plus riches. Ce furent donc 40 419 000 \$ qui transitèrent vers la Palestine au travers de *Ha'avara*, alors que 650 millions de dollars furent envoyés vers les États-Unis, 60 millions de dollars vers le Royaume-Uni, et d'autres sommes substantielles vers d'autres

22. Mark Wischnitzer, *To Dwell in Safety*, p.212

destinations. Pourtant, si, en termes comptables, *Ha'avara* ne fut guère décisif en rapport avec la richesse détenue au départ par la communauté juive allemande, il fut absolument crucial pour le sionisme. Quelque 60 % de l'ensemble des capitaux investis en Palestine entre août 1933 et septembre 1939 transitèrent par le tunnel créé par cet accord conclu avec les nazis²³. En outre, les Britanniques établirent le quota annuel d'immigration juive, en utilisant la faible capacité d'absorption économique du pays pour limiter leur nombre ; cependant, les « *capitalistes* » — ceux qui entraient avec plus de 1000 £ (5000 \$) — étaient autorisés en sus du quota. Les 16 529 capitalistes furent ainsi une source supplémentaire d'immigrés ainsi qu'une récolte économique pour le sionisme. Leurs capitaux générèrent un boom, accordant à la Palestine une prospérité complètement artificielle au cœur de la dépression mondiale.

Au début, l'OSM essaya de se défendre contre les accusations de *briseur de boycott* et de franche collaboration en insistant sur le fait que les transferts couverts par le *Ha'avara* ne gênaient pas vraiment le boycott, l'Allemagne ne recevant pas de devises étrangères pour ses marchandises, du fait que celles-ci étaient achetées en marks sur le marché intérieur allemand. Cependant, Berlin exigea bientôt que les paiements fussent en partie honorés en devises étrangères, si bien que l'OSM se mit à prospecter de nouveaux clients pour l'Allemagne en Égypte, au Liban, en Syrie et en Irak. En fin de compte, les sionistes se mirent à exporter des oranges vers la Belgique et la Hollande en affrétant des navires nazis²⁴. En 1936, l'OSM se mit à vendre les marchandises d'Hitler en Grande-Bretagne²⁵.

L'OSM n'était pas intéressée par une lutte contre les nazis, et chaque défense établie en faveur du dispositif *Ha'avara* le démontra. Selig Brodetsky, l'un des membres de la direction sioniste, et, plus

23. David Rosenthal, *Chaim Arlosoroff 40 Years Later, Jewish Frontier (August 1974)*, p.23

24. Reflections, *Palestine Post* (14 novembre 1938), p.6

25. Yehuda Bauer, *My Brother's Keeper*, p.129

tard, en 1939, le président du Conseil des délégués britanniques, reprocha au monde le mépris qu'il leur témoignait :

Le Congrès est monté à un niveau auquel seuls quelques corps juifs auraient pu monter. C'est chose très facile que d'employer des mots violents, d'organiser des réunions, d'en appeler à des boycotts, mais ce fut chose bien plus ardue que de parler calmement et de raisonner froidement. Il a été dit que les décisions concernant l'Allemagne ont été trop faibles. Non ! Les non-Juifs pouvaient se permettre d'employer des mots forts, mais pas les Juifs²⁶

Les traîtres n'étaient pas les sionistes, c'étaient tous ceux qui étaient déphasés — c'est du moins ce que Moshe Beilenson, un dirigeant sioniste travailliste, aurait voulu laisser croire au monde. Cela n'avait pas été la première tentative de collaboration avec le fascisme. En 1922, il avait fait partie de la délégation qui avait prêté serment de loyauté au nom du sionisme italien envers Mussolini. Désormais, il essayait de mettre en avant une défense théorique du pacte nazi :

après que les murs des ghettos ont été renversés, notre principale arme pour la défense de nos vies et de nos droits étaient la manifestation... Toutes nos manifestations, au fil des décennies, ont échoué à détruire le règne de persécution, non seulement dans le vaste empire des Tsars, mais aussi dans la relativement petite Roumanie... Le Congrès n'avait pas « trahi » ; il avait triomphé. Il n'avait pas « peur » ; au contraire, il avait eu le courage d'instaurer un nouvel appareil politique juif... En vérité, le dix-huitième Congrès avait eu le courage de détruire la tradition assimilationniste dont

26. Justification of the Zionist Congress, Zionist Record (Afrique du Sud, le 4 octobre 1933), p.5

*la principale caractéristique est de dépendre des autres et de faire appel aux autres... Des générations durant, nous nous sommes battus par les manifestations. Désormais, nous avons une autre arme en main, une arme puissante, fiable et sûre : le visa pour la Palestine*²⁷.

L'écrasante majorité des Juifs était opposée au *Ha'avara*. Ses seuls défenseurs se trouvaient au sein de l'OSM, et beaucoup de ses propres membres voyaient d'un mauvais œil la pratique des échanges commerciaux avec les nazis. Les protestations commencèrent à pleuvoir avant même la fin du Congrès de Prague. Le pacte était extrêmement impopulaire en Pologne, où les Juifs craignaient que faute de résistance à l'antisémitisme dans le pays voisin, ceux qui en Pologne détestaient les Juifs allaient commencer à exiger de la part du gouvernement polonais qu'il imitât les Allemands. Aux États-Unis et en Grande-Bretagne, deux pays disposant d'une tradition plus ou moins démocratique, de nombreux sionistes, y compris jusqu'aux plus éminents d'entre eux, s'opposaient à ce pacte. [Abba Hillel Silver](#), l'éminent rabbin de Cleveland, figura parmi les tous premiers à se plaindre, au mois d'août 1933 :

*Pourquoi l'idée même de voir la communauté juive de Palestine parler affaires avec Hitler au lieu d'exiger la justice pour les Juifs persécutés d'Allemagne, est impensable. On pourrait croire que toute cette affaire était une vente de faillite, et que les Juifs de Palestine s'employaient à gratter quelques réductions pour leur propre compte*²⁸.

On entendit des lamentations en provenance des confins les plus reculés de la terre. Le *Melbourne Jewish Weekly News* protesta :

27. Moshe Beilenson, *The New Jewish Statesmanship, Labor Palestine* (février 1934), pp.8-10

28. Untermyer, *Rabbi Silver Denounce Deals Reported Negotiated with Germany*, *Jewish Daily Bulletin* (30 août 1933), p.4

« ils vont faire de nous l'objet de dérision des Allemands, qui pourront affirmer qu'en cas de conflit entre affaires et sentiment juifs, c'est toujours les affaires qui gagnent²⁹. » Le rabbin Wise aborda le sujet à d'innombrables occasions. En septembre 1933, il fit référence au *Ha'avara* sous les termes de « nouveau veau d'or — l'orange d'or », et poursuivit ainsi :

Je pense exprimer ce que pensent les Juifs, d'où qu'ils proviennent, en affirmant que nous tenons en horreur tout Juif, qu'il soit ou non en Palestine, qui prend la décision de conclure quelque accord commercial avec le gouvernement nazi, quelle qu'en soit la raison³⁰.

Dans un discours prononcé à la Conférence juive mondiale de 1934, à Genève, Wise attaqua les travaillistes qui étaient devenus la force dominante du sionisme palestinien :

Un dirigeant palestinien l'a répété de multiples fois à Prague : la Palestine passe en premier. Cette conférence doit clairement énoncer que si la Palestine passe avant tout autre facteur de l'équation, cette priorité cesse dès lors qu'elle entre en conflit avec une loi morale supérieure.³¹

Wise avait identifié le noyau pourri au sein de l'OSM : la terre d'Israël avait pris une importance bien supérieure aux besoins du peuple Israël. Le sionisme travailliste était devenu, au sens le plus profond du terme, un culte utopique. Ils considéraient un nouveau Juif foulant la vieille terre juive comme seul moyen pour la nation juive de continuer d'exister. Le vrai peuple juif, les millions de Juifs de la Diaspora, ne constituaient guère qu'un réservoir duquel

29. The Palestine Orange Agreement, Jewish Weekly News (Melbourne, le 10 novembre 1933), p.5

30. Clarence Streit, *League Aid Asked for German Jews*, *New York Times* (9 septembre 1933), p.5

31. Dr Stephen Wise on Policy of World Jewry, *World Jewry* (Londres, le 24 août 1934), p.395

ils pouvaient sélectionner de jeunes migrants pour construire leur État. La Diaspora en soi était condamnée : ou bien les Juifs partiraient, comme en Allemagne, ou bien ils se verraient assimilés, comme en France. Les sionistes, ayant en tête cette étrange idée que la survie juive dépendait entièrement d'eux en Israël, étaient amenés à en demander plus aux nazis pour faire de leur vision une réalité.

Fin 1933, ils essayèrent de raviver la banque de liquidation à grande échelle d'Arlosoroff. Weizmann laissa Cohen proposer au ministère allemand des affaires étrangères que lui, ancien président du mouvement, désormais président de son bureau central pour l'implantation des Juifs allemands, puisse se rendre à Berlin pour discuter du projet de liquidation, mais les nazis refusèrent de lui délivrer une invitation³². Les nazis eurent toujours moins d'intérêt quant à trouver des accords avec les sionistes que la réciproque. Les nazis étaient parvenus à leurs fins, les sionistes avaient brisé le boycott et ne faisaient montre d'aucun signe de résistance contre eux ; cela suffisait pour le moment. Mais ce refus ne suffit pas à faire sortir Weizmann de sa trajectoire. Un an et demi plus tard, le 3 juillet 1935, il écrit à [Arthur Ruppin](#), le directeur du département à la colonisation en Palestine, et l'un des plus fervents apôtres d'un rapprochement plus étroit avec les nazis :

Le docteur Moses, me suis-je laissé dire, a pris contact avec le ministre de l'économie nationale du Reich, et, par suite de plusieurs discussions qu'il a menées avec eux, a soumis un mémorandum demandant que des exportations vers l'Angleterre, si elles sont réalisées sur demande de nos amis en Allemagne, puissent être utilisés au bénéfice des gens à 1000 £³³.

32. Braatz, *German Commercial Interests in Palestine*, p.504

33. Chaim Weizmann, à Arthur Ruppin, le 3 juillet 1935, dans Barnett Litvinoff (ed.), *The Letters and Papers of Chaim Weizmann, Letters, vol.XVI*, p.464

Weizmann poursuivait en affirmant clairement que la déclaration du Congrès de Prague quant à la « lutte » pour les droits des Juifs allemands n'était constituée que de paroles en l'air. Il discuta de Prague dans le contexte du Congrès de Lucerne de 1935, qui approchait :

Je sais fort bien que le Congrès de Lucerne peut passer outre et ne tenir aucun compte de la question juive allemande, exactement comme ce fut le cas au Congrès de Prague. . . J'ose douter que quiconque, surtout les Juifs allemands et les sionistes allemands, pourra tirer parti à ce que la question juive allemande soit traitée à fond, surtout dans un rapport spécial. Cela n'aura pas d'effet d'une quelconque utilité positive, surtout aujourd'hui, au vu de la disposition dans le monde à conclure des accords avec l'Allemagne. D'un autre côté, je crois qu'il est tout à fait possible qu'un tel rapport puisse devenir dangereux pour la seule chose positive dont nous disposons en Allemagne, le mouvement sioniste intensifié. . . En tant qu'organisation sioniste, nous devrions nous préoccuper de la solution constructive à la question allemande en œuvrant pour le transfert de la jeunesse juive d'Allemagne vers la Palestine, plutôt que de la question de l'égalité des droits des Juifs en Allemagne³⁴.

« Constructif », il faut le rappeler, fut toujours l'un des clichés préférés de Weizmann ; à l'issue de la première guerre mondiale, il avait assuré aux capitalistes à Versailles que le sionisme était constructif, contrairement au comportement de ces Juifs qui s'étaient engagés dans des « tendances destructrices. » La pensée « constructive » eu égard à Hitler, si répandue dans les cercles capitalistes du jour, était extraordinaire de la part d'un Juif, mais bien

34. Ibid., pp.465-6

entendu, le haut sionisme était à des années lumières de la mentalité juive ordinaire. Ruppin, né en Allemagne et ami de Weizmann, était une bonne illustration de ce point. Comme améliorateur de race, c'était lui qui avait pour tâche de transformer les jeunes Juifs de la classe moyenne en travailleurs « *constructifs* » du sol juif salubre. En 1934, son livre, *Jews in the Modern World*, exprima ouvertement la ligne accommodationniste du mouvement sioniste. Il y disait aux Juifs qu'à nouveau, c'était de leur faute que les choses s'étaient produites ainsi, et il les admonestait comme suit :

Une telle tentative de règlement pacifique du problème aurait pu être possible si... les Juifs... avaient admis que leur position particulière parmi les Allemands était vouée à amener à des conflits qui avaient leur origine dans la nature de l'homme, et ne peuvent être supprimés par des paroles et l'exercice d'un raisonnement. Si les deux parties avaient compris que la position présente découlait, non d'une mauvaise volonté, mais des circonstances, qui s'étaient produites indépendamment de la volonté de chacune des parties, il n'aurait pas été rendu nécessaire de chercher une solution au problème juif dans une orgie de haine débridée.

Sa théorie de « *la mauvaise compréhension* » se développait logiquement jusqu'à conclure : « *Diverses solutions intermédiaires et partielles seront nécessaires pour parvenir à un modus vivendi* ³⁵. »

Lewis Namier, un ancien secrétaire politique de l'OSM, et l'un des historiens majeurs de l'aristocratie britannique, avait préfacé l'ouvrage de Ruppin. Des sionistes bien informés, parmi lesquels Nahum Goldmann, considéraient Namier comme un Juif profondément antisémite ³⁶. Dans sa dévotion à la noblesse, il méprisait les Juifs comme l'image même du capitalisme, du « *commerce* » vulgaire. Comme on aurait pu s'y attendre, son introduction exprimait

35. Arthur Ruppin, *The Jews in the Modern World (1934)*, pp.256-7

36. Nahum Goldmann, *Autobiography*, p.112

sa « *compréhension* » pour l'antisémitisme — « *tous ceux qui ne se sentent pas à l'aise par rapport à nous ne doivent pas être appelés antisémites, et il n'y a rien de forcément et intrinsèquement vicieux dans l'antisémitisme*³⁷ ». De fait, son message originel était encore plus fort que cela. Weizmann l'avait lu et avait dû avertir Namier de ne pas exprimer aussi ouvertement leur tolérance mutuelle au nazisme :

*En page 6, les lignes « mais que s'est-il produit etc. », accentuées au stylo, me semblent dangereuses, bien que je sois d'accord sur votre conclusion. Mais il s'agit d'un livre écrit par Ruppin, et d'une préface écrite par vous, si bien que ces mots seront repris en Allemagne, et que les « rustres » diront : « les Juifs eux-mêmes pensent que ce sera pour le mieux, etc. » Je les enlèverais, si possible*³⁸.

Tels étaient les esprits des figures dirigeantes du mouvement sioniste en 1935, alors qu'elles se groupaient en vue de leur Congrès d'été à Lucerne. Réfutant en public l'idée que le *Ha'avara* eût quoi que ce soit à voir avec eux, ils faisaient tout ce qu'ils pouvaient en coulisse pour l'étendre. En toute dimension, leur pensée et la politique qu'ils déployaient étaient opposées avec celles de l'écrasante majorité des Juifs du monde.

« *Essayer d'en tirer le meilleur parti au sens sioniste* »

La direction sioniste devait encore faire face à la dernière bataille intérieure quant au *Ha'avara* et quant à leur positionnement général vis-à-vis des nazis. Jabotinsky et ses révisionnistes avaient fait sécession de l'OSM, mais un résidu de ses disciples — qui se

37. Ruppin, *Jews in the Modern World*, p.xiii

38. Weizmann, à Lewis Namier, le 1^{er} octobre 1933, *Letters*, vol.XVI, p.54

faisaient appeler le *Judenstaat Partei* (parti de l'État juif) — était resté loyal à l'OSM et continuait de demander que l'accord de transfert fût répudié. Plusieurs journalistes décrivirent le débat court mais féroce qui anima le Congrès de 1935. Le *Canadian Zionist* écrivit que :

Un vote fut demandé, et rejeta la motion de M. Grossman [pour un débat déterminant si l'Anglo-Palestinian Bank avait provoqué l'arrêt des piquets qui avaient protesté contre l'utilisation de ciment allemand]. Suite à cela, de forts cris de railleries se firent entendre, proclamant « Heil Hitler ! » de la part des soutiens de M. Grossman. S'ensuivit un désordre généralisé³⁹.

Paul Novick, rédacteur en chef du quotidien communiste étasunien *Morgen Freiheit*, relata que les « délégués du Histadrut répondirent en nature, criant vers les hommes du Judenstaat : “Schuschnigg agents” (c'est-à-dire, agents du fascisme italo-autrichien)⁴⁰. »

Le peuple juif n'avait pas de plus grand espoir de réussir dans sa lutte pour l'existence, qu'au travers de l'édification d'Eretz Israel⁴¹, et devaient donc accepter d'en tirer les conséquences. Ils imitèrent les manifestations et boycotts pratiqués par d'autres peuples, mais oublièrent que ces mesures étaient des expressions de la force détenue par ces peuples, alors que le mouvement sioniste n'avait pas encore engendré de force comparable⁴².

Outre le Congrès, certains des propagandistes les plus importants pour le compte de la stratégie de l'OSM étaient les *shliachim*

39. Nineteenth Congress Report, Canadian Zionist (September 1935), p.8

40. Paul Novick, *Zionism Today* (1936), p.4

41. La Terre promise, NdT

42. Executive Defines its Policies in Reply to Opposition, New Palestine (20 septembre 1935), p.24

ou émissaires envoyés dans le monde entier par les sionistes travaillistes de Palestine. Enzo Sereni, un autre diplômé du mouvement accomodationniste italien, avait été émissaire en Allemagne en 1931-1932, mais n'avait rien fait, fût-ce pour mobiliser les Juifs allemands ou pour assister le SPD dans sa lutte contre les nazis. Sereni était l'un de ceux qui voyaient Hitler comme un fléau amenant la communauté juive au sionisme. Une fois, il informa Max Ascoli un activiste anti-fasciste italien, que « *l'antisémitisme d'Hitler pourrait pourtant amener au salut des Juifs*⁴³. » Au Congrès de Lucerne, il se fit le promoteur énergique de la primauté de la Palestine :

*Nous n'avons à rougir de rien dans le fait que nous utilisons la persécution des Juifs en Allemagne pour la construction de la Palestine. C'est ainsi que nos anciens sages et dirigeants nous ont enseigné à procéder...utiliser les catastrophes frappant la population juive de la Diaspora pour nous établir*⁴⁴.

Mais c'est cette affirmation de Weizmann qui reste, de loin, le meilleur exemple de non-volonté de résister aux nazis de la part de la direction :

*La seule réponse distinguée et vraiment efficace à tout ce qui est infligé aux Juifs d'Allemagne est l'édifice érigé par notre ouvrage grandiose et beau, sur la terre d'Israël...Quelque chose est en cours de création, qui transformera le malheur dont nous souffrons tous en chansons et en légendes pour nos petits-enfants*⁴⁵.

Le présidium manœuvra pour tenir toute discussion sérieuse quant à une résistance hors des sujets abordés par le Congrès, et le nom de Wise fut retiré de la liste des orateurs, de crainte qu'il

43. Ruth Bondy, *The Emissary : A Life of Enzo Sereni*, p.141

44. Novick, *Zionism Today*, p.5

45. Barnett Litvinoff, *Weizmann - Last of the Patriarchs*, p.182

ne puisse dénoncer Hitler. Il menaça de quitter le Congrès si on ne le laissait pas parler et, comme le Congrès savait qu'il ne pouvait pas se permettre de laisser le sioniste le plus connu des États-Unis partir du fait d'un sujet aussi controversé, ils finirent par céder et lui laisser la parole. Il se leva bientôt, déclara son opposition à Hitler — pas franchement une déclaration qui aurait beaucoup attiré l'attention en toute autre compagnie — et se rassit. Ni lui-même, ni [Abba Hillel Silver](#) n'avaient jamais réellement fait beaucoup plus que parler du boycott, et en 1935 il n'y avait rien aux États-Unis qui ressemblait même de loin à une organisation de boycott efficace. En pratique, ils n'avaient pas de programme alternatif en vue d'une résistance efficace ; désormais intéressés en premier chef par la Palestine, vue comme un refuge pour la communauté juive allemande, ils avaient capitulé devant Weizmann et cautionné le *Ha'avara*, et après le Congrès de Lucerne, il ne restait plus de différence importante entre eux et le mouvement international. En fin de compte, la seule manifestation officielle que l'assemblée décida de mener contre le hitlérisme fut une annulation d'une demi-journée de l'une de leurs sessions, un geste futile.

Weizmann n'eut en pratique guère de difficulté à amener le Congrès à cautionner le *Ha'avara*, mais l'opposition put juguler l'une de ses activités. Une filiale de *Ha'avara*, la *Near and Middle East Commercial Corporation (NEMICO)*, avait été montée pour solliciter de nouveaux clients au Moyen-Orient pour le compte de l'Allemagne. La fédération sioniste égyptienne avait menacé de révéler le scandale si l'organisation mondiale n'y mettait pas un frein, et afin de préserver son grand dessein, la direction dut malgré ses réticences sacrifier l'opération NEMICO.

La capitulation des Étatsuniens ne contribua en rien à calmer l'opposition juive présente dans d'autres pays. La critique fut immédiate dans la presse. La *World Jewry* de Londres, puis le magazine *Zionist*, publié en langue anglaise, dénoncèrent leur propre Congrès mondial : « *Le docteur Weizmann est allé jusqu'à déclarer que la seule réponse distinguée que les Juifs pouvaient formuler*

était un effort renouvelé pour l'établissement de la Palestine. Quelle terreur Herren Hitler, Streicher et Goebbels ont dû ressentir en apprenant la proclamation du président du Congrès⁴⁶ ! »

La presse sioniste non officielle de Grande-Bretagne partageait le sentiment public croissant selon lequel une guerre contre Hitler était inévitable, et elle ne comprenait pas l'absence totale de discussion sérieuse au Congrès sur le sujet du nazisme. Le correspondant du magazine décrivit la rencontre comme étrangement déprimante : « *Nous avons un agenda plus adapté à la direction d'une société à responsabilité limitée qu'à un conclave national, ayant entre ses mains la destinée nationale⁴⁷* ». Même le *Jewish Chronicle*, qui se faisait toujours le porte-parole de l'*establishment* juif, se plaignit sur le même mode : « *les discussions furent presque aussi ennuyeuses qu'un débat du vendredi matin au Colonial Office de la Chambre des Communes⁴⁸* ». Il se sentit obligé de condamner la décision prise quant au *Ha'avara* :

Le spectacle est troublant pour le monde, dont la sympathie nous indique le découragement des Juifs, pour qui le boycott est l'une des quelques armes dont ils disposent, et qui se voient abandonnés par le Mouvement duquel ils avaient le droit d'attendre qu'il restât un allié dans leur lutte⁴⁹.

Aux États-Unis, l'opposition au *Ha'avara* était particulièrement intense dans les syndicats de l'industrie de l'habillement, avec leurs centaines de milliers de travailleurs juifs. La plupart des dirigeants syndicaux juifs avaient toujours considéré le sionisme avec mépris. Beaucoup d'entre eux provenaient de Russie et connaissaient la

46. Kiddush Hashem, *World Jewry* (6 septembre 1935), p.1

47. Has Congress a Message to Deliver ?, *World Jewry*, (30 août 1935), p.1

48. Reflections on the Zionist Congress, *Jewish Chronicle* (Londres, le 20 septembre 1935), p.24

49. Zionists close their Ranks, *Jewish Chronicle* (Londres, le 6 septembre 1935), p.9

funeste rencontre qui s'était tenue entre Herzl et Plehve⁵⁰, et comment leur vieil ennemi Zubatov avait soutenu les sionistes du *Poale* contre le *Bund*. De leur point de vue, le *Ha'avara* restait du sionisme pratiquant ses vieilles manœuvres, et en décembre 1935, **Baruch Charney Vladeck**, le président du comité travailliste juif, et lui-même précédemment *bundiste* de Pologne, eut un débat avec **Berl Locker**, le dirigeant du *Palestinian Poale Zion*, devant une foule immense assemblée à New York.

Locker fut contraint d'adopter une position défensive, insistant sur l'idée que l'accord allait purement dans l'intérêt des Juifs allemands. En outre, avança-t-il, ils auraient amené les biens dans le pays par eux-mêmes en l'absence de traité. D'ailleurs, continua-t-il, faute de pacte, la situation aurait été bien pire à cet égard : « *La Palestine était présentée comme un fait accompli*⁵¹... *L'accord de transfert empêche que le pays soit encombré de biens allemands, car les marchandises n'y entrent que lorsqu'on en a besoin*⁵². »

Vladeck n'allait pas se laisser bernier par le subterfuge trivial utilisé par Locker, et il poursuivit son attaque. À New York, les sionistes travaillistes locaux soutenaient à la fois le boycott aux États-Unis, tout en s'excusant de l'*Ha'avara* en Palestine, et le vieux *bundiste* ridiculisa leur tentative de ménager la chèvre et le chou :

Vous pouvez bien poursuivre vos explications jusqu'au jour du Jugement dernier, cela s'apparente à pratiquer la double comptabilité de la manière la plus flagrante. Que nul ne doive rompre le boycott hormis les Juifs de Palestine ! Et que nul ne conclue d'accord avec l'Alle-

50. Plehve dirigea la police impériale tsariste au début du XX^{ème} siècle. Les deux hommes se rencontrèrent à Saint Petersburg au mois d'août 1903, discutèrent de l'établissement de sociétés sionistes en Russie et proposèrent que le gouvernement russe demandât officiellement aux Turcs une charte en vue de la colonisation de la Palestine par les Juifs, NdT

51. En français dans le texte, NdT

52. Debating the Issues of the Transfer, Call of Youth (janvier 1936), pp.3-12

magne, sauf l'organisation sioniste! ...J'affirme pour ma part que le principal objet de l'accord de transfert n'est pas de secourir les Juifs d'Allemagne, mais de renforcer diverses institutions en Palestine...La Palestine devient de la sorte l'agent infiltré contre le boycott au Proche-Orient...Lorsque la nouvelle de l'accord de transfert est sortie...Berl Locker a déclaré : « Pas une seule agence sioniste n'a le moindre lien avec le transfert »...De cela, je ne peux conclure qu'une seule chose : L'accord de transfert est une tache sur les Juifs et sur le monde⁵³

Si la majorité des Juifs s'est opposée au *Ha'avara*, le considérant comme une trahison, il y en eut au moins un qui tint à laisser une marque en se plaignant que Weizmann et ses amis n'allaient pas assez loin. [Gustav Krojanker](#), dont la vision des nazis a été vue au [chapitre 3](#), était l'un des dirigeants de la *Hitachdut Olei Germania* (l'Association des immigrés allemands en Palestine), et en 1936, cette association publia son pamphlet, *The Transfer : A Vital Question of the Zionist Movement*. À ses yeux, le sionisme était un calcul flagrant, rien de plus, et il était plus que prêt à en tirer les conclusions logiques déjà inhérentes au pacte sioniste-nazi. Il affirma voir le nazisme ainsi que les opportunités que celui-ci ouvrait pour le sionisme de la manière authentiquement herzlienne :

Son évaluation de la situation était dépourvue de toute rancune futile : il percevait deux facteurs politiques — une organisation du peuple juif d'un côté, et les pays concernés de l'autre. Ils devaient devenir partenaires dans le cadre d'un pacte.

Krojanker fustigea la direction pour n'avoir pas eu le courage d'endosser formellement le *Ha'avara* en 1933. À ses yeux, il s'agissait purement et simplement d'une capitulation face à ce qu'il consi-

53. Ibid., pp.34.

dérait comme la « *mentalité de la Diaspora*. » Il voulait qu'ils aillent beaucoup plus loin :

Le mouvement sioniste aurait dû essayer. . . d'influencer le gouvernement allemand à entrer dans un traité quasiment diplomatique, en acceptant la situation et en essayant d'en tirer le meilleur avantage au sens sioniste.

Il insista sur l'idée que la prochaine étape nécessaire était d'aider les nazis à rompre le boycott en Europe, au travers d'une extension du *Ha'avara*. L'Allemagne « *pourrait même être prête à conclure des accords — si nous. . . étions prêts à étendre le système "Ha'avara" à d'autres pays*⁵⁴. » Mais la direction de l'OSM n'avait aucun besoin de tels conseils de la part de Krojanker. Il ignorait qu'en secret, ils avaient déjà décidé d'agir ainsi, et voici qu'au mois de mars 1936, les négociations menées par [Siegfried Moses](#) avaient fini par déboucher sur la création de la banque *International Trade and Investment Agency (INTRIA)*, à Londres, pour organiser directement la vente de produits allemands en Grande-Bretagne⁵⁵. Les nazis durent se réjouir de la nouvelle démoralisation des forces favorables au boycott, du fait de la crainte de l'hostilité non seulement juive mais plus largement britannique envers le boycott — diverses manœuvres rendirent impossible à l'INTRIA d'aller jusqu'à permettre que des devises britanniques passent directement en des mains allemandes. Au lieu de cela, les marchandises étaient achetées en marks en Allemagne, et leur valeur était créditée aux capitalistes juifs qui devaient s'acquitter du droit d'entrée en Palestine de 1000 £ pour passer en sus des quotas. Les relations commerciales entre sionistes et nazis continuèrent de se développer également dans d'autres sphères. En 1937, 200 000 cageots d'« *oranges d'or* » furent envoyées en Allemagne, et un demi-million de plus aux

54. Gustav Krojanker, *The Transfer : A Vital Question of the Zionist Movement*, pp.7-10 and 15

55. Bauer, *My Brother's Keeper*, p.129

Pays-Bas, sous le drapeau à la swastika⁵⁶. Même après la nuit de cristal — le 9 novembre 1938, la terrible nuit des vitrines brisées, au cours de laquelle les nazis finirent pas déchaîner les chemises brunes contre les petits commerces juifs — le dirigeant de *Ha'avara Ltd*, Werner Felchenfeld, continua de proposer des tarifs réduits à qui utiliserait des navires nazis. Sa seule préoccupation était de rassurer les âmes sensibles quant au fait qu'« aucune compétition n'est soulevée vis-à-vis des vaisseaux britanniques, car cet accord de transfert concerne les agrumes livrés dans des ports hollandais et belges, les ports britanniques en étant expressément exclus⁵⁷. »

« C'est le positionnement moral d'un peuple qui compte en de telles situations »

Bien sûr, ce furent les nazis qui gagnèrent le plus du fait de *Ha'avara*. Non seulement cet accord les aida-t-il à pousser dehors quelques Juifs de plus, mais il avait une immense valeur à l'étranger, accordant la couverture parfaite à quiconque voulait continuer de commercer avec les Allemands. En Grande-Bretagne, le *Blackshirt*, journal de [Sir Oswald Mosley](#), l'adorait :

Pouvez-vous trouver mieux que ça ! Nous nous coupons un bras et refusons de commercer avec l'Allemagne pour défendre les pauvres Juifs. Les Juifs eux-mêmes, dans leur propre pays, continuent quant à eux de conclure des accords profitables avec l'Allemagne. Les fascistes ne peuvent pas trouver de meilleur fait pour répondre à la propagande perfide visant à détruire nos relations amicales avec l'Allemagne⁵⁸.

56. Reflections, *Palestine Post* (le 14 novembre 1938), p.6

57. Werner Felchenfeld, *Citrus on German Ships, Palestine Post (Letters)* (17 novembre 1938), p.6

58. *Blackshirts Peeved at Reich-Zion Trade, Jewish Daily Bulletin* (6 février 1935), p.5

L'évaluation finale du rôle de l'OSM durant l'Holocauste ne peut être pratiquée tant que les autres relations entre sionistes et nazis auront été convenablement traitées; cependant, on peut facilement se prêter ici à une estimation préliminaire de l'*Ha'avara*. Toutes les excuses avançant que cet accord aurait sauvé des vies doivent être exclues de tout examen sérieux. Au cours des années 1930, aucun sioniste ne pensait qu'Hitler allait essayer d'exterminer les Juifs d'Allemagne ni d'Europe, et aucun n'essaya de défendre le fonctionnement d'alors de l'*Ha'avara* en usant de telles explications. L'excuse avancée était qu'il sauvait des richesses, et non des vies. Dans les faits, et au mieux, il contribua directement financièrement à la situation de quelques milliers de Juifs, en leur permettant d'entrer en Palestine au-delà des quotas britanniques, et indirectement, il fournit une opportunité à d'autres en dopant l'économie palestinienne. Mais tout véritable opposant au nazisme comprenait qu'une fois Hitler au pouvoir, avec la communauté juive allemande entre ses griffes, la lutte contre lui ne pouvait pas être réduite du fait de préoccupations trop importantes quant à leur sort; fondamentalement, ils étaient des prisonniers de guerre. La bataille ne faisait que commencer. Bien sûr, nul ne souhaitait que ces malheureux eussent à subir plus que nécessaire, mais mettre la campagne contre le nazisme au point mort par préoccupation pour les Juifs allemands n'aurait fait qu'accélérer la marche d'Hitler sur l'Europe. Alors que l'OSM s'employait à sauvegarder la propriété, ou, pour mieux dire, une part de la propriété de la bourgeoisie juive allemande, les « *gens à 1000 £* », des milliers d'Allemands — et parmi eux de nombreux Juifs — se battaient en Espagne, contre la légion Condor d'Hitler et contre l'armée fasciste de Franco. Le *Ha'avara* aida sans aucun doute les nazis en démoralisant les Juifs, dont certains sionistes, en répandant l'illusion selon laquelle on pouvait parvenir à quelque *modus vivendi* avec Hitler. Savoir qu'un mouvement juif mondial était prêt à pactiser avec son ennemi démoralisa également des non-Juifs. Sans doute le *Ha'avara* fit-il retirer le mouvement sioniste, fort d'un million d'âmes, de la ligne de résistance

anti-nazie. L'OSM ne résista pas à Hitler, mais essaya de collaborer avec lui et, comme on le voit dans les propositions d'Arlosoroff et de Weizmann pour une banque de liquidation, seule la réticence nazie à étendre le lien qui les rapprochait empêcha le développement d'un degré encore plus élevé de coopération. Ceux parmi les sionistes, et parmi la communauté juive mondiale, qui essayèrent de s'opposer à Hitler, sont sévèrement à blâmer pour leur échec à créer une machine de boycott efficace, juive ou même sioniste ; mais au moins doit-on leur reconnaître d'avoir adopté la stature morale d'avoir essayé de faire quelque chose pour attaquer les nazis. En comparaison, Weizmann, Shertok et leurs adeptes perdent notre respect, même si nous nous contentons de les mettre face à leurs critiques sionistes en ignorant toute autre opinion juive. Au mieux, on peut dire de Weizmann et des siens qu'ils furent les équivalents de Neville Chamberlain ; des échecs moraux et politiques. Après la guerre et l'Holocauste, un Nahum Goldmann, contrit et perclus de remords, mortifié de son propre rôle éhonté durant l'époque hitlérienne, relata une réunion dramatique qu'il tint avec le ministre tchèque des affaires étrangères, Édouard Bénès, en 1935. Le récit frappant de Goldmann quant à l'avertissement qu'émit Bénès à destination des Juifs raconte tout ce qu'il faudra jamais connaître du *Ha'avara* et de l'abject échec de l'OSM à résister aux nazis :

« *Ne comprenez-vous pas* », cria-t-il, « *qu'en ne réagissant que par des gestes tièdes, en ne mobilisant pas l'opinion publique mondiale et en n'optant pour aucune action énergique contre les Allemands, les Juifs mettent leur avenir en danger, ainsi que leurs droits humains dans le monde entier ?* »... Je savais que Bénès avait raison... dans ce contexte, la réussite ne signifiait rien. Ce qui compte, dans une telle situation, c'est le positionnement moral d'un peuple, sa disposition à riposter au lieu de se laisser massacrer de manière impuissante⁵⁹.

59. Goldmann, *Autobiography*, p.148

Chapitre 7

Le regard d'Hitler sur le sionisme

La vision entretenue par Hitler des Juifs et du problème juif est abruptement exprimée dans *Mein Kampf*. Il s'étale longuement à démontrer que sa haine des Juifs était tout à fait raisonnable, qu'elle s'ensuivait de l'expérience, et des inférences logiques découlant de preuves bien établies. Il insiste constamment quant à l'idée que ses premières pensées à l'égard des Juifs étaient toutes bienveillantes. Son père, « *le vieux gentleman* », considérait l'antisémitisme comme un préjugé religieux, reliquat du passé, si bien, nous dit-il, que le jeune Adolf en avait la même idée. Ce n'est qu'après le décès de sa mère, et son déménagement de la ville provinciale de Linz jusqu'à Vienne, qu'Hitler eut l'occasion de remettre en question les suppositions désinvoltes de sa jeunesse. Car alors, en errant au cœur de la vieille ville, il rencontra un galicien, « *une apparition portant un caftan noir et des mèches de cheveux noirs. Est-ce un Juif? fut ma première pensée.* » Mais plus il réfléchissait à ce qu'il venait de voir, plus sa question muta en une nouvelle forme : « *Est-*

*ce un Allemand*¹ ? » C'est dans le contexte de ces toutes premières ruminations quant à comprendre, pour lui, la question centrale de l'existence, qu'il introduit le sionisme dans son opus.

*Et quels que soient les doutes que j'ai pu continuer à nourrir, ils se dissipèrent finalement du fait de l'attitude d'une portion des Juifs eux-mêmes. Il y avait parmi eux un grand mouvement, très étendu à Vienne, qui venait brutalement confirmer le caractère national des Juifs : il s'agissait des sionistes. Il semblait bien que seule une partie des Juifs approuvait ce point de vue, et que la majorité d'entre eux la condamnait et rejetait en son for intérieur une telle formulation. Cependant... les soi-disant Juifs libéraux ne rejetaient pas les sionistes comme des non-Juifs, mais comme des Juifs ayant une manière irréaliste, peut-être même dangereuse, d'avouer publiquement leur judéité*².

Il n'est pas de meilleure preuve du rôle classique du sionisme comme précurseur de l'antisémitisme que la propre affirmation d'Hitler. Que d'autre, allait demander le lecteur, pourrait-il falloir à toute personne dotée de raison ? Cependant, avant 1914, Hitler n'avait pas besoin de se préoccuper outre mesure du sionisme, car les perspectives d'un État juif rétabli apparaissaient très lointaines. Ce fut la déclaration Balfour, la défaite de l'Allemagne et la révolution de Weimar qui le firent à nouveau réfléchir au sionisme. Naturellement, il considérait les trois événements comme un ensemble. Les traîtres juifs montraient leur vrai visage au vu de la manière dont ils accueillirent la déclaration Balfour, et ce furent les social-démocrates, ces serviteurs des Juifs, qui firent tomber le *Kaiser* ; mais pour eux, l'Allemagne aurait gagné. En 1919, Hitler rallia le minuscule parti national-socialiste et devint leur fauteur de troubles de taverne, mais l'idéologue dominant derrière les détails de leurs

1. Adolf Hitler, *Mein Kampf*, p.56

2. Ibid

positions sur la question juive était le réfugié balte allemand [Alfred Rosenberg](#), qui avait développé ses théories alors qu'il vivait encore en Estonie, son pays natal. En 1919, Rosenberg avait déjà expliqué le sionisme dans son livre, *Die Spur des Juden im Wandel der Zeiten* (la trace des Juifs dans les errances du temps). Ce n'était qu'un autre tumulte juif ; les sionistes ne voulaient que créer une cachette pour la conspiration juive internationale. Les Juifs étaient, du fait de leur nature raciale, organiquement incapables de bâtir un État par eux-mêmes, mais il sentait que l'idéologie sioniste tenait lieu à merveille de justification pour priver les Juifs d'Allemagne de leurs droits, et que, peut-être, il y avait une possibilité d'utilisation ultérieure du mouvement pour la promotion de l'émigration juive. Hitler se mit rapidement à user de ces mots dans ses discours, et le 6 juillet 1920, il proclama que la Palestine était le bon endroit pour les Juifs et que c'était le seul lieu où ils pouvaient espérer jouir de leurs droits. En 1920, des articles soutenant l'émigration vers la Palestine se mirent à paraître dans l'organe de presse du parti, le *Völkischer Beobachter*, et les propagandistes du parti revinrent régulièrement sur ce point, tel [Julius Streicher](#), dans un discours prononcé le 20 avril 1926 devant le *Landtag* de Bavière³. Mais aux yeux d'Hitler, la validité du sionisme ne résidait que dans la confirmation que cette pensée apportait quant à l'idée que les Juifs ne pourraient jamais être des Allemands. Dans *Mein Kampf*, il écrivit :

Car pendant que les sionistes essayent de faire croire au reste du monde que la conscience nationale du Juif trouve satisfaction dans la création d'un État palestinien, les Juifs trompent une fois de plus le stupide goyim. Il ne leur vient même pas à l'idée d'établir un État juif afin d'aller y vivre ; tout ce qu'ils veulent est

3. Francis Nicosia, *Zionism in Nationalist Socialist Jewish Policy in Germany, 1933-9*, *Journal of Modern History* (on-demand supplement) (December 1978), pp.D1257-9

*une organisation centrale pour leur escroquerie internationale d'ampleur mondiale, dotée de ses propres droits souverains, et libérée de l'intervention d'autres États : un abri pour les scélérats reconnus coupables, et une université pour escrocs en devenir*⁴.

Il manquait aux Juifs le trait racial essentiel pour établir un État qui serait leur. Fondamentalement, ils s'apparentaient à des sangsues, sans idéalisme naturel, et ils détestaient le travail. Il explique :

*Car la formation d'un État disposant d'une implantation définie dans l'espace présuppose toujours une attitude idéaliste de la part de la race de cet État, et surtout une interprétation juste du concept de travail. Dans la mesure exacte en laquelle cette attitude est absente, toute tentative de former, ou même de préserver un État délimité dans l'espace échoue*⁵.

Malgré toutes les rêveries antérieures quant à l'efficacité du sionisme à finir par promouvoir l'émigration, les nazis ne firent aucun effort en vue d'établir quelque relation avec les sionistes locaux. Au contraire, lorsque le Congrès de Vienne se rassembla en 1925, les nazis étaient dans les rangs des émeutiers qui s'opposaient à leur présence⁶.

Le parrainage nazi du sionisme

Hitler eut-il toujours pour projet d'assassiner les Juifs ? Il met par écrit quelques pensées à ce sujet dans *Mein Kampf* :

Si en 1914 la classe laborieuse allemande, dans ses convictions les plus profondes, avait été constituée par des

4. Hitler, *Mein Kampf*, pp.324-5

5. Ibid., p.302

6. F.L. Carsten, *Fascist Movements in Austria*, p.96

Marxistes, la guerre aurait pris fin en trois semaines. L'Allemagne se serait effondrée avant même que le premier soldat franchît la frontière. Non, le fait que le peuple allemand poursuivit la lutte prouve que l'illusion marxiste n'avait pas encore pu se grignoter un passage dans les profondeurs. Mais dans les mêmes proportions, exactement, qu'au fil de la guerre, le travailleur allemand et le soldat allemand retombèrent dans les mains des dirigeants marxistes, ils furent perdus pour la patrie. Si, au début de la guerre, et durant celle-ci, douze ou quinze mille de ces corrupteurs hébreux du peuple avaient été exposés aux gaz mortels, comme le furent des centaines de milliers des meilleurs de nos travailleurs allemands, le sacrifice de millions de personnes sur le front n'aurait pas été vain⁷.

Cependant, ces pensées ne figurèrent jamais dans la base de l'agitation nazie avant la prise de pouvoir de 1933. Au lieu de cela, les nazis se centrèrent surtout sur la dénonciation des Juifs, plutôt que d'expliquer ce qu'ils en feraient une fois qu'ils auraient gagné. Cependant, depuis des décennies, le slogan de l'antisémitisme européen avait été « *Les youpins en Palestine !* », et les propagandistes nazis continuèrent de l'utiliser pour leur propre agitation. En juin 1932, la pièce maîtresse de l'un de leurs rassemblements anti-juifs les plus considérables, à [Breslau](#), en Silésie, était une immense bannière disant aux Juifs : « *Préparez-vous pour la Palestine⁸ !* » Au cours du boycott anti-juif du 1^{er} avril 1933, sur des piquets implantés devant les grands magasins, les manifestants tendaient aux passants qui leur semblaient juifs une imitation de « *billet aller-simple pour la Palestine* »⁹. Le manifeste nazi officiel proclamant le boycott anti-juif déclarait que le sentiment anti-nazi à l'étran-

7. Hitler, *Mein Kampf*, p.679

8. Donald Niewyk, *Socialist, Anti-Semite and Jew*, p.149

9. Elizabeth Poretsky, *Our Own People*, p.134

ger était une conséquence de la « tentative [par la communauté juive internationale] d'agir sur le programme annoncé en 1897 par le dirigeant sioniste Herzl pour monter les États étrangers contre tout pays s'opposant aux Juifs¹⁰ ». Cependant, rien de tout ceci n'était très grave ; il s'agissait simplement d'une autre expression d'antisémitisme enragé. Jusqu'à sa prise de pouvoir, Hitler n'avait pas réfléchi sérieusement à ce qu'il allait faire des Juifs. Au-delà de l'extrait de *Mein Kampf* mentionné ci-avant, on ne dispose d'aucun élément qu'il ait dit même à ses subordonnés les plus proches ce qu'il projetait de faire en fin de compte. Après tout, comme il s'en plaignait constamment dans son cercle privé, l'homme moyen de la SS était un mou, dans le fond — et une pipelette. Si vous parliez de tuer tous les Juifs, il ne manquait pas de sortir de sa manche son « bon Juif », et alors où étiez-vous ? En outre, les capitalistes disposaient de leurs relations d'affaires juives à l'étranger, et les Églises faisaient preuve de scrupules quant au meurtre. Hitler résolut son problème en se contentant de l'ignorer, en laissant chaque département du parti et du gouvernement définir sa voie selon une politique adaptée. Inévitablement, il y eut des écoles de pensée divergentes. La terreur directe avait toujours ses adeptes, mais ceux-ci étaient plus que neutralisés par les autres, qui considéraient les Juifs comme profondément enracinés dans l'économie intérieure, et comme disposant de nombreux contacts à l'étranger. L'imposition d'un ghetto immédiat avait ses partisans, mais se heurta aux mêmes objections. L'émigration semblait constituer la solution évidente, mais à quelle destination ? Non seulement une émigration juive en masse aurait rendu Berlin impopulaire parmi les autres capitales, mais que se serait-il produit après l'arrivée de Juifs en nombre dans toute autre grande métropole du monde ? Ils auraient excité les autres, et pas seulement des Juifs, contre le Reich ; et les conséquences que leurs incitations pourraient avoir sur le commerce auraient pu être dévastatrices. Ce fut dans ce contexte

10. No Violence Urged, *Israel's Messenger* (Shanghai, le 10 avril 1933), p.19

que les sionistes, Sam Cohen de *Ha Note'a* ainsi que la ZVfD en Allemagne, firent leur apparition avec leurs propositions.

Le *Ha'avara* présentait plusieurs avantages aux yeux des nazis. Si les Juifs se rendaient en Palestine, ils ne pourraient se plaindre qu'auprès d'autres Juifs. En fait, ils pourraient même y exercer une influence modératrice, par crainte de conséquences pires pour leurs proches restés en Allemagne, si quelque chose était fait pour que les nazis annulent l'accord de transfert ; cela les aurait rendus réticents à pratiquer l'agitation à grande échelle. Mais l'utilisation la plus importante de l'accord *Ha'avara* fut à des fins de propagande. Les nazis disposaient désormais de quelque chose à montrer à leurs détracteurs étrangers qui disaient qu'ils étaient incapables de toute politique autre que la brutalité physique envers les Juifs. Dans un discours du 24 octobre 1933, Hitler se vanta que c'était lui, et pas ses critiques, qui était vraiment le bienfaiteur des Juifs :

En Angleterre, les gens affirment avoir les bras grands ouverts pour accueillir tous les opprimés, en particuliers les Juifs qui ont quitté l'Allemagne... Mais il serait encore mieux que l'Angleterre ne fasse pas dépendre son noble geste de la possession de 1000 £ — l'Angleterre devrait dire : « Tout le monde peut venir » — comme nous l'avons malheureusement fait 30 années durant. Si nous aussi avons déclaré que nul ne peut entrer en Allemagne sans apporter avec lui 1000 £ ou plus, nous n'aurions pas du tout de question juive aujourd'hui. Aussi, c'est nous, le peuple sauvage, qui nous sommes avérés de meilleurs humains — moins peut-être en matière de manifestations extérieures, mais au moins de par nos actions ! Et à présent, nous restons tout aussi généreux et accordons au peuple juif un pourcentage nettement plus élevé pour vivre, en rapport à ce que nous possédons pour nous-mêmes¹¹.

11. Norman Baynes (ed.), *Hitler's Speeches, 1922-1939, vol. I*, p.729

L'Allemagne nazie considérait que la volonté du Führer avait force de loi, et une fois qu'Hitler se fut prononcé, une politique pro-sioniste avouée se développa. Au mois d'octobre, Hans Frank, alors ministre bavarois de la Justice, et qui deviendrait plus tard gouverneur général de Pologne, déclara lors du *Parteitag* de Nuremberg que la meilleure solution à la question juive, pour les Juifs comme pour les non-Juifs, était un foyer national palestinien¹². Toujours au mois d'octobre, la société de transport reliant Hambourg et l'Amérique du Sud lança un service direct vers Haïfa, procurant « *de la nourriture strictement kascher sur ses navires, sous la supervision du rabbinat de Hambourg*¹³ ». Les Juifs pouvaient encore partir à destination de tout pays qui les accepterait, mais désormais la Palestine devint la solution préférée des propagandistes à la question juive. Cependant, les sionistes n'étaient toujours que des Juifs, comme l'expliquer très précisément Gustav Gether, de l'école d'éducation allemande :

*À l'image des relations amicales que nous entretenons à présent avec la Russie soviétique, bien que la Russie, en tant que pays communiste, représente un danger pour notre État national-socialiste, nous adopterons la même attitude à l'égard des Juifs, s'ils s'établissent comme nation indépendante, bien que nous sachions qu'ils resteront nos ennemis à jamais*¹⁴.

Si cela ne suffisait pas, un jeu pour enfants, *Juden Raus!* (Les Juifs dehors), ne laissa aucune illusion quant à la vision du sionisme qu'entretenaient les nazis. Les pièces du jeu étaient de petits pions portant de petits chapeaux juifs médiévaux, les joueurs les mettaient en mouvement en lançant des dés ; le gagnant était le pre-

12. Nicosia, *Zionism in Nationalist Socialist Jewish Policy* p.D1263

13. Hamburg-Haifa Direct Shipping Line, *Zionist Record* (20 October 1933) p.15

14. Members of Pro-Palestine Committee in Germany put on Anti-Semitic Blacklist, *Jewish Weekly News* (Melbourne, le 30 mars 1934), p.6

mier à faire sortir son Juif, « *parti pour la Palestine !* » en passant par les portes d'une ville fortifiée¹⁵. Le sionisme était méprisé en Allemagne nazie, mais les sionistes avaient désespérément besoin du parrainage des nazis pour obtenir la capitale dont ils avaient besoin en Palestine, et ils s'autorisèrent à penser que le *Ha'avara*, ainsi que toutes les discussions qui s'ensuivirent sur la Palestine, pourraient amener à un pacte de portée diplomatique.

« *Notre bien officiel les accompagnera* »

En 1934, la SS était devenue l'élément le plus pro-sioniste du parti nazi. D'autres nazis les considéraient même comme « *doux* » avec les Juifs. Le baron von [Mildenstein](#) était rentré de sa visite de six mois en Palestine transformé en ardent sympathisant du sionisme. À présent dirigeant du département juif des services de sécurité de la SS, il se mit à étudier l'hébreu et à collectionner les écrits en hébreu ; lorsque son ancien compagnon et guide, Kurt Tuchler, lui rendit visite à son bureau en 1934, il fut accueilli par des tonalités d'airs juifs familiers¹⁶. Des cartes épinglées aux murs illustraient la croissance rapide du sionisme en Allemagne¹⁷. Von Mildenstein avait tenu parole : non seulement rédigea-t-il un récit favorable de ce qu'il avait vu dans les colonies sionistes de Palestine, mais il persuada également Goebbels de publier ce récit en douze parties dans son journal *Der Angriff* (l'assaut), alors organe principal de propagande nazie (du 26 septembre au 9 octobre 1934). Son séjour parmi les sionistes avait montré à l'homme de la SS « *une méthode pour soigner la blessure vieille de plusieurs siècles sur le corps du monde : la question juive.* » Il était vraiment sur-

15. Jewish Central Information Office – The Weiner Library – Its History and Activities 1934-45 (photographie entre les pages pp.212-13)

16. Jacob Boas, *The Jews of Germany : Self-Perception in the Nazi Era as Reflected in the German Jewish Press 1933-1938*, PhD thesis, University of California, Riverside (1977), p.110

17. Heinz Hohne, *The Order of the Death's Head*, p.333

prenant de voir à quel point une bonne terre juive sous ses pieds pouvait dynamiser le Juif : « *Le sol l'a refaçonné, et son espèce, en l'espace de dix ans. Ce nouveau Juif sera un nouveau peuple*¹⁸. » Pour commémorer l'expédition du baron, Goebbels fit frapper une médaille : d'un côté, on y voyait la swastika, et sur l'autre face, l'étoile sioniste¹⁹.

Au mois de mai 1935, **Reinhardt Heydrich**, qui était alors chef des services de sécurité de la SS, et qui deviendrait le tristement célèbre « *Protecteur* » des territoires tchèques incorporés au Reich, écrivit un article, *L'Ennemi visible*, pour l'organe de presse officiel de la SS, *Das Schwarze Korps*. Dans cet article, Heydrich évaluait les diverses tendances parmi les Juifs, et comparait très injustement les assimilationnistes aux sionistes. Sa partialité envers le sionisme n'aurait pas pu être exprimée de manière plus univoque :

Après la prise du pouvoir nazie, nos lois raciales ont en fait considérablement réduit l'influence immédiate des Juifs. Mais...la question telle qu'il la voit reste : Comment pouvons-nous retrouver notre ancienne position...Nous devons séparer la communauté juive en deux catégories...les sionistes et ceux favorables à se laisser assimiler. Les sionistes adhèrent à une position raciale stricte, et en émigrant vers la Palestine, ils contribuent à créer leur propre État juif.

Heydrich leur faisait des adieux affectueux : « *L'heure ne peut être lointaine, où la Palestine sera de nouveau en mesure d'accepter ses fils, perdus depuis plus de mille ans. Nos meilleurs vœux, ainsi que notre bien officiel, les accompagneront.*²⁰. »

18. Leopold von Mildenstein (pseudonyme : von Lim), *Ein Nazi fährt nach Palästina, Der Angriff* (le 9 octobre 1934), p.4

19. Jacob Boas, *A Nazi Travels to Palestine, History Today* (Londres, janvier 1980), p.38

20. Hohne, *Order of the Death's Head*, p.333 ; et Karl Schleunes, *The Twisted Road to Auschwitz*, pp.1934

« Ce fut une distinction pénible pour le sionisme que d'être ciblé par des faveurs »

Les lois de Nuremberg de septembre 1935, les dernières touches des lois allemandes d'avant-guerre anti-juives, étaient défendues par les nazis comme une expression de leur pro-sionisme. Ils disposaient au moins de l'approbation tacite des dirigeants les plus sages des Juifs eux-mêmes. Il s'avéra — et naturellement, ce fut plus qu'une simple coïncidence — que chaque organe de presse juif d'envergure nationale en Allemagne était mis sous interdiction temporaire lorsque les lois furent promulguées — à l'exception de la *Rundschau*. Elle publia les restrictions codifiées avec un commentaire d'[Alfred Berndt](#), l'éditeur en chef du bureau de presse allemand. Berndt rappelait que, à peine deux semaines auparavant, à Lucerne, tous les orateurs du Congrès sioniste mondial avaient réitéré que les Juifs du monde devaient être considérés comme un peuple séparé, indépendamment de l'endroit où ils vivaient. Fort bien, expliquait-il, tout ce qu'Hitler a fait a été de répondre « *aux demandes du Congrès sioniste international, en faisant des Juifs qui vivent en Allemagne une minorité nationale*²¹. »

Un aspect de ces lois, désormais de longue date, mais qui à l'époque attira considérablement l'attention, était le fait qu'à partir de ce moment, deux drapeaux étaient autorisés au sein du troisième Reich, la swastika et la bannière sioniste bleue et blanche. Cela excita bien entendu considérablement la ZVfD, qui espérait qu'il s'agissait d'un signe qu'Hitler se rapprochait d'un arrangement avec elle. Mais pour de nombreux sionistes étrangers, ce fut une humiliation intense, bien exprimée dans la détresse que publia le propre journal de Stephen Wise, le *Congress Bulletin* :

L'hitlérisme est le nationalisme de Satan. La détermination de débarrasser le corps national allemand de

21. Margaret Edelman-Muehsam, *Reactions of the Jewish Press to the Nazi Challenge*, *Leo Baeck Institute Year Book*, vol. V (1960), p.324

*l'élément juif, cependant, a amené l'hitlérisme à découvrir sa « parenté » avec le sionisme, le nationalisme juif de libération. Ainsi, le sionisme est devenu le seul autre parti autorisé au sein du Reich, et le drapeau sioniste est devenu le seul autre drapeau autorisé à flotter sur la terre nazie. Ce fut une distinction pénible pour le sionisme que d'être ciblé par ces faveurs et privilèges de la part de son homologue satanique*²².

Les nazis étaient aussi attentifs à leur philo-sionisme qu'à d'autres sujets. À présent que les Juifs étaient établis comme un peuple séparé disposant d'un territoire séparé, ne devaient-ils pas disposer également d'une langue séparée ? En 1936, ils ajoutèrent un nouvel ingrédient « *nach Palästina* » à leurs mesures répressives. *Jewish frontier* dut péniblement informer ses lecteurs que :

*Les tentatives d'isoler les Juifs dans le ghetto culturel ont atteint un nouveau sommet avec l'interdiction faite aux rabbins de parler la langue allemande lors de leurs sermons de Chanukah [le 6 décembre]. Cette décision est prise dans la ligne des efforts menés par les nazis pour contraindre les Juifs allemands à parler l'hébreu comme moyen d'expression culturelle. Voici une nouvelle « preuve » de la coopération nazie-sioniste, saisie avec empressement par les opposants communistes au sionisme*²³.

La clémence nazie envers le sionisme

Au printemps 1934, Heinrich Himmler, *Reichsführer* de la SS, se fit présenter un *rapport de situation* — *la Question Juive* par ses subordonnés : l'écrasante majorité des Juifs continuait de se considérer comme allemande, et était déterminé à le rester. Comme la

22. Baal is not God, Congress Bulletin (24 January 1936), p.2

23. Abraham Duker, *Diaspora, Jewish Frontier* (January 1937), p.28

force ne pouvait être employée, de crainte de répercussions internationales, la manière de briser leur résistance était d'instiller une identité juive distincte en eux, en promouvant systématiquement les écoles juives, les équipes athlétiques juives, l'hébreu, l'art et la musique juifs, etc. En combinaison avec les centres de requalification professionnelle, cela devait finir par amener les Juifs récalcitrants à abandonner leur patrie. Cependant, cette formule subtile ne suffisait pas, car dès que les pressions exercées sur eux diminuaient, les Juifs têtus se remettaient à revenir à leur identité allemande. La politique nazie fut donc d'augmenter le soutien accordé aux sionistes, afin que les Juifs voient clairement que la façon de conjurer des problèmes pires était de rallier le mouvement. Tous les Juifs, les sionistes y compris, se verraient persécutés comme Juifs, mais dans ce cadre, il restait toujours possible d'atténuer la pression. De ce fait, le 28 janvier 1935, la Gestapo de Bavière fit savoir à la police régulière que désormais : « *les membres des organisations sionistes sont, au vu de leurs activités dirigées vers l'émigration vers la Palestine, à ne pas traiter avec la même fermeté qu'il est nécessaire d'user à l'encontre des membres des organisations germano-juives [les assimilationnistes]*²⁴. »

La ligne pro-sioniste adoptée par les nazis ne fut pas sans leur créer leurs propres complications. L'OSM avait bien plus besoin des capitaux germano-juifs qu'elle ne désirait voir affluer les Juifs allemands. Elle opérait également selon les quotas d'immigration décidés par les Britanniques. Le second pays à la financer était la Pologne, et si elle accordait trop de certificats à des Allemands, elle viendrait à en manquer pour sa base de soutien en Pologne et ailleurs. Par conséquent, au cours des années 1930, les sionistes n'accordèrent que 22 % des certificats à des Allemands. En outre, l'OSM ne s'intéressait pas à la grande majorité des Juifs d'Allemagne, puisque ceux-ci n'étaient pas sionistes, ne parlaient pas

24. Kurt Grossmann, *Zionists and Non-Zionists under Nazi Rule in the 1930s*, *Herzl Yearbook*, vol.VI, p.340

l'hébreu, étaient trop âgés et, bien entendu, ne connaissaient pas les « *bons* » métiers. Soit l'émigration juive devait être organisée à destination d'autres pays également, ou bien l'Allemagne garderait sur son sol les Juifs dont ni elle-même, ni les sionistes ne voulaient. La discrimination nazie contre les anti-sionistes engendra des problèmes pour les corps mondiaux, tel que l'*American Jewish Joint Distribution Committee*, qui œuvrait à trouver un asile aux Juifs dans d'autres pays que la Palestine. Yehuda Bauer, l'un des universitaires les plus connus sur le sujet de l'Holocauste, a relaté une discussion quant aux difficultés à venir entre deux dirigeants de premier plan du *Joint Distribution Committee* :

[Joseph] Hyman pensait que les Juifs allemands devaient déclarer que la Palestine n'était pas la seule voie de sortie, et bien entendu, pour le dire franchement, elle ne l'était pas. [Bernard] Kahn était d'accord là-dessus, mais expliquait que les nazis soutenaient le sionisme parce qu'il promettait la plus importante émigration de Juifs hors d'Allemagne ; si bien que les dirigeants juifs ne pouvaient pas mentionner publiquement d'autres voies de sortie. Encore moins pouvaient-ils faire mention de la décision de maintenir les institutions juives en Allemagne. Les nazis avaient dissout un rassemblement en Allemagne du simple fait que l'orateur avait énoncé « nous devons aider ceux qui partent, ainsi que les Juifs qui doivent rester en Allemagne²⁵. »

En pratique, la préoccupation des nazis quant à la destination que devaient prendre les Juifs disparut au moment de l'*Anschluss* autrichien, qui amena avec lui tant de Juifs que toute attention quant à leur destination aurait gêné le programme d'expulsion. Au mois d'octobre 1938, les nazis découvrirent que les Polonais s'apprêtaient à révoquer la citoyenneté de milliers de Juifs polonais

25. Yehuda Bauer, *My Brother's Keeper*, p.136

résidant en Allemagne. Ils décidèrent donc de déporter ces Juifs immédiatement vers la Pologne, pour ne pas rester coincés avec des milliers de Juifs apatrides sur leur territoire. Ce fut ce pogrom froid qui amena à la violence massive de la Nuit de cristal du mois de novembre 1938.

Cette histoire fut racontée, de nombreuses années plus tard, le 25 avril 1961, au procès d'Adolf Eichmann. Le témoin, Zindel Grynszpan, devenu un vieillard, était le père de Herszl Grynszpan qui, par désespoir du fait de la déportation de son père vers la Pologne, avait assassiné un diplomate allemand à Paris, et donné aux nazis le prétexte de leur terrible nuit de cristal. Le vieux Zindel raconta sa déportation depuis son domicile de Hanovre dans la nuit du 27 octobre 1938 : « *Ils nous emmenèrent alors dans des fourgons de police, dans des camions de prisonniers, 20 hommes par camion environ, et nous emmenèrent à la station de tramway. Les rues étaient remplies de gens qui criaient : "Judens raus! Auf nach Palästina!"*²⁶. »

L'importance du témoignage de Zindel se perdit complètement dans le fatras de détails qui ornèrent le procès Eichmann. Mais ces Juifs n'étaient pas envoyés en Palestine, comme le hurlait la foule nazie ; le procureur qui oeuvrait au cours de ce procès n'eut pas la présence d'esprit de poser au vieux Grynszpan une question qui nous vient à l'esprit : « *Qu'avez-vous pensé, qu'ont pensé les autres Juifs, en entendant des cris étranges provenant de la foule sauvage ?* » Zindel Grynszpan est mort depuis longtemps, comme le sont tous ceux qui eurent à subir cette nuit infernale ; nous n'aurons pas de réponse à cette question. Mais les mots qui furent criés ont plus d'importance que les pensées qui s'ensuivirent dans ce fourgon de police. Cependant, nous pouvons raisonnablement suggérer que si la ZVfD avait opposé une résistance à la montée du nazisme, si l'OSM avait mobilisé la communauté juive contre le Nouvel Ordre, si la Palestine avait constitué un bastion de résistance juive face au

26. Hannah Arendt, *Eichmann in Jerusalem*, p.228



FIGURE 7.1 – Témoignage de Zindel Grynszpan, le 25 avril 1961

nazisme, les nazis n'auraient jamais dit aux Juifs, pas plus que cette foule, que la place de tout Juif était en Palestine. Peut-être alors que, au cours de cette nuit à Hanovre, les cris qui furent proférés auraient été « *les Juifs en Pologne* », voire directement un « *Mort aux Juifs* ». Le sombre fait est que la foule répéta ce que lui avaient déjà criés les larbins d'Hitler : « *Les Juifs en Palestine !* »

« Les nazis demandaient un “comportement plus sioniste” »

Il est donc établi que les nazis préféraient les sionistes à tout autre Juif. Bien que [Joachim Prinz](#) ait pu tressaillir en écrivant son article en 1937, il ne fit preuve que d'honnêteté en admettant douloureusement que :

Il était très difficile aux sionistes d'opérer. Il était moralement perturbant de sembler considéré comme les enfants chéris du gouvernement nazi, en particulier lorsqu'il opta pour la dissolution des groupes de jeunes anti-sionistes, et parut de diverses manières préférer les sionistes. Les nazis demandaient un « comportement plus sioniste »²⁷.

En Allemagne, le mouvement sioniste continua au cours des années 1930 à subir d'importantes restrictions. La *Rundschau* fut interdite au moins en trois occasions entre 1933 et novembre 1938, lorsque le régime finit par fermer le siège de la ZVfD après la nuit de cristal. Après 1935, les émissaires du mouvement sioniste-travailliste furent interdits de séjour en Allemagne, alors qu'au même moment les dirigeants sionistes palestiniens pouvaient entrer sur le territoire pour s'acquitter de missions spécifiques ; par exemple, Arthur Ruppin obtint la permission de pénétrer en Allemagne le 20 mars 1938 pour gérer un grand rassemblement dans un bâtiment de Berlin traitant de la révolte arabe de 1936 en Palestine. Sans aucun doute, les sionistes eurent beaucoup moins de problème que leurs rivaux bourgeois assimilationnistes de la *Centralverein*, et encore cela n'était rien par rapport à ce que les communistes eurent à subir à Dachau aux mêmes heures où la *Rundschau* était vendue dans les rues de Berlin.

²⁷ Joachim Prinz, *Zionism under the Nazi Government, Young Zionist* (London, novembre 1937), p.18

Cependant, le fait que les sionistes devinrent les « *enfants chéris* » d'Adolf Hitler ne fait nullement de lui un nationaliste juif. Même von Mildenstein, avec tous ses récits en hébreu, accepta la ligne du parti lorsqu'elle se transforme en meurtre pur et simple. Au cours de la période, les nazis jouèrent avec les sionistes comme un chat manipule une souris. Hitler ne convint jamais de laisser quiconque se détourner de lui du fait qu'il encourageait les Juifs à partir pour la Palestine. Si les Juifs partaient pour la lointaine Amérique, il pourrait ne jamais pouvoir les toucher, et ils resteraient à jamais les adversaires de l'Empire allemand en Europe. Mais s'ils se rendaient plutôt en Palestine ? « *Là-bas* », comme l'affirma un agent de la Gestapo à un dirigeant juif, « *nous nous retrouverons*²⁸. »

Les sionistes ne purent même pas affirmer s'être laissés duper par Hitler ; ils se dupèrent eux-mêmes. Les théories d'Hitler sur le sionisme, y compris la supposée incapacité des Juifs à créer un État, leur était parvenue, en langue allemande, dès 1926. Les sionistes ignorèrent le fait qu'Hitler détestait tous les Juifs, et qu'il condamnait spécifiquement l'idéologie qui était la leur. Les sionistes ne furent que des réactionnaires, qui décidèrent naïvement d'insister sur les points de similarité entre eux et Hitler. Ils se convainquirent que, du fait qu'ils étaient également racistes, opposés aux mariages mixtes, et estimaient que les Juifs étaient des étrangers en Allemagne ; et que parce qu'eux aussi connaissaient une opposition par la gauche, que ces ressemblances pourraient suffire à les faire considérer par Adolf Hitler comme les seuls « *partenaires honnêtes* » d'une détente diplomatique²⁹.

28. Lucy Dawidowicz, *The War Against the Jews*, p.115

29. Boas, *The Jews of Germany*, p.111

Chapitre 8

La Palestine - arabes, sionistes, britanniques et nazis

Ce furent les Arabes, et non les sionistes, qui forcèrent les nazis à revoir leur orientation pro-sioniste. Entre 1933 et 1936, 164 267 immigrants juifs entrèrent en Palestine ; dont 61 854 rien que pour l'année 1935. La minorité juive crût de 18 % de la population en 1931 à 29.9 % en décembre 1935, et les sionistes se voyaient prendre la majorité dans un avenir peu lointain.

Les Arabes furent les premiers à réagir à ces statistiques. Ils n'avaient jamais accepté le mandat britannique, avec son objectif déclaré d'établir un foyer national juif sur leurs terres. Les années 1920 et 1921 avaient été le théâtre d'émeutes ; en 1929, après une suite de provocations menées par des chauvins sionistes et des fanatiques musulmans au niveau du Mur des lamentations, les foules musulmanes se soulevèrent dans une vague d'atrocités massives, qui culminèrent avec 135 morts juifs et presque autant de victimes musulmanes, ces dernières tuées principalement par les Britanniques.

La politique arabe palestinienne était dominée par une poignée de riches clans. Les plus nationalistes étaient les [Husaynis](#), dirigés par le [mufti](#) de Jérusalem, [al-Hajj Amin al-Husayni](#), un homme intensément pieux. Sa réponse aux provocations sionistes au niveau du Mur fut de soulever les fidèles contre les sionistes, considérés comme des infidèles plutôt que comme des ennemis politiques. Il faisait preuve de soupçons à l'égard de toute réforme sociale, et ne se montrait guère disposé à développer un programme politique pouvant mobiliser la paysannerie palestinienne, dont une grande partie restait illettrée. Ce fut son absence de programme pour la majorité paysanne qui garantit qu'il ne pourrait jamais établir de force politique capable de gérer les sionistes, qui restaient en infériorité numérique, mais se montraient bien plus efficaces. Il fut contraint de chercher un parrain à l'étranger, pour trouver la force que ses politiques réactionnaires l'empêchaient de trouver au sein de la société palestinienne. Il opta pour l'Italie.

L'accord avec Rome resta totalement secret jusqu'à sa divulgation accidentelle au mois d'avril 1935, car cet accord était injustifiable aux yeux du monde arabe. Mussolini avait utilisé du gaz empoisonné contre le soulèvement de Senussi de 1935, en Libye, et se montrait en outre ouvertement pro-sioniste. Cependant, Rome maintenait une position anti-britannique et voulait financer le mufti sur ce sujet. Le premier paiement fut réalisé en 1934, mais rien de vraiment concret ne se produisit, que ce fût côté palestinien ou italien. Des années plus tard, le ministre des affaires étrangères de Mussolini — son gendre, [Galeazzo Ciano](#) — dut reconnaître face à l'ambassadeur allemand que :

des années durant, il a maintenu des relations constantes avec le grand mufti, dont les fonds secrets pourraient faire l'objet d'un récit. Le retour de ce cadeau, chiffré en millions, n'a pas été considérable, et s'est surtout confiné à la destruction occasionnelle d'oléoducs, qui

*dans la plupart des cas parent rapidement être réparés*¹.

« L'objectif de Haganah - une majorité juive en Palestine »

Hitler ne pensait pas que les Juifs pourraient créer un État à eux, mais il n'en découle pas qu'il serait pro-palestinien. Les Palestiniens aussi étaient des sémites. Dans les années 1920, de nombreux groupes politiques allemands de droite se mirent à exprimer de la sympathie envers les nations opprimées par l'Empire britannique, victimes de la perfide Albion. Cependant, Hitler ne voulait d'aucun des deux ; les Britanniques, après tout, étaient blancs.

*En tant qu'homme de sang germanique, malgré tout, je préférerais voir l'Inde comme étant sous régime britannique plutôt que tout autre. Tout aussi lamentables sont les espoirs de quelque soulèvement mythique en Égypte. . . En tant qu'homme völkish, qui évalue la valeur des hommes sur une base raciale, je m'abstiens par la pure connaissance de l'infériorité raciale de ces soi-disant « nations opprimées » de relier la destinée de mon propre peuple avec la leur*².

Cependant, la révolte des foules arabes palestiniennes de 1936 eut pour conséquence que Berlin repensât aux implications de ses politiques pro-sionistes. Des niveaux de soulèvement intenses avaient été atteints au mois d'octobre 1935, avec la découverte d'armes dans un cargo transportant du ciment à destination de Tel Aviv, et la situation devint fiévreuse au mois de novembre, lorsque [Shaykh Izz al-Din al-Qassam](#), un prêcheur musulman populaire, prit les collines avec une armée de guérilla. Les soldats britanniques le tuèrent

1. Hitler's Friends in the Middle East, Weiner Library Bulletin, vol. XV (1961), p.35

2. Adolf Hitler, *Mein Kampf*, pp.658-9

rapidement, mais ses funérailles furent l'occasion d'une manifestation passionnée. La crise continua de sourdre des mois durant, jusqu'à exploser dans la nuit du 15 avril 1936, au cours de laquelle ce qui restait de l'armée de Qassam bloqua les voitures sur la route de Tulkarm, détroussa des voyageurs et tua deux Juifs. Deux Arabes furent exécutés en représailles la nuit qui suivit. Les funérailles des Juifs se transformèrent en manifestation sioniste de droite, et la foule commença à marcher sur la ville arabe de [Jaffa](#). La police ouvrit le feu, quatre Juifs furent tués et, de nouveau, des Arabes furent attaqués en représailles dans les rues de Tel Aviv. Une contre-manifestation fut bientôt lancée vers Tel Aviv. La révolte avait commencé. Une grève générale spontanée se développa, et la pression depuis le terrain força les cliques rivales au sein de l'establishment arabe à s'unir en haut comité arabe, sous la direction du mufti. Cependant, le haut comité craignait que la poursuite du soulèvement pût laisser basculer la paysannerie hors de contrôle de ses dirigeants de manière permanente, et parvint en fin de compte à réduire l'intensité des manifestations le 12 octobre, et à mettre le mouvement en attente des résultats d'une enquête menée par la commission royale britannique.

Jusqu'au moment de la révolte arabe, le parrainage du sionisme par les nazis avait été chaleureux, mais peu engagé, comme nous l'avons vu. Cependant, avec la crise politique qui s'était déclenchée en Palestine, ainsi que la désignation de la [commission Peel](#), l'OSM saisit sa chance de persuader les nazis de s'engager publiquement en sa faveur jusqu'en Palestine. Le 8 décembre 1936, une délégation conjointe de la *Jewish Agency*, le plus haut corps de l'OSM en Palestine, et de l'*Hitachdut Olei Germania* (l'association des immigrants allemands), se rendit au bureau de Jérusalem de Doehle, le consul-général allemand. L'universitaire sioniste David Yisraeli a relaté l'incident.

Ils essayèrent, via Doehle, de persuader le gouvernement nazi de faire intervenir son représentant à Jérusalem.

*saalem face à la commission Peel, et déclarer que l'Allemagne s'intéressait à un accroissement de l'immigration vers la Palestine, du fait de sa volonté de voir les Juifs émigrer hors d'Allemagne. Mais le consul rejeta sur le champ la proposition. Les raisons qu'il invoqua officiellement furent qu'une immigration accrue depuis l'Allemagne ne manquerait pas de soulever le sujet du transfert, qui était préjudiciable aux exportations britanniques vers la Palestine*³.

Une fois de plus, les sionistes étaient plus désireux que les nazis d'étendre leurs liens, mais le rejet de leur requête par Doehle ne les empêcha pas de tenter de nouvelles approches. Le résultat de l'expédition de la commission Peel était jugé crucial quant à la tentative sioniste, et ce fut donc le *Haganah*, alors bras militaire de la *Jewish Agency* (de facto la milice sioniste travailliste) qui obtint la permission de la part de Berlin de négocier directement avec le *Sicherheitsdienst* (SD), le service de sécurité de la SS. Un agent du *Haganah*, Feivel Polkes, arriva à Berlin le 26 février 1937 et se vit assigné Adolf Eichmann comme partenaire de négociation. Eichmann avait été l'un des protégés du pro-sioniste von Mildenstein et, à l'image de son mentor, il avait étudié l'hébreu, lu Herzl, et constituait le spécialiste du sionisme pour le SD. Les conversations Eichmann-Polkes furent conservées dans un rapport préparé par le supérieur d'Eichmann, [Franz-Albert Six](#). Ce rapport fut découvert dans les archives de la SS par l'armée étasunienne, à la fin de la seconde guerre mondiale :

Polkes est un national-sioniste. Il est contre tous les Juifs qui s'opposent à l'édification d'un État juif en Palestine. Comme homme du Haganah, il lutte contre le communisme et tous les objectifs d'amitié arabo-britannique... Il a noté que l'objectif du Haganah est de parvenir, dès

3. David Yisraeli, *Germany and Zionism, Germany and the Middle East, 1835-1939* (1975), p.158

que possible, à une majorité juive en Palestine. Il a donc œuvré, comme le demande la poursuite de cet objectif, avec ou contre l'Intelligence Service britanniques, la Sûreté générale, avec l'Angleterre et l'Italie. . . Il s'est déclaré désireux de travailler pour l'Allemagne en lui apportant des renseignements, pourvu que cela ne s'oppose pas à ses propres objectifs politiques. Entre autres choses, il pourrait soutenir la politique étrangère allemande au Proche-Orient. Il pourrait essayer de trouver des ressources pétrolières pour le Reich allemand sans affecter les sphère d'intérêt britanniques si les régulations monétaires allemandes imposées aux émigrants juifs vers la Palestine étaient allégées⁴.

Six pensait sans aucun doute qu'une alliance fonctionnelle conclue avec le *Haganah* pourrait servir les intérêts nazis. Il leur fallait toujours des informations fraîches quant aux divers groupes de boycott juifs, et quant aux complots juifs fomentés pour assassiner les nazis les plus connus. Il était prêt à laisser la SS aider les sionistes en retour.

On peut faire pression sur la représentation du Reich des Juifs en Allemagne de sorte que ces Juifs émigrants hors d'Allemagne se rendent exclusivement en Palestine, et en aucun autre pays. De telles mesures correspondent absolument à l'intérêt allemand, et des mesures de la Gestapo sont d'ores et déjà prêtes pour les mettre en œuvre. Les projets de Polkes visant à construire une majorité juive en Palestine pourrait dans le même temps être aidées par ces mesures⁵.

4. David Yisraeli, *The Palestine Problem in German Politics 1889-1945* (Hebrew), Bar-Ilan university, Annexe (en allemand) : *Geheime Kommando-sache Bericht*, pp.301-2

5. Ibid., p.304

L'enthousiasme de Six n'était pas partagé au niveau du ministre allemand des affaires étrangères, qui considérait la Palestine comme une sphère britannique. L'intérêt premier de Berlin était un accord avec Londres sur la question cruciale des Balkans ; rien ne pouvait interférer dans ce dossier. Les dirigeants se préoccupaient également de la manière dont l'Italie pourrait réagir à une intervention allemande dans la sphère politique méditerranéenne. Aussi, le 1^{er} juin 1937, le ministre des affaires étrangères, [Konstantin von Neurath](#), envoya des câbles à ses diplomates en poste à Londres, Jérusalem et Bagdad : ni un État sioniste, ni une structure politique sioniste sous administration britannique ne serviraient les intérêts de l'Allemagne, car cela « *n'absorberait pas la communauté juive mondiale, mais créerait une position de pouvoir supplémentaire, sous juridiction internationale, pour la communauté juive internationale, dans le genre de l'État du Vatican pour le catholicisme politique, ou de Moscou pour le Komintern* ». L'Allemagne avait donc « *un intérêt à renforcer le monde arabe* », mais « *il ne faut bien entendu pas s'attendre à ce qu'une intervention allemande directe puisse fondamentalement influencer le développement de la Palestine.* » En aucune circonstance, les Palestiniens ne devaient recevoir un soutien plus que symbolique : « *la compréhension quant aux aspirations nationalistes arabes devrait être exprimée plus clairement que par le passé, mais sans formuler de promesses explicites*⁶. »

Notions sionistes du futur Israël

La politique britannique à l'égard de la Palestine fut à ce stade élégamment exprimée dans les mémoires de [Sir Ronald Storrs](#), le premier gouverneur militaire de Jérusalem, l'« *entreprise [sioniste] lui accordait le bénéfice de lui en apporter autant qu'elle exigeait*

6. Documents on German Foreign Policy, Series D, vol.V, (Washington, 1953), pp.746-7

de lui », en constituant « “une petite **Ulster** juive loyale”, dans une mer d’arabisme potentiellement hostile⁷. » C’était l’esprit de la proposition de la commission Peel, en juillet 1937, que la Palestine fût divisée en trois parties. L’ensemble en resterait sous le joug britannique ; la Grande-Bretagne pourrait directement conserver une bande reliant Jérusalem à Jaffa, et conserverait Haïfa pour dix années, après quoi elle serait cédée à un mini-État sioniste en deux parties, dont la surface totale équivaldrait au comté anglais de Norfolk. La petite entité sioniste aurait contenu une considérable minorité arabe, et la commission envisageait de déporter certains de ces Arabes vers l’État arabe qui devait s’étendre sur le reste du territoire de la Palestine.

Les opinions étaient fortement divisées au sein du sionisme. L’« *Ulster juive* » était différente de l’originale en ce que les sionistes ne se considéraient jamais comme satisfaits par la partition. Leur *Eretz Yisrael* comprenaient tous les patronymes bibliques d’Abraham. À la fin, la position du Congrès sioniste mondial fut un non soigneusement nuancé, qui signifiait un oui : cette partition en particulier était rejetée, mais la haute direction restait habilitée à continuer de marchander pour obtenir un meilleur compromis.

Quelle sorte d’État le mouvement sioniste envisageait-il pour lui-même, ainsi que pour des millions de Juifs, en 1937 ? Les sionistes travaillistes constituaient de loin la force la plus importante du mouvement, et il n’y avait pas de plus important protagoniste de l’acceptation de la partition que son dirigeant, **David Ben Gourion** qui, à l’été 1937, assura solennellement au conseil mondial du *Poale Zion*, lors d’une session de Zurich, qu’ils n’avaient plus aucune crainte à nourrir à cet égard : ils finiraient ultérieurement par s’étendre.

Cet État juif qui nous est à présent proposé, même avec toutes les réparations et améliorations possibles en notre

7. Ronald Storrs, *Orientations*, p.405

*faveur, n'est pas l'objectif sioniste — car ce territoire ne peut à lui seul résoudre le problème juif. . . qu'advient-il, dans quinze (ou un autre nombre) années, lorsque l'État proposé, limité territorialement, atteindra le point de saturation de sa population ? . . . Quiconque veut rester franc avec lui-même ne devrait pas faire de prédiction sur l'état de la situation dans quinze ans. . . les adversaires de la Partition avaient raison lorsqu'ils se plaignirent que ce pays ne nous a pas été donné pour que nous le partitionnions — car il constitue une seule unité, non seulement historiquement, mais également du point de vue naturel et économique*⁸.

Les sionistes travaillistes comprenaient fort bien alors que si un État juif devait se voir établi, cela se produirait inévitablement à l'encontre de la puissance opposition du peuple palestinien. Bien qu'ils fussent basiquement toujours des nationalistes juifs, ils s'étaient résolument détournés de leur propre rhétorique socialiste passée, ainsi que de leurs anciens efforts peu nourris d'organiser les travailleurs arabes, et se mirent à les faire partir de leurs travaux saisonniers traditionnels dans les orangeries juives. Dans l'ensemble, leur pensée était devenue morbide, et ils considéraient désormais consciemment leur propre succès comme devant découler de la ruine de la classe moyenne juive européenne. C'étaient les capitaux envoyés par ces Européens qui devaient bâtir Sion. [Enzo Sereni](#), désormais émissaire aux États-Unis, ne se trompa certes pas en affirmant l'attraction que le sionisme constituait désormais pour une portion de la classe moyenne juive en Europe centrale et orientale :

Deux âmes demeurent le sein de la bourgeoisie juive, l'une aspirant aux profits, l'autre recherchant le pouvoir politique. . . En tant que groupe politique, la bourgeoisie juive ne peut pas vraiment vivre sans les masses

8. The Voices of Zionism (Shahak reprint), p.18

juïves. Ce n'est que sur celles-ci qu'elle peut espérer établir sa suprématie politique. En outre, afin d'exercer en fin de compte son contrôle sur les travailleurs arabes, la bourgeoisie juive a besoin d'un prolétariat juif, exactement comme les puissances européennes ont besoin d'un prolétariat national pour l'exercice de leurs projets impériaux. Ce qui sépare la bourgeoisie juive sioniste des membres non-sionistes de la même classe n'est en réalité que le fait que les sionistes ont clairement conscience qu'ils peuvent résoudre leurs intérêts de classe que dans le domaine d'un peuple unifié, et non plus comme de simples individus, comme le croyaient les assimilationnistes⁹.

On reconnaissait désormais que l'antisémitisme était la même force du sionisme mais, en addition, il y avait également des attractions positives dans l'établissement d'un mini-État sioniste. Moshe Beilenson, alors éditeur de *Davar*, le quotidien travailliste, exprima naïvement ces espoirs d'un Israël en focus de l'exploitation capitaliste future de l'arrière-pays :

Des perspectives considérables vont s'ouvrir devant le « Grand sionisme », pour lesquelles seuls quelques-uns d'entre nous osent combattre, un État juif en Palestine, dirigeant l'Est... L'État juif sur de telles fondations aura le plein droit, que ce soit socialement ou spirituellement, de revendiquer le titre de direction, le titre de constituer l'avant-garde du nouveau monde à l'Est...

Il décrivit les réalités derrière ses fioritures rhétoriques :

Que vaut la proximité de notre race avec le peuple arabe en comparaison avec la distance considérable qui nous

9. Enzo Sereni, *Towards a New Orientation, Jews and Arabs in Palestine*, pp.282-3

sépare en matière d'idées, d'existence, d'échelle de valeurs ? En tous ces sujets, nous sommes bien plus proches des Européens ou des Étatsuniens malgré les « différences raciales » existantes. . . Nous voulons la paix avec le Yishub arabe. . . sans fausse philanthropie, et sans missionnarisme illusoire. Pas d'approche révolutionnaire dans l'Éveil de l'Est, qu'il s'agisse d'un Est « national », d'un Est « de classe » ou d'un Est « religieux spirituel ». . . Nous ne sommes pas venus ici pour libérer les autres, mais pour nous libérer nous-mêmes¹⁰.

Ces théoriciens étaient en marche pour créer une prophétie auto-réalisatrice. En parlant de manière aussi déterminée de l'inévitable expropriation de la communauté juive européenne, à suivre par l'exploitation d'un prolétariat juif et arabe, ces socialistes auto-proclamés ne faisaient rien pour mobiliser les Européens, et faisaient tout pour engendrer la fureur des Palestiniens.

L'admiration nazie pour les efforts sionistes en Palestine

Les nazis étaient tout à fait résignés quant à l'idée de partition de la Palestine, et leur principale préoccupation devint le sort des 2000 Allemands qui vivaient dans le pays. On comptait parmi eux quelques moines catholiques et quelques luthériens, mais la plupart étaient des templiers, une secte de piétistes du XIX^{ème} siècle qui était venue en Terre sainte en vue du prochain retour de Jésus. Ils avaient fini par y établir six colonies prospères, dont quatre allaient se retrouver dans l'enclave sioniste. Nonobstant la volonté de la direction de l'OSM d'éviter d'avoir à affronter Berlin sur le sujet des templiers, qui étaient désormais presque tous de bons

10. Moshe Beilenson, *Problems of a Jewish-Arab Rapprochement, Jews and Arabs in Palestine*, pp.193-5

nazis, le parti nazi local comprit que tout boycott juif spontané après la partition allait rendre leur position tout à fait intenable. Le ministre allemand des affaires étrangères voulait ou bien avoir ces colonies sous contrôle direct de Berlin, ou bien, de manière plus réaliste, les faire déplacer en territoire arabe.

L'opinion populaire arabe était en écrasante proportion opposée à la partition, mais les [Nashishibis](#) — le clan rival des Husaynis dominants — auraient accepté un État juif plus petit. Ils s'opposèrent très fortement à la proposition britannique, et leur évident manque de zèle à s'opposer à la partition, couplé à une haine clanique intense envers les Husaynis, amena à une guerre civile féroce au sein de la communauté arabe. En dehors du pays, le seul dirigeant qui osa faire allusion à une possible acceptation du projet de partition était Abdullah de , dont l'Émirat devait être fusionné avec le petit État palestinien. En Arabie, [Ibn Saud](#) gardait le silence. Les cliques au pouvoir en Égypte et en Irak se plaignaient en public, alors qu'en privé leur principale préoccupation était que la partition allait soulever leur propre peuple, et déclencher un mouvement général contre eux et les Britanniques. Les Allemands, on peut le comprendre, n'étaient pas du tout convaincus de la capacité des Arabes à éviter une partition, et lorsque le mufti finit par faire une apparition à leur consulat le 15 juillet 1937, Doehle ne lui proposa strictement rien. Il fit immédiatement part de la rencontre à ses supérieurs : *« Le grand mufti a souligné la sympathie arabe pour la nouvelle Allemagne et a exprimé l'espoir que l'Allemagne alimentait une sympathie envers le combat arabe contre la communauté juive, et était prête à soutenir ce combat. »* La réponse que formula Doehle à la proposition d'alliance fut en pratique insultante. Il déclara au demandeur que : *« après tout, il n'était pas question que nous tenions le rôle d'arbitre...J'ajoutai qu'il était peut-être tactiquement dans les intérêts des Arabes que la sympathie allemande pour les aspirations arabes ne fût pas trop marquée*

dans les déclarations allemandes¹¹. »

Au mois d'octobre, ce fut le tour des sionistes de venir courtiser les nazis. Le 2 octobre 1937, le paquebot *Romania* jeta l'ancre à Haïfa et deux journalistes en débarquèrent : [Herbert Hagen](#) et son jeune collègue, Adolf Eichmann. Ils rencontrèrent leur agent, Reichert, puis le même jour Feivel Polkes, qui leur fit visiter Haïfa et le mont Carmel, et les emmena visiter un kibboutz. Des années plus tard, caché en Argentine, Eichmann transcrivit l'histoire de sa vie et revint sur son court séjour en Palestine avec nostalgie :

J'en vis assez pour être très impressionné par la manière dont les colons juifs établissaient leur territoire. J'admire leur volonté désespérée de vivre, d'autant plus que j'étais moi-même un idéaliste. Au cours des années qui suivirent, j'affirmais souvent aux Juifs avec lesquels je me trouvais en affaire que, si j'avais été juif, j'aurais été un sioniste fanatique. Je n'aurais pas pu m'imaginer autrement. En vérité, j'aurais été le sioniste le plus ardent que l'on puisse imaginer¹².

Mais les deux hommes de la SS commirent une erreur en contactant leur agent local ; la CID britannique avait mis au jour le réseau de Reichert, et deux jours plus tard, les visiteurs furent sommairement expulsés vers l'Égypte. Polkes les y suivit, et d'autres discussions furent tenues les 10 et 11 octobre au Café Groppi du Caire. Dans leur rapport d'expédition, Hagen et Eichmann reprirent soigneusement les mots qu'avait employés Polkes lors de ces rencontres. Polkes affirma aux deux nazis :

L'État sioniste doit être établi par tous moyens, et dès que possible. . . Une fois l'État juif établi selon les propositions courantes décrites dans la proposition Peel, et en

11. Documents on German Foreign Policy, pp.755-6

12. Adolf Eichmann, *Eichmann Tells His Own Damning Story*, Life (28 November 1960), p.22

*ligne avec les promesses partielles formulées par l'Angleterre, les frontières pourront en être repoussées vers l'extérieur si on le souhaite*¹³.



FIGURE 8.1 – Sur cette photographie prise à Vienne en 1938, Herbert Hagen est debout et Adolf Eichmann apparaît au premier-plan, presque de dos. L'homme au centre de la photographie est Josef Löwenherz, qui n'est pas mentionné dans le présent ouvrage, NdT. Crédit photo : [wikipedia](#)

Il poursuivit :

13. Klaus Polkehn, *The Secret Contacts : Zionism and Nazi Germany 1933-41*, Journal of Palestine Studies (Spring 1976), p.74

*au sein des cercles nationalistes juifs, les gens sont très satisfaits de la politique radicale allemande, car la force de la population juive de Palestine serait tellement accrue par cela que dans un avenir proche, les Juifs pourraient disposer de la supériorité numérique sur les Arabes en Palestine*¹⁴.

Au cours de sa visite à Berlin au mois de février, Polkes avait proposé que les *Haganah* puissent tenir lieu d'espions pour le compte des nazis, et désormais il étalait leur bonne volonté en transmettant deux renseignements. Il affirma à Hagen et Eichmann :

*L'organisation du Congrès mondial panislamique à Berlin est en contact direct avec deux dirigeants arabes prosoviétiques : l'émir Shekib Arslan et l'émir Adil Arslan... La station radio communiste interdite qui émet des ondes particulièrement puissantes vers l'Allemagne est, selon l'affirmation de Polkes, montée sur un camion qui circule à la frontière germano-luxembourgeoise au moment des émissions radio*¹⁵.

Ce fut ensuite le tour du mufti de venir essayer de s'associer le soutien allemand. Cette fois, il envoya directement à Berlin son agent, le docteur Said Imam, qui avait étudié en Allemagne et était longtemps resté en contact avec le consulat allemand de Beyrouth, pour qu'il y formulât une proposition. Si l'Allemagne acceptait de « soutenir le mouvement d'indépendance arabe idéologiquement et matériellement, » le mufti répondrait en « disséminant les idées national-socialistes dans le monde arabo-islamique ; combattant le communisme, qui semble se répandre graduellement, en usant de tous les moyens possibles. » Il proposait également « de poursuivre les actions de terrorisme dans tous les territoires coloniaux ou sous mandat français habités par des Arabes ou des Mahométans ».

14. Heinz Hohne, *The Order of the Death's Head*, p.337

15. Polkehn, *The Secret Contacts*, p.75

S'ils gagnaient, il jurait « *de n'utiliser que des ressources financières et intellectuelles allemandes.* » Tout ceci était formulé dans le contexte d'une promesse de maintenir séparées les races sémite et aryenne, tâche délicatement stipulée sous les termes : « *maintenir et conserver les convictions nationales des deux peuples*¹⁶. »

La Palestine recevait désormais une attention considérable de chaque branche concernée de l'État allemand, ainsi que de l'administration du parti. Les pro-sionistes continuaient de développer leurs arguments de poids, surtout les économistes, qui considéraient que le *Ha'avara* aidait l'économie allemande. Les critiques des relations entre nazis et sionistes se préoccupaient de ce que le petit État juif proposé pût être reconnu internationalement et commencer à agir comme un Vatican juif, chose qui pouvait provoquer des problèmes diplomatiques pour les Allemands et leur traitement des Juifs. C'était le principal argument développé par Hagen et Eichmann dans leur rapport de voyage.

Ce furent les Britanniques qui réglèrent le dilemme nazi. Ils s'étaient mis à réfléchir à ce qui pourrait suivre s'ils créaient un petit État sioniste. La possibilité d'une guerre mondiale était évidente et la création d'un État sioniste constituait la garantie que les Arabes allaient se jeter dans les bras d'Hitler. La possibilité accrue d'une guerre contre les Japonais belliqueux faisait particulièrement monter l'importance de maintenir leur capacité à déplacer des armées dans le Moyen-Orient, par terre et en passant par le canal de Suez, sans opposition indigène violente. La partition de Peel fut donc enterrée à la hâte et les Britanniques déterminèrent que la révolte arabe devait être éteinte avant que l'alliance émergente de l'Axe pût en tirer parti. La révolte fut sauvagement écrasée par l'armée britannique, suite à quoi l'immigration sioniste, cause de la révolte, fut réduite.

Hitler n'avait dès lors plus à s'inquiéter de la possibilité d'un Vatican juif, mais le fait que les Britanniques avaient pu en propo-

16. Documents on German Foreign Policy, p.779

ser l'établissement rendait plausible la possibilité future d'un État juif. Les calculs militaires allemands à long terme prenaient désormais en compte l'opinion arabe comme facteur de politique étrangère. De nombreux diplomates allemands insistaient sur le fait que l'accord *Ha'avara* garantissait que l'État finirait par se voir créé, et l'opinion du bureau des affaires étrangères commença à s'y opposer ; cependant, l'idée fut sauvée par l'intervention d'[Otto von Hentig](#), un diplomate de métier qui avait traité avec les sionistes sous l'Empereur et sous Weimar. Selon Ernst Marcus, le représentant à Berlin du *Ha'avara*, von Hentig, « avec son profond amour pour sa nation et son esprit...appréciait les forces dirigeant le sionisme comme élément comparable à ses propres sentiments. » Il travailla donc avec son associé sioniste pour essayer de maintenir en vie « un traitement préférentiel de la Palestine. »

*Il me conseilla de préparer les éléments appropriés pour prouver que le nombre d'émigrés juifs partant d'Allemagne pour la Palestine, ainsi que leurs contributions financières à l'établissement de la patrie juive étaient bien trop réduits pour exercer une influence décisive sur le développement du pays. Suivant ces instructions, je compilai un mémorandum qui soulignait la part de Juifs polonais dans le travail de reconstruction dans toutes ses phases importantes, décrivait la contribution financière de la communauté juive étasunienne, et établissait des comparaisons avec le faible effort réalisé par les Juifs d'Allemagne*¹⁷.

Von Hentig savait que la tâche de persuader Hitler d'aider le sionisme devait être réalisée en personne, et au « moment favorable », alors qu'il rirait, serait d'humeur joyeuse et empli de sa bonne volonté coutumière à l'égard des Juifs. Un jour, au début de l'année 1938, Von Hentig appela pour faire part de bonnes nouvelles : « *Le*

17. Ernst Marcus, *The German Foreign office and the Palestine Question in the Period 1933-39*, Yad Vashem Studies, vol.11, pp.187-8, 191

*Führer avait pris une décision affirmative et que tous les obstacles sur la voie de l'émigration vers la Palestine avaient désormais été déblayés*¹⁸. »

Au départ, les nazis avaient essayé de rester neutres au cours de la révolte arabe. Le jour du couronnement de 1937, toutes les colonies des templiers firent flotter la swastika en sympathie avec la Grande-Bretagne, et reçurent comme ordres stricts de ne pas solliciter l'armée britannique ni d'avoir aucun lien avec les Mosleyites¹⁹. Mais Berlin maintint la pression et, alors que l'argent et les émigrés juifs continuaient de partir vers la Palestine, en 1938, l'amiral [Wilhelm Canaris](#), chef de la division du renseignement de l'[Abwehr](#), fit inscrire le mufti sur la liste de ses employés. Cependant, le mufti ne faisait aucun signe de compétence politique ou militaire et l'argent qui lui avait été versé de manière irrégulière finit par se tarir²⁰. La politique à suivre resta strictement une non-intervention militaire dans la révolte arabe, jusqu'à la conférence de Munich de 1938, et des expéditions d'armes ne furent préparées qu'à la fin de l'année 1938. Même alors, le désir de ne pas se confronter à Londres par des menaces envers l'Empire britannique amenèrent à l'annulation soudaine de la première livraison via l'Arabie Saoudite, lorsque les Allemands furent convaincus que le ministre saoudien des affaires étrangères était un agent britannique²¹. Les préoccupations allemandes quant à la révolte arabe cessèrent avec l'annulation de la livraison d'armes,

18. Ibid., pp.192-3

19. H.D. Schmidt, *The Nazi Party in Palestine and the Levant 1932-9*, International Affairs (London, October 1952), p.466

20. Yisraeli, *The Third Reich and Palestine*, *Middle East Studies (May 1971)*, p.349

21. Documents on German Foreign Policy, p.811

L'échec de la collaboration du mufti avec les dictateurs

Le mufti ne gagna rien, ni à l'époque, ni ultérieurement, du fait de sa collaboration avec Rome ou Berlin, et les intérêts palestiniens n'auraient jamais pu avancer d'un pouce même si les deux dictateurs avaient essayé d'œuvrer en leur faveur. Lorsque le mufti se rapproche des nazis, ils encourageaient les Juifs à émigrer vers la Palestine ; pourtant, pas une seule fois au cours de ses affaires d'avant-guerre avec les nazis il ne suggéra qu'ils mettent fin à l'émigration même qui était la source de la nouvelle force du sionisme. Plus tard, au cours de la seconde guerre mondiale, sa haine du Juif et son anti-communisme le persuadèrent de se rendre à Berlin et de s'opposer à la libération de Juifs des camps, de crainte que ceux-ci ne pussent finir en Palestine. Il finit par organiser une armée de SS musulmans contre les Soviétiques et les partisans yougoslaves.

Le mufti était un réactionnaire incompetent, qui se laisse guider par les sionistes dans son antisémitisme. C'était le sionisme lui-même, dans sa tentative manifeste de transformer la Palestine d'une terre arabe en État juif, puis d'en user pour poursuivre outre mesure l'exploitation de la nation arabe, qui généra la haine du Juif palestinienne. Le rabbin [Yitzhak Hutner](#), d'[Agoudat Israel](#), donna une explication lucide de la trajectoire palestinienne.

Mais il devrait être manifeste que jusqu'aux pressions par le grand public en faveur de l'édification d'un État juif, le mufti n'avait aucun intérêt pour les Juifs de Varsovie, de Budapest ou de Vilnius. Ce fut après que les Juifs d'Europe devinssent une menace à l'encontre du mufti, du fait de leur afflux imminent sur la Terre sainte, que le mufti devint pour eux le Malekh Hamoves — l'incarnation de l'Ange de la Mort. Il y a des années, il était encore facile de trouver des résidents âgés de Yerushalayim qui avaient conservé en mémoire les re-

lations cordiales qu'ils avaient maintenues avec le mufti dans les années précédant la création d'un État juif. Une fois que la réalité imminente de l'État d'Israël fut sous ses yeux, le mufti n'épargna aucun effort pour influencer Hitler afin qu'il assassine autant de Juifs que possible dans le temps le plus réduit. Cet épisode honteux, où les fondateurs et premiers dirigeants de l'État furent clairement un facteur de destruction pour de nombreux Juifs, a été complètement effacé et supprimé des récits²².

Si la collaboration du mufti avec les dictateurs ne peut être justifiée, il devient absolument impossible de rationaliser les offres du *Haganah* d'espionner pour le compte des nazis. Au vu de la levée de boucliers contre le *Ha'avara* ainsi que la posture servile de la ZVfD, il semble certain qu'à tout le moins une minorité significative de l'OSM aurait voté avec ses pieds, si ces gens avaient eu vent de la trahison souterraine du *Haganah*.

22. Yitzhak Hutner, *Holocaust, Jewish Observer* (October 1977), p.8

Chapitre 9

Le Congrès juif mondial

Quoique l'OSM laissât la ZVfD rechercher une collaboration avec le nazisme, et que ses dirigeants désirassent vendre les produits d'Hitler à l'étranger et même espionner pour son compte, ils ne voulaient pas que la menace s'étendît. Même le mouvement sioniste en Palestine se rendait compte que la levée de fonds en provenance d'une communauté juive universellement ruinée n'atteindrait certainement pas le même niveau qu'une collecte dédiée aux victimes de la seule Allemagne. Ne voulant pas lutter contre Hitler d'eux-mêmes, de crainte qu'il n'abrogeât l'accord *Ha'avara* et n'interdît la ZVfD s'ils lui posaient des problèmes, Sokolow et Weizmann se prirent à rêver d'une grande alliance de puissances qui pourrait retenir Hitler, mais cela ne resta jamais qu'une fiction creuse. Ceux qui, dirigés par Goldmann et Wise, au sein de l'OSM, voulaient lutter, trouvaient invariablement les deux présidents ou bien indifférents, ou bien opposés, mais la force croissante d'Hitler força la faction la plus militante à établir un Congrès juif mondial (*World Jewish Congress, WJC*) comme organisation de défense juive.

Goldmann comme Wise étaient personnellement profondément

engagés envers le sionisme ; Goldmann avait même refusé que fut invité le moindre assimilationniste — c'est-à-dire, la majorité de la communauté juive — à leur conférence préliminaire de 1932¹. En outre, ils n'eurent pas l'idée de remettre en question le droit de Weizmann à récupérer la présidence de l'OSM en 1935. Cependant, l'OSM restait fermement opposée à la nouvelle initiative, de crainte qu'elle pût dévier de l'énergie de la Palestine vers la communauté juive mondiale. Au mois de février 1934, un an après la prise de fonctions d'Hitler, Sokolow, alors président de l'OSM, se prononçait publiquement contre le Congrès juif mondial :

Nahum Sokolow, le président de l'Organisation sioniste a exprimé des doutes quant à la sagesse de convoquer le Congrès juif mondial, a priori prévu pour cet été. .le vétéran sioniste considère le fait qu'à la Conférence juive de Genève de l'été dernier, le Congrès juif mondial avait été l'objet de discussions, des questions avaient été levées quant à savoir si oui ou non la Palestine devait être intégrée au programme du Congrès juif mondial ; cela aurait constitué une indication des désaccords et des luttes de partis qui pourraient se produire en ouvrant les débats. . M. Sokolow présente un projet alternatif, selon lequel toutes les nuances de la communauté juive pourraient être appelées pour construire un corps juif d'auto-défense, ainsi que l'exécution de projets bien pesés et formulés avec soin, qui intégreraient tous les groupes juifs, à l'exception des assimilationnistes avoués ; cela serait très bénéfique, dans l'opinion de M. Sokolow².

Sokolow faisait également jouer le temps, car il craignait les

1. Shlomo Shafir, *American Jewish Leaders and the Emerging Nazi Threat (1928-1933)*, American Jewish Archives (novembre 1979), p.175

2. Doubt Wisdom of Convening World Congress, *Jewish Daily Bulletin* (11 February 1934), pp.1, 12

attaques contre l'accord *Ha'avara* qui ne manqueraient pas de se produire lors d'un large Congrès juif mondial. Stephen Wise ouvrit le feu à son tour :

*On nous a prévenu que le soutien serait refusé au Congrès juif mondial si la Conférence [de Genève] adopte une résolution opposée à l'accord de transfert palestino-allemand. Cette menace ne me fait pas trembler. Le peuple juif est prêt à accepter comme guide Eretz Israel, mais ni commandements, ni menaces, lorsqu'ils entrent en conflit avec les intérêts de tous les Juifs*³.

Le conflit était pénible pour Wise ; il avait jadis tenu des lignes semblables à celles de Sokolow, mais bien qu'il continuât de voir la Palestine comme le côté le plus positif de la vie juive, il ne pouvait franchement pas faire passer le sionisme autant en avant du danger qui menaçait la communauté juive européenne.

*Je sais fort bien que certains sionistes diront : seul Eretz Israel m'intéresse. La Palestine a la première place. C'est moi qui ai utilisé le mot « première » il y a des années ; il m'a fallu retirer ce mot lorsque j'ai eu le courage de dire que bien que la Palestine conserve la première place dans les espoirs juifs, je ne peux pas, en tant que Juif, rester indifférent au Galuth... si je devais choisir entre Eretz Israel et son édification et la défense du Galuth, je dirais qu'alors le Galuth doit périr. Mais après tout, le plus vous sauvez le Galuth, le plus vous ferez en fin de compte pour Eretz Israel*⁴.

Le mouvement WJC a continué à gagner en force malgré l'opposition de Sokolow ; la pression nazie était trop forte, la base voulait que son mouvement fasse quelque chose, et lorsque Wise cautionna à reculons le *Ha'avara* lors du Congrès sioniste mondial de 1935,

3. Jewish World Conference, South African Ivri (September 1934), p.1

4. Rabbi Wise, *New Palestine* (14 February 1934), pp.5-7

l'idée du WJC reçut finalement une approbation formelle de la part de l'OSM. Cependant, il n'y eut jamais un enthousiasme frappant à l'OSM quant au WJC. Le *Jewish Chronicle* de Chicago, journal connu pour son opposition au mouvement WJC, décrivit avec justesse le manque d'intérêt sérieux pour l'idée d'une organisation de défense, aussi tard même qu'au mois de mai 1936, presque trois années et demie depuis l'avènement du troisième Reich :

*ni les dirigeants individuels Mizrachis, ni le parti pour un État juif n'ont de foi ou d'intérêt pour le Congrès... Hadassah n'est pas éveillée à ce sujet, et le vote pour les membres du comité directeur de l'organisation sioniste d'Amérique a révélé... la majorité écrasante est opposée au Congrès*⁵.

En dépit de l'hostilité de l'aile droite, le WJC devait venir. C'était à présent l'époque du Front populaire ; les socio-démocrates et les staliniens avaient fini par apprendre la nécessité de l'unité contre le fascisme à l'aube du désastre, et les sionistes devaient se présenter avec un équivalent « juif » ou perdre le peu de travailleurs juifs qui les suivaient, surtout en Pologne, qui étaient influencés par les notions du Front populaire. Le soutien du sionisme travailliste pour Wise et Goldman suffit à surmonter l'aile droite, mais le paradoxe fut que le WJC devint voué à l'échec, précisément au moment où il menaçait de se transformer en un authentique Front populaire.

« Des centres dédiés à la seule lutte anti-fasciste »

Le parti communiste étasunien (CPUSA) décida de soutenir le Congrès juif mondial, ses dirigeants estimant qu'une fois à l'intérieur, le mouvement n'aurait pas de problème pour amener les

5. Foredoomed to Fail, Chicago Jewish Chronicle (1^{er} mai 1936), p.8



FIGURE 9.1 – Photographie prise lors du Congrès Juif Mondial de juin 1942, tenu à New York. De gauche à droite : Nahum Goldmann, Stephen Wise ; Henry Torrès à la tribune. Crédit photo : [wikipedia](https://www.wikipedia.org/)

rangs sionistes honnêtes à centrer leur attention sur la menace nazie plutôt que sur la Palestine. Mais il n'était pas question pour Wise de laisser entrer le CPUSA pro-arabe. La lutte contre Hitler était importante, mais la Palestine et le sionisme étaient ultimement plus importants. Son *Congress Bulletin* s'opposa vertement à l'entrée du parti communiste :

Bien que la lutte contre l'antisémitisme et le fascisme finira, par nécessité par constituer l'un des principaux sujets de l'agenda du Congrès. . .les problèmes desquels traitera le Congrès juif mondial. . .comprendront également l'édification de la Palestine et la lutte pour la liberté religieuse et culturelle des Juifs dans tous les pays. . .Les instructions sous lesquelles les communistes juifs étasuniens s'emploient à pénétrer l'ensemble des

*efforts juifs coordonnés, les centres dédiés à la seule lutte anti-fasciste. . . le Morning Freiheit pourrait aisément s'épargner la peine de même évaluer la question de la participation des communistes juifs*⁶.

Le Congrès juif mondial finit par tenir son congrès de fondation à Genève au mois d'août 1936. Une délégation étasunienne pro-communiste y prit part, dans l'espoir de pouvoir réussir à rentrer en forçant le passage, mais ce fut en vain. L'assemblée adopta une résolution de boycott contre les nazis, mais aucun effort ne fut jamais sérieusement mené pour la mettre en œuvre. Louis Lipsky, le fidèle lieutenant aux États-Unis de Weizmann, et président de l'Organisation sioniste d'Amérique, avait jadis accepté à contre-cœur l'idée de tenir le Congrès ; adopter des gestes concrets contre Hitler allait bien au-delà de ce que lui et ses cohortes étaient prêts à accepter. Un correspondant pour *World Jewry* décrivit le sabotage par Lipsky de la seule action anti-nazie que le Congrès envisagea d'adopter :

La résolution de boycott général. . . a été adoptée à l'unanimité. . . mais lorsqu'a été levée la question de prendre des actions pratiques quant à cette résolution, l'opposition se fit sentir. La Commission avait établi une résolution demandant la création d'un département spécial pour œuvrer au boycott. . . À cela, certains délégués étasuniens, Louis Lipsky en tête, objectèrent fortement. . . il est clair que les autorités responsables ne sont pas éprises par la proposition, et je suis enclin à douter qu'ils comptent réellement lui donner quelque effet pratique.

L'observateur poursuivit en décrivant le Congrès comme « *confus quant à ses moyens et dépourvu de cette touche d'encadrement inspiré qui aurait pu faire de cette aventure un point de pivot dans l'histoire juive*⁷. »

6. Communists Take Note, Congress Bulletin (13 mars 1936), p.2

7. Was the Congress Worthwhile?, World Jewry (21 août 1936), p.67

La description lugubre dépeinte par le magazine était parfaitement justifiée. Ce fut un conclave principalement tenu entre dirigeants sionistes professionnels ; ce n'étaient pas les bonnes personnes pour établir un boycott sérieux ou faire quoi que ce fût d'autre pour lutter contre Hitler. Sans unité avec les Juifs assimilationnistes, communistes y compris, ainsi qu'avec les *Gentiles* anti-nazis, ils n'auraient jamais pu causer le moindre tort aux nazis, fût-ce par boycott ou par d'autres moyens. Leur refus de travailler avec les staliniens ne résultait pas d'une hostilité envers le régime de l'Union soviétique. Le sionisme y était banni, l'hébreu y était considéré comme étranger à la vie des masses juives, mais nul d'entre eux ne voyait l'Union soviétique comme antisémite ; au contraire. Lorsqu'on demanda à Stephen Wise de rejoindre la commission de [John Dewey](#) pour enquêter sur les accusations formulées par Staline, selon lesquelles Trotsky aurait été un agent nazi, il refusa. Trotsky avait qualifié Staline d'antisémite et cela, insistait Wise, était si évidemment faux que cela rendait suspect tout ce qu'il pouvait dire d'autre. Il ne fait aucun doute que Wise et ses associés pensaient que la guerre viendrait, et qu'ils comptaient voir les États-Unis, la Grande-Bretagne et les Soviétiques unis contre Hitler ; ils n'avaient pas confiance en la capacité des masses à arrêter le nazisme et, en accord avec leur recours aux classes dirigeantes pour résoudre la question juive, ils voyaient une alliance des grandes puissances comme seule arme possible contre Hitler. En dépit de leur enthousiasme pour une alliance entre leurs parrains de la classe dirigeante et Staline, les membres du Congrès juif américain n'étaient pas des radicaux économiques, et ne nourrissaient aucun désir de s'impliquer dans leur propre parti communiste local. Cela, ainsi que la ligne pro-arabe choisie par les communistes, empêcha toute association avec le CPUSA. Le manque de réalisme politique au sein du Congrès juif mondial jaillit de la nature marginale du sionisme dans la vraie vie de la communauté juive mondiale. Plus les sionistes travaillaient pour la lointaine Palestine, moins ils s'impliquaient dans les vraies luttes des masses juives. Lorsqu'un mouvement de rue

massif devint impératif, le WJC n'eut ni le désir, ni l'expérience nécessaires à mener une telle lutte, pas plus que la volonté d'apprendre.

Entre le Congrès juif mondial de 1936 et le pacte entre Staline et Hitler, le nombre de membres du CPUSA crut de 90 000 et le syndicat acquit plus d'un million de membres. Il devenait politiquement bien plus important que le Congrès juif américain de Wise, ou que le mouvement sioniste américain. Sans doute les communistes et les sionistes étaient-ils très différents les uns des autres. Chacun connaissait d'importantes limites, et il était clair et net qu'il faudrait bien plus qu'un boycott pour battre Hitler, mais il ne fait aucun doute qu'une alliance entre les deux forces aurait galvanisé la communauté juive d'Amérique, et que de nombreux anti-nazis non-juifs les auraient rejoints. L'efficacité qu'aurait pu avoir une telle coalition est un autre sujet, mais le refus du WJC de laisser entrer le parti communiste porta un coup retentissant à la lutte juive contre Hitler. Le front juif, qui manquait cruellement, constitua un nouveau sacrifice tragique consenti au sionisme.

Chapitre 10

Le révisionnisme sioniste et le fascisme italien

L'avènement au pouvoir surprise de [Menahem Begin](#), en 1977, après une vie consacrée à l'opposition au sein du mouvement sioniste, créa assez naturellement un intérêt considérable quant à sa carrière personnelle. Begin lui-même, malgré toute l'aura de célébrité et de pouvoir qui était désormais sienne, ne voulut jamais être considéré autrement que comme disciple de [Vladimir Jabotinsky](#), le fondateur de sa tendance et l'homme qu'il considère comme le plus grand Juif depuis Herzl.

[Jabotinsky](#), le créateur de la *Légion juive* et fondateur du [Haganah](#) (la défense) est le héros acclamé par les révisionnistes. Cependant, au moment de sa mort dans les montagnes Catskills de New York au mois d'août 1940, il était le penseur idéologique du monde politique juif le plus méprisé. Comme emblème de son style, on peut citer l'extraordinaire pacte ukrainien qu'il fabriqua dans une chambre d'hôtel de Prague au mois d'août 1921. Il s'était rendu à Prague pour assister à un Congrès sioniste mondial, et il y avait reçu un visiteur, un vieil ami, Maxim Slavinsky, l'ambassadeur de

[Symon Petlioura](#). Le régime en place en Ukraine s'était effondré. Petlioura, pris en tenaille entre l'impérialisme polonais et le bolchevisme, avait laissé la Pologne s'emparer de territoires ukrainiens en échange d'armes à opposer à l'Armée rouge, mais ce soutien fut vain, et ce qui restait de son armée fut contraint de s'enfuir en Galice, occupée par les Polonais. Slavinsky fit part à Jabotinsky de ses derniers projets en date : les 15 000 soldats restants allaient attaquer l'Ukraine soviétique en 1922. L'ambassadeur du gouvernement Petlioura — qui pratiquait notoirement le pogrom — et l'organisateur du *Haganah* convinrent d'un accord secret. Jabotinsky, de lui-même, sans faire mention de l'OSM, jura d'œuvrer au sein de son mouvement pour organiser la police sioniste afin qu'elle accompagnât les soldats de Petlioura au cours de leur raid. L'accord ne prévoyait pas que ces policiers devraient se battre contre l'Armée rouge, mais ils devraient tenir sous leur garde les Juifs des villes capturées par les soldats mêmes qui allaient les amener dans la région.

Les Ukrainiens révélèrent les termes du pacte pour prouver qu'ils n'avaient pas changé d'opinion. L'OSM fut atterrée, et Jabotinsky dut se défendre face à l'ensemble de l'opinion juive, qui ne pouvait tolérer aucune association avec le meurtrier discrédité. En fin de compte, l'incursion planifiée n'eut jamais lieu ; la France retira ses subsides, et l'armée nationaliste se désintégra. La communauté juive se divisa entre ceux qui considéraient Jabotinsky comme un idiot, et ceux qui le voyaient comme un coquin ; en tous lieux, les communistes s'appuyèrent sur le pacte pour discréditer le sionisme auprès des Juifs, mais Jabotinsky resta impénitent. Il aurait fait la même chose pour les léninistes, s'ils avaient seulement pris la peine de le demander :

Une gendarmerie juive avec l'Armée blanche, une gendarmerie juive avec l'Armée rouge, une gendarmerie juive avec l'armée lilas et vert pois, s'il y en avait une ; laissons-les régler leurs différends, nous assurerons l'ordre

*dans les villes et veillerons à ce que la population juive ne soit pas agressée*¹.

Les sionistes du *Poale* demandèrent une enquête, affirmant que l'accord avait compromis la légalité de leur organisation déjà difficilement tolérée en Union soviétique, mais Jabotinsky s'était rendu aux États-Unis pour un cycle de conférences de 7 mois, et la commission d'enquête ne put être réunie que le 18 janvier 1923. En fin de compte, la séance ne fut jamais tenue, car Jabotinsky démissionna subitement de l'OSM la nuit précédant son témoignage. Il affirma toujours que sa démission n'avait rien à voir avec l'enquête ouverte, et insista sur l'idée qu'il avait démissionné par suite à un différend en cours quant aux relations avec la Grande-Bretagne, mais peu furent ceux qui le crurent. Il reprit rapidement du service, mais ses opposants ne virent plus de raison de continuer l'enquête, car il n'avait plus de fonction au sein du mouvement. Lorsqu'il se mit à organiser sa nouvelle tendance, les attaques reprirent, et il dut se défendre quant à son escapade toute sa vie durant. Mais tout au long de sa carrière, on nota à propos de Jabotinsky son mépris absolu quant à ses critiques ; il se borna à affirmer au monde hostile que « *Quand je mourrai, vous pourrez inscrire sur ma tombe : "Voici l'homme qui conclut un pacte avec Petlioura"* »². »

« *Nous voulons un empire juif* »

C'est au sein d'une OSM circonspecte que Jabotinsky fit son retour comme opposant très à droite de la direction, déterminé à « *réviser* » ses postures ; il dénonça Weizmann pour n'avoir pas demandé la reconstitution de la légion juive. Il avait également vu Churchill séparer la Transjordanie du « *Foyer national* » juif en Palestine, et lorsque l'OSM accepta à reculons la décision prise

1. Joseph Schechtman, *The Jabotinsky-Slavinsky Agreement, Jewish Social Studies* (octobre 1955), p.297

2. Ibid., p.306

par Churchill, il n'avait suivi que par son sens de la discipline, et par la suite, l'affirmation que la Jordanie restait éternellement juive devint l'*idée fixe*³ de son nouveau programme : « *L'une des rives du Jourdain nous appartient — et l'autre également.* » Telles sont les paroles de [Shteï Gadot](#), la chanson qui reste communément associée au mouvement révisionniste.

Jabotinsky ne partagea jamais l'illusion naïve voulant que les Palestiniens finiraient un jour par accepter la domination étrangère sur leur pays. À une période où [Ben-Gourion](#) et ses amis pensaient encore qu'ils réussiraient à convaincre les foules palestiniennes d'accepter le sionisme pour leur propre intérêt, Jabotinsky développa sa propre thèse directe dans un article, *The Iron Wall (We and the Arabs)*⁴, écrit en 1923⁵ :

*Il faut ou bien mettre fin à la colonisation sioniste, ou bien la mener contre la volonté de la population indigène. Cette colonisation ne peut donc être poursuivie et connaître des progrès que sous la protection d'une puissance indépendante de la population indigène — un mur de fer, qui sera en position de résister aux pressions de la population indigène. Telle est, dans l'ensemble, notre politique vis-à-vis des Arabes... Une réconciliation volontaire avec les Arabes est hors de question, que ce soit à présent ou dans un avenir proche.*⁶

Il n'avait que le ridicule à opposer aux dirigeants sionistes qui proféraient la paix du bout des lèvres tout en demandant la protection de l'armée britannique ; ou à leur espoir qu'un dirigeant arabe (leur candidat préféré était [Fayçal 1^{er}](#)) qui pourrait traiter avec eux

3. En français dans le texte, NdT

4. Le Mur de Fer (nous et les Arabes), NdT

5. L'équipe de traduction a porté l'intégralité de cet article en [Annexe 3](#), NdT

6. Marie Syrkin, *Labor Zionism Replies, Menorah Journal (printemps 1935)*, p.72

en passant outre les Palestiniens et les imposer aux indigènes avec une baïonnette arabe. Il allait sans cesse répétant qu'il n'y avait qu'un moyen possible d'instaurer un État sioniste :

Si vous comptez coloniser une terre sur laquelle des gens vivent déjà, vous devez établir une garnison sur ce territoire, ou trouver quelque « homme riche » ou quelque mécène qui vous mettra à disposition une garnison. Faute de quoi — faute de quoi, abandonnez votre colonisation, car sans force armée rendant impossible toute tentative de détruire ou d'empêcher cette colonisation, la colonisation est impossible, non pas « difficile », non pas « dangereuse », mais IMPOSSIBLE! . . .Le sionisme est une aventure colonisatrice, et relève par conséquent de la question de la force armée. Il est important . . .de parler hébreu, mais, malheureusement, il est encore plus important de pouvoir ouvrir le feu — faute de quoi c'en est fini pour moi de jouer à la colonisation⁷.

Jabotinsky comprenait que, pour le moment, les sionistes étaient trop faibles pour tenir les Arabes à distance sans soutien britannique, et le révisionnisme se fit haut et fort loyaliste envers l'Empire. En 1930, **Abba Ahiméir**, l'idéologue de leur branche palestinienne, proclama que leur intérêt résidait « *dans l'expansion de l'Empire britannique encore plus loin qu'escompté par les Britanniques eux-mêmes*⁸. » Cependant, ils n'avaient aucune intention de se cacher derrière les Britanniques plus longtemps que cela serait nécessaire. En 1935, un journaliste juif communiste rencontra Jabotinsky sur un paquebot traversant l'océan vers les États-Unis, et

7. Vladimir Jabotinsky, *The Iron Law, Selected Writings (Afrique du Sud, 1962)*, p.26

8. Yaacov Shavit, *The Attitudes of the Revisionists to the Arab Nationalist Movement, Forum on the Jewish People, Zionism and Israel (printemps 1978)*, p.102

put obtenir de sa part une interview. L'article de Robert Gessner devint le sujet de conversation de toute l'Amérique juive.

Il annonça vouloir parler franchement, afin que le révisionnisme puisse être parfaitement expliqué. . . « *Le révisionnisme* », commença-t-il, « *est naïf, brutal et primitif. Il est sauvage. Vous devriez descendre dans la rue et choisir n'importe quel homme — un Chinois — et lui demander ce qu'il veut ; il vous répondra 100 % de tout. Nous sommes ainsi. Nous voulons un empire juif. Tout comme les Italiens ou les Français sur la Méditerranée, nous voulons un empire juif*⁹. »

« Nous avons eu un aperçu du grand secret des peuples dotés d'un esprit politique »

Malgré l'enthousiasme manifesté par ses membres pour l'Empire britannique, le révisionnisme finit par chercher un nouveau protecteur impérial ailleurs. La Grande-Bretagne ne comptait pas faire plus que protéger les sionistes, et ce d'une manière pas extraordinairement efficace, et les sionistes durent acheter des terres mètre carré par mètre carré. Nul ne pouvait non plus sérieusement penser que la Grande-Bretagne pourrait jamais donner la Transjordanie aux sionistes. Les révisionnistes se mirent donc à chercher un nouveau mandataire qui s'engagerait enfin fermement vers une politique plus implacable envers les Arabes, et se montrerait donc plus enclin à soutenir la construction d'un État-garnison sioniste. L'Italie semblait constituer la réponse la plus évidente, non par suite d'une quelconque sympathie envers le fascisme, mais du fait des propres aspirations impériales de l'Italie. Jabontinsky avait fait ses études en Italie et aimait l'ancien ordre libéral-aristocrate. Il se voyait comme une synthèse juive de Mazzini, Cavour et Garibaldi, et il ne voyait rien à changer quant aux traditions libérales que

9. Robert Gessner, *Brown Shirts in Zion, New Masses* (19 février 1935), p.11

Mussolini réfutait minutieusement. En réalité, il se moquait du fascisme. Il écrivit en 1926 :

Il existe aujourd'hui un pays où les « programmes » ont été remplacés par la parole d'un seul homme... l'Italie ; le système se nomme fascisme : pour donner un titre à leur prophète, il leur a fallu forger un nouveau mot — « Duce » — qui est une traduction du plus absurde de tous les mots anglais — « meneur ». Les buffles suivent un meneur. Les hommes civilisés n'ont pas de meneur¹⁰.

Pourtant, en dépit de la largeur d'esprit de Jabotinsky, son propre style en vint à copier le militarisme de Mussolini et d'Hitler. Son roman *Samson*, publié en 1926, reste l'un des classiques de la littérature totalitaire.

Un jour, alors qu'il assistait à un festival au temple de Gaza, une multitude de jeunes hommes et de jeunes filles, sur la place extérieure, était assemblée pour danser... Les danses étaient menées par un prêtre imberbe. Il se tenait debout sur la plus haute marche du temple, une canne d'ivoire en main. Lorsque la musique démarra, l'importante assemblée resta immobile... Le prêtre imberbe pâlit et sembla plonger son regard dans les yeux des danseurs, qui en retour le fixaient également. Il devenait de plus en plus pâle ; l'ardeur réprimée de la foule semblait se concentrer de plus en plus sur sa poitrine, jusqu'à le menacer d'étouffement. Samson sentait l'afflux de sang qui parvenait à son cœur ; il se serait lui-même évanoui si le suspense avait duré ne serait-ce que quelques secondes de plus. Soudain, d'un mouvement rapide, presque insaisissable, le prêtre leva sa canne, et chacune des pâles silhouettes qui le fixaient d'en dessous

10. Vladimir Jabotinsky, *Jewish Fascism, The Zionist* (Londres, 25 juin 1926), p.26

*ployèrent le genou gauche en levant le bras droit vers le ciel — d'un seul mouvement, suivant une harmonie simple, abrupte, et convenue. Les dizaines de milliers de spectateurs laissèrent échapper un soupir plaintif. Samson chancela ; il avait du sang sur les lèvres à force de les avoir serrées si fort. . . Samson quitta la place emplie de ses pensées. Il n'aurait pu trouver aucun mot pour transcrire ce qui lui traversait l'esprit, mais il sentait qu'ici, par ce spectacle qui avait vu des milliers obéir à la volonté d'une unique volonté, il avait eu un aperçu du grand secret des peuples dotés d'un esprit politique*¹¹.

La recherche d'un mandataire plus déterminé permit facilement à Jabotinsky de passer outre son aversion pour le régime interne de l'Italie, et nombre de ses recrues n'eurent jamais la moindre difficulté quant au style domestique du fascisme. Au milieu des années 1920, il avait réussi à attirer les anciens sionistes travaillistes qui se retournèrent féroce­ment contre leurs anciens camarades, et dont Mussolini devint le héros. Au mois d'août 1932, durant la cinquième conférence mondiale révisionniste, [Abba Ahiméir](#) et [Wolfgang von Weisl](#), les dirigeants des révisionnistes de Palestine, proposèrent le nom de Jabotinsky comme *Duce* de leur propre faction de l'OSM. Il refusa catégoriquement, mais chaque contradiction qui se présentait entre sa personne et les rangs de plus en plus pro-fascistes se clôturait par un rapprochement de sa propre position vers la leur. Sans pour autant abandonner son ancienne rhétorique libérale, il incorpora les concepts de Mussolini dans sa propre idéologie, et ne critiqua publiquement les agressions de style fasciste de ses propres disciples que rarement : il préféra les défendre face aux sionistes travaillistes et face aux Britanniques.

On a argué que le révisionnisme n'était pas en soi fasciste, du fait de différences légitimes au sein de ses rangs, et du fait que les

11. Vladimir Jabotinsky, *Samson (American edn., entitled Prelude to Delilah)*, pp.200-1



FIGURE 10.1 – Timbre postal commémoratif de Wolfgang von Weisl

décisions finales étaient prises par vote lors de conventions, ou en usant de plébiscite. En réalité, il est difficile d'imaginer comment le mouvement aurait pu devenir encore moins démocratique sans devenir un groupe fasciste en bonne et due forme. En 1932-1933, Jabotinsky avait décidé que le moment était venu pour eux de se retirer de l'OSM, mais la plupart des dirigeants de leur union mondiale y étaient opposés, ne voyant rien à gagner d'une scission. Il mit fin brutalement au débat en prenant arbitrairement le contrôle personnel du mouvement, et en laissant les rangs choisir entre lui et le dirigeant qu'il venait de supplanter, au moyen d'un plébiscite. Une lettre écrite au mois de décembre 1932 témoigne du fait qu'il comprenait pleinement la direction dans laquelle il amenait l'organisation : « *L'heure semble être arrivée où il faut un seul contrôleur*

*principal au mouvement, un “meneur”, bien que je continue de détester ce mot. Ma foi, s’il en faut un, il y en aura un*¹². »

Jabotinsky savait qu’il ne pourrait pas perdre l’élection ; aux yeux de milliers de jeunes chemises brunes du **Betar**, il incarnait le militarisme qu’ils voulaient face à un dirigeant provenant de la même bourgeoisie distinguée que la clique de Weizmann. Le mouvement de jeunesse Betar resta toujours le composant central du révisionnisme de la diaspora. L’histoire semi-officielle du mouvement révisionniste déclare qu’après une discussion visant à établir si il fallait définir une base démocratique, la décision fut prise d’une « *structure hiérarchique de type militaire*¹³. » Dans sa forme classique, le Betar choisit son *Rosh Betar* (haut Betar), toujours Jabotinsky, par un vote à la majorité de 75%, il choisissait les dirigeants des unités nationales, qui à leur tour sélectionnaient les dirigeants de rang inférieur. L’opposition était autorisée, mais après la purge des modérés au début des années 1930, les seuls critiques intérieurs étaient divers « *maximalistes* », des extrémistes qui se plaignaient ci et là que Jabotinsky n’était pas fasciste, ou était trop pro-britannique, ou pas assez anti-arabe. Lorsque le Betari moyen enfilait sa chemise brune, on aurait pu lui pardonner de venir à croire qu’il était membre d’un mouvement fasciste, et que Jabotinsky était son Duce.

La bourgeoisie juive — la seule source de notre capital constructif

Dès le départ, les révisionnistes considèrent la classe moyenne comme leur clientèle, et firent preuve d’une longue haine de la gauche. En 1933, un jeune écrivit à Jabotinsky pour lui demander pourquoi il était devenu aussi violemment anti-marxiste ; Ja-

12. Joseph Schechtman, *Fighter and Prophet*, p.165

13. Yehuda Benari et Joseph Schechtman, *History of the Revisionist Movement*, vol.1, p.338

botinsky rédigea un article remarquable, *Sionisme et communisme*, expliquant leur incompatibilité totale. En termes de communauté juive, « *Le communisme aspire à annihiler la seule source de notre capital constructif — la bourgeoisie juive — car leur fondation est notre racine, et son principe est la lutte des classes contre la bourgeoisie.* » En Palestine, le marxisme, par définition, impliquait l'opposition la plus marquée au sionisme :

*l'essence du communisme consiste en ce qu'il agite, et doit inciter les nations orientales contre la dominance européenne. Cette dominance est à ses yeux « impérialiste » et exploiteuse. Je pense qu'il en va autrement, et estime que la dominance européenne les rend civilisés, mais il s'agit d'une question périphérique, pas du sujet principal. Une chose est claire : le communisme incite et doit inciter les nations orientales, et il ne peut y parvenir qu'au nom de la liberté nationale. Il leur dit, et doit leur dire : votre terre vous appartient, et n'appartient à aucun étranger. C'est ainsi qu'il doit parler aux Arabes et aux Arabes de Palestine. . . Pour nos poumons sionistes, le communisme est un gaz suffocant et c'est ainsi qu'il faut le traiter*¹⁴.

Comme souvent, il s'appuyait sur des hypothèses valides pour en tirer une conclusion incorrecte. Logiquement, le sionisme et le marxisme sont certes incompatibles, mais il ne s'ensuivait pas dans la vraie vie que ceux qui essayèrent de les mélanger appartenaient à des camps ennemis. En pratique, le socialiste-sioniste sacrifie le socialisme à la cause du sionisme, et non l'inverse, mais Jabotinsky maintenait qu'il n'y avait pas de différence substantielle entre les communistes et les sionistes du Poale :

Je ne pense pas qu'il y ait de différence entre le communisme et les autres formes de socialisme fondées sur la

14. Vladimir Jabotinsky, *Zionism and Communism*, Hadar (février 1941), p.33

*vision des classes...La seule différence entre ces deux camps relève du tempérament — l'un se précipite en avant, l'autre est un peu plus lent : une telle différence ne vaut pas l'encre et le papier nécessaires à être décrite*¹⁵.

La pensée de Jabotinsky allait toujours au plus droit. La classe capitaliste était la principale force du sionisme ; il s'ensuivait, logiquement, que les grèves éloignaient les investissements de Palestine. Elles auraient pu être acceptables dans les pays industriels avancés, leurs économies pouvant les encaisser, mais pas là où les fondations de Sion étaient encore en train d'être montées brique après brique. En imitation exacte des fascistes italiens, les révisionnistes s'opposaient « autant » aux grèves qu'aux verrouillages, les grèves restant considérées comme le crime le plus grave :

*Et par arbitrage « obligatoire », nous signifions : après l'élection d'un tel comité permanent, le recours à ce comité devrait être proclamé seul moyen légitime de résoudre les conflits industriels, ses verdicts devraient être sans appel, et les grèves comme les verrouillages (ainsi que le boycott du travail juif) devraient être considérés comme trahissant l'intérêt du sionisme, et réprimés par tous les moyens légaux et moraux à la disposition de la nation*¹⁶.

Les révisionnistes n'allaient pas attendre d'avoir pris le pouvoir d'État pour briser leurs rivaux travaillistes. Achimeir, leur dirigeant en Palestine (Jabotinsky s'était vu interdit de présence en Palestine par le haut commissaire après qu'en 1929 des provocations révisionnistes aient provoqué l'explosion arabe) citait de manière flagrante son *Yomen shel Fascisti* (journal d'un fasciste) dans leur journal. Il

15. Shlomo Avineri, *Political Thought of Vladimir Jabotinsky, Jerusalem Quarterly* (été 1980), p.17

16. Vladimir Jabotinsky, *State Zionism*, p.10

avait son équivalent du *squadristi*, le *Brit Ha'birionim* (union des terroristes), façonné à l'image de l'ancien *Sicarii* — les assassins manieurs de dague fanatiques actifs durant la révolte de la Judée contre Rome — et il attisa la jeunesse révisionniste pour provoquer une dernière confrontation avec les sionistes travaillistes :

Nous devons constituer des groupes d'action ; pour exterminer physiquement la Histadrout ; ils sont pires que les Arabes. . . Vous n'êtes pas des étudiants ; vous n'êtes guère que mollesse. . . Il n'y en a pas un seul parmi vous qui soit capable de commettre un meurtre à la manière de ces étudiants allemands qui ont assassiné Rathenau. Vous n'êtes pas habités par l'esprit nationaliste qui a dominé les Allemands. . . Aucun d'entre vous n'est capable de commettre un meurtre à la manière dont Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg ont été tués¹⁷.

La Palestine voyait désormais les sionistes, sous la forme de la *Histadrout*, débaucher des milliers d'Arabes de leurs travaux saisonniers dans les orangeries juives, avec les fascistes révisionnistes qui descendaient sur la *Histadrout*. Mais quoique les travailleurs arabes n'eussent pas l'organisation qu'il leur aurait fallu pour se défendre, la *Histadrout* était quant à elle bien organisée. Après une suite de vifs affrontements, culminant sur une bataille décisive à Haïfa, le 17 octobre 1934, au cours de laquelle 1 500 sionistes travaillistes pénétrèrent de force le siège révisionniste et blessèrent des dizaines de fascistes, la campagne révisionniste se flétrit. Les rangs de la *Histadrout* ne manquaient de volonté de répondre à l'offensive fasciste en poursuivant le combat contre l'ennemi et en l'écrasant, mais la direction sioniste travailliste ne désirait pas combattre le fascisme en Palestine autant qu'ailleurs, et les laissa échapper à leur défaite, de crainte qu'une bataille importante pût aliéner l'adhésion de la classe moyenne de la diaspora au sionisme.

17. Syrkin, *Labor Zionism Replies*, p.79

Les relations des révisionnistes avec les fascistes italiens

Au début des années 1930, Jabotinsky décida d'établir une école pour son parti en Italie, et les révisionnistes locaux, qui s'identifiaient ouvertement comme fascistes, firent pression sur Rome à cet égard. Il savait fort bien qu'en choisissant l'Italie pour établir une école pour son parti, il ne pourrait que confirmer son image fasciste, mais il s'était positionné tellement à droite qu'il avait cessé de se préoccuper de ce que pourraient penser ses « *ennemis* », et alla même jusqu'à insister auprès de l'un de ses disciples italiens qu'ils auraient pu décider d'établir leur école ailleurs, mais que « *nous... préférons la voir établie en Italie* ¹⁸ ». En 1934, les Italiens avaient décidé que, malgré toute leur amitié envers eux, Sokolow et Weizmann, ainsi que la direction de l'OSM, n'avaient jamais même pensé à rompre avec Londres. Les Italiens n'étaient pas non plus ravis de la montée constante au sein de l'OSM des sionistes travaillistes sociaux-démocrates qui restaient affiliés, quoique de manière distante, à leurs propres ennemis socialistes clandestins. Ils étaient donc satisfaits de manifester leur soutien aux révisionnistes, qui étaient évidemment les fascistes de Sion. Au mois de novembre 1934, Mussolini permit au Betar d'établir un escadron au sein de l'académie maritime de Civitavecchia, administrée par les chemises noires.

Même après l'assassinat d'Arlosoroff en 1933, et la campagne visant à briser la grève organisée par Achimeir contre la *Histadrout*, Ben Gourion décida de conclure un accord de paix avec Jabotinsky au mois d'octobre 1934, mais les rangs de la *Histadrout* le refusèrent, et les révisionnistes finirent par établir leur propre *New Zionist Organisation (NZO)*. Jabotinsky demanda à ses soutiens italiens de préparer leur premier congrès mondial de la NZO

18. Jabotinsky, *letter to Leone Carpi, 7 October 1931, in D. Carpi, A. Milano and A. Rofo (eds.), Scritti in Memoria Di Leone Carpi*, p.42

à Trieste pour 1935, étalant son indifférence quant à ceux à qui il déplairait qu'il organisât son congrès de fondation en Italie fasciste¹⁹. L'événement finit par se tenir à Vienne, mais Jabotinsky rendit visite à l'académie de *Civitavecchia* après le congrès. Étrangement, il ne rencontra jamais Mussolini — peut-être par désir de prouver qu'il n'était pas qu'une nouvelle « *tête de buffle*. »

Bien qu'on ne dispose d'aucune déclaration de Jabotinsky au cours de laquelle il se déclara fasciste, et d'innombrables proclamations de ses références *gladstoniennes*, toutes les autres tendances politiques majeures considéraient les révisionnistes comme les fascistes du sionisme. Weizmann attribua en privé le meurtre d'Arlosoroff à leur style fasciste ; Ben Gourion avait pour usage de parler de « *Vladimir Hitler* », et même à aller jusqu'à décrire les nazis comme les « *révisionnistes allemands* »²⁰. Von Mildenstein mentionna à ses lecteurs sa rencontre à bord d'un bateau sous le terme d'« *ein jüdischer fascist* », un Betari ; il décrivit les jeunes comme « *le groupe fasciste parmi les Juifs. Des nationalistes radicaux, opposés à toute forme de compromis sur la question du nationalisme juif. Leur parti politique : les révisionnistes*²¹ ». »

La plus haute des accolades en ce sens fut accordée par Mussolini qui, en 1935, affirma à David Prato — qui deviendrait plus tard grand rabbin de Rome, que « *Pour que le sionisme réussisse, il vous faut un État juif, avec un drapeau juif et un langage juif. La personne qui comprend vraiment tout cela est votre fasciste, Jabotinsky*²². »

La majorité au sein du mouvement se considérait comme opposée à la démocratie, et comme fasciste, ou proche sympathisante. *Jacob de Haas*, un intime de Herzl, s'était converti au révisionnisme au milieu des années 1930, et pour montrer qu'ils ne se « *résumaient*

19. Ibid., 21 mai 1935, pp.54-5

20. Michael Bar-Zohar, *Ben-Gurion (American edn)*, p.67

21. Leopold von Mildenstein, *Ein Nazi fährt nach Palästina, Der Angriff*, (Berlin, 27 septembre 1934), pp.3-4

22. Bar-Zohar, *Ben-Gurion – The Armed Prophet*, p.46

pas à Jabotinsky », il avait présidé le Congrès de Vienne de la NZO. À son retour aux États-Unis, il fit part de ses impressions dans un éditorial publié dans le *Jewish Chronicle* de Chicago. Après un bref rappel au lecteur quant au fait qu'il ne défendait pas du tout le fascisme, il ajoutait qu'il devait :

*réaliser que la démocratie est un sujet mort presque partout en Europe. L'homme de la rue peut le constater principalement du fait des fanfaronnades et des manigances de partis et sous partis sans fin... Les délégués n'étaient pas des fascistes, mais ayant perdu toute foi en la démocratie, ils n'étaient pas non plus anti-fascistes. Ils étaient cependant tout à fait anti-communistes*²³.

Si de Haas, aux États-Unis, eut besoin de mettre à l'aise un lectorat sceptique quant à l'idée que la majorité de son mouvement ne nourrissait guère que mépris pour la démocratie, [Wolfgang von Weisl](#), directeur financier des révisionnistes, ne fit pas montre de ce genre d'hésitation et déclara tout de go à un journal diplomatique de Bucarest que « *bien que les opinions varient dans les rangs des révisionnistes, en général, ils sont sympathisants vis-à-vis du fascisme.* » Il voulait positivement laisser savoir au monde qu'« *il était à titre personnel un soutien du fascisme, et se réjouissait de la victoire de l'Italie fasciste en Abyssinie, comme triomphe des races blanches sur les noires*²⁴. » En 1980, [Shmuel Merlin](#) décrivit ses propres sentiments quant à Mussolini au milieu des années 1930, alors qu'il était le jeune secrétaire-général de la *New Zionist Organisation* :

Je l'admirais, mais je n'étais pas fasciste. Il idéalisait la guerre. Je sentais que la guerre était nécessaire, mais

23. Jacob de Haas, *New Struggles in an Old World, Chicago Jewish Chronicle* (18 octobre 1935), p.9

24. Dr von Weisl Believes in Fascism, *World Jewry* (Londres, 12 juin 1936), p.12

*à mes yeux, elle relevait toujours de la tragédie... J'ai regretté qu'Achimeir ait nommé son éditorial journal d'un fasciste, cela ne fit que donner une excuse à nos ennemis pour nous attaquer, mais cela n'entama en rien notre amitié*²⁵.

Quoique Jabotinsky ait pu penser quant au mouvement qu'il dirigeait, aucun doute n'est possible quant au fait que ces trois membres de premier plan du mouvement révisionniste parlaient d'un groupe fasciste. L'évaluation de Von Weisl apparaît comme juste ; la composante fasciste au sein de la direction était très importante, et c'étaient eux, et non Jabotinsky, qui dirigeaient le mouvement, au moins en Palestine, en Pologne, en Italie, en Allemagne, en Autriche, en Lettonie et en Mandchourie. Au mieux du mieux, on peut voir Jabotinsky comme une tête libéral-impérialiste sur un corps fasciste. Les révisionnistes contemporains ne réfutent pas la présence de fascistes reconnus au sein de leur mouvement au cours des années 1930 ; ils préfèrent insister sur les distinctions entre Jabotinsky et les fascistes. L'académie de Civitavecchia, avancent-ils, ne relevait que de [mazzinisme](#). Selon eux, les nationalistes ont le droit de chercher l'assistance de l'un des rivaux impérialistes de leur propre oppresseur ; certainement, insistent-ils, cela n'implique pas qu'ils soutiennent le régime intérieur de leur parrain. Ils désignent alors la remontrance de Jabotinsky aux *Betarim* de Civitavecchia :

N'intervenez dans aucune discussion de parti concernant l'Italie. N'exprimez aucune opinion quant à la politique italienne. Ne critiquez pas le régime en place en Italie — ni le régime précédent. Si l'on vous interroge sur vos opinions politiques et sociales, répondez : Je suis sioniste. Mon plus grand désir est l'État juif, et dans notre pays, je m'oppose à la guerre de classes. Tel

25. Interview par l'auteur de Shmuel Merlin, le 16 septembre 1980

est mon credo²⁶

Cette formule des plus diplomatiques avait été mise au point pour satisfaire les fascistes italiens sans se mettre à dos les soutiens conservateurs de l'ancien régime que chaque Betari pourrait avoir à rencontrer. L'opposition à la lutte des classes était le test décisif pour Mussolini, qui ne s'était jamais particulièrement préoccupé de savoir si ses admirateurs étrangers se considéraient spécifiquement comme de purs fascistes. Cependant, la lettre de Jabotinsky aux Betarim ne marqua pas la fin de l'histoire. Ses apologistes oublient la situation concrète de l'école, où ses exhortations furent ignorées. L'édition du mois de mars 1936 d'*Idea Sionistica*, le magazine de la branche italienne des révisionnistes, décrit les cérémonies d'inauguration du nouveau siège de l'escadron Betar :

L'ordre — « Attention ! » Un triple chant ordonné par l'officier en chef de l'escadron — « Viva L'Italia ! Viva Il Re ! Viva Il Duce ! » résonna, suivi par la bénédiction que le rabbin Aldo Lattes prononça en italien ainsi qu'en hébreu pour Dieu, pour le roi et pour Il Duce. . . Giovinezza [l'hymne du parti fasciste] fut chanté par les Betarim avec un enthousiasme vibrant²⁷.

On peut être certain que les mêmes chants furent prodigués lors de la revue menée par Mussolini en personne des Betarim en 1936²⁸. Jabosintky savait que ses disciples italiens étaient des admirateurs de Mussolini, mais lorsqu'on lui envoya une copie de la *Dottrina del fascismo* de Mussolini, tout ce qu'il put trouver à redire fut un léger : « *Je m'autorise à espérer que nous sommes en capacité de créer notre propre doctrine, sans copier celle des autres*²⁹. » Quant à toutes ses réserves personnelles quant au fas-

26. Vladimir Jabotinsky, *Letter to Plugat Civitavecchia, Selected Writings (USA)*

27. Supplemento al no. 8 di L'Idea Sionistica (mars 1936), p.2

28. Mussolini, *My Husband* (Documentaire audiovisuel italien)

29. Jabotinsky, 29 janvier 1934, Scritti, p.52

cisme, il tenait pour de bon à ce que Mussolini devienne mandataire de Palestine, et écrivit en 1936 à un ami que ses choix se portaient vers :

l'Italie, ou quelque assemblage d'États moins antisémites intéressés par l'immigration juive, ou bien un mandat direct de Genève [la Société des Nations]. . . Avant le 30 juin-15 juillet j'ai sondé l'alternative numéro 1. Résultat : pas encore mûr, et de loin³⁰.

Jabotinsky se fit l'avocat de la défense de Mussolini au sein du monde juif. En visite aux États-Unis en 1935 pour un cycle de conférences, il écrivit une suite d'articles pour le *Jewish Daily Bulletin* de New York, un journal sioniste en langue anglaise dédié exclusivement aux affaires juives, qui ne fut pas publié longtemps. Dans les années 1930, la plupart des Juifs suivaient la norme et mentionnaient le combat contre Hitler comme une partie de la « lutte anti-fasciste » ; Jabotinsky était déterminé à mettre fin à cela, ne comprenant que trop bien que tant que les Juifs verraient Hitler comme un autre fasciste, ils n'approuveraient jamais l'orientation révisionniste vers Mussolini. Son article en faveur du régime fasciste italien montre exactement comment il conservait ses objections personnelles à la politique d'un « troupeau de buffles » très en retrait de son engagement croissant pour ce mandataire italien espéré :

Quoi que quelques-uns puissent penser des autres points du fascisme, il ne fait aucun doute que la branche italienne de l'idéologie fasciste est au moins une idéologie d'égalité raciale. N'ayons pas l'humilité de faire semblant que cela ne compte pas — que l'égalité raciale est une idée trop insignifiante pour contrebalancer l'absence de liberté civile. Car tel n'est pas le cas. Je suis journaliste, et je m'étranglerais sans liberté de la presse,

30. Schechtman, *Fighter and Prophet*, p.304

mais j'affirme qu'il est tout simplement blasphématoire de dire que dans le cadre des droits civiques, même la liberté de la presse vient avant l'égalité de tous les hommes. L'égalité passe en premier, en tout premier ; et les Juifs feraient bien de s'en souvenir, et comprendre qu'un régime pratiquant ce principe dans un monde devenu cannibale, expie partiellement mais considérablement ses autres défaillances : on peut le critiquer, on ne devrait pas lui taper dessus. On dispose de suffisamment d'autres termes pour jurer — nazisme, hitlérisme, polizeistaat, etc. — mais le mot « fascismo » relève du copyright de l'Italie, et devrait donc rester réservé uniquement pour la sorte de discussion qui s'y affère, pas pour faire des exercices au Billingsgate. Et ce d'autant plus que cela peut se révéler très néfaste. Le gouvernement du copyright est un facteur très puissant, dont la sympathie peut encore faire éviter de nombreux coups, par exemple au sein des conseils de la Société des Nations. En outre, la commission du mandat permanent, qui supervise les affaires palestiniennes, a un président italien. En résumé — quoique je ne m'attende pas à ce que les gosses des rues (de tous âges) suivent mes conseils de prudence — les dirigeants responsables feraient bien de rester attentifs³¹.

Les révisionnistes rationalisent leurs liens avec les fascistes

L'orientation vers Mussolini se termina dans une totale débâcle. Dans leur recherche aveugle d'un marteau pour frapper leurs adversaires arabes, britanniques et juifs, les révisionnistes furent les

31. Jabotinsky, *Jews and Fascism – Some Remarks – and a Warning*, Jewish Daily Bulletin (11 avril 1935), p.3

seuls à ne pas voir ce qui approchait. Un photostat d'une lettre écrite par l'Émir Shekib Arslan au Mufti, traitant de la propagation de la propagande pro-italienne, était apparu dans la presse palestinienne en 1935, et en 1936, Radio Bari beuglait des émissions anti-britanniques à destination des Arabes. À cette période, les révisionnistes étaient si habitués à défendre Mussolini qu'ils ne refusèrent simplement de reconnaître sa collaboration avec le Mufti et avec la cause palestinienne. Jusque 1938, William Ziff, dirigeant d'une société de publicitaire qui était à la tête du révisionnisme étasunien, essaya de minimiser l'implication italienne avec le Mufti dans son livre, *The Rape of Palestine*.

Par des mots magnifiquement choisis, qui présumaient un complot anti-juif ainsi qu'anti-britannique, le secrétaire britannique aux affaires étrangères attribua toute la faute aux Italiens. L'ensemble de la presse libérale mordit à l'hameçon qui avait été si promptement jeté à l'eau. Comme une meute de chiens éperdue de jeu, la presse marxiste se jeta dessus³².

En dépit du fait que les révisionnistes avaient manifestement soutenu le mauvais cheval, il poursuivait :

Il ne fait aucun doute que Mussolini, un réaliste énergique, aurait considéré bien s'en tirer s'il avait pu désengager les Juifs de l'orbite britannique. Une Sion puissante et indépendante, avec laquelle il aurait pu être en relations amicales, lui aurait parfaitement convenu. Les Juifs eux-mêmes éliminèrent cette perspective du fait de leur anglophilie persistante, et Mussolini en vint à considérer le sionisme comme un simple masque devant la création d'une nouvelle zone d'expansion politique et économique anglaise en Méditerranée. Cela plane donc sur l'esprit italien, comme une force anti-italienne. Néanmoins, on n'a jamais pu produire l'ombre d'une preuve concrète étayant l'accusation selon laquelle

32. William Ziff, *The Rape of Palestine* (1938), p.428

*l'intervention italienne était un facteur dans la récente révolte arabe en Palestine*³³.

En fin de compte, ce fut l'Espagne, et non la Palestine, qui persuada Mussolini de soutenir Hitler. Mussolini comprit que lui et Hitler devaient désormais rester unis pour contrer la révolution ailleurs, et que seule une alliance avec la puissance allemande pouvait lui laisser espérer une expansion de son empire. Mais il savait également qu'il était impossible d'être allié d'Hitler et de conserver des Juifs au sein de son propre parti. Il concocta donc un arianisme latinisé, expulsa les Juifs du parti et de l'économie, et se prépara à la guerre. Les révisionnistes déclarèrent s'être trompés pour de bonnes raisons.

*Des années durant, nous avons prévenu les Juifs qu'il ne fallait pas insulter le régime fasciste en Italie. Soyons francs avant d'accuser les autres des récentes lois anti-juives en Italie ; pourquoi ne pas commencer par accuser nos propres groupes radicaux qui sont responsables de ce qui s'est produit*³⁴.

Une fois opéré le pivot de Mussolini vers Hitler, le fascisme propre aux révisionnistes devint un fardeau impossible à porter dans le monde juif, et lorsque Jabotinsky mourut à New York, au mois d'août 1940, ils se hâtèrent d'abandonner le titre de *Rosh Betar*, qui était devenu réminiscent de *fascisme*. Ils refusèrent de reconnaître qu'ils avaient eux-mêmes été fascistes, affirmant du bout des lèvres que personne ne pouvait espérer revêtir le costume de Jabotinsky. Les chroniqueurs révisionnistes récents ont tendance à éviter ou à minimiser le rôle de leurs fascistes en interne, comme Achimeir, et passent en général très rapidement sur Civitavecchia avec une formule rapide du style : « *les fondateurs de la marine israélienne y furent formés.* »

33. Ibid., p.429

34. Paul Novick, *Solution for Palestine* (1939), p.18

« L'un des phénomènes politiques les plus perturbants de notre temps »

Il n'est pas possible de clore une discussion portant sur le révisionnisme et le fascisme sans mentionner brièvement le rôle de [Begin](#) au cours de ces événements. Ses livres d'après-guerre, *The Revolt* et *White Nights*, font l'impasse sur ses propres activités au cours des années 1930, et Jabotinsky y est décrit comme une figure incomprise de la défense militaire. Mais à l'âge de 22 ans, Begin était déjà assez éminent au sein du *Betar* polonais pour être assis aux côtés de Jabotinsky à la présidence de la conférence révisionniste polonaise de Varsovie de 1935. En 1938, il était devenu la principale figure de la conférence mondiale du *Betar* à Varsovie, et en 1939, il avait été nommé dirigeant du *Betar* polonais. Mais en dépit du fait qu'il ait été qualifié de fasciste par d'innombrables opposants, aucun écrit pro-Mussolini de sa part n'est jamais cité et, désormais, il faut présumer qu'aucun écrit d'une telle nature n'a existé. Cependant, s'il est exact qu'il ne s'est jamais employé ouvertement à expliquer le fascisme, Yehuda Benari, directeur de l'institut Jabotinsky, et auteur de l'article sur Begin dans l'*Encyclopedia of Zionism and Israel*, affirme catégoriquement qu'en 1939 « il rallia l'aile radicale du mouvement révisionniste, qui était en lien idéologique avec le *B'rit HaBiryonim*³⁵. » Begin était l'un des amis personnels d'Achimeir, qui avait été déporté vers la Pologne en 1935, ainsi que de [von Weisl](#), qui se rendait fréquemment à Varsovie pour négocier avec le gouvernement polonais pour le compte de la NZO. Il était ami intime avec [Nathan Yalin-Mor](#), et, à l'époque, admirateur d'[Avraham Stern](#), deux adeptes engagés du totalitarisme. Même après la seconde guerre mondiale, dirigeant alors le parti [Héroul](#) dans le nouvel État israélien, Begin faisait écrire Achimeir et von Weisl pour le journal quotidien du parti.

35. Yehuda Benari, *M'Nahum Begin, Encyclopedia of Zionism and Israel*, vol.1, p.116

Au mois de décembre 1948, à l'occasion de sa première visite aux États-Unis, [Albert Einstein](#), [Hannah Arendt](#), [Sidney Hook](#) et d'autres envoyèrent une lettre au *New York Times* pour exposer la politique de Begin. Au vu du passif de son mouvement et de ses associations intimes avec les éléments ouvertement fascistes du révisionnisme d'avant-guerre, leur évaluation de l'engagement idéologique de Begin vaut le détour :

*Parmi les phénomènes politiques les plus dérangeants de notre temps, on trouve l'émergence, au sein de l'État d'Israël nouvellement créé, du « parti de la liberté » (Tnuat HaHerut), un parti politique étroitement assimilable, de par son organisation, ses méthodes, sa philosophie politique et sa dimension sociale, aux partis nazi et fasciste... Ce parti a proféré un mélange d'ultranationalisme, de mysticisme religieux et de supériorité raciale... il a proposé des syndicats corporatifs sur le modèle fasciste italien... À la lumière des considérations précitées, il est impératif que la vérité quant à M. Begin et quant à son mouvement soit connue dans ce pays. Il est d'autant plus tragique que les hauts-dirigeants du sionisme étasunien ont refusé de faire campagne contre les efforts de M. Begin*³⁶.

36. New Palestine Party, *New York Times* (4 décembre 1948) (Letters), p.12

Chapitre 11

Le révisionnisme et le nazisme

Au début de l'année 1932, [Norman Bentwich](#), l'ancien mandataire général de Palestine, et un sioniste, fut honoré par l'université hébraïque avec une chaire en Droit et Paix internationales. Alors qu'il commençait son discours d'introduction, des cris furent soudainement proférés depuis l'auditoire : « *Allez parler de paix avec le Mufti, pas avec nous.* » Il reprit la parole, mais cette fois, il fut bombardé par une douche de bombes puantes et de tracts annonçant que les étudiants révisionnistes s'opposaient à sa personne ainsi qu'à son sujet, et l'intervention de la police fut nécessaire pour évacuer la salle¹. Au moment même où Hitler et ses chemises brunes mettaient à mal les réunions, il était inévitable que l'opinion juive de Jérusalem se mît à considérer les Betarim aux chemises brunes comme des nazis locaux. En 1926, [Abba Achiméir](#) avait déjà écrit quant à la nécessité d'assassiner leurs opposants, et lorsqu'arriva le procès des étudiants, leur avocat, un éminent révisionniste, endossa gaillardement leur qualification de nazisme

1. Nonnan and Helen Bentwich, *Mandate Memories, 1918-1948*, p.150

juif.

Oui, nous autres révisionnistes entretenons une grande admiration pour Hitler. Hitler a sauvé l'Allemagne. Sans lui, ce pays aurait péri sous quatre ans. Et s'il avait renoncé à son antisémitisme, nous l'accompagnerions².

Sans doute que dans les rangs révisionnistes à travers le monde, nombreux furent ceux à considérer au départ les nazis comme semblables à eux-mêmes : des nationalistes et des fascistes. En 1931, leur journal étasunien, le *Betar Monthly*, avait ouvertement déclaré son mépris pour ceux qui les qualifiaient de nazis.

Lorsque des dirigeants provinciaux de l'aile gauche, pré-sentant un sionisme insignifiant, comme Berl Locker, qualifient les révisionnistes et les betarim d'hitlériens, nous ne sommes pas du tout gênés. . . Les Locker et leurs amis aspirent à créer en Palestine une colonie de Moscou avec un Arabe, au lieu d'une majorité juive, avec un drapeau rouge au lieu de l'étendard blanc et bleu, avec l'Internationale au lieu de la Hatikvah. . . Si Herzl était fasciste et hitlérien, si une majorité juive sur les deux rives du Jourdain, ainsi qu'un État juif en Palestine, résolvant les problèmes économiques, politiques et culturels de la nation juive relèvent de l'hitlérisme, alors nous sommes hitlériens³.

Les révisionnistes étaient sionistes, et de ce fait, ils partageaient l'accord fondamental entre leur mouvement et les nazis, selon lequel les Juifs ne pourraient jamais être de vrais Allemands. Le nazisme était inévitable et compréhensible. Cette vision fut également très bien exprimée par Ben Frommer, un révisionniste étasunien, en 1935. Aux yeux de Frommer, le Juif :

2. Elis Lubrany, *Hitler in Jerusalem, Weltbühne (Berlin, 31 mai 1932)*, p.835

3. Jerusalem or Moscow – Herzl or Lenin, *Betar Monthly* (15 août 1931), pp.2, 5-6

Qu'importe le pays où il réside...ne descend pas des origines tribales...Par conséquent, la tentative du Juif d'une identité complète avec son pays apparaît infondée; son patriotisme, malgré ses vociférations, est creux, même à ses propres yeux; et par conséquent, ses exigences d'une égalité totale avec ceux qui descendent de l'essence de la nation créent naturellement des frictions. Ceci explique l'intolérance des Allemands, des Autrichiens, des Polonais, et la marée montante d'antagonisme qui déferle sur la plupart des pays européens...C'est faire preuve d'arrogance, de la part d'un Juif, que d'exiger d'être traité aussi affectueusement qu'un Teuton dans un pays teutonique, ou qu'un Polonais dans un pays polonais. Il doit conserver jalousement sa vie et sa liberté, mais il doit reconnaître sincèrement qu'il n'est pas « à sa place ». La fiction libérale d'une égalité parfaite est vouée à l'échec, parce qu'elle est contre nature⁴.

Le batifolage révisionniste avec les nazis

Comme les autres sionistes allemands, les révisionnistes ne s'intéressaient qu'à la Palestine, et aux jours de Weimar, ils ne firent pas le moindre effort pour organiser la résistance juive face à Hitler. Lorsque les nazis parvinrent finalement au pouvoir, les révisionnistes interprétèrent cette victoire comme une défaite de leurs propres rivaux idéologiques juifs, et comme une justification de leurs propres idées, sionistes et fascistes. Ils s'avancèrent plus loin que le reste de la ZVfD et de la Rundschau, et imitèrent le style des nazis. Le banquier [Georg Kareski](#), voyant ses riches associés catholiques du parti du centre œuvrer avec les nazis triomphants,

4. Ben Frommer, *The Significance of a Jewish State, Jewish Call (Shanghai, mai 1935)*, pp.10-11

voire se rallier à eux, décida de montrer à Hitler qu'il se trouvait des sionistes pour partager la philosophie des nazis. Il rallia les révisionnistes et monta rapidement en position de diriger le mouvement allemand ; il tenta un putsch au centre de la communauté juive de Berlin au mois de mai 1933. [Richard Lichtheim](#) a décrit ces actions dans son histoire du sionisme allemand. Kareski :

pensait que les sionistes avaient manqué l'opportunité de se positionner à la tête du judaïsme allemand au travers d'une action révolutionnaire. S'appuyant sur l'assistance de plusieurs jeunes du « Betar »... il « occupa » le bâtiment de la communauté juive en 1933. Il fut cependant rapidement contraint d'évacuer les lieux, car les membres de la communauté refusèrent de le laisser faire. Cette action imprudente eut pour conséquence son expulsion de la ZVfD. Au départ, Kareski pensa sans doute que l'esprit du temps exigeait qu'une telle action fût menée, et que les conceptions désuètes entretenues par les Juifs bourgeois-libéraux devaient céder au bénéfice de la vision national-sioniste, en usant d'actions violentes de cette nature. Au cours des années qui suivirent, il s'embourba dans une relation douteuse de dépendance envers la [Gestapo](#), auprès de laquelle il essaya de se présenter, lui et son groupe le Betar, comme vrais représentants du point de vue radical sioniste correspondant à celui du national-socialisme⁵.

C'en était trop pour Jabotinsky. Il n'avait guère porté attention à l'Allemagne au cours des dernières années de Weimar. Au cours de la période 1929-1933, sa préoccupation première avait été de s'occuper des propositions britanniques quant à la Palestine, qui étaient une réponse aux brefs mais sanglants massacres de 1929 — ces massacres avaient été en grande partie déclenchés

5. Richard Lichtheim, *Die Geschichte des Deutschen Zionismus*, pp.258-9

par les provocations révisionnistes au niveau du Mur des lamentations. Comme beaucoup de personnalités de droite, Jabotinsky ne pensait pas qu'un Hitler en position de pouvoir continuerait de se montrer aussi antisémite que lorsqu'il figurait dans l'opposition. Shmuel Merlin, secrétaire général du NZO, avait expliqué qu' : « *Il n'était pas paniqué, estimant qu'Hitler allait soit réformer, soit céder à la pression des nobles propriétaires terriens et des grandes entreprises*⁶. » Cependant, au mois de mars 1933, Jabotinsky avait compris que l'Allemagne était désormais l'adversaire implacable du judaïsme, et était consterné par les frasques de Kareski⁷. Il écrivit en hâte à Hans Block, le prédécesseur de Kareski à la présidence des révisionnistes allemands :

Je ne sais pas exactement ce qui s'est produit, mais je considérerais comme purement criminel tout batifolage avec le gouvernement ou avec ses représentants et ses idées. Je comprends que l'on puisse surmonter en silence sa schweinerei⁸ ; mais s'adapter à la schweinerei est verboten, et l'hittérisme reste de la schweinerei en dépit de l'enthousiasme de millions de personnes, qui impressionne nos jeunes d'une manière semblable à celle dont l'enthousiasme communiste peut impressionner d'autres Juifs⁹.

« La triple alliance Staline-Ben Gourion-Hitler »

Jabotinsky eut également à traiter le problème du fascisme d'Achiméir en Palestine. Il était resté dans les limites de l'accep-

6. Interview de Shmuel Merlin par l'auteur, le 16 septembre 1980

7. Ibid

8. *dégoût*, NdT

9. Joseph Schechtman, *Fighter and Prophet*, p.217

tabilité de batifoler avec Mussolini, mais une ligne pro-nazie était outrageante. Il écrivit à Achiméir en 1933, usant des mots très forts,

*Les articles et les avis concernant Hitler et le mouvement hitlérien qui paraissent dans Hazit Ha'am sont à mes yeux, à nos yeux à tous, comme un coup de couteau dans le dos. J'exige un arrêt sans condition de ce scandale. Trouver dans l'hitlérisme les caractéristiques d'un mouvement de « libération nationale » relève de la pure ignorance. En outre, au vu des circonstances actuelles, tout ce babillage discrédite et paralyse mon travail. . . J'exige que le journal se rallie, sans condition et de manière absolue, non seulement à notre campagne contre l'Allemagne d'Hitler, mais également à notre traque de l'hitlérisme, au sens le plus complet du terme*¹⁰.

Jabotinsky avait soutenu le boycott anti nazi depuis le départ, et sa dénonciation de ses disciples en Palestine les réaligna ; voici que bientôt, ceux qui avaient loué Hitler comme sauveur de l'Allemagne se mirent à dénoncer l'OSM pour son refus de prendre part au boycott. La cible principale de leurs attaques était [Chaim Arlosoroff](#), le secrétaire politique de l'[Agence juive](#), connu pour tenir des négociations avec les nazis. Le 14 juin 1933, Arlosoroff rentra en Europe. Le 15 juin, *Hazit Ha'am* lança contre lui une furieuse attaque, sous la plume d'Yochanan Pogrebinski, et sous le titre *l'alliance entre Staline, Ben Gourion et Hitler*. Ce curieux titre relie deux des thèmes centraux de la ligne révisionniste : les sionistes travaillistes fomentaient réellement un complot en vue d'instituer un régime arabe pro-communiste et, dans le même temps, de vendre les Juifs aux nazis. Il n'est pas superflu de citer extensivement l'article de Pogrebinski, car il éclaire les événements qui suivirent :

10. Ibid., p.216

Nous avons lu... une interview de M. Arlosoroff... Entre autres mots creux et stupidités pour lesquelles excelle ce saltimbanque rouge, nous trouvons que le problème juif en Allemagne ne peut-être résolu que par la voie d'un compromis avec Hitler et son régime. Ces hommes... ont à présent décidé d'échanger l'honneur du peuple juif contre de l'argent, ainsi que ses droits, sa sécurité, et sa place dans le monde, de vendre tout cela à Hitler et aux nazis. Il semblerait que ces charlatans rouges ont été gênés par le boycott contre les marchandises allemandes, qui a été proclamé par le grand dirigeant des Juifs de notre génération, V. Jabotinsky, et qui a été soutenu par les Juifs du monde entier...

La lâcheté à laquelle le parti travailliste de Palestine s'est abaissé en se vendant contre de l'argent au plus grand des haineux contre les Juifs, vient d'attendre son plus bas, et n'a aucun parallèle dans toute l'histoire juive... La communauté juive n'accueillera la triple alliance « Staline - Ben Gourion - Hitler » qu'avec répulsion et détestation... Le peuple juif a toujours su comment traiter ceux qui ont vendu l'honneur de leur nation et de sa Torah, et saura aujourd'hui comment réagir à ce dessein funeste, réalisé en pleine lumière du jour, et sous les yeux du monde entier¹¹.

Au soir du 16 juin, Arlosoroff et son épouse sont partis en promenade sur la plage de Tel Aviv. Deux jeunes hommes sont passés près d'eux, par deux fois. Mme Arlosoroff s'est inquiétée et son époux a essayé de la calmer : « Ils sont juifs, depuis quand as-tu peur des Juifs ? » Peu après, ils réapparurent. « Quelle heure est-il ? » demanda l'un des deux. Nous avons été aveuglés

11. Eliazer Liebenstein, *The Truth About Revisionism* (1935), pp.51-3

*par l'éclat d'une lampe de poche, puis j'ai vu un pistolet braqué sur nous*¹². *Le coup partit, et Arlosoroff tomba sans vie.*

*La police britannique n'eut guère de difficulté avec le crime. Le meurtre s'était déroulé sur une plage; des pisteurs bédouins furent mis à contribution. Deux jours plus tard, Avraham Stavsky et Zvi Rosenblatt, tous deux révisionnistes, furent amenés pour qu'une confrontation fût réalisée. Mme Arlosoroff faillit s'évanouir en reconnaissant Stavsky qui, affirma-t-elle, était celui qui tenait la lampe de poche. La Police fit une perquisition chez Abba Achiméir, et trouva son journal. L'un de ses notes mentionnait une fête tenue en son domicile immédiatement après l'assassinat, pour célébrer une « grande victoire ». Cela amena la police à l'arrêter comme commanditaire responsable de l'assassinat*¹³

Le réquisitoire fut si puissant que la défense se vit contrainte de recourir à des mesures désespérées. Alors que le trio était en prison, dans l'attente du procès, un Arabe, Abdul Majid, qui était sous les verrous pour un meurtre sans lien avec cette affaire, avoua le meurtre, en affirmant qu'un ami et lui-même voulaient violer Mme Arlosoroff. Il revint rapidement sur ses aveux, puis les réitéra, puis se rétracta de nouveau; il affirma que Stavsky et Rosenblatt l'avaient soudoyé pour qu'il s'accuse lui-même. Le procès finit par s'ouvrir le 23 avril 1934. Achiméir fut acquitté sans avoir à se défendre; son journal n'était pas une pièce à conviction suffisante pour prouver son implication en amont. Après avoir entendu la défense de Rosenblatt, la Cour l'acquitta. Puis, à deux contre un, Stavsky fut déclaré coupable, et condamné, le 8 juin, à la mort par

12. Sraya Shapiro, *Arlosoroff Planned Revolt in 1932*, *Jerusalem Post* (11 juin 1958) p.4

13. Revisionists in Palestine seek to explain away incriminating Testimony, *Jewish Daily Bulletin* (29 août 1933), p.4.

pendaison. Le 19 juillet, la Cour d'Appel de Palestine l'acquitta, sur une combinaison de formalités. Des erreurs de procédures avaient été commises dans la poursuite de l'affaire. Les preuves contre lui se trouvant ainsi retirées du dossier, plus aucun élément matériel ne restait pour étayer les accusations de Mme Arlosoroff. La loi palestinienne, contrairement à la loi britannique, exigeait que de tels éléments sous-tendissent le témoignage d'un témoin unique, dans le cas de crimes graves. Le Juge était très contrarié : « *en Angleterre... la condamnation aurait tenu* », et il dénonça la défense pour la fausse confession.

*Qu'Abdul Majid se soit interposé dans cette affaire, voilà qui laisse en mon esprit un fort soupçon quant à une conspiration visant à empêcher l'œuvre de la justice, par la subornation d'Abdul Majid à commettre le parjure dans l'intérêt de la défense*¹⁴.

Ce ne fut qu'en 1944 que de nouvelles preuves se firent jour, mais elles ne furent rendues publiques qu'en 1973. Lorsque Lord Moyne, le haut commissaire britannique au Moyen-Orient, fut assassiné au Caire en 1944 par deux membres du « *Gang Stern* », un groupe révisionniste dissident, un expert palestinien en balistique, F.W. Bird, examina l'arme du crime et établit qu'elle avait été utilisée pour pas moins de sept autres meurtres politiques : deux Arabes, quatre policiers britanniques et le meurtre de Chaim Arlosoroff. En 1973, Bird expliqua qu'il : « *n'avait pas fourni les preuves de la connexion à Arlosoroff au moment du procès des deux meurtriers de Lord Moyne du fait que la chaîne de preuves du procès Arlosoroff avait été brisée durant l'intervalle de onze années*¹⁵. »

L'ensemble du mouvement révisionniste, Jobotinsky y compris, réfutait catégoriquement qu'un quelconque révisionniste ait pu être impliqué dans ce crime, mais les sionistes travaillistes n'entretinrent

14. Stavsky Appeal Allowed, Palestine Post (22 juillet 1934), p.8

15. Trace 1933 Murder Weapon to Stern Group Death Squad, Jewish Journal (10 août 1973)

jamais de doute quant à leur culpabilité, et lorsque la Cour d'Appel fit libérer Stavsky, une émeute éclata entre les deux factions à la grande synagogue de Tel Aviv, où Stavsky faisait ses prières. Durant la période de l'Holocauste, le meurtre d'Arlosoroff constitua l'une des principales raisons pour les sionistes travaillistes de dénoncer les révisionnistes. Comme Arlosoroff avait été l'un des premiers à agir pour établir l'accord *Ha'avara*, la fondation de la politique de l'OSM quant à la responsabilité des nazis pour le meurtre a des implications importantes lorsque l'on s'intéresse aux relations entre les nazis et les sionistes. D'après les preuves en présence dans cette affaire, il ne fait guère de doute que Stavsky et Rosenblatt furent bien les assassins d'Arlosoroff, quoiqu'en 1955, Yehuda Arazi-Tennenbaum, un ancien sioniste travailliste et ancien policier mandataire qui avait travaillé sur cette affaire, annonça que Stavsky était innocent et que l'Arabe avait subi des pressions pour revenir sur ses aveux. Cependant, ce témoignage était extrêmement suspect, notamment du fait qu'il lui avait fallu 22 années pour le produire¹⁶. Il est en revanche nettement moins établi quant à savoir si Achiméir avait orchestré le meurtre. Sans doute n'existe-t-il pas la moindre preuve que Jabotinsky ait été informé du crime à l'avance. Il affirma croire la confession pourtant tout à fait improbable d'Abdul Majid, mais, point très significatif, il insista en 1935 pour intégrer une clause dans les principes fondamentaux du Betar : « *Je préparerai mon arme pour défendre mon peuple et ne porterai mon arme que pour sa défense* ».

Les tentatives par Jabotinsky de maintenir le boycott

Le meurtre eut pour effet immédiat de rendre incompréhensibles les tentatives de Jabotinsky de maintenir le boycott anti-nazi lors du Congrès sioniste mondial de Prague, qui se tint au

16. Stavsky was Framed, Jewish Herald (South Africa, 24 février 1955), p.3

mois d'août. Durant ce Congrès, des dépêches émises par la *Jewish Telegraphic Agency* signalèrent la découverte par la police de sa lettre à Achiméir, qui menaçait de l'exclure s'il continuait à chanter les louanges d'Hitler¹⁷. Cet épisode, couplé au fait qu'il avait fait apparition dans le hall du Congrès en compagnie d'un groupe de Betarim aux chemises brunes, discrédita Jabotinsky, qui se mit à être vu comme une sorte de nazi juif. La décision du Congrès de s'opposer au boycott fut le résultat de plusieurs facteurs mais, dans l'ensemble, les délégués sentaient que quelque chose ne tournait pas rond avec Weizmann. L'opposition révisionniste à la politique allemande de l'OSM était très louche, et souillée par leur délire quant à la cabale « *Staline - Ben Gourion* » visant à établir un État arabe communiste en Palestine.

Cependant, nombreux furent ceux qui se retrouvèrent dans le plaidoyer de Jabotinsky pour une lutte contre Hitler. Il savait que la possibilité d'un *modus vivendi* entre les Juifs et Adolf Hitler était absolument nulle. Jabotinsky comprenait que les Juifs allemands étaient prisonniers de la guerre menée par Hitler contre la communauté juive mondiale. « *Si le régime d'Hitler est destiné à rester, la communauté juive mondiale est vouée à la déchéance* » ; la communauté juive allemande n'était « *guère qu'un détail mineur* », écrivit-il¹⁸.

Après le rejet de sa résolution par le Congrès par 240 voix contre 48, Jabotinsky tint une conférence de presse pour dénoncer le *Ha'avara* et annoncer que le parti révisionniste se positionnait principalement comme corps central d'une campagne mondiale anti-nazie. Il exprima sa volonté de travailler avec la [Non-Sectarian Anti-Nazi League](#) et d'autres forces soutenant le boycott, mais n'examina jamais sérieusement la possibilité de quelque mobilisation de masse. Il s'opposait à ce qu'il appelait un boycott « *néгатif* ». Son boycott devait être positif, insister pour qu'on

17. Jewish Daily Bulletin (24 août 1933), p.1

18. Schechtman, *Fighter and Prophet*, p.214

« achète. . . en provenance d'origines plus acceptables ». Son bureau allait établir « *les descriptions exactes de tous les articles recommandés. . . des adresses et numéros de téléphone des magasins où l'on pourra trouver ces articles*¹⁹. » Les révisionnistes établirent scrupuleusement un « *Département de défense économique* » à leur siège parisien, mais le 6 février 1934, Jabotinsky en était déjà à se lamenter qu'il devait tout faire de lui-même, du fait que :

les membres du comité exécutif se sont abstenus de s'atteler à un travail qui ne pouvait pas être mené à bien sans un budget conséquent. . . tout le travail doit être accompli par une secrétaire bénévole assistée d'une dactylo à mi-temps.

Jusqu'à recevoir de l'argent public, il ne put être mené « *aucune manifestation publique d'envergure (qui serait très facile) : le monde juif en a assez des grands appels de cette nature, jamais suivis d'action systématique*²⁰ ». Le 13 septembre 1935, lors du Congrès fondateur de la *New Zionist Organisation*, Jabotinsky continuait de parler d'un boycott, mais en usant du futur : « *une organisation juive du boycott, dirigée par sa personne, va être créée*²¹. » L'« *agence de publicité commerciale* » de Jabotinsky n'aurait jamais pu inspirer quiconque car au mieux, ce qu'elle aurait pu produire se serait résumé à une montagne de papier. Cependant, les révisionnistes œuvrèrent en faveur du boycott dans le monde entier, mais comme des sectaires classiques, tenant leurs propres rassemblements anti-nazis dans leur place forte d'Europe orientale. Seuls, ils ne pouvaient rien accomplir, et inévitablement, ils se tournèrent bientôt vers des activités plus agréables en lien direct avec la Palestine.

19. Ibid., pp.218-19

20. Ibid., pp.219-20

21. *New Zionists' Vigorous Policy*, *World Jewry* (Londres, 13 septembre 1935), p.13

« *Il n'y aura pas de guerre* »

En dépit de tout son anti-nazisme subjectif, Jabotinsky ne centra jamais son attention sur l'Allemagne. À en croire Shmuel Merlin, « *Jabotinsky ne percevait pas le régime d'Hitler comme permanent ou stable*²². » Selon une légende, il aurait averti les Juifs de la venue de l'Holocauste, et certaines de ses affirmations ont une résonance prophétique tant qu'on ne les considère pas de près : « *si le régime d'Hitler est destiné à rester en place, la communauté juive mondiale est vouée à sa perte* » ; mais il pensait que le régime était instable et que son effondrement était garanti en cas de guerre²³. Ses admirateurs reprirent le thème qu'il développait sans cesse : « *Liquidez la Diaspora ou la Diaspora vous liquidera.* » En dépit de toutes ses capacités d'oracle, il ne prévoyait pas que l'Allemagne allait conquérir l'Europe ou massacrer les Juifs. Merlin est juste : « *“Liquidez la Diaspora” ne faisait absolument pas référence à Hitler. Notre principal centre d'intérêt fut toujours la Pologne et l'Europe de l'Est*²⁴. » Ce slogan faisait référence à la destruction de la position économique de la classe moyenne juive en Pologne, qui se faisait évincer par la propagation des coopératives paysannes, et mettre à la porte par les pogroms organisés par la classe moyenne nationaliste chrétienne.

Au cours des années 30, Jabotinsky ne comprit jamais que le nazisme était le produit d'un âge de guerre et de révolution, et devait tomber par la guerre et la révolution. Il se convainquit que les capitalistes ne se laisseraient jamais entraîner vers leur propre destruction dans une nouvelle guerre, et en 1939, il écrivit à sa soeur : « *Il n'y aura pas de guerre ; l'insolence allemande s'estompera bientôt ; l'Italie se réconciliera avec les Britanniques...et dans cinq ans*

22. Interview de Merlin

23. Jacob Katz, *Was the Holocaust Predictable ?*, *Commentary* (mai 1975), p.42

24. Interview de Merlin

*nous aurons un État juif*²⁵. » Il résidait à Pont d'Avon, en France, à l'été 1939, et il écrivait encore, au cours de la dernière semaine du mois d'août : « *La probabilité d'une guerre est nulle... Depuis Pont d'Avon, le monde apparaît comme paisible, et je pense que cette perspective est la bonne*²⁶. »



FIGURE 11.1 – Le logo de l'Irgoun

La réponse révisionniste à la reprise de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie par les nazis avait été fiévreuse. Lors du Congrès mondial du betar de septembre 1938, tenu à Varsovie, Menachem Begin, âgé de 25 ans, exigea la conquête immédiate de la Palestine. Jabotinsky savait que cela était impossible; ils n'avaient aucune chance de battre les Britanniques, les Arabes ou même les sionistes travaillistes, et il couvrit de ridicule son disciple trop zélé en comparant ses mots au « *vain crissement d'une porte*²⁷. » Mais au

25. Schechtman, *Fighter and Prophet*, p.366

26. Ibid

27. Daniel Levine, Daniel Raziell, *The Man and his Times*, PhD Thesis,

mois d'août 1939, en reflet du même désespoir que sa base, Jabotinsky conclut que, si les révisionnistes n'étaient pas en mesure de sauver immédiatement les Juifs d'Europe, au moins pouvaient-ils sombrer avec noblesse et peut-être inspirer les Juifs par leurs gestes ; il décida donc d'envahir la Palestine, en faisant débarquer un bateau chargé de Betarim armés sur la plage de Tel Aviv. Son bras clandestin sur place, l'Irgoun (Irgoun Zvaï Leoumi, ou *organisation militaire nationale*), devait se soulever et s'emparer de la *Government House* de Jérusalem, et la conserver durant 24 heures, cependant qu'un gouvernement juif temporaire serait proclamé en Europe et à New York. Après sa propre capture, ou sa mort, ce gouvernement temporaire continuerait d'opérer comme gouvernement-en-exil²⁸. Le modèle d'aventure était le soulèvement irlandais du lundi de Pâques. Les dirigeants de ce mouvement avaient été exécutés après leur capture, mais le soulèvement avait fini par déclencher un retrait britannique de la partie Sud du pays. Cependant, il est impossible de voir en quoi l'invasion menée par Jabotinsky aurait pu convaincre la population juive de Palestine, dont la majorité lui était hostile, à se soulever après sa défaite. Le caractère purement fictionnel de ce projet se révéla dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre 1939. Le CID britannique arrêta l'ensemble du commandement de l'Irgoun alors que celui-ci était encore occupé à débattre de sa participation à ce projet et, dans les heures qui suivirent, les armées d'Hitler entrèrent en Pologne, déclenchant la guerre que Jabotinsky venait d'affirmer qu'elle n'aurait jamais lieu²⁹.

Yeshiva University, 1969, pp.80, 24-51

28. Schechtman, *Fighter and Prophet*, pp.482-3

29. Nathan Yalin-Mor, *Memories of Yair and Etzel, Jewish Spectator (été 1980)*, p.36

Chapitre 12

Georg Kareski, le quisling sioniste d'Hitler avant l'heure

Le fait que Jabosintky s'opposa à Hitler, et parvint à convaincre Abba Achiméir d'arrêter de l'encenser, n'impliquait pas que tous les révisionnistes allaient adopter la même position. Certains révisionnistes restèrent convaincus que la collaboration était la bonne manière de procéder pour le sionisme. Le plus notoire d'entre eux fut [Georg Kareski](#), que Jabotinsky, comme nous l'avons vu, essaya de maîtriser en 1933.

En 1919-1920, Kareski avait déjà écarté les préoccupations qu'entretenait la ZVfD quant au travail sur la Palestine, et s'était concentré sur la politique communautaire juive. À un âge où la foi déclinait, alors que nombre de Juifs allemands optaient pour des mariages mixtes et l'athéisme, ceux qui s'accrochaient à la communauté juive sectaire se replièrent de plus en plus sur eux-mêmes. En 1926, le *Zionist Jüdische Volkspartei* introverti de Kareski, dans une alliance avec d'autres isolationnistes religieux, parvint à ren-

verser la direction germano-nationale « *libérale* », et au mois de janvier 1929, il devint président de la communauté juive de Berlin. Mais cette réussite ne fut que de courte durée, et les libéraux le mirent en échec au mois de novembre 1930. Kareski était entré dans la politique allemande lors des élections du Reichstag de 1930, comme candidat du centre catholique, qui l'attirait du fait des préoccupations qu'entretenait ce parti quant à l'éducation religieuse et du fait de son conservatisme social. Avec Hitler qui approchait du pouvoir, Kareski rallia les révisionnistes, qu'il se mit à considérer comme les potentiels équivalents juifs des nazis qui réussissaient si bien. Ils avaient constitué une faction insignifiante au sein de la ZVfD, ne remportant que 1 189 voix sur 8 494 lors de l'élection des délégués du Congrès sioniste mondial de 1931. En 1933, les révisionnistes étaient encore plus réduits à l'insignifiance du fait de leurs divisions en cliques rivales. Kareski, avec son prestige de membre notable de la communauté, n'eut aucune difficulté à devenir le dirigeant de ces forces découragées, ni à les rassembler dans une nouvelle organisation *Staatzionistische*.

Au mois de mai 1933, il commit son putsch ridicule au centre de la communauté juive de Berlin, et fut exclus de la ZVfD. Sa carrière et son association avec les nazis continuèrent de se développer après la scission révisionniste hors de l'OSM, suite à l'échec du boycott anti-nazi au Congrès de Prague. Comme les révisionnistes ne faisaient *de facto* plus partie de l'OSM, le bureau à la Palestine de Berlin reçut pour instruction d'exclure les *Betarim* des candidats possibles aux certificats d'immigration. Les révisionnistes répondirent en déclenchant des rixes aux réunions de la ZVfD, en criant : « *Porc marxiste ! Vous êtes tous des sympathisants de l'histadrout, qui appartient à la deuxième Internationale !*¹ » De ce fait, le siège de la ZVfD fut temporairement fermé au mois de juin 1934. Au 6 août, l'un des dirigeants du *State Zionist*, le Dr Friedrich Stern,

1. Revisionists Cause Crisis in German Zionism, Palestine Post (25 juin 1934), p.1

envoya une lettre aux nazis pour expliquer que la croissance de leur groupe de jeunesse anti-marxiste, le *Nationale Jugend Herzlia*, était freinée par leur exclusion à toute émigration, le bureau à la Palestine étant soi-disant occupé par des soutiens pro-marxistes de la histadrout de la ZVfD. Stern proposa que le contrôle du bureau à la Palestine leur fut cédé. La ZVfD eut vent de ce complot du fait des agissements d'espions du *Hechalutz* au sein de la Herzlia et du fait de ses propres contacts avec le régime, si bien que la tentative échoua². Les nazis comprirent rapidement que s'ils cédaient le bureau à la Palestine au *State Zionist*, l'OSM n'accorderait plus aucun certificat en Allemagne. Tant que les nazis dépendirent de l'OSM et des organisations caritatives juives pour organiser l'émigration, ils ne purent pas imposer de collaborateur à la communauté juive. La campagne menée par Karoski plaça Jabotinsky dans une position impossible : alors qu'il dénonçait l'OSM pour le *Ha'avara*, son propre mouvement en Allemagne œuvrait pour les nazis, et il fut bientôt contraint d'annoncer qu'à date, « *l'aile du sionisme qui partage notre vision herzlienne sait également que "marxiste" est un mot à ne jamais utiliser dans les polémiques*³. »

Les nazis avaient décidé d'une politique générale favorisant, parmi les Juifs, les sionistes par rapport aux non-sionistes, et dans ce cadre, ils décidèrent d'axer leur stratégie vers un encouragement ouvert pour les *State Zionists*, plutôt que la suppression des « *marxistes* » de la ZVfD. Le 13 avril 1935, la Gestapo fit savoir à la police régulière que, désormais, les *State Zionists* allaient recevoir :

*exceptionnellement, et de manière toujours révoicable,
la permission de laisser ses membres appartenant à la
« National Youth Herzlia » et à la « Brith Hashomrim »
de porter leurs uniformes en intérieur... parce que les*

2. Herbert Levine, *A Jewish Collaborator in Nazi Germany : The Strange Career of Georg Kareski, 1933-37*, *Central European History* (septembre 1975), p.262

3. Vladimir Jabotinsky, *Jews and Fascism*, *Jewish Daily Bulletin* (11 avril 1935), p.2



FIGURE 12.1 – Georg Kareski

State Zionists ont prouvé être l'organisation qui a essayé par tout moyen, même illégalement, d'amener ses membres en Palestine, et qui, du fait de l'activité sincère dirigée envers l'émigration, fait la moitié du chemin quant à l'intention du gouvernement du Reich de faire partir les Juifs d'Allemagne. La permission de porter un uniforme devrait inciter les membres des organisations germano-juives à rejoindre les groupes de jeunesse State Zionists, au sein desquels ils seront exhortés plus efficacement à émigrer vers la Palestine⁴.

En dépit de la relation entre les *State Zionists* et la Gestapo, Kareski resta le bienvenu au Congrès de la NZO de 1935 à Vienne. Lorsque les révisionnistes avaient décidé de soutenir le boycott anti-nazi, ils avaient formellement désaffilié leur unité allemande dans le but de la protéger ; il était ainsi évident que Kareski était présent avec l'encouragement de la Gestapo, pour exercer une pression contre le boycott. La base, mal à l'aise, désirait prendre ses dis-

4. Kurt Grossmann, *Zionists and non-Zionists under Nazi Rule in the 1930s*, *Herzl Yearbook*, vol. IV (1961-2), pp.341-2

tances avec les *State Zionists* et força une résolution selon laquelle, au vu des circonstances, il n'y avait pas et il ne pouvait pas exister de mouvement révisionniste en Allemagne⁵. Kareski commit l'erreur de faire le voyage vers le Congrès du Betar, qui suivait à Cracovie, en compagnie d'un agent notoire de la gestapo, et un *Betarim* en informa Jabotinsky⁶. On lui demanda de partir, et Jabotinsky fut contraint de lui rendre visite pour se défendre publiquement, et réfuter toute connexion avec les nazis⁷. Cependant, plus tard, en 1936, il utilisa Kareski comme intermédiaire entre la maison de publication allemande détenant le copyright sur l'un de ses livres. Après Cracovie, Jabotinsky n'endossa aucune nouvelle responsabilité pour Kareski, mais tant qu'il resta en Allemagne, Kareski resta en contact avec la minorité au sein du mouvement révisionniste mondial, notamment ceux autour de [von Weisl](#) à Vienne, qui continuait de s'accorder à sa ligne pro-nazie.

« Les sionistes, comme les “Juifs de race”, nous ont au moins donné une garantie formelle »

L'échec répété de Kareski quant à amener les Juifs allemands à accepter son approche ne découragea jamais les nazis d'essayer de l'imposer à la communauté. À la fin 1935, ils l'imposèrent au *Reichsverband jüdischer Kulturbunde*. Ces organisations culturelles avaient été établies pour donner du travail aux musiciens, écrivains et artistes juifs qui avaient été éjectés de leurs postes, et la Gestapo avait décidé qu'un authentique esprit sioniste ferait du bien aux organisations en question⁸. [Benno Cohen](#), de la ZVfD, avait été nommé assistant de leur directeur, le chef d'orchestre Kurt Singer,

5. Interview par l'auteur de Shmuel Merlin, 16 septembre 1980

6. Interview par l'auteur de Paul Riebenfeld, 17 janvier 1978

7. Voir *Kareski's Hand in Leader's Ousting, Congress Bulletin* (24 janvier 1936), p.4

8. Levine, *Jewish Collaborator in Nazi Germany*, pp.266-7

mais cela ne suffisait pas : les interprètes restaient fondamentalement des assimilationnistes culturels, et au mois d'octobre 1935, Kareski, qui n'avait cure des arts, fut nommé à une position plus élevée que Singer, et Cohen fut remercié. Le chef d'orchestre déclara aux nazis qu'il préférerait démissionner à travailler avec Kareski, et les Ligues furent fermées, dans l'objectif de les contraindre à accepter Kareski. Le refus des Juifs de souscrire à la politique nazie attira l'attention de la presse nazie, et Hans Hinkel, le fonctionnaire chargé des Ligues, expliqua publiquement son choix d'un nouveau directeur.

J'ai consciemment permis au mouvement sioniste d'exercer l'influence la plus forte sur les activités culturelles et spirituelles de la Kulturbund, car les sionistes, comme les « Juifs de race », nous ont au moins donné des garanties formelles de coopération sous une forme acceptable⁹.

Les sionistes à qui Hinkel faisait référence étaient les *State sionistes*, encore moins populaires à l'époque qu'en 1931 ; on ne peut de manière réaliste évaluer leur nombre à plus d'une poignée d'adultes membres du parti, additionnés de quelque 500 jeunes¹⁰. Cependant, les nazis utilisèrent beaucoup Kareski dans leur propagande. En tant qu'ancien chef de la communauté juive de Berlin, que chef des *State zionists*, et désormais responsable des Ligues culturelles, il apparaissait comme un personnage très impressionnant. *Der Angriff* publia une interview de lui le 23 décembre :

J'ai de nombreuses années durant considéré une séparation totale entre les activités culturelles des deux peuples comme une condition à une collaboration pacifique. . .pourvu qu'elle soit fondée sur le respect de la nationalité étrangère. . .Les lois de Nuremberg. . .me semblent,

9. Kareski Again, *American Hebrew* (21 février 1936), p.406

10. Solomon Colodner, *Jewish Education under the Nazis*, p.111

*hormis leurs dispositions légales, tout à fait conformes à ce désir d'une vie séparée fondée sur le respect mutuel. Tel est particulièrement le cas dès lors que l'on prend en compte l'ordre déjà donné établissant des systèmes scolaires séparés. Les écoles juives répondent à une vieille demande politique de mes amis, car ils considèrent que l'éducation du Juif en accord avec ses traditions et son mode de vie est absolument essentielle*¹¹.

Pendant les Ligues culturelles étaient trop importantes pour les nazis en tant que modèle de séparatisme culturel pour être abandonnées du fait de Kareski, si bien qu'en fin de compte les nazis les laissèrent se réorganiser sans lui. En 1937, Kareski et la Gestapo étaient prêts pour une nouvelle manœuvre. Cette fois, leur cible fut le *Reichsvertretung der deutschen Juden* (la représentation auprès du Reich des Juifs allemands). Kareski constitua une alliance avec des assimilationnistes conservateurs mécontents au sein de la communauté de Berlin, et ils proposèrent un programme qui verrait les *State zionists* récupérer le travail politique de l'organisation, cependant que les congrégations religieuses s'occuperaient des fonctions de charité. Max Nussbaum, le rabbin de la grande congrégation juive de Berlin, évoqua plus tard la pression nazie pour la ligne révisionniste. Kuchmann, le *Judenkomissar* de la Gestapo, se mit en tête de devenir expert de la question juive, et lut chaque livre qui parut traitant de la communauté juive moderne. Puis, déterminé à remplir ses fonctions avec justesse, il fit mander Nussbaum.

Comme résultat de sa diligence, il s'éprit du révisionnisme, affirmant à chacun d'entre nous qui avait le malheur de se voir convoqué dans son bureau que c'était la seule solution au problème de la Palestine, et accusant sans arrêt le sionisme officiel d'être « rouge » et « gauchiste ». Un jour du printemps 1937, il me fit venir

11. Georg Kareski approuve les lois instituant les ghettos – Interview parue dans l'*Angriff* du Dr Goebbels, *Jewish Chronicle* (Londres, 3 janvier 1936), p.16

*dans son bureau et m'affirma abruptement que je devais reprendre la direction du groupe révisionniste, afin de rendre le révisionnisme plus populaire au sein de la communauté juive, et abandonner ma propagande pour le « Meineckestrasse-Zionism » [ZWfD]. . . Après que j'ai refusé. . . il me « punit » d'une interdiction de parler et d'écrire pour une durée d'un an*¹².

Cette tentative échoua de nouveau ; il n'était pas possible d'amener les Juifs étrangers à subventionner une organisation centrale juive allemande dirigée par un traître, et les nazis reculèrent. Comme lot de consolation, au printemps 1937, les nazis firent de l'organisation *Staatzionistische* la seule autorité représentative des Juifs traitant avec les agences allemandes d'assistance publique¹³.

L'utilité de Kareski pour les nazis prit fin au mois de juillet 1937, lorsqu'un scandale éclata dans sa banque *Iuria*. Il avait consenti des emprunts illégaux aux membres de sa direction ainsi qu'à ses amis personnels, et il essaya de se couvrir avec un chèque sur le compte de la communauté juive de Berlin, faisant accepter ce chèque par un de ses clercs avec sa seule signature, en violation de l'obligation qu'il fût contresigné. Le caissier prit le chèque en protestant, et notifia l'incident à la congrégation de Berlin. Il n'existe aucune preuve que Kareski tira profit à titre personnel de ses manipulations — il utilisait les emprunts pour s'attirer des alliés au sein de la communauté juive — mais en fin de compte, la banque fit faillite, et Kareski décida de mener une visite en Palestine¹⁴.

Sa visite ne fut pas une réussite. Le 6 octobre 1937, la communauté juive allemande d'Haïfa découvrit sa présence, et un gros attroupement se rassembla pour le saluer, le pourchassant dans les

12. Max Nussbaum, *Zionism under Hitler*, *Congress Weekly* (11 septembre 1942), p.13

13. A.M.H., *The Jewish Year in the Diaspora*, *Palestine Post* (5 septembre 1937), p.5

14. Leonard Baker, *Days of Sorrow and Pain*, p.213

rues. Il dut en fin de compte se barricader dans une maison et attendre d'être secouru par la police¹⁵ L'association des immigrants allemands (la HOG) l'accusa publiquement de chercher à se faire nommer dirigeant de la communauté juive allemande avec l'aide des nazis, d'essayer d'inciter au meurtre du président de la ZVfD, d'essayer de détruire l'organisation sioniste, et de corruption au sein de sa banque. Kareski commit l'erreur de réfuter les accusations et d'insister pour qu'un procès fût tenu dans les tribunaux rabbiniques. Au mois de juin 1938, le tribunal, dirigé par le rabbin en chef, déclara que les accusations du HOG étaient pleinement étayées par les preuves¹⁶. Ce verdict mit fin à sa carrière politique active.

*« Une légion juive pour protéger les Juifs de
Palestine des attaques »*

En dépit de son désaveu par Jabotinsky, Kareski disposait toujours de ses apologistes au sein du mouvement révisionniste. Il y avait toujours eu des membres en désaccord avec l'anti-nazisme de Jabotinsky. S'il était tolérable pour Jabotinsky d'essayer de traiter avec [Symon Petliura](#) dans l'accord Slavinsky lorsque l'armée ukrainienne avait déjà massacré 30 000 Juifs, pourquoi un accord avec Hitler aurait-il été inacceptable ? Avant la Nuit de cristal, Hitler n'avait tué aucun Juif pour sa judaïté. Ces révisionnistes étaient convaincus que la victoire d'Hitler constituait le prélude à un âge fasciste et que les Juifs n'avaient simplement qu'à comprendre cela, et à s'y faire. Le cercle autour de von Weisl, qui était le négociateur de Jabotinsky avec les autres dictatures autoritaires d'Europe de l'Est, s'accordait avec l'approche de Kareski. En 1936, von Weisl, agissant semble-t-il de son propre chef, prit contact avec les fascistes britanniques et proposa une fantastique alliance de guerre

15. Mr Kareski Abused by Haifa Crowd, Palestine Post (7 octobre 1937), p

16. Kareski's Charge Dismissed, Palestine Post (10 juin 1938), p.8

entre la Grande-Bretagne, le Japon, la Pologne et l'Allemagne, alliées à un futur État révisionniste, contre les Soviétiques, les Arabes et les révolutions coloniales asiatiques¹⁷.

Il serait agréable de pouvoir reporter que la décision du tribunal rabbinique mit enfin un terme à la carrière de Kareski, et que l'homme mourut seul et détesté, mais le 2 août 1947, le Kareski de 68 ans était président d'un fonds sanitaire révisionniste de Palestine. Certains de ses amis œuvrèrent même à faire nommer une rue selon son patronyme à Ramat Gan¹⁸. Il continua même d'avoir des apologistes sur le tard, suggérant qu'au vu de ce que nous savons de l'abandon des Juifs par le reste du monde, dès qu'Hitler accéda au pouvoir, une émigration rapide était devenue la seule solution.

Kareski, un révisionniste classique, quoique d'une frange extrême, fut un traître envers la communauté juive allemande. Sa vision ne couvrait rien de plus prophétique qu'un État révisionniste s'étendant de la Méditerranée à l'Euphrate, avec Mussolini comme protecteur-mandataire¹⁹. Il ne vit absolument pas venir l'Holocauste. En 1935, il proposait un projet d'évacuation de l'Allemagne sur 25 années, avec 20 000 émigrés par an. Sa préoccupation était d'utiliser la *Jugend Herzlia* comme « une légion juive pour protéger les Juifs en Palestine de toute attaque »²⁰ (propos mis en exergue par l'auteur).

Il n'est pas surprenant que les nazis utilisèrent Kareski comme collaborateur en Allemagne. Max Naumann, son rival au sein des assimilationnistes, était tout à fait inacceptable du fait de son insistance pour que les Juifs participassent pleinement au troisième Reich. Kareski apparut aux nazis comme s'il était sorti d'un moule : la caricature du Juif de scène, de l'usurier malhonnête, aussi zélé

17. Levine, *Jewish Collaboration in Nazi Germany*, p.272

18. Ibid., p.253

19. Ibid., p.272

20. Jacob de Haas, *The Sharp End of the Axe*, *Chicago Jewish Chronicle* (15 novembre 1935), p.9

*GEORG KARESKI, LE QUISLING SIONISTE D'HITLER
AVANT L'HEURE*

223

qu'un rabbin médiéval à tenir les Juifs à part d'une humanité incrédule, et à la tête d'un mouvement émigrationniste à chemise brune.

Chapitre 13

La sélection du peuple élu — la doctrine de la « *cruauté sioniste* »

Les statistiques de l'émigration juive allemande varient quelque peu, selon les autorités consultées, mais globalement, elles concordent. Herbert Strauss, pour en citer un, estime qu'il y eut entre 270 000 et 300 000 émigrés au total, dont 30 000 périrent dans leur pays refuge¹. Yehuda Bauer estime à 44 537 le nombre d'émigrés légaux d'Allemagne et d'Autriche vers la Palestine entre 1933 et 1938 — « *environ 20%* » de l'ensemble des émigrés juifs². L'*Encyclopedia Judaica* estime que jusque 1939, 55 000 personnes s'étaient rendues en Palestine³. Fawzi Abu-Diab ne recense que 39 131 immigrants allemands entre 1919 et 1945, mais son faible décompte d'Allemands s'explique du fait des catégories de la *Mandate and Jewish*

1. Herbert Strauss, *Jewish Emigration from Germany – Nazi Policies and Jewish Responses*, *Leo Baeck Institute Year Book*, vol. XXV, p.327

2. Yehuda Bauer, *My Brother's Keeper*, pp.156-63

3. Allemagne, *Encyclopedia Judaica*, vol.7, col.491

Agency de « voyageurs autorisés », « apatrides » et « non spécifiés », dont nombre de personnes étaient domiciliées en Allemagne à cette période⁴. En comparaison, l'*Encyclopædia Judaica* estime à 63 000 le nombre d'émigrés partis pour les États-Unis, 40 000 vers le Royaume-Uni, 30 000 vers la France, 25 000 vers la Belgique et 25 000 vers l'Argentine⁵. L'*International Settlement* à Shanghai en fit venir environ 16 000 entre 1938 et 1941, et l'Afrique du Sud 5 000⁶.

C'étaient les Britanniques, et non les sionistes, qui déterminaient la politique d'immigration de la Palestine, en utilisant une combinaison de considérations politiques — par exemple, une évaluation de la réaction des Arabes, et des évaluations relativement objectives en lien avec la capacité d'absorption de l'économie juive. Chaque année, un quota était établi, et les certificats d'immigration précédents étaient remis à l'OSM. Il y avait toujours des critères politiques pour les candidats à l'immigration. Les communistes étaient systématiquement refusés et 6% des certificats devaient être remis aux *agudaïstes* anti-sionistes, mais, d'un autre côté, les capitalistes à 1 000£ se voyaient toujours accorder l'entrée en sus des quotas. Jusqu'à ce que la révolte arabe de 1936 forçât le mandataire à réduire drastiquement l'immigration, la *Jewish Agency* ne défia jamais sérieusement Londres quant au nombre proposé de personnes acceptées, ni quant aux justifications économiques sous-jacentes.

La propre politique d'immigration de l'OSM avait peu à peu évolué. Avant la première guerre mondiale, la plupart des immigrants provenaient de Russie, mais la révolution bolchevique avait fini par tarir la source ; au cours de l'ère d'après-guerre, c'était la Pologne qui avait le plus contribué à l'afflux de colons. La ligne antisémite du gouvernement polonais d'Endek avait encouragé des

4. Fawzi Abu-Diab, *Immigration to Israel*, p.6

5. *Encyclopedia Judaica*, vol.7, col.491

6. David Kranzler, *The Jewish Refugee Community of Shanghai, 1938-45*, *Weiner Library Bulletin*, vol.XXVI, nos.34 (1972-3), p.28

milliers de Juifs artisans et provenant des couches inférieures de la classe moyenne d'envisager l'émigration. Les États-Unis leur ayant refusé l'entrée du fait des nouvelles restrictions quant à l'immigration, ils s'étaient tournés vers la Palestine, et leur afflux de capitaux produisit bientôt une explosion de l'immobilier à Tel Aviv, les terrains se retrouvant vendus sur les marchés de Varsovie. Le fonds national juif, qui organisait les colonies agricoles de l'OSM, fut également contraint de s'acquitter d'un prix exorbitant pour ses propres besoins agraires. Tel Aviv se développa par suite de la nouvelle immigration, mais principalement du fait que des artisans indépendants polonais y parvenaient ; le vieux patriarcat entouré de sa famille au sens large qui œuvrait sur quelques métiers à tisser. Les Polonais résolvaient leurs propres problèmes, mais leurs petits établissements ne pourraient jamais devenir la base d'une économie sioniste, une nécessité absolue s'ils devaient jamais arracher le pays aux Arabes. En fin de compte, la bulle immobilière s'effondra, amenant à la ruine de nombreux petits commerçants et à de vaste taux de chômage dans les métiers de la construction ; bien que la chute des prix convînt au fonds national juif, ils devaient désormais s'occuper des besoins des chômeurs.

L'expérience produisit des changements de politique drastiques, et il fut décidé qu'ils ne pouvaient pas se permettre d'assumer les coûts sociaux d'une immigration de petits bourgeois. Dès 1924, Weizmann commença à dénoncer les nouveaux colons, qu'il voyait comme apportant avec eux « *l'atmosphère du ghetto* », et il avertit que « *nous ne construisons pas notre foyer national sur le modèle de Djika et Nalevki. . . nous sommes ici à la maison, et ce que nous construisons est voué à l'éternité*⁷. »

Ce fut la politique du « *pas de Nalevki* » — le grand ghetto de Varsovie — qui détourna le sionisme de la masse des Juifs ordinaires, qui pour la plupart n'étaient pas sionistes, ni même ne relevaient des rangs du mouvement de la diaspora sioniste. Ils n'avaient

7. Chaim Weizmann, *Trial and Error*, p.301

pas les compétences ou les ressources nécessaires à la Palestine, si bien que le sionisme n'allait plus les aider ; les immigrés se verraient sélectionnés strictement à l'avantage de Sion. Jusqu'en Palestine, l'OSM décida que les chômeurs devaient être encouragés à ré-émigrer afin d'économiser les dépenses de prestations chômage⁸. On commença à faire montre d'une forte préférence pour les kibboutzim collectivistes de tendance sioniste-travailliste, comme une alliance développée entre le cercle de Weizmann qui, quoique bourgeois eux-mêmes, s'employaient désespérément à faire baisser le coût de la colonisation, et les gauchistes qui avaient une vision d'une génération de Juifs « *sains* », désormais détachés des occupations de la « *diaspora* », établissant une nation socialiste sur sa propre terre. Leurs jeunes pionniers avaient tourné le dos aux valeurs de leurs familles de la classe moyenne et allaient endurer des privations économiques considérables pour le bien de la cause. Le sionisme devint une utopie obstinée, qui aida l'image du Juif, mais n'essaya pas de résoudre le moindre des problèmes subis par les masses juives en Europe.

« *Le critère cruel du sionisme* »

Le semaine de terreur déversée contre les Juifs par la victoire des nazis du fait des élections du mois de mars 1933 avait fait descendre des milliers de personnes dans les rues devant le bureau à la Palestine de Berlin, mais le désir de transformer la Palestine en un vrai refuge restait toujours inexistant. L'émigration devait se poursuivre pour répondre aux besoins du sionisme. Seuls les sionistes jeunes, en bonne santé, qualifiés et engagés étaient recherchés. Les *HaChalutz Pioneers* allemands déclarèrent que l'émigration non contrôlée vers la Palestine était un « *crime sioniste*⁹. » Enzo Sereni, qui était

8. Walter Laqueur, *History of Zionism*, p. 317

9. Abraham Margalio, *The Problem of the Rescue of German Jewry during the Years 1933-1939; the Reasons for the delay in the Emigration from*

à l'époque émissaire sioniste travailliste en Allemagne, établit leurs critères :



FIGURE 13.1 – Logo du HeHalutz

*Même en cette heure difficile, nous devons allouer la plupart des 1 000 certificats d'immigration à des pionniers. Cela peut paraître cruel, mais même si les Britanniques devaient délivrer 10 000 certificats au lieu des 1 000 qu'ils nous accordent actuellement, nous dirions tout de même : Laissons les jeunes y aller, car même s'ils souffrent moins que les plus âgés, ils sont mieux dotés pour la tâche en Palestine. Les enfants pourront plus tard faire venir leurs parents, mais pas l'inverse*¹⁰.

the Third Reich, Rescue Attempts During the Holocaust (Israel), p.249

10. Ruth Bondy, *The Emissary*, p.116

Weizmann porta la responsabilité générale de l'émigration hors d'Allemagne entre 1933 et sa réélection à la présidence en 1935. Son rapport du mois de janvier 1934 listait certains des standards utilisés pour sélectionner les candidats à l'immigration. Ceux qui avaient « *plus de 30 ans, et ne possédaient pas de capitaux ni n'étaient dotés de qualifications spéciales ne peuvent pas être absorbés en Palestine, sauf si des besoins spécifiques pour le travail qu'ils faisaient en Allemagne sont déclarés*¹¹. » Le 26 avril, il exclut spécifiquement plusieurs groupes importants de toute candidature sérieuse à l'immigration : « *les anciens hommes d'affaires, voyageurs d'affaires, artistes et musiciens ne seront désormais guère plus éligibles à obtenir un certificat*¹². » La plupart des Juifs allemands n'étaient tout bonnement pas désirés en Palestine, soit qu'ils fussent trop vieux, soit qu'ils pratiquassent une occupation qui ne répondait pas aux besoins du pays, soit qu'ils ne parlassent pas l'hébreu et ne fussent pas assez engagés idéologiquement. Au sein de son cercle, la direction sioniste se montra assez franche quant à ses actions. En 1933, [Berl Katznelson](#), alors éditeur en chef de *Davar*, le quotidien de l'*Histradrout*, reflétait leur mentalité : « *nous savons que nous ne pouvons pas transférer l'ensemble de la communauté juive d'Allemagne et nous allons devoir pratiquer une sélection sur la base des critères cruels du sionisme.* » En 1935, [Moshé Sharett](#) (Shertok) déclara à nouveau que les circonstances les contraignaient à traiter la communauté juive de la diaspora avec « *un certain niveau de cruauté*¹³. » L'universitaire israélien Abraham Margalioth a relaté un discours prononcé par Weizmann face à la direction sioniste en 1935 :

il déclara que le mouvement sioniste allait devoir choisir entre porter un secours immédiat aux Juifs et éta-

11. Weizmann makes first Report on German-Jewish Settlement in Palestine, New Palestine (31 janvier 1934), p.6

12. Chaim Weizmann, in Barnett Litvinoff (ed.), *The Letters and Papers of Chaim Weizmann*, Letters, vol.XVI, p.279

13. Margalioth, *Problem of the Rescue of German Jewry*, p.255

*blir un projet national qui pourrait assurer une rédemption durable au peuple juif. En de telles circonstances, le mouvement, selon Weizmann, devait choisir la seconde option*¹⁴.

Les Britanniques — en réaction aux pressions arabes s’opposant à toute immigration, et aux interventions diplomatiques depuis la Pologne, la Roumanie, et d’autres régimes antisémites d’Europe orientale poussant à augmenter les quotas, ainsi qu’aux besoins économiques du pays — déterminaient exactement combien, et de quelles catégories économiques des Juifs pouvaient entrer chaque année. Cependant, les Anglais n’exigèrent jamais de personne qu’il parlât l’hébreu, et ils n’avaient pas non plus cure de ce qu’un candidat à l’immigration fût non-sioniste. Ils ne se préoccupaient pas non plus de la provenance des immigrés ; Londres aurait été satisfaite si l’OSM avait choisi moins d’Étatsuniens et plus d’Allemands. Au vu des réalités politique de la mandature britannique sur la Palestine, l’émigration sioniste n’aurait jamais pu constituer la porte de sortie de l’ensemble de la communauté juive allemande mais, dans le cadre des limitations imposées par les Britanniques, Sion ne voulut jamais assurer la sauvegarde de la communauté juive allemande.

À qui, donc, les certificats délivrés par les quatorze bureaux à la Palestine du monde entier furent-ils accordés ? À en croire les statistiques d’Abu-Diab, 27 289 Juifs sont entrés en Palestine comme immigrants légaux en 1933 ; 36 619 en 1934 ; et 55 407 en 1935, pour un total de 119 315 pour cette période de trois ans. Parmi eux, 18 206 étaient recensés comme allemands¹⁵. D’autres immigrés qui avaient résidé en Allemagne étaient recensés comme polonais, ou d’autres nationalités. On en comptait 1 979 en 1935¹⁶. Au cours de ces trois années, la plus importante composante de l’immigration juive fut polonaise, à hauteur de 42.56 % en 1934 et 44.12 %

14. Ibid

15. Abu-Diab, *Immigration to Israel*, p.6

16. American Jewish Yearbook, 1936-37, p.585

en 1935¹⁷. L'antisémitisme était chronique en Pologne au cours de cette période, et la décision de donner plus de certificats à des Polonais qu'à des Allemands peut se justifier ; mais au cours des mêmes années, pas moins de 3 743 immigrés provenaient des États-Unis, et 579 autres du reste de l'hémisphère occidental. En provenance de la communauté juive britannique, on comptait 513 personnes, et 213 en provenance d'Afrique¹⁸. De Turquie, les chiffres s'établissent à 1 259 en 1934-1935. Les chiffres combinés pour la Grande-Bretagne, l'hémisphère occidental, l'Afrique et la Turquie s'établissaient à 6 307. Même si l'on peut défendre les statistiques polonaises, on ne peut soutenir celles-ci. Aucun de ces Juifs n'avait besoin de secours et, de fait, leur sélection ne fut étayée par aucune demande d'aide. On les avait choisis parce qu'ils étaient sionistes, et principalement du fait de leur jeune âge et de leur formation. Au cours de ces trois mêmes années, deux tiers de tous les Allemands qui présentèrent une demande de certificat furent rejetés¹⁹.

« Aucune organisation juive n'accepterait... de soutenir un projet de loi »

Ne voulant pas que le gros de la communauté juive allemande se réfugiât en Palestine, on pourrait penser que le mouvement sioniste, au moins aux États-Unis, essaya de trouver d'autres refuges pour leurs frères, mais tel ne fut pas le cas. À travers le monde, la bourgeoisie juive ne procéda qu'à de timides actions, de crainte que « *trop de réfugiés, dans quelque pays que ce soit, déchaînerait l'antisémitisme local* ». Envoyer les réfugiés en Palestine semblait la réponse parfaite, et la presse juive étasunienne condamna les quotas britanniques en Palestine, tout en maintenant un silence convenu

17. Ibid

18. Abu-Diab, *Immigration to Israel*, p.6

19. Margaliot, *Problem of the Rescue of German Jewry*, p.253

quant aux restrictions étasuniennes en la matière, pourtant bien rigoureuses.

Ce fut l'*Anschluss* autrichien, au mois de mars 1938, qui finit par déchaîner la violence des nazis contre les Juifs. Deux membres démocrates du Congrès, Dickstein et Celler, de New York, proposèrent chacun des projets de loi visant à fluidifier les lois d'immigration étasuniennes, mais les deux projets furent rejetés sans débat au mois d'avril 1938, après que les agences de réfugiés juives, chrétiennes et non partisans aient décidé que l'aile droite risquait de profiter de l'occasion pour proposer des restrictions encore plus rigoureuses. Le mot courut parmi les hommes politiques : si l'on ouvre des débats, on pourrait se retrouver à devoir lutter contre la réforme²⁰. Un front du parti communiste, le *Jewish People's Committee*, se procura une copie de l'un des épîtres de Stephen Wise au nom des groupes de réfugiés juifs, en passant par Donald O'Toole, du bureau démocrate de Brooklyn. Les communistes publièrent le document dans un pamphlet, *Jews in Action*, dans le but de discréditer leurs rivaux sionistes pro-britanniques au moment du pacte Hitler-Staline. Cependant, il ne fait aucun doute que la lettre soit authentique, et cela donne une nette indication de l'état d'esprit du mouvement sioniste.

J'aimerais pouvoir penser qu'il soit possible que cette mesure soit adoptée sans répercussions sur la communauté juive dans ce pays. J'ai toutes raisons de penser, malheureusement, que toute tentative faite à ce moment de lever les lois d'immigration, pour humanitaire qu'en soit l'objectif, débouchera sur une importante aggravation de la vague de sentiments antisémites qui monte déjà dans le pays. . . Vous pourrez être intéressé d'apprendre qu'il y a quelques semaines, les représentants de toutes les principales organisations juives se sont réunis

20. David Wyman, *Paper Walls : America and the Refugee Crisis 1938-41*, pp.67-8

en conférence pour discuter la proposition du président, et d'autres propositions qui ont été faites pour lever la barrière d'immigration. Le consensus qui en est sorti a été que ce type de projet de loi, au moment présent, à la lumière du taux de chômage que connaît le pays, et à la lumière de la propagande inspirée dirigée contre le peuple juif, et se répandant dans tout le pays, causerait du tort aux objectifs que nous aimerions tous remplir. Pour cette raison, il a été décidé qu'aucune organisation juive n'allait pour l'instant soutenir un projet de loi qui viserait d'une manière ou d'une autre à modifier les lois d'immigration en place²¹.

Le mouvement sioniste étasunien aurait-il pu en faire plus pour obtenir le refuge des Juifs allemands ? La réponse est évidemment que oui. Les lois d'immigration avaient été adoptées en 1921-1924, au cours d'une vague de xénophobie, et étaient conçues pour exclure pratiquement tout le monde hors de la réserve des colons traditionnels étasuniens : les Britanniques, Irlandais et Allemands. Cela impliquait de fait un quota d'Allemands assez élevé, mais des réactionnaires au sein du département d'État et au sein du parti démocrate dénaturaient volontairement les lois pour créer des barrières à ce que les Juifs s'inscrivent pleinement dans les quotas. Si on avait mené une tentative résolue de mobiliser les foules juives, ainsi que la communauté libérale au sens large, il ne fait aucun doute que Roosevelt n'aurait pas pu résister à cette pression. Les Juifs et les libéraux étaient tout bonnement trop importants dans son parti pour qu'on leur refuse cela, s'ils avaient demandé sérieusement une juste mise en œuvre des régulations. Cependant, les sionistes ne lancèrent jamais aucune campagne nationale, et ne travaillèrent que sur des cas particuliers d'injustice ; aucune organisation sioniste ne fit jamais plus qu'appeler à des amendements

21. Jews in Action – *Five Years of the Jewish People's Committee* (non daté), p.7

minuscules des lois d'immigration. Seule la gauche, et notamment les trotskystes et les staliniens, demandèrent à ce que les portes fussent grandes ouvertes pour les Juifs.

Plusieurs raisons existaient pour expliquer la réponse des sionistes étasuniens au problème des réfugiés. Au début des années 1920, ils n'avaient jamais songé à organiser les Juifs dans un rassemblement comprenant les autres communautés ethniques qui subissaient une discrimination dans les restrictions proposées, afin de lutter contre les quotas. Ils savaient que tant que les États-Unis resteraient ouverts aux immigrants, les Juifs continueraient de tourner le dos à une Palestine frappée par la pauvreté. Au cours des années 1930, de nombreux sionistes étasuniens continuaient de voir un sanctuaire dans tout autre pays autre que la Palestine comme guère plus qu'un « *nachtsylum* » — au mieux un palliatif, au pire un danger, car ils estimaient que l'immigrant juif amenait systématiquement l'antisémitisme dans ses bagages, et craignaient pour eux-mêmes. L'antisémitisme était plutôt répandu aux États-Unis à l'époque, bien que, bien entendu, le mouvement sioniste n'essayât jamais d'organiser quelque sorte de défense contre les attaques physiques. Cependant, il faut souligner que l'antisémitisme étasunien ne fut jamais hors de contrôle, et que la communauté juive en soi n'y fut jamais en danger. Aucun Juif n'avait jamais été tué lors d'incidents antisémites, à une époque où le lynchage de Noirs n'était pas rare dans le Sud des États-Unis. En outre, la vaste majorité des sionistes, ainsi que des autres Juifs également, soutenait les réformes intérieures de Roosevelt et craignait que soulever les questions des réfugiés et de l'immigration pût porter du tort au parti démocrate. Aider certains Juifs allemands à s'établir en Palestine devint un substitut bien pratique à un réel effort de combat contre l'antisémitisme au sein de l'*establishment* capitaliste étasunien.

**« C'est l'existence du sionisme que nous
risquons »**

La Palestine pouvait-elle être la solution à la détresse des réfugiés ? Avec le rapport de la commission Peel au mois de juillet 1937, Londres avait sérieusement considéré la création d'un mini-État juif, mais même si les Britanniques avaient mené cela à bien, cela n'aurait pas résolu la situation désespérée, et l'OSM ne fit pas semblant de le croire. Weizmann témoigna devant la commission, y affirmant qu'il avait été scientifique ; il savait que la Palestine, avec son économie reculée, nous pouvait en aucune manière permettre de vivre l'ensemble des Juifs d'Europe centrale et d'Europe de l'Est. Il voulait deux millions de jeunes, et il affirma plus tard au Congrès sioniste, en 1937, lors de son témoignage face à la commission :

Les vieux mourront ; ils subiront leur destin, ou non. Ils étaient poussière, une poussière économique et morale, dans un monde cruel... Deux millions, et peut-être moins ; « Scheerith Hapleta » — seule une branche survivra. Ils devaient l'accepter. Ils doivent laisser le reste pour l'avenir — pour leurs jeunes. S'ils subissent et souffrent, ils trouveront la voie, « Beacharith Hajamin » [à la fin des temps]²².

Avec l'abandon des propositions Peel, le sionisme avait cessé de présenter la moindre pertinence aux yeux des Juifs d'Europe. Les Britanniques avaient fermé les vannes de l'immigration, dans l'objectif de calmer les Arabes, et seuls 61 302 Juifs s'étaient vus autorisés à pénétrer en Palestine entre 1936 et 1939 ; l'OSM n'avait autorisé que 17 421 Juifs d'Allemagne à immigrer. Mais même le terrible danger qui pesait sur les Juifs d'Europe centrale, pas plus que leur propre abandon par leur parrain impérial, ne pouvaient

22. Dr Weizmann's Political Address – 20th Zionist Congress, New Judaea (London, August 1937), p.215

ébranler la détermination des dirigeants de l'OSM ; en aucune circonstance, le sionisme ne devait être relégué au second plan, dans la recherche désormais frénétique d'abris pour les Juifs désespérés. Lorsqu'après la *Kristallnacht* les Britanniques, dans l'espoir de soulager la pression pour une immigration accrue en Palestine, proposèrent que des milliers d'enfants fussent admis directement en Grande-Bretagne, Ben Gourion s'opposa absolument au projet, affirmant lors d'une réunion des dirigeants sionistes en date du 7 décembre 1938 :

*S'il était porté à ma connaissance que l'on pouvait sauver tous les enfants en Allemagne et les amenant en Angleterre, ou bien seulement la moitié d'entre eux en les amenant à Eretz Yisrael, mon choix porterait pour la deuxième alternative. Car nous devons peser non seulement la vie de ces enfants, mais également l'histoire du peuple d'Israël*²³.

La politique britannique avait un cap bien défini ; il n'existait pas la moindre possibilité pour que Londres autorisât subitement une immigration de masse vers la Palestine, mais Ben Gourion persistait, refusant de considérer la possibilité d'autres refuges. Le 17 décembre 1938, il avertit la direction sioniste :

Si les Juifs se retrouvent à devoir choisir entre les réfugiés, en sauvant les Juifs des camps de concentration, et contribuer à un musée national en Palestine, la pitié remportera la main, et l'énergie du peuple tout entier sera canalisée à sauver les Juifs de divers pays. Le sionisme se verra exclu de l'agenda, non seulement dans l'opinion publique mondiale, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, mais partout dans l'opinion publique juive. Si nous permettons que soient séparés le problème des

23. Yoav Gelber, *Zionist Policy and the Fate of European Jewry (1939-42)*, Yad Vashem Studies, vol.XII, p.199

*réfugiés et le problème palestinien, c'est l'existence du sionisme que nous risquons*²⁴.

La réponse immédiate de Weizmann à la *Kristallnacht* fut de proposer un projet au secrétaire britannique aux colonies, pour que l'Irak laissât entrer 300 000 Juifs en échange de 20 ou 30 millions de livres sterling, ou mieux, qu'il prît 100 000 palestiniens « dont les terres deviendraient dès lors propriété d'immigrants juifs »²⁵. Pour utiliser ses propres termes quant aux célèbres négociations entre Herzl et von Plevhe en 1903 : « l'irréalité ne pourrait pas être plus complète » : que l'Irak laisse pénétrer 300 000 Juifs à la demande des sionistes et des Britanniques, ou récupérer des Palestiniens pour qu'ils puissent être déportés par les Juifs ! La Grande-Bretagne avait cautionné le sionisme avec la déclaration Balfour, pour répondre à ses objectifs impériaux ; ces intérêts avaient bougé, et le sionisme était impotent et absolument pas désireux de chercher des alternatives pour les masses juives, à l'heure de leur destruction.

Il est dans la nature des choses que les sionistes d'aujourd'hui accusent les Britanniques, et à travers eux les Arabes, du faible nombre de réfugiés admis en Palestine au cours des années 1930. Mais c'est une argumentation égocentrée ; si les sionistes ne s'intéressèrent jamais à faire de la Palestine un véritable refuge, pourquoi les Britanniques ou les Arabes auraient-ils dû se préoccuper d'établir un tel sanctuaire ? L'attitude palestinienne envers l'immigration juive dans leur pays est facile à comprendre. Bien que les Britanniques doivent être condamnés pour l'abandon des Juifs d'Europe, il n'appartient pas aux sionistes de le faire. Ils savaient parfaitement bien que les intérêts de l'Empire avaient toujours été sous-jacents au parrainage par Londres de leur mouvement. La gauche les avait avertis de manière répétée du fait que les intérêts

24. Ari Bober (ed.), *The Other Israel*, p.171

25. Martin Gilbert, *British Government Policy toward Jewish Refugees (November 1938-September 1939)*, Yad Vashem Studies, vol.XIII, p.130

des foules juives et de l'Empire britannique ne pourraient jamais être conciliés. L'OSM doit être tenue responsable de sa propre trahison de la communauté juive allemande : elle leur a tourné le dos du fait de ce qui a été décrit avec perfection comme son « vitrail de *Tiffany* pour Juifs scintillants²⁶. »

26. Ben Hecht, *Perfidy*, p.19

Chapitre 14

L'organisation sioniste mondiale et le fascisme italien — 1933-1937

En 1933, Mussolini était bien vu des conservateurs. On estimait qu'il était le seul à savoir se faire entendre de son fougueux disciple de Berlin, et les sionistes espéraient qu'il pourrait conseiller à Hitler que s'opposer indûment aux Juifs ne pourrait déboucher que sur des problèmes évitables. Ils pensaient également pouvoir compter sur Mussolini pour se rallier à Londres et à Paris afin de garantir que Vienne ne serait pas prise par les nazis.

[Nahum Sokolow](#), qui était alors président de l'OSM, rencontra Mussolini le 16 février 1933. Sokolow ne disposait pas d'une forte personnalité ; il n'avait été élu en 1931 que du fait de la démission de Weizmann, après que celui-ci eut perdu un vote de confiance sur sa politique d'arrangement avec les Britanniques, et il ne formula aucune demande à Mussolini. Cependant, Mussolini fit mention de sa « *sympathie cordiale* » pour les Juifs. Lorsque les nazis annoncèrent leur boycott anti-juif pour le 1^{er} avril, Mussolini envoya son

ambassadeur rencontrer Hitler le 31 mars, l'exhortant à revenir sur cette décision. Lors de cette rencontre, le Führer fit l'éloge du Duce, mais Adolf Hitler était le plus grand expert mondial quant aux Juifs, et n'avait pas besoin qu'on lui explique comment les traiter. Était-ce sa faute si les marxistes de premier-plan étaient des Juifs ? Et quels débordements avait-il commis contre les Juifs pour que son nom soit aussi calomnié à l'étranger, répondit-il. Non, ses admirateurs pourraient peut-être le remercier s'il annulait le boycott, mais ses nombreux ennemis le prendraient comme un aveu de faiblesse. Hitler demanda que, la prochaine fois que l'ambassadeur rencontrerait Mussolini :

Ajoutez ceci : Que je ne veux pas savoir si dans deux ou trois-cents ans mon nom sera vénéré en Allemagne pour ce que j'espère si ardemment être en mesure de réaliser pour mon peuple, mais en revanche, je suis bien sûr d'une chose : dans cinq ou six-cents ans, le nom d'Hitler sera glorifié partout comme nom de l'homme qui débarrassa le monde une bonne fois pour toutes du fléau du judaïsme¹.

Les Italiens, qui se préoccupaient des desseins que développait l'Allemagne quant à l'Autriche, étaient par conséquent en relativement bons termes avec les Britanniques, et fournirent à Londres un rapport sur l'interview d'Hitler, mais il n'existe aucune raison de penser que Mussolini fit passer ces mots inquiétants aux sionistes, et on ne dispose d'aucun élément laissant à penser que l'OSM eût jamais l'idée de demander aux Italiens de leur laisser connaître des informations de cette nature quant aux intentions d'Hitler. Les centres d'intérêt de l'OSM étaient le soutien qu'ils escomptaient de la part de Mussolini en Palestine, l'alliance avec les Britanniques quant à l'Autriche, et la pression au nom de la communauté juive

1. Daniel Carpi Weizmann's Political Activity in Italy from 1923 to 1934, Zionism (Tel Aviv, 1975), p.239

allemande dans le cadre des paramètres nazis. Il existait une ancienne tradition dans les communautés juives d'Europe de l'Est : le *shtadlin* (l'intermédiaire), le riche Juif qui allait voir [Haman](#) et lui versait des pots de vins pour enrayer la colère populaire. Mais Hitler n'était pas le roi ordinaire de la haine du Juif, ni même un [Petlioura](#), et la présence d'aucun Juif n'était acceptée à ses côtés. Bien que le sionisme dût combattre le *shtadlinim* traditionnel du fait des jeux de pouvoir au sein des communautés juives, et tirât grand parti de la timidité de ces gens, l'OSM considérait Mussolini comme leur intermédiaire auprès d'Hitler. Amener Mussolini à murmurer à l'oreille d'Hitler n'était que la plus basse forme de *shtadlinut*.

« *Ma troisième et dernière interview avec Mussolini* »

Quoique sa prophétie à l'ambassadeur de Mussolini fût impo-
sante, Hitler connaissait fort bien son propre état de faiblesse au
début de l'année 1933. L'opposition à intensifier la persécution des
Juifs, comme en témoignent l'intervention de Mussolini ainsi que
les appels de la bourgeoisie allemande, préoccupée du statut de
ses marchés d'exportation à destination des États-Unis, le contrai-
gnit à limiter le boycott à une simple journée d'avertissement à
destination des Juifs. Mais Mussolini prit cette précaution pour in-
diquer qu'une forme de *modus vivendi* était possible. Il avait essayé
d'aider les Juifs ; désormais, il devait en faire autant pour Hitler.
Il demanda à Angelo Sacerdoti, le grand rabbin de Rome, de le
mettre en contact avec les dirigeants de la communauté juive, sug-
gérant qu'on ne pourrait guère attendre d'Hitler qu'il ût fin à ses
activités sans qu'il disposât de garanties préalables de la part de la
communauté juive mondiale quant à un retrait de leurs manifesta-
tions contre lui. Weizmann avait déjà planifié de mener une visite
à Rome le 26 avril 1933, et le rabbin suggéra qu'il pourrait être

le contact logique ; ainsi la troisième rencontre entre Weizmann et Mussolini fut-elle promptement organisée.

Leur discussion est enveloppée d'obscurité. Nahum Goldmann, l'associé de longue date de Weizmann, a remarqué que la moindre contrariété « *désactivait purement et simplement sa mémoire*². » Le récit relaté par l'autobiographie de Weizmann, *Trial and Error*, est incohérent. Il mentionne « *Ma troisième et dernière interview avec Mussolini* », puis fait le récit de leur quatrième conférence³. Fut-il jamais possible d'oublier une rencontre tenue dans le célèbre bureau de Mussolini ? La réception du *Palazzo Venezia* était conçue pour être mémorable : une cloche ouvrit une fenêtre, et un préposé annonça d'une voix forte que le docteur Weizmann était arrivé pour voir *il Duce* ; une rangée de soldats l'accompagna à l'étage suivant, où il fut de nouveau annoncé ; et ceci fut répété quatre fois de suite. Après une attente dans un splendide salon Renaissance, Weizmann fut annoncé par un dernier valet de pied et pénétra dans la légendaire pièce. Elle était immense, mesurant au moins 40 à 50 pas ; tout au bout de ce hall presque vide se trouvait Mussolini, assis seul, avec pour seule lumière une lampe posée sur son petit bureau.

D'autres documents italiens et sionistes révèlent une partie du contenu de cette conversation. Mussolini proposa que les dirigeants de la communauté juive devraient déclarer qu'ils ne désiraient pas reculer quant à leurs manifestations ni négocier avec Hitler. Il avait sa propre notion antisémite de la communauté juive comme un corps collectif, et il fallut que Weizmann lui expliquât qu'il ne disposait d'aucun contrôle sur les non-sionistes ou les anti-sionistes, ni même sur son propre mouvement, qui l'avait forcé à démissionner de ses fonctions actives. Il organisait désormais l'immigration des Juifs allemands en Palestine et ne prendrait pas de nouvelle fonction ; plus tard, il déclara avoir affirmé à Mussolini qu'il ne né-

2. Nahum Goldmann, *Autobiography*, p.111

3. Chaim Weizmann, *Trial and Error*, p.372



FIGURE 14.1 – Le bureau de Mussolini au Palazzo Venezia

gociait pas avec les « *bêtes sauvages*⁴ ». Le rideau qui persiste sur cette rencontre nous empêche d'en savoir plus quant à ce dialogue, mais le 26 avril restait antérieur à l'accord de Sam Cohen avec les nazis au mois de mai ; même si Weizmann avait eu connaissance des discussions tenues par Cohen à Berlin, il n'aurait guère pu soulever ce projet encore vague. Mais le 17 juin, lorsqu'il écrivit à Mussolini pour solliciter une autre rencontre au mois de juillet, Arlosoroff était rentré chez lui après ses propres pourparlers avec les nazis quant aux termes du *Ha'avara* étendu, et il est raisonnable de penser que Weizmann voulut discuter la proposition de participation fasciste dans la banque de liquidation du secrétaire politique. Weizmann était désormais en position de prouver aux Italiens que l'OSM comptait trouver un accord avec Hitler, même si cette organisation n'était pas en mesure d'ordonner à toute la communauté juive de cesser les manifestations. Bien qu'il n'existe aucune preuve

4. Carpi, *Weizmann's Political Activity in Italy*, p.217

quant à l'idée que la conversation du mois d'avril déboucha sur une tentative par Weizmann d'obtenir la promesse de la part des dirigeants juifs mondiaux, le rabbin Sacerdoti s'employa à transmettre les exhortations de Mussolini. Le 10 juillet, il signala au Duce qu'il avait rencontré cinq dirigeants juifs, le grand rabbin de France, le président de l'*Alliance Israélite Universelle*⁵, Neville Laski, dirigeant du conseil des représentants des Juifs britanniques, ainsi que Norman Bentwitch et Victor Jacobson, de l'OSM. Ils avaient tous convenu de rappeler les manifestants, « *si Hitler rétablissait les [droits des] Juifs*⁶. »

« Je serai en mesure de mettre à votre disposition toute une équipe de chimistes »

Bien que Weizmann voulût le rencontrer plus rapidement, la quatrième entrevue avec Mussolini ne put être organisé que le 17 février 1934. Les archives de cette quatrième rencontre sont assez complètes, car il en a fait part à l'époque aux Britanniques, et parce que Victor Jacobson, de la direction sioniste, en a laissé un rapport, en sus des documents italiens. Mussolini demanda s'il avait essayé de s'arranger avec Hitler ; Weizmann qui, en passant par son ami Sam Cohen, venait de solliciter une invitation à Berlin pour discuter de la proposition de banque de liquidation, lui répondit, de nouveau, qu'il ne négociait pas avec les bêtes sauvages⁷. Ils changèrent de sujet et s'attelèrent directement au sujet de la Palestine ; Mussolini soutenait l'idée de Weizmann, favorable à une partition et à un mini-État sioniste indépendant, à la condition que celui-ci fût indépendant de la Grande-Bretagne. Mussolini lui affirma également qu'il aiderait les sionistes à établir leur nouveau projet d'école de marine marchande à Civitavecchia, quoiqu'il soit

5. En français dans le texte, NdT

6. Meir Michaelis, *Mussolini and the Jews*, p.64

7. Carpi, *Weizmann's Political Activity in Italy*, p.217

douteux que Weizmann disposât de la moindre information sur les révisionnistes.

Weizmann, en homme politique, savait qu'il fallait donner en plus de prendre. Son autobiographie, pas très fiable, relate que Mussolini « *parla librement d'une combinaison Rome-Paris-Londres qui, dit-il, était logique pour l'Italie. Il parla également de l'industrie chimique, et du besoin de l'Italie en produits pharmaceutiques, que nous pourrions produire en Palestine*⁸. »

Il écrivit ces mots en 1947; après la guerre, le président de l'OSM n'aurait pas facilement admis qu'il avait proposé de fabriquer une industrie pharmaceutique en Italie fasciste, mais les archives sont sans appel. Victor Jacobson, le représentant de l'OSM à la Société des Nations, avait accompagné Weizmann en Italie, et envoyé un rapport détaillé de l'interview à la direction sioniste. Weizmann déclara à Mussolini :

*Je serai en mesure de mettre à votre disposition une équipe complète de chimistes du plus haut niveau scientifique; des experts, des hommes loyaux et dignes de confiance, mus par un seul désir — aider l'Italie et affaiblir l'Allemagne. Si nécessaire, nous pourrions également trouver les capitaux nécessaires*⁹.

Les Italiens désignèrent Nicola Paravano pour discuter avec Weizmann le lendemain. Le marquis Theodoli, président de la commission du mandat de la Société des Nations, était présent, et ses mémoires indiquent que Weizmann et les fascistes parvinrent à un accord complet quant à ce projet. L'arrangement finit par ne déboucher sur rien, et Weizmann, dans son autobiographie, accuse les Britanniques :

Je répétais la substance de cette conversation à mes amis britanniques à Londres, mais elle resta sans conséquence. . . Je

8. Weizmann, *Trial and Error*, p.372

9. Carpi, *Weizmann's Political Activity in Italy*, p.220

*ne sais pas si détacher Rome de Berlin aurait empêché la guerre d'éclater, mais la différence en Méditerranée aurait été très importante, de nombreuses vies auraient pu être épargnées et l'agonie aurait pu être raccourcie de plusieurs mois*¹⁰.

Sans doute les Britanniques ne furent-ils pas intéressés par son idée ; en outre, il est fort peu probable qu'il ait pu lever les capitaux nécessaires à étayer son offre de collaboration économique directe avec le fascisme. Il avait toujours été spéculateur sur le plan diplomatique ; par la suite, il allait formuler une offre tout aussi fantastique, d'un emprunt juif de 50 millions de dollars consenti aux Turcs, si eux, également, s'allaient à Londres. Il travaillait selon un principe qui était que s'il parvenait à susciter un intérêt d'un côté d'une alliance, quelque chose pourrait se produire à l'autre bout. Il est incertain de savoir si un quelconque de ces stratagèmes diplomatiques d'avant-guerre, qui étaient systématiquement conçus pour correspondre aux intérêts de l'autre partie, mais façonnés avec soin pour faire du sionisme palestinien un pivot central de la défense méditerranéenne de la Grande-Bretagne, fut jamais accepté par ses partenaires de négociation.

La diplomatie secrète menée par Goldmann

La diplomatie sioniste continua de s'appuyer sur Mussolini pour s'épargner de futures catastrophes, et Nahum Goldmann fut le suivant à rendre visite au *Palazzo Venezia*, le 13 novembre 1934. Goldmann adorait la diplomatie secrète, et il décrivit ultérieurement de manière éclatante la rencontre dans son autobiographie. Il avait trois préoccupations : Hitler s'apprêtait à s'emparer de la Sarre, les Polonais s'apprêtaient à abroger les clauses concernant les droits des minorités imposées à leur constitution depuis Versailles ; et les

10. Weizmann, *Trial and Error*, p.372

Autrichiens commettaient des discriminations flagrantes contre les Juifs dans leurs services publics. Depuis qu'un Italien se trouvait être président de la commission à la Sarre de la Société des Nations, il n'eut aucune difficulté à persuader Mussolini d'accepter de contraindre les Allemands à laisser les Juifs quitter la Sarre avec toute leur richesse libellée en francs. Il le persuada également de convenir que, si les Polonais venaient le voir, chose qu'ils ne firent bien sûr pas, il répondrait « *non, non, non* »¹¹. La situation autrichienne était celle sur laquelle Mussolini avait le plus de contrôle, car le gouvernement social-chrétien dépendait de l'armée italienne, au niveau du col du Brenner, pour le protéger d'une invasion allemande. Goldmann affirma à Mussolini que les Juifs étasuniens proposaient des manifestations publiques, mais qu'il décourageait cette action pour l'instant. Mussolini répondit :

C'est chose très sage de votre part. Ces Juifs et Gentils étasuniens sont toujours prêts à faire des manifestations et des tollés, et à s'ingérer dans les affaires européennes, qu'ils ne comprennent pas du tout.

Goldmann poursuivit :

J'ai dit que bien que je sois d'accord que le moment ne fût pas venu pour mener des manifestations publiques contre le gouvernement autrichien, nous devons néanmoins demander qu'il change d'attitude envers les Juifs, et que nous comptions fortement sur lui.

Mussolini répondit :

« Herr Schuschnigg sera ici la semaine prochaine, assis sur le même siège où vous êtes à présent assis, et je lui dirai que je ne veux pas voir de problème juif créé en Autriche »¹².

À la fin 1934, Mussolini traversait une phase anti-nazie. Peut-être que l'OSM pourrait tenir lieu de pont entre lui et les Britan-

11. Goldmann, *Autobiography*, p.161

12. *Ibid.*, p.159

niques ; il ne parla plus de compromis germano-juif. Il affirma à Goldmann :

*Vous êtes bien plus fort que Herr Hitler. Lorsque toute trace d'Hitler aura été effacée, les Juifs seront toujours un grand peuple. Vous et nous... La chose centrale est que les Juifs ne doivent pas le craindre. Nous vivrons tous pour assister à sa fin. Mais vous devez créer un État juif. Je suis sioniste, et je l'ai dit au dr Weizmann. Vous devez disposer d'un vrai pays, mais ce foyer national ridicule que vous ont offerts les Britanniques. Je vous aiderai à créer un État juif*¹³.

Le dirigeant fasciste faisait du sioniste son dupe en tout point. Dès le mois de juin 1933, il avait abandonné tout espoir de convaincre Hitler de parvenir à un compromis avec les Juifs, et il déclara aux Allemands qu'ils devaient continuer, car tout recul serait dangereux : « *sans doute y eut-il beaucoup de maladresse et d'exagération au départ, mais il ne faut en aucun cas faire montre de faiblesse* ¹⁴. » Il était également partiellement responsable de la discrimination menée en Autriche, car il avait dit au premier ministre de lancer un « *soupçon d'antisémitisme* » dans sa politique, afin de tenir les sociaux-chrétiens éloignés des nazis ¹⁵. Et il ne laissa évidemment pas savoir à Goldmann qu'il venait de commencer à financer le Mufti. Mais Goldmann était la parfaite cible pour un intrigant comme Mussolini. En 1969, après avoir démissionné après douze années passées à la présidence de l'OSM, il allait écrire dans son autobiographie que :

les affaires étrangères manquent tellement d'élégance à un âge démocratique lorsque les gouvernements dépendent de l'humeur des peuples. Quelque chose d'in-

13. Ibid., p.160

14. Michaelis, *Mussolini and the Jews*, p.72

15. Ibid., p.67

*dubitatement juste réside dans la pratique de la diplomatie secrète, même si cela est difficile à mener de nos jours*¹⁶.

« La communauté juive se souvient avec gratitude de la loyauté du gouvernement fasciste »

Avec la guerre en Éthiopie, Mussolini essaya de s'appuyer sur ses contacts avec l'OSM. À l'automne 1935, la Société des Nations était sur le point d'imposer des sanctions et le ministère italien des affaires étrangères se hâta de missionner Dante Lattes, le représentant de la fédération sioniste italienne dans ses arrangements avec le régime, ainsi qu'Angelo Orvieto, une figure littéraire sioniste de premier plan, pour convaincre la bourgeoisie juive européenne de s'opposer à un embargo. Ils développèrent deux arguments : des sanctions pouvaient rapprocher Mussolini d'Hitler et, en outre, il était franchement favorable à un État juif immédiat, et en pratique il se montrait amical envers le mouvement sioniste. Ils rencontrèrent Weizmann ainsi que les dirigeants de la communauté juive anglaise, mais sans résultat. Les dirigeants juifs durent soutenir la Grande-Bretagne, ne fut-ce que du fait que l'Italie n'était pas alignée sur la Grande-Bretagne au Levant¹⁷.

Rome envoya un Juif fasciste non-sioniste, Corrado Tedeschi, un journaliste, en Palestine, pour qu'il prît contact avec l'aile droite élargie du sionisme. Sur cette même affaire, il ajouta que les sionistes allaient améliorer leur propre position vis-à-vis de la Grande-Bretagne en adoptant une position pro-italienne, pour forcer Londres à les acheter. Il ne trouva guère de soutien hors des cercles révision-

16. Goldman, *Autobiography*, p.105

17. Michaelis, *Mussolini and the Jews*, p.84; et Michael Ledeen, *The Evolution of Italian Fascist Anti-Semitism*, Jewish Social Studies (Winter 1976), p.13

nistes. Le 21 février 1936, [Ittamar Ben-Avi](#), le célèbre « *bébé sioniste* », le premier enfant depuis des siècles dont les tous premiers mots furent prononcés en hébreu, publia un article pro-guerre dans son quotidien sensationnaliste, *Doar Ha'Yom*¹⁸. Mais du point de vue pratique de l'Italie, la coopération impatiente de Ben-Avi ne signifiait rien. Son journal avait été un organe révisionniste, puis il s'était éloigné d'eux, et désormais il n'avait plus d'affiliation personnelle. D'autres personnalités de droite écoutèrent l'appel de Tedeschi, mais la campagne éthiopienne constituait si clairement un signe du conflit mondial à venir, dans lequel les deux régimes fascistes semblaient devoir s'allier de manière certaine, qu'il n'y avait aucune chance pour que la droite non-révisionniste soutînt la position italienne.

Hitler considéra toujours Mussolini d'une manière plus réaliste que toute branche du mouvement sioniste. Ils avaient tous cru que la question autrichienne allait séparer les deux dictateurs, mais Hitler comprenait que leur haine commune du marxisme allait finir par les rapprocher. La conquête éthiopienne lui donna une chance de montrer qu'il allait soutenir son camarade autoritaire, mais ce fut la guerre civile espagnole qui finit par convaincre Mussolini qu'il devait s'allier à Hitler ; la prise de contrôle par les travailleurs de Madrid et de Barcelone, à l'heure de la montée militaire, fut le prélude à une victoire majeure de la gauche, à moins d'une assistance étrangère massive aux armées de Franco. Mussolini commençait à comprendre qu'il ne pourrait se permettre ni de laisser Hitler perdre la prochaine guerre, ni la gagner sans son assistance. Le sionisme ne pouvait dès lors plus servir à rien aux yeux du fascisme. Si l'Italie s'alignait avec l'Allemagne, les Juifs deviendraient les ennemis de Mussolini, qu'importe ce qu'il pourrait dire ou faire quant à un État juif. Néanmoins, les sionistes s'employèrent à rétablir de bonnes relations. Au mois de mars 1937, le bureau de Genève de Goldman décida encore publiquement de :

18. Michaelis, *Mussolini and the Jews*, pp.86-7

*souligner que la communauté juive mondiale dans son ensemble, ou au travers de ses diverses organisations, ne s'est jamais opposée au gouvernement italien. Au contraire, la communauté juive se souvient avec gratitude de la loyauté du gouvernement fasciste*¹⁹.

Goldmann se rendit à Rome pour une dernière discussion avec le comte Ciano, gendre et ministre des affaires étrangères du Duce, le 4 mai 1937. Ciano l'assura que l'Italie n'était ni antisémite, ni antisioniste, et proposa que Weizmann mène une nouvelle visite²⁰. Mais la comédie était terminée, et Weizmann ne se fatigua jamais à revenir.

« *Alors ? Est-ce bon pour les Juifs ?* »

Aucun élément sioniste, de droite ou de gauche, ne comprit le phénomène fasciste. Dès le départ, ils restèrent indifférents à la lutte du peuple italien, Juifs progressistes y compris, contre les conséquences au sens large des chemises noires et du fascisme sur la démocratie européenne. Les sionistes d'Italie ne résistèrent jamais au fascisme ; ils finirent par en faire les louanges et établirent des négociations diplomatiques en son nom. Le gros des révisionnistes, et quelques autres de droite devinrent des adhérents enthousiastes au fascisme. Les dirigeants sionistes relevant de la bourgeoisie modérée — Weizmann, Sokolow et Goldmann — n'avaient aucun intérêt pour le fascisme en tant que tel. Comme séparatistes juifs, ils ne posaient qu'une seule question, classiquement cynique : « *Alors ? Est-ce bon pour les Juifs ?* », qui implique que quelque chose peut être mauvais pour le monde en général et bon pour les Juifs. Leur seule préoccupation était que Rome pût se positionner comme amie ou ennemie à la Société des Nations, et Mussolini put devenir leur

19. Leon Harris, *Mussolini in Hitler's Footsteps*, Jewish Life (septembre 1938), p.17

20. Michaelis, *Mussolini and the Jews*, p.136

ami et parrain. Au vu de son importance dans leur univers avant le triomphe nazi, il ne fut guère surprenant qu'ils finirent par continuer de le courtiser aveuglément après 1933.

Chapitre 15

L'Autriche et les « *amis gentiles du sionisme* »

La première guerre mondiale détruisit quatre empires et créa une chaîne de nouveaux États en Europe centrale. Parmi ceux-ci, celui qui avait le moins de justification était l'Autriche. Sa population était pratiquement entièrement allemande et, en 1919, le parlement autrichien, avec une seule voix contre, vota pour l'union avec l'Allemagne ; mais les Alliés refusèrent d'approuver la fusion, et la coalition dominée par les sociaux-démocrates continua d'administrer le pays, à contrecœur. À l'été 1920, les sociaux-chrétiens antisémites prirent le contrôle du gouvernement national, même si la gauche parvint à garder la main sur l'administration de la ville de Vienne.

Trois courants idéologiques étaient en compétition dans la république tronquée. Le parti communiste y était l'un des plus faibles d'Europe, et les sociaux-démocrates avaient leurs ennemis à droite avec les sociaux-chrétiens catholiques — le parti de la paysannerie et de la basse classe moyenne urbaine — et les nationalistes allemands antisémites, dont la base résidait parmi les travailleurs

à col blanc et les corporations. Bien que les deux groupes bourgeois fussent hostiles à la démocratie, la force considérable des socialistes à Vienne, et la dépendance financière de l'Autriche envers la Grande-Bretagne et la France, laissaient présager d'un coup d'État. Mais les sociaux-démocrates ainsi que les sociaux-chrétiens prenaient soin de maintenir leurs milices de partis à un niveau substantiel.

« *Ce grand patriote et dirigeant de ce pays* »

Le premier dirigeant d'envergure issu des rangs sociaux-démocrates, [Victor Adler](#), était juif; ainsi que son principal théoricien, [Otto Bauer](#), et presque la moitié de la direction du parti était constituée de Juifs. De manière inévitable, le mouvement considéra toujours les menaces envers les Juifs comme un danger mortel pour sa propre subsistance, et agit en fonction de cela. Les rangs des travailleurs étaient extrêmement loyaux envers leurs camarades juifs et n'avaient pas la moindre hésitation à combattre physiquement les antisémites, comme Hitler le signale lui-même dans *Mein Kampf*, où il relate des expériences provenant de son premier travail, sur un chantier de construction dans la Vienne d'avant-guerre :

Ces hommes rejetaient tout : la nation comme invention des classes « capitalistiques » (comme j'ai souvent été contraint d'entendre ce simple mot!); la patrie comme instrument de la bourgeoisie pour l'exploitation de la classe laborieuse ; l'autorité de la loi comme moyen d'opprimer le prolétariat... Il n'y eut absolument rien qui ne fut pas traîné dans la boue... J'ai essayé de me tenir coi. Mais à force... J'ai commencé à prendre position... un jour, ils ont fait usage de l'arme qui s'empare le plus de la raison... Quelques-uns des porte-parole de la partie opposée me contraignirent à quitter le bâ-

*minent immédiatement sous peine d'être jeté de l'échafaudage*¹.

Dès le début, les travailleurs sociaux-démocrates combattirent les nazis lorsque les premiers signes du nouveau parti apparurent à Vienne en 1923. Des bandes de voyous portant le drapeau de la swastika avaient commencé à battre les Juifs, et une fois, ils tuèrent un travailleur ; cela mit les sociaux-démocrates sur le pied de guerre par milliers. Un rédacteur pour l'*American Menorah Journal*, l'un des principaux journaux juifs de l'époque, décrit le résultat :

*Aucune réunion de pogrom ne peut désormais se tenir sans être perturbée. Les travailleurs, sociaux-démocrates et communistes, organisés, font fréquemment irruption dans les rassemblements d'antisémites, non par amitié pour les Juifs, mais parce qu'ils croient que c'est la vie de la république qui est en jeu*²,

L'écrasante majorité des Juifs autrichiens s'identifiant aux sociaux-démocrates. Parmi les quelques-uns pour qui ce n'était pas le cas figuraient les sionistes du *Jüdischenationale Partei (JnP)*. Mais les Juifs ne constituaient que 2.8 % de la population autrichienne dans son ensemble, et pas plus de 10 % des électeurs à Vienne, et le petit JnP ne réussit qu'une seule fois à faire élire un de ses candidats au parlement autrichien. Ce fut lui, Robert Stricker, qui rassembla le seul vote opposé à l'unité avec l'Allemagne en 1919, une action qui lui assura la défaite en 1920. Trois autres sionistes furent élus au conseil municipal de Vienne au début des années 1920 ; en 1920, les sionistes remportèrent 21 % des suffrages juifs de Vienne, et en 1923, leur pourcentage était même monté jusque 26 %, mais après cela, le vote sioniste s'effondra totalement, et en 1930 il ne remporta qu'un maigre 0.2 % des suffrages totaux³. Bien que le rôle

1. Adolf Hitler, *Mein Kampf*, p. 40

2. Eugen Hoeflich, *Morale in Austria*, Menorah Journal (août 1923)

3. Walter Simon, *The Jewish vote in Austria*, Leo Baeck Institute Year Book, vol.XVI (1961), p.114

du JnP dans la politique autrichienne fût insignifiant, sa brève carrière illustre l'insularité et le caractère petit-bourgeois du sionisme européen. La plupart des soutiens du JnP ne pensèrent jamais à émigrer en personne vers la Palestine. Nombre de Juifs de Vienne venaient d'arriver récemment de Gallice. Le sionisme du JnP représentait le dernier vestige de leur mentalité de ghetto. Ce n'était pas une manifestation opposée aux antisémites ; ceux qui se battaient pour cette cause-là étaient dehors, dans les rues, aux côtés de la milice social-démocrate. Le sionisme autrichien était une manifestation petit-bourgeoise contre le socialisme, et les sociaux-chrétiens furent toujours ravis de voir que le JnP soustrayait des voix à leurs adversaires radicaux. De leur côté, les sionistes ne voyaient pas les sociaux-chrétiens comme des ennemis. Sokolow était à Durban, en Afrique du Sud, en 1934, lorsqu'il apprit le meurtre du premier ministre autrichien, [Engelbert Dollfuss](#), au cours du putsch nazi du 25 juillet ; il demanda à son auditoire du *Jewish club* de se lever à la mémoire

[de] ce grand patriote et grand dirigeant de ce pays, qui j'ai très bien connu et rencontré si souvent. . . c'était l'un des amis de notre cause. Il était de ceux qui établirent, avec mon assistance, l'organisation des amis Gentiles du sionisme dans la capitale autrichienne⁴.

Le groupe des *Amis Gentils* avait été constitué en 1927. En 1929, [Fritz Lohner Beda](#), l'ancien président du club athlétique sioniste *Hakoah*, avertit les Juifs qu'ils seraient punis de leur soutien aux sociaux-démocrates une fois que les réactionnaires en auraient eu fini avec les socialistes. Il poursuivit avec une promesse que les Juifs soutiendraient la milite fasciste [Heimwehr](#), si la droite pouvait seulement laisser de côté son antisémitisme. Il affirma que les socialistes, en tant qu'athées, anti-nationalistes et anti-capitalistes, étaient en réalité les pires ennemis des Juifs⁵,

4. Sokolow Honours Memory of Dollfuss, *PalestinePost* (13 août 1934) p.4

5. Herbert Solow, *Unrest in Austria*, *Menorah Journal* (février 1930)

**« Nous condamnons la dissémination
d'histoires d'atrocités commises en Autriche
répandues à l'étranger »**

Alors que les sociaux-chrétiens craignaient le nazisme, vu comme une menace à leur propre pouvoir, le succès d'Hitler convainquit Dollfuss que la dictature était en vogue, du moins en Europe centrale, et il tint finalement compte des conseils répétés de Mussolini, et provoqua les sociaux-démocrates en février 1934, pour les écraser au cours d'une bataille de trois jours. Plus de mille travailleurs furent assassinés lorsque le *Heimwehr* bombardra le célèbre *Karl-Marx-Hof*. La réponse des sionistes au massacre fut des plus claires. Robert Stricker, au cours d'un débat sur les événements précédant une réunion du parti, dénonça les rapports qui circulaient à l'étranger quant à la persécution des Juifs. Il insista sur l'idée qu'ils étaient faux, affirmant qu'au cours de ces jours funestes, l'Autriche avait manifesté un haut degré de culture, rarement constaté par ailleurs⁶. En réalité, le régime Dollfuss s'embarquait dans une politique de discrimination sévère contre les Juifs, en particulier en matière d'emploi public, et de nombreux travailleurs furent congédiés. Cependant, l'antagonisme sioniste contre les Juifs assimilationnistes socialistes fit d'eux les apologistes, sur les plans local et international, des sociaux-chrétiens. En 1935, le gouvernement annonça des projets visant à appliquer une ségrégation aux étudiants juifs en cas de « *surpopulation* ». Alors que les dirigeants juifs assimilationnistes s'opposaient évidemment à ce dessein, considéré comme une première étape pour une ségrégation scolaire totale, Stricker accueillit favorablement les nouvelles écoles-ghettos⁷. La même année, lorsque le ministre autrichien des affaires étrangères s'éleva contre les « *histoires d'atrocités* » qui paraissaient dans la presse mondiale, *Der Stimme*, le journal de la fédération sioniste

6. Austria – the Key to Jewish Politics, South African Ivri (mars 1934), p.1

7. Austria, American Jewish Year Book (1935-6), p.189

autrichienne, s'empressa d'expliquer qu' :

*Il est impossible de nos jours de sceller hermétiquement un pays, et de dissimuler les événements, y compris les agitations anti-juives. Nous condamnons la dissémination de récits d'atrocités commises en Autriche, répandues à l'étranger. Ces récits n'ont cependant jamais été écrits par des journaux juifs, mais par des journaux autrichiens, qui sont lus à l'étranger.*⁸



FIGURE 15.1 – Engelbert Dollfuss

Les sociaux-chrétiens savaient qu'ils ne faisaient pas le poids face à Hitler sans une garantie de l'étranger. Tout en essayant de

8. Vienna Papers take Issue on Press Threats, Jewish Daily Bulletin (11 janvier 1935), p.1

s'attirer une protection militaire de la part de Mussolini, ils sollicitèrent également des emprunts à des banques londoniennes et parisiennes, et durent persuader de potentiels soutiens étrangers qu'ils n'étaient pas une imitation des nazis. Au mois de mai 1934, Dollfuss nomma [Desider Friedmann](#), un sioniste d'expérience, et dirigeant de l'organisation de la communauté viennoise juive, au Conseil d'État. D'autres gestes similaires furent pratiqués par le régime en faveur du sionisme. On autorisa les révisionnistes à utiliser un terrain, qui leur fut donné par un riche membre d'un centre d'entraînement. Un auteur révisionniste se souvint plus tard de la scène, qui vit ce terrain, situé à la campagne, prendre « *l'apparence d'un camp d'entraînement militaire* » et, au mois de septembre 1935, le gouvernement autorisa les révisionnistes à tenir le Congrès fondateur de la NZO à Vienne⁹.

Pour des raisons de politique étrangère, le régime nia constamment ses discriminations à l'encontre des Juifs, tout en avançant des prétextes absurdes, comme la supposée surpopulation des campus, pour justifier son antisémitisme. Les Juifs furent même habilités légalement à rallier le [front patriotique](#) qui avait remplacé tous les partis politiques, y compris, techniquement, les sociaux-chrétiens, à partir de 1934. Cependant, une fois que Mussolini ait prit sa décision de s'allier avec Hitler, et qu'il fut clair qu'il n'était plus prêt à protéger l'Autriche, le régime dut désespérément lutter pour ne pas se faire submerger par les nazis. Au mois de janvier 1938, les Autrichiens essayèrent de démontrer à Hitler que, bien qu'ils fussent déterminés à rester indépendants, ils continuaient néanmoins de constituer un État « *germain-chrétien* », et ils établirent une section à part pour les jeunes juives dans le *front patriotique*. L'*Encyclopedia Judaica* fait mention laconiquement que « *les sionistes acceptèrent de leur plein gré, mais cela provoqua la colère de*

9. Otto Seidman, *Saga of Aliyah Beth, Tagar* (Shanghai, 1^{er} janvier 1947), p. 7

*ceux qui étaient favorables à l'assimilation*¹⁰ ». Cependant, bien qu'il devînt ainsi de plus en plus antisémite dans ses tentatives de tenir les nazis allemands hors de champ, le régime n'eut aucune hésitation à utiliser les sionistes pour s'attirer un soutien financier depuis l'étranger. Desider Friedmann fut rapidement envoyé à l'étranger début 1938, dans les dernières semaines précédant l'*Anschluss*¹¹. Le successeur de Dollfuss, Kurt von Schuschnigg, tenta un dernier stratagème, en annonçant le 9 mars un plébiscite sur l'indépendance pour les 13 mars, et l'organisation de la communauté juive, dominée par les sionistes, se hâta d'établir une liste de tous les Juifs de Vienne afin de contribuer à un fonds visant à financer la campagne de Schuschnigg. Hitler prit une mesure autrement plus réaliste envers Herr Schuschnigg, et lui ordonna simplement de démissionner, ce qu'il fit le 11 mars, et l'armée allemande pénétra en Autriche le 12 mars.

La folie du recours sioniste aux sociaux-chrétiens

Le soutien des sionistes pour la droite autrichienne fut-il jamais justifié ? On pourrait arguer que les sociaux-chrétiens constituaient la seule barrière entre les Juifs et une prise de pouvoir par les nazis, mais l'alliance avec eux avait débuté au cours des années 1920, alors qu'Hitler n'était pas encore une menace. L'établissement des *Amis Gentiles* ne peut se défendre par des explications anti-nazies. En réalité, ni la droite autrichienne, ni Dollfuss, ni Schuschnigg, ne furent jamais des obstacles à une prise de pouvoir allemande, mais furent une garantie d'une finale victoire nazie. Joseph Buttinger, qui fut au cours des années 1930 dirigeant souterrain social-démocrate, décrivit la réalité dans son ouvrage, *In the Twilight of Socialism*. Il y avait une majorité anti-nazie en Autriche, mais Schuschnigg était « incapable d'utiliser l'opportunité politique inhérente

10. Austria, *Encyclopedia Judaica*, vol.3, col.898

11. Desider Friedmann, *Encyclopedia Judaica*, vol.7, col.191

à cette circonstance. » Il lui fallait empêcher toute « *mobilisation de masse contre le fascisme brun, car un vrai combat pour la liberté aurait inévitablement provoqué sa chute* ». C'était cette mobilisation de masse qui importait, dit Buttinger, écrivant à l'époque « *pour autant que l'Autriche ait un poids à peser, car en analyse finale, le destin de l'Autriche sera décidé par les forces internationales.* » Hitler allait attaquer l'Autriche à un moment favorable, qu'il attendait avec délectation, disposant de la part du régime Schuschnigg d'une « *forme de garantie contre l'organisation de la défense en attendant*¹². »

La communauté juive autrichienne n'avait qu'un seul espoir : une alliance résolue, localement et internationalement, avec les sociaux-démocrates. Contrairement aux socialistes allemands discrédités, les sociaux-démocrates autrichiens restèrent largement intacts après leur résistance héroïque, quoique mal organisé, en 1934. Le régime de Dollfuss, était le plus faible des États fascistes, et même après le massacre des socialistes du 12 février, le nouveau gouvernement prolongé, pas tant par sa propre puissance policière que par la présence impressionnante des armées italienne et hongroise aux frontières, prêtes à se battre pour Dollfuss, et par la certitude égale que l'armée allemande aurait intervenu plutôt que laisser les sociaux-démocrates parvenir au pouvoir. Clairement, ni la difficile situation internationale, ni la force du régime autrichien ne doivent être minimisés, mais on assistait à des manifestations socialistes géantes en Europe et aux États-Unis au sujet de l'Autriche. Cependant, au lieu de chercher du secours auprès des socialistes, en Autriche et à l'étranger, les sionistes locaux se tournèrent vers le régime, qui devait finir par se rendre à Hitler sans tirer un coup de feu. Nahum Goldmann, le représentant de l'OSM, découragea consciemment les Juifs étrangers de manifester au sujet de l'antisémitisme autrichien, préférant s'appuyer en coulisse sur les chuchotements de Benito Mussolini.

12. Joseph Buttinger, *In the Twilight of Socialism*, p.427

Chapitre 16

Les partis juifs d'Europe de l'Est

La Tchécoslovaquie — 2.4 % d'un Empire

Avec la chute des trois empires colossaux d'Europe de l'Est, à l'éveil de la première guerre mondiale, un nouvel arrangement du pouvoir émergea, sous la domination de l'impérialisme français et britannique. Leur objectif principal était d'isoler l'Allemagne et l'Union soviétique, et leur détermination à circonscrire les Allemands amena les Alliés à encourager les Litvaniens, les Polonais et les Tchèques à s'approprier des morceaux de territoires ethniques allemands. La Hongrie et la Bulgarie, en tant qu'alliées des Allemands, subirent également des pertes territoriales. Le résultat était la création d'un groupe d'États maudits par d'intenses clivages nationaux. L'antisémitisme était inévitable dans ce tourbillon de haine communautaire.

Le sionisme réussit à générer assez de force au sein des communautés juives d'Europe de l'Est pour envoyer des représentants aux parlements de Lettonie, de Lituanie, de Pologne, de Tchéco-

slovaquie, de Roumanie et d'Autriche; même en Yougoslavie, où la population juive totale restait inférieure à 70 000 personnes, des tentatives furent menées de présenter des listes juives aux élections du conseil municipal de Zagreb. Cependant, le sionisme — en tant qu'idéologie séparatiste du groupe ethnique le plus faible de la région — ne parvint jamais à réagir à la crise de nationalisme d'Europe de l'Est.

Dans les années 1930, la Tchécoslovaquie avait la bonne réputation d'une oasis démocratique au milieu des dictatures de la région, mais ce n'était guère mieux qu'une version tchèque de l'Empire Habsbourg. La bourgeoisie tchèque dominait les Slovaques, et avait brutalement incorporé des territoires allemands, hongrois, polonais et ukrainiens dans son mini-empire. Les dirigeants tchèques étaient également à leur manière unique antisémites; les Juifs étaient considérés comme des agents culturels allemands et magyars, et les premiers jours de la république tchèque avaient été le théâtre d'émeutes antisémites¹. L'armée était dominée par d'anciens légionnaires tchèques qui avaient déserté les Habsbourg en faveur des Russes durant la première guerre mondiale, et ils s'étaient battus aux côtés des gardes blancs lorsque ceux-ci avaient frayé leur chemin hors de Russie; les généraux étaient des antisémites avoués. Les jeunes *hasidiques* de l'Ukraine des Carpates, où les Juifs représentaient 15 % de la population, étaient systématiquement victimes des mauvais coups fomentés par leurs officiers, et tout Juif de Slovaquie était supposé avoir un caractère magyar. Il était impensable qu'un Juif pût devenir haut-gradé. Nul n'avait aucun droit dans l'armée tchécoslovaque, hormis les Tchèques et les Slovaques qui acceptaient la domination tchèque².

La bourgeoisie tchèque ne voulait pas que les Juifs se mélan-

1. Aharon Rabinowicz, *The Jewish Minority in The Jews of Czechoslovakia*, vol.I, p.247; et Gustav Fleischmann, *The Religious Congregation, 1918-1938* dans *The Jews of Czechoslovakia*, p.273

2. Yeshayahu Jelinek, *The Svoboda Army Legend : Concealed Realities, Soviet Jewish Affairs* (mai 1980), pp.76-7

geassent avec les Allemands ou les Magyars, mais les sociaux-démocrates tchèques étaient les seuls à encourager les Juifs à pénétrer la communauté tchèque³. La formule bourgeoise était le soutien d'une « *communauté juive nationale* », et les Juifs pouvaient se faire recenser comme *de nationalité juive*. On comptait 356 820 Juifs dans le pays en 1930 — 2.4 % de la population totale ; parmi eux, 58 % se recensèrent comme Juifs, 24.5 % comme Tchèques, 12.8 % comme Allemands, et 4.7 % comme Magyars.

Les sionistes tchécoslovaques opéraient en politique locale au travers du Parti juif, le *Zidovska Strana*. À partir de 1919, ils parvinrent à établir des membres dans les conseils municipaux de Prague et d'autres villes de taille moyenne ou grande, mais il resta toujours impossible d'élire quiconque au parlement national sur la base du vote juif. Au cours des élections de 1920, un « *Parti juif unifié* » n'obtint que 78 714 voix, et lors des élections de 1925, le « *Parti juif* », à lui seul, rassembla 98 845 voix. En 1928, même les plus engagés des séparatistes juifs comprirent qu'il leur fallait s'allier à des non-Juifs s'ils voulaient entrer au parlement, et ils trouvèrent des partenaires convenables au sein du parti de la Classe moyenne polonaise, et parmi les sociaux-démocrates polonais de la région de Cieszyn. En 1929, leur effort conjoint remporta 104 539 voix, assez pour envoyer deux sionistes et deux Polonais au parlement. Mais l'alliance n'avait tenu que pour l'élection : les sionistes maintinrent leur loyauté au gouvernement tchèque, alors que les Polonais s'orientèrent vers la Pologne. Au parlement les sionistes se trouvèrent confrontés à un autre problème, car les droits à la parole dans les débats étaient conditionnés par les poids remportés aux élections. Ils se trouvèrent donc contraints de trouver refuge dans la faction sociale-démocrate tchèque comme « *invités* ». Les sociaux-démocrates comptaient déjà des Juifs dans leur parti, de bons Tchèques, et ils n'acceptèrent les deux sionistes que pour

3. J.W. Brugel, *Jews in Political Life, The Jews in Czechoslovakia*, vol.II, p.244

obtenir deux voix de plus en faveur du gouvernement qu'ils soutenaient. Les intérêts extrêmement étroits défendus par le Parti juif : opposition aux lois de fermeture du dimanche, et tentatives d'amener le gouvernement à financer les écoles en langue hébraïque dans l'Ukraine des Carpates, ne perturba en rien la domination tchèque sur l'État. Les sionistes espèrent toujours des Tchèques que ceux-ci réalisent leurs ambitions, et ne se virent jamais comme alliés aux groupes ethniques subalternes, pas même les Polonais avec lesquels ils avaient monté un pacte électoral. Malgré tout leur nationalisme juif, ils ne furent guère que des auxiliaires à la suprématie tchèque. Dans leur propre lutte contre l'assimilation linguistique, ils en étaient venus à considérer la lutte pour les droits des autres nationalités comme une forme d'assimilationnisme radical. Leur premier objectif était le soutien du gouvernement central pour leur système éducatif embryonnaire, et pour l'obtenir, ils restèrent loyaux envers l'État tchécoslovaque, à [Thomas Masaryk](#) et à [Edouard Bénès](#).

Après la reddition des Sudètes en 1938, et la chute concomitante du gouvernement Bénès, le parrainage de l'État croupion tchèque envers la communauté juive « nationale » partit en fumée. Les nouveaux dirigeants tchèques, de fait la branche la plus à droite du gouvernement précédent, étaient déterminés à s'adapter à la nouvelle réalité constituée par la domination nazie sur l'Europe centrale, et ils savaient qu'Hitler ne négocierait jamais avec eux si les Juifs pouvaient se déplacer librement dans leur nouvelle « *Tchéco-Slovaquie* ». Le nouveau premier ministre, [Rudolf Beran](#), dirigeant du Parti agraire, qui avait été le parti dominant du cabinet sous la république de Bénès, informa le parlement, après la conférence de Munich, que l'antisémitisme relèverait désormais de la politique officielle de son gouvernement. Il fallait « *limiter les tâches des Juifs dans la vie des nations qui sont les piliers de l'idée d'État.* » Sa déclaration fut acceptée, à l'exception d'un seul vote dissident. Un homme de droite tchèque se leva en défense des Juifs, mais le député du Parti juif, qui n'avait jamais pris la parole pour

défendre les opprimés sous Bénès, n'ouvrit encore pas la bouche pour défendre les siens⁴.

En Roumanie — « *Les youpins en Palestine !* »

La Roumanie d'avant 1914 était tout à fait antisémite. La plupart de ses Juifs y étaient venus comme réfugiés en provenance de Russie, et le gouvernement roumain leur refusait purement et simplement, ainsi qu'à leurs descendants, le droit de devenir citoyens roumains. Le fait que la Roumanie se rangea du côté des Alliés durant la première guerre mondiale lui apporta de nouveaux territoires à Versailles, et avec eux des milliers de Juifs supplémentaires. À présent, les Juifs avaient droit à la citoyenneté roumaine, car les puissances de Versailles insistaient pour que Bucarest accordât un minimum de droits à ses millions de sujets non-roumains. La discrimination contre les Juifs se poursuivit bien entendu, et les autres non-roumains commencèrent à la subir également, mais l'hostilité ethnique ne constituait guère qu'un des nombreux problèmes du pays. Outre le problème économique fondamental, le gouvernement était notoirement corrompu : « *La Roumanie n'est pas un pays, c'est une profession* », devint à cette époque un adage yiddish répandu.

Au cours des années 1920 et au début des années 1930, le statut des Juifs connut quelque amélioration. Ils constituaient 5.46 % de la population, et les hommes politiques se mirent à courtiser leurs voix ; le roi, [Carol II](#), prit même une maîtresse juive, la célèbre [Magda Lupescu](#). Tous les éléments progressistes considéraient l'antisémitisme comme une part intégrante du retard général que le pays devait surmonter. Bien que les sociaux-démocrates se montrassent extrêmement timides, le parti de la paysannerie nationale (NPP - *National Peasant Party*) et le parti radical paysan se mon-

4. Solomon Goldelman, *The Jews in the new Czecho-Slovakia*, Contemporary Jewish Record (janvier 1939), p.13

traient les plus vigoureux dans l'opposition à l'antisémitisme. Ils voulaient une réforme territoriale, et plus de démocratie, et comprenaient que ceux qui refuseraient d'accorder leurs droits aux Juifs étaient les mêmes qui s'opposaient à la démocratie d'une manière générale.



FIGURE 16.1 – Carol II et Magda Lupescu

On trouvait des Juifs pour soutenir tous les partis, sauf les antisémites extrémistes. Nombre de locuteurs roumains prospères votaient même pour les partis antisémites les plus modérés, pourvu qu'ils fissent agir la police contre les voyous. D'autres Juifs, en Transylvanie, étaient des nationalistes hongrois passionnés. Une minorité votait pour les sociaux-démocrates ou soutenait les communistes désignés comme hors la loi. Les sionistes, dont les bases reposaient sur des locuteurs d'autres langues que le roumain, éta-

blirent lentement un Parti juif qui, après quelque expérience dans les élections locales, se présenta aux élections parlementaires nationales de 1931. Ils firent un bon score, à les en croire, en s'attirant 64 175 voix — plus de 50 % du vote juif, et quatre sièges au parlement, bien que ce résultat ne représentât que 2.19 % des voix au total. Lors des élections de juillet 1932, ils améliorèrent légèrement leur score, avec 67 582 voix, soit 2.48 %, et ils conservèrent leurs quatre sièges.

Les dirigeants du Parti juif provenaient de la classe moyenne des villes de tailles moyenne. Ils appréciaient que le NPP s'opposât à l'antisémitisme, et s'allièrent vaguement avec les paysans au parlement, mais ils n'étaient à tout le mieux que des soutiens tièdes de la cause paysanne. Leur base au sein de la classe moyenne se considérait comme menacée économiquement par le mouvement des coopératives qui suivait systématiquement tout réveil paysan. Au lieu de faire face au vrai défi politique qui se présentait à la Roumanie durant la période d'avant-guerre, les dirigeants sionistes s'occupèrent d'activités communautaires juives, sans comprendre qu'ils ne faisaient qu'affaiblir la position juive en restant à l'écart de la lutte pour des changements démocratiques.

Les antisémites extrémistes se montraient déjà violents au cours des années 1920. [Corneliu Codreanu](#), le fondateur de la légion de l'archange Michel et de sa [garde de fer](#) terroriste, s'était vu acquitté pour l'assassinat du chef de la police de Jassy en 1924. Un étudiant juif avait été assassiné en 1926, et l'assassin acquitté, et des émeutes éclatèrent en 1929 et 1932, mais il n'y avait aucune chance de voir l'extrême droite parvenir au pouvoir jusqu'aux retombées de la victoire d'Hitler de 1933. Avec le triomphe nazi, la lente tendance à s'éloigner de l'antisémitisme fut rapidement inversée. Les forces fascistes disposaient désormais de plusieurs avantages psychologiques. Si l'Allemagne, un État hautement civilisé, pouvait devenir antisémite, les extrémistes locaux ne pouvaient plus être écartés d'un revers de main comme des fanatiques arriérés ; et la garde de fer ne s'inscrivait pas dans le schéma de corruption généralisée.

Bien que l'érosion de la démocratie parlementaire fût plutôt rapide, la résistance n'en fut pas moins substantielle. Le parti de la paysannerie nationale éleva la voix contre l'antisémitisme jusqu'à l'élection de 1937, date à laquelle il changea subitement de direction et constitua une alliance avec les antisémites. Les paysans radicaux continuèrent d'élever la voix, et parfois, de défendre physiquement les Juifs, mais ils ne faisaient pas le poids face à l'extrême droite.

« *Qu'ils désignent leurs propres... candidats, et votent entre eux* »

Le désastre avait déjà frappé le parti juif lors des élections de décembre 1933. Le triomphe d'Hitler à Berlin ouvrit la possibilité pour Codreanu de se voir élu à Bucarest, et nombre des soutiens du parti comprirent que pour vivre en sécurité en Roumanie, ils allaient avoir besoin de la protection d'alliés roumains. Le vote en faveur du parti juif tomba à 38 565 (1.65 %) et les quatre sièges furent perdus. En 1935, les sociaux-démocrates firent appel à un front populaire pour toutes les forces libérales, mais en excluant les communistes. Ces derniers soutinrent une alliance avec les socialistes et le NPP. Chacun des deux partis voulait se combiner avec le NPP, pas avec l'autre, mais le NPP refusa de s'allier avec l'un ou l'autre, et signa un « *pacte de non-agression* » avec les fascistes pour l'élection de décembre 1937. Les socialistes, les paysans radicaux et le parti juif se présentèrent tous séparément, et les communistes, en cohérence avec leur vision qui était que le NPP était absolument nécessaire pour un gouvernement anti-fasciste, demandèrent à leurs soutiens de voter pour le NPP⁵. L'élection mit en déroute les anti-fascistes divisés ; le vote social-démocrate tomba d'un 3.25 % déjà anémique à 1.3 %, et leur groupe parlementaire fut balayé du paysage politique. Le parti juif espérait faire son

5. Bela Vago, *Popular Front in the Balkans : Failure in Hungary and Rumania*, Journal of Contemporary History, vol.V, no.3 (1970), p.115

retour au parlement avec les voix des Juifs qui ne pouvaient désormais plus voter pour le NPP. Mais ils n'en tirèrent parti que dans une faible mesure, et leur score à ce suffrage ne s'éleva qu'à 1.4 %.

Si le parti juif et les sociaux-démocrates s'étaient alliés, ils auraient au moins obtenu les 2 % requis pour disposer d'un siège mais, bien entendu, un effort pour un front unifié aurait rallié d'autres forces en leur direction. Présenter le parti juif sans alliance aux élections relevait du suicide politique. C'était exactement ce que voulaient les antisémites ; **Octavian Goga**, qui devint premier ministre à l'issue des élections, avait dit aux Juifs pendant la campagne de « *rester chez eux, ou de désigner leurs propres listes de candidats, et de voter entre eux*⁶. »

« *Des accords d'émigration sont arrangés* »

Aucune aile du mouvement sioniste n'avait manifesté d'intérêt quant à la lutte contre la vague antisémite qui recouvrait la Roumanie. Au mois de novembre 1936, la lettre d'information étatsunienne du sionisme travailliste, qui suivait la ligne idéologique exprimée par **Enzo Sereni** et **Golda Myerson**, qui étaient alors les émissaires du Poale Zion aux États-Unis, établit la position stratégique de la tendance dominante au sein de l'OSM : « *À moins que le Parti paysan s'empare immédiatement du pouvoir, les nazis vont s'emparer du pays, qui va devenir un satellite de l'Allemagne. Des accords d'émigration sont arrangés*⁷. » Un pacte était envisagé avec le régime en exercice, ou avec son successeur — fût-ce le NPP ou les fascistes — pour encourager certains des Juifs à émigrer en Palestine, dans un procédé visant à alléger la « *pression* » causée par la présence de « *trop nombreux Juifs* ». Mais les antisémites se seraient emparés d'un tel « *accord* » pour affirmer qu'en

6. Bela Vago, *The Jewish Vote in Rumania between the two World Wars*, Jewish Journal of Sociology (décembre 1972), p.241

7. Diaspora, Labor Zionist Newsletter (15 novembre 1935), p.12

s'y prenant mieux, ils pourraient se débarrasser d'un nombre de Juifs encore plus important, ce qui aurait déclenché de nouvelles exigences du même ordre par les antisémites dans d'autres pays, visant à faire émigrer « volontairement » les Juifs hors d'Europe. Plutôt que de contribuer à organiser la lutte contre les fascistes qui arrivaient, l'OSM préparait une extension désastreuse de sa stratégie de *Ha'avara* en Europe de l'Est.

« *Jidanii in Palestina!* » (Les Youpins en Palestine !) avait longtemps été le cri de guerre des gardes de fer ainsi que d'autres antisémites. La seule manière censée à disposition des Juifs pour répondre à la menace était d'assurer l'unité avec tous les autres qui étaient prêts à constituer un front commun pour la liberté ; mais les sionistes, qui disposaient du soutien électoral de la majorité des Juifs au début de la flambée de droite, ne firent jamais un seul pas dans cette direction. Le fascisme parvint au pouvoir, et le pays eut à assister aux horreurs de l'Holocauste.

Au mois de janvier 1941, la garde de fer rompit son alliance au sein du gouvernement, et une guerre civile courte mais furieuse éclata dans la capitale. La garde profita de l'occasion pour massacrer au moins 2 000 Juifs de la manière la plus barbare. Quelque 200 Juifs furent amenés à l'abattoir et se firent trancher la gorge, en imitation des rites juifs d'abattage animal. Mais l'histoire a également une autre facette. Les fermiers des laiteries de Dudesti Cioplea, un petit village situé aux abords de Bucarest, envoyèrent des messagers dans les quartiers juifs : tout Juif qui réussirait à rejoindre leur village serait protégé. Plus de mille Juifs s'y réfugièrent, et furent protégés par des paysans armés de fusils de chasse. La garde de fer essaya de forcer le passage, mais fut résolument repoussée⁸. L'échec des forces anti-fascistes fut qu'il n'y ait pas plus d'endroits comme Dudesti Cioplea, y compris au sein du parti juif, pour s'unifier contre les assassins de Cordreanu au cours des années 1930.

8. William Perl, *The Four Front War*, p.349

Chapitre 17

En Espagne — les nazis se battent, mais pas les sionistes

Hitler comme Mussolini comprenaient toutes les implications de la guerre civile espagnole ; une victoire de la gauche y aurait galvanisé leurs ennemis, dont les moindres n'étaient pas les travailleurs d'Allemagne et d'Italie. Ils agirent avec empressement, et plus tard Hitler allait se vanter de ce que l'intervention des 14 000 hommes de sa [légion Condor](#) eut un rôle décisif dans le combat. 25 000 autres Allemands allaient s'enrôler dans les corps de blindés et d'artillerie de Franco, et les Italiens dépêchèrent 100 000 « *volontaires* » supplémentaires. La gauche loyaliste reçut également un soutien substantiel de la part de l'étranger ; des individus radicaux traversaient les Pyrénées de leur propre chef pour rejoindre les milices de travailleurs ; l'Internationale communiste organisa 40 000 volontaires des brigades internationales (bien que tous ne fussent certainement pas communistes) ; et en fin de compte les Soviétiques s'apprêtèrent à envoyer des hommes et du matériel, quoique jamais

sur une échelle aussi importante que les contributions des États fascistes.

On n'a pas de certitude quant au nombre de Juifs qui combattirent en Espagne. Ils s'identifiaient comme radicaux plutôt que comme Juifs, et on ne les compte pas dès lors comme des Juifs. L'estimation soigneuse du professeur [Albert Prago](#), qui fut lui-même un vétéran de ce conflit, estime que les Juifs constituèrent 16 % des brigades internationales, soit en proportion le groupe ethnique le plus représenté¹. On estime que parmi les 2 000 Britanniques, au moins 214, soit 10.7 %, étaient des Juifs, et les nombres donnés pour les Juifs étasuniens sont compris entre 900 et 1 250, soit 30 % environ de [la brigade Abraham Lincoln](#). Le groupe national de Juifs le plus important était celui des Polonais, qui vivaient en exil du régime sauvagement anti-communiste de Varsovie. Sur les quelque 5 000 Polonais, 2 250, soit 45%, étaient juifs. En 1937, les brigades, pour des raisons de propagande, établirent [la compagnie Naftali Botwin](#), composée de presque 200 locuteurs yiddish de la brigade polonaise de Dombrowski. Chose étrange, nul n'a jamais estimé le nombre de Juifs au sein du contingent allemand [Ernst Thaelmanns](#), le second contingent national le plus important, mais ils y étaient bien représentés.

Quelques Italiens étaient également des Juifs ; le plus notable d'entre eux était [Carlo Rosselli](#), considéré par Mussolini comme son opposant le plus dangereux au sein de la communauté en exil. Ce franc-tireur libéral, qui s'était rendu en Espagne avec un certain temps d'avance sur les communistes, organisa la première colonne italienne de 130 hommes — pour la plupart des anarchistes, avec quelques groupes de libéraux et de trotskystes — pour combattre parmi les rangs de la milice des anarcho-syndicalistes de Catalogne. Mussolini finit par faire assassiner Carol ainsi que son frère par des voyous de [la Cagoule](#), un groupe fasciste français, le 9 juillet 1937².

1. Albert Prago, *Jews in the International Brigades in Spain*, p.6

2. Charles Delzell, *Mussolini's Enemies*, pp.147-61

« La question n'est pas de savoir pourquoi ils y sont allés, mais pourquoi nous n'y sommes pas allés ? »

On comptait 22 sionistes de Palestine en Espagne lorsque la guerre civile éclata. Il s'agissait de membres de l'[Hapoël](#), l'association athlétique sioniste, en déplacement pour une olympiade de travailleurs planifiée pour le 19 juillet 1936 à Barcelone, comme protestation contre les Jeux olympiques à venir à Berlin³. Presque tous prirent part aux combats qui se produisirent à Barcelone lorsque les travailleurs écrasèrent le soulèvement de la garnison locale⁴.

Albert Prago mentionne les noms de deux autres sionistes, venus pour se battre, et sans doute y en eut-il d'autres, mais ils ne se déplacèrent qu'à titre strictement individuel. Non seulement le mouvement sioniste s'opposa-t-il à ce que ses membres de Palestine se rendissent en Espagne, mais le 24 décembre 1937, [Ha'aretz](#), le quotidien sioniste de Palestine, dénonça les Juifs étasuniens des brigades Lincoln qui s'étaient rendus en Espagne pour se battre au lieu de venir travailler en Palestine⁵. Il se trouva des Juifs en Palestine pour ignorer les exhortations du mouvement sioniste et se rendre en Espagne, mais on ne connaît pas vraiment leur nombre ; les estimations vont de 267 à 500, en proportion, le nombre le plus élevé pour tout pays⁶. L'*Encyclopedia of Zionism* et Israël les décrivent sous le terme « 400 communistes environ »⁷. On sait que certains sionistes, à titre individuel, figuraient dans ce nombre, mais presque tous étaient membres du parti communiste de Palestine.

En 1973, les anciens combattants israéliens du conflit tinrent

3. *Anti-Nazi World Olympic Games in Spain on July 19*, Palestine Post (13 juillet 1936), p.1

4. Prago, *Jews in the International Brigades in Spain*, pp.6-7

5. Morris Schappes, *An Appeal to Zionists : Keep War Out of Palestine*, Jewish Life (April 1938), p.11

6. Prago, *Jews in the International Brigades in Spain*, p.5

7. Communists in Israel, *Encyclopedia of Zionism and Israel*, vol.2, p.204

une réunion et invitèrent les anciens combattants d'autres pays à y participer. L'un d'entre eux, Saul Wellman, un Juif étasunien, décrit ultérieurement l'incident le plus important qui marqua l'événement, qui se produisit lors de la visite de Jérusalem, au moment de la rencontre avec le maire, [Teddy Kolleck](#). Ils avaient débattu pour définir s'ils avaient eu raison de se rendre en Espagne au milieu de la révolte arabe, et Kolleck avait sa propre réponse à apporter à la discussion : « *La question n'est pas de savoir pourquoi ils y sont allés, mais pourquoi nous n'y sommes pas allés aussi*⁸ ? »

Plusieurs raisons, toutes profondément enracinées dans le sionisme — et particulièrement dans le sionisme travailliste — permettent d'expliquer cela, alors qu'il était clair que le nazisme s'était impliqué de manière décisive du côté de Franco. Tous les sionistes considéraient la résolution de la question juive comme leur tâche la plus importante, et ils opposaient fermement le nationalisme juif à tout concept de solidarité internationale ; nul ne dénonçait l'« *assimilation rouge* » plus vigoureusement que les sionistes travaillistes. Durant la guerre civile d'Espagne, en 1937, [Berl Katznelson](#), éditeur en chef de *Davar*, le quotidien de l'Histadrout, et l'une des personnalités les plus influentes du mouvement, rédigea un pamphlet, sous le titre *Constructivisme révolutionnaire*, qui était en premier chef une attaque contre sa propre jeunesse, qui critiquait de plus en plus la ligne passive du parti quant au fascisme révisionniste, et son racisme de plus en plus intense à l'encontre des Arabes. La polémique de Katznelson menait également la charge contre le cœur même du marxisme : son internationalisme. Il dénonçait les jeunes sans ambages :

Ils n'ont pas la capacité à vivre leur propre vie. Ils ne peuvent vivre que la vie de quelqu'un d'autre, et ne penser que les pensées de quelqu'un d'autre. Quel étrange altruisme ! Nos idéologues sionistes ont toujours dénoncé

8. Saul Wellman, *Jewish Vets of the Spanish Civil War*, Jewish Currents (juin 1973), p.10

ce type de Juif — cet intermédiaire révolutionnaire, qui se prend pour un internationaliste, un rebelle, un guerrier, un héros, est en réalité si abject, si lâche, et si mou, alors même que l'existence de sa propre nation est en jeu... Le spéculateur révolutionnaire passe son temps à supplier : « Voyez ma modestie, voyez ma dévotion, voyez comme j'observe tous les préceptes révolutionnaires, du plus important au plus trivial ». Comme cette attitude est fréquente parmi nous, et comme elle est dangereuse, en cette heure où il est impératif que nous soyons honnêtes avec nous-mêmes et francs envers nos voisins⁹.

Sur le papier, les sionistes travaillistes appartenaient à l'Internationale socialiste, mais à leurs yeux, la solidarité internationale entre travailleurs impliquait uniquement qu'on les soutînt, eux, en Palestine. Ils collectèrent de petites cagnottes pour l'Espagne, mais de leurs rangs, pas un seul ne fit officiellement le déplacement pour s'impliquer dans « *les combats de quelqu'un d'autre* ». Lors de la conférence des anciens combattants de 1973, ils avaient repris la question de savoir s'ils avaient eu raison de se rendre en Espagne « *face aux critiques des dirigeants sionistes et de l'Histadrout en 1936... à une époque d'émeutes anti-juives*¹⁰ ». Mais au vu des déclarations faites par Enzo Sereni et Moshe Beilenson dans *Jews and Arabs in Palestine*, ouvrage publié en 1936, le mois même au cours duquel les fascistes s'étaient révoltés en Espagne, il est visible que la pensée des sionistes travaillistes à l'époque n'était pas défendable ; leur ambition était de conquérir la Palestine, et de dominer économiquement le Moyen-Orient. Les « *émeutes* » étaient la réponse de défense naturelle à leurs ambitions, et non l'opposé. Bien que les rangs de l'Histadrout sympathisassent avec la gauche en Espagne, avec leurs ambitions, les dirigeants sionistes étaient plus éloignés

9. Berl Katznelson, *Revolutionary Constructivism* (1937), p. 22

10. Wellman, *Jewish Vets of the Spanish Civil War*

que jamais de la lutte contre le fascisme international. Ce fut au cours du conflit espagnol que leurs approches des nazis atteignirent leurs sommets, avec leur demande, au mois de décembre 1936, que les nazis témoignassent en leur nom devant la commission Peel, puis avec leurs propositions, émises par l'Haganah, dominée par les travaillistes, d'espionner pour le compte de la SS en 1937.

Une seule tendance sioniste, [Hashomer Hatzair](#), essaya jamais de se battre avec les implications plus profondes de la révolution espagnole. Ses membres avaient consacré une énergie considérable pour amener l'[Independent Labour Party](#) (ILP) britannique à une position pro-sioniste, et ils suivaient de près le destin du parti frère de l'ILP en Espagne, le [Partido Obrero de Unificacion Marxista](#) (POUM). L'échec politique de la stratégie de Front populaire en Espagne déboucha sur une importante critique des stalinistes et des sociaux-démocrates. Cependant, rien ne permet d'avancer qu'un seul de leurs membres se rendit en Espagne, et encore moins de manière officielle, ou qu'ils firent quoi que ce fût pour la lutte qui s'y menait, au-delà de lever des cagnottes aux montants insignifiants, en Palestine, pour le POUM. Au cours des années 1930, les membres d'Hashomer ne s'impliquèrent pas dans la vie politique, pas même dans les affaires de la communauté juive, en dehors de Palestine, et restaient à cet égard ceux qui étaient centrés le plus étroitement de tous les groupes sionistes. Loin de constituer une quelconque ligne directrice théorique, sur la question espagnole ou sur les problèmes plus vastes du fascisme et du nazisme, ils perdirent des adeptes au profit des stalinistes et des trotskystes, car ils n'avaient à proposer qu'une rhétorique isolationniste et utopique au coeur d'une catastrophe mondiale¹¹.

Dans les années qui suivirent, la bravoure des hommes de gauche juifs, qui s'étaient battus et étaient morts en Espagne, fut utilisée pour prouver que « *les Juifs* » ne s'étaient pas présentés à l'Ho-

11. Zvi Loker, *Balkan Jewish Volunteers in the Spanish Civil War*, Soviet Jewish Affairs, vol.VI, no.2 (1976), p.75

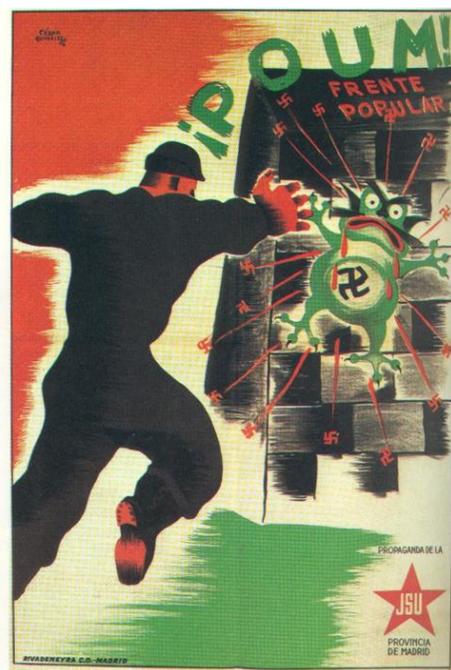


FIGURE 17.1 – Affiche de propagande du Partido Obrero de Unificación Marxista

locauste comme des moutons à l'abattoir. Les plus fervents à tenir cette ligne furent les anciens stalinistes juifs qui ont depuis lors essayé de faire la paix avec le sionisme. Ils ne peuvent pas se convaincre de répudier leur aventure ou d'affirmer que les sionistes avaient raison de les dénoncer pour leur combat en Espagne, mais rétrospectivement, ils ont essayé de souligner l'aspect « *national* » juif de leur implication, et ils ont fait un décompte soigneux de chaque Juif présent sur les longues listes de combattants. La ma-

jurité de ceux qui se rendirent en Espagne y allèrent parce qu'ils étaient des communistes convaincus, et qu'ils s'étaient radicalisés sur de nombreux sujets, dont le nazisme n'était qu'une chose. Leur courage n'apporte aucune preuve quant à une réaction « *des Juifs* » à l'Holocauste, pas plus que leur implication dans le mouvement communiste n'incrimine « *les Juifs* » dans le meurtre systématique des dirigeants du POUM par la police secrète soviétique.

Les crimes commis par Staline en Espagne font partie de la guerre civile espagnole et ne doivent pas être minimisés. Néanmoins, ces hommes de gauche se sont battus et sont morts en première ligne de la lutte mondiale contre le fascisme international, pendant que les sionistes travaillistes accueillient l'invité Adolf Eichmann en Palestine, et proposaient à la SS d'espionner pour son compte.

Chapitre 18

L'échec du sionisme à combattre le nazisme au sein des démocraties libérales

Le sionisme et l'union des fascistes britanniques

Si chaque État occidental connut la montée de mouvements pro-nazis à partir de 1933, l'influence de ceux-ci était assez différente d'un pays à l'autre. Le capital occidental préférait l'Allemagne nazie à une prise de contrôle communiste, mais au sein des cercles d'affaires, le soutien accordé à Hitler n'atteignit jamais celui qui fut donné à Mussolini. Hitler se montrait trop revanchard dans ses attitudes envers Versailles, et l'Allemagne disposait d'un potentiel de puissance trop important, si bien qu'une ambivalence prononcée était cultivée quant à son rôle de sauveur anti-communiste. En outre, l'antisémitisme d'Hitler ne fut jamais du goût des capitalistes. Ils supposaient que, pourvu que les Juifs restassent une

composante faible de leurs sociétés, ils finiraient par se faire assimiler. L'émigration de masse en provenance d'Europe de l'Est avait ranimé l'antisémitisme en Occident, mais s'il faut bien dire que les cercles d'influence britanniques et étasuniens nourrissaient plus de préjugés à l'encontre des Juifs en 1933 qu'en 1883, par exemple, nul n'était prêt à aller aussi loin qu'Hitler. Néanmoins, durant la Dépression, la Grande-Bretagne ainsi que les États-Unis connurent une montée conséquente des mouvements antisémites, qui se mirent à menacer physiquement les communautés juives.

En Grande-Bretagne, c'était [Sir Oswald Mosley](#) et la [British Union of Fascists](#) qui incarnaient cette menace. Le conseil des représentants des Juifs britanniques essaya de traiter ce danger en l'ignorant. Dès le départ, il donna pour instruction aux Juifs de ne pas provoquer de frictions autour des réunions tenues par Mosley. Les dirigeants insistaient sur l'idée que les Juifs en soi n'avaient aucune raison de se battre contre le fascisme, et [Neville Laski](#), président du conseil et du comité administratif de la *Jewish Agency*, insista sur l'idée que « *l'Italie connaît le fascisme, avec 50 000 Juifs qui y vivent en concorde et en sécurité. . . la communauté juive, ne constituant pas en soi un corps politique, ne devrait pas se laisser entraîner dans la lutte contre le fascisme*¹ ». La fédération sioniste britannique soutint sa position dans le journal *Young Zionist*, au travers d'un article sur la question, publié dans l'édition du mois de septembre 1934. Les communistes et le [parti travailliste indépendant](#) s'étaient activement confrontés aux adeptes de Mosley dans les rues, avec le 7 juin une manifestation rassemblant au moins 12 000 personnes aux portes du rassemblement de la BUF à l'Olympia, et pas moins de 6 937 agents de police avaient été déployés pour protéger 3 000 fascistes de 20 000 opposants à Hyde Park, le 9 septembre. La communauté juive d'[East End](#) considérait le parti communiste comme son protecteur contre les soutiens de la BUF, et un mouvement croissait au sein de la jeunesse sioniste en faveur d'un soutien

1. Gisela Lebzelter, *Political Anti-Semitism in England, 1918-1939*, p.142

à la campagne anti-Mosley. Pour autant, la direction sioniste était déterminée à l'empêcher. Que se produirait-il si les Juifs luttaienent contre Mosley, et que la BUF l'emportait ?



FIGURE 18.1 – Hyde Park, le 9 septembre 1934

Dans l'hypothèse où, sous un régime fasciste, des représailles sont menées contre les anti-fascistes, alors tous les Juifs auront à en pâtir... Aussi la question se profile une fois de plus — que faire ? ... Pendant ce temps, trois idéaux demandent à tous les Juifs de les soutenir... 1. L'unité du peuple juif. 2. La nécessité d'une fierté juive plus affirmée. 3. L'établissement d'Eretz Yisrael. Et nous perdons notre temps à nous demander si nous devrions rallier les sociétés anti-fascistes² !

2. Raphael Powell, *Should Jews join Anti-Fascist Societies ?*, Young Zionist (London, August 1934), p.6

L'édition suivante réaffirmait cette thèse plus « *clairement et sans ambiguïté* » :

Après avoir compris que nous ne pouvons pas extirper le mal, que nos tentatives ont jusqu'ici été vaines, nous devons tout faire pour nous défendre des manifestations de cette terrible affection. Le problème de l'antisémitisme devient un problème concernant notre propre éducation. Notre défense réside dans le renforcement de notre personnalité juive³.

Dans les faits, les masses juives firent largement fi des conseils de passivité émis par les sionistes, et soutinrent les communistes. En fin de compte, la position sioniste s'inversa, et certains sionistes se rallièrent à un groupe de défense communiste dénommé *Jewish People's Council* (JPC) ; cependant, l'antifascisme ne devint jamais la priorité du mouvement sioniste.

Le 4 octobre 1936, le célèbre [affrontement de Cable Street](#), au cours duquel plus de 5 000 policiers ne parvinrent pas à forcer le passage d'un cortège de la BUF au travers d'une assemblée de 100 000 Juifs et de personnes de gauche, constitua le pivot de la lutte contre Mosley. William Zukerman, l'un des journalistes juifs les plus distingués de l'époque, qui était encore sioniste à l'époque, était présent et écrivit un récit de ce jour pour le *Jewish Frontier* de New York :

Jamais aucune ville anglophone n'a assisté à un spectacle semblable à celui qui a marqué cette tentative de manifestation. . . Les personnes, dont je fais partie, qui ont eu le privilège d'y prendre part ne l'oublieront jamais. Car ce fut l'une de ces grandes actions communautaires, voyant agir une foule de gens soulevés par une profonde émotion, ou par une volonté éperdue de

3. C.C.A., *Should Jews join Anti-Fascist Societies?*, Young Zionist (Londres, septembre 1934), pp.12, 19

*justice, une de ces actions qui font l'histoire...Ce fut
indéniablement la grande épopée de l'East End juive*⁴.



FIGURE 18.2 – Une barricade sur Cable Street - Crédit photo : cablestreet.uk

Il indiquait quand la JPC, comprenant « *les synagogues, les sociétés amicales, et les Landsmanschaften* » (les sociétés d'immigrés), avait appelé à manifester. Il relatait dans son article la présence d'anciens militaires juifs. Il ajoutait : « *Il faut accorder aux communistes et au Parti travailliste indépendant le crédit de toujours se montrer les plus actifs à lutter contre l'antisémitisme fasciste de Mosley*⁵. » Sans doute d'autres sionistes locaux partageaient-ils son opinion, et s'étaient également rendus à cette manifestation, mais il n'est pas anodin qu'un journaliste sioniste,

4. William Zukerman, *Blackshirts in London*, Jewish Frontier (novembre 1936), p.41

5. Ibid., pp.42-3

écrivait dans un journal sioniste, n'ait fait nulle mention de la présence de sionistes. [Gisela Lebzelter](#), dans son ouvrage *Political Anti-Semitism in England, 1918-1939*, se borne à indiquer que « *des organisations sionistes* » étaient présentes lors de la conférence fondatrice de la JPC, le 26 juillet 1936⁶. Elle ne relate pas un mot quant à quelque rôle que celles-ci auraient pu jouer dans la campagne qui dura plusieurs années. Elle confirme l'évaluation de Zukerman, et reconnaît pleinement le rôle prépondérant joué par les communistes.

Le mouvement sioniste britannique n'était pas faible à l'époque. Il avait envoyé 643 colons en Palestine entre 1933 et 1936. Il avait la force suffisante pour jouer un rôle éminent dans les combats de rue, mais la réalité est qu'il ne fit presque rien pour défendre la communauté juive, même après l'abandon de sa posture de 1934. Ce fut bien Cable Street — c'est-à-dire, la résistance interdite menée par les Juifs, dirigée principalement par les communistes et le PTI — qui contraignit le gouvernement à cesser de protéger les « *droits* » de la BUF et d'interdire enfin les milices privées portant l'uniforme.

Le sionisme et le Bund germano-étasunien

Au cours des années 1930, des courants fascistes connurent leur croissance aux États-Unis. Le [Ku-Klux-Klan](#) conservait de sa force dans le Sud, et nombre d'Irlandais, en Amérique du Nord, s'étaient faits infecter par le fascisme clérical du [Père Coughlin](#) au moment où les armées de Franco frappaient Barcelone. Les quartiers italiens furent le théâtre de parades fascistes, et de nombreuses organisations d'immigrés allemands se trouvaient sous l'influence du « *Bund* » nazi germano-étasunien. L'antisémitisme gagnait en puissance, et le Bund décida de démontrer sa force nouvelle en annonçant un rassemblement au [Madison Square Garden](#) de New York

6. Lebzelter, *Political Anti-Semitism in England*, p.140

pour le 20 février 1939. D'autres rassemblements devaient suivre à San Francisco ainsi qu'à Philadelphie. Les Juifs allaient-ils y répondre ?

Les Juifs de New York se comptaient au moins à 1 765 000 (29.56 % de la population), et on en trouvait des centaines de milliers d'autres dans les proches banlieues ; et pourtant, pas une seule organisation juive n'eut l'idée d'organiser une contre-manifestation. Au contraire, l'*American Jewish Committee*, classé à droite, envoya une lettre à la direction du *Madison Square Garden* pour soutenir le droit des nazis de tenir leur rassemblement⁷. Un seul groupe, les trotskystes du [Socialist Workers Party](#) (SWP) appella à une contre-manifestation. Le SWP était un petit groupe qui ne comptait que quelques centaines de membres, mais comme l'expliqua [Max Shachtman](#), l'organisateur de cette action, cela suffit à « *embrayer le petit engrenage qu'il représentait avec le rouage géant constitué par les travailleurs militants de New York, et à mettre ces derniers en mouvement*⁸. » Le public découvrit l'existence de la manifestation du SWP lorsque la ville annonça que la police allait défendre les nazis contre toute attaque, et la presse fit monter en sauce la possibilité que des violences aient lieu.

Deux quotidiens yiddish étaient alors assimilés au sionisme : [Der Tog](#), dont l'un des rédacteurs en chef, Abraham Coralnik, avait été l'un des principaux organisateurs du boycott anti-nazi ; et *Der Zhournal*, dont le directeur, Jacob Fishman, avait été l'un des fondateurs de l'organisation sioniste d'Amérique. Les deux journaux s'affirmèrent opposés à une manifestation dénonçant la présence des nazis. *Der Tog* supplia ses lecteurs : « *Juifs de New York, ne laissez pas vos peines vous guider ! Évitez de vous rendre à Madison Square Garden ce soir. Ne vous approchez pas du bâtiment ! Ne donnez pas aux nazis l'opportunité d'une publicité qu'ils désirent tant*⁹. » Le

7. Review of the Year 5699 – United States, American Jewish Year Book, 1939-40, p.215

8. Max Shachtman, *In This Corner*, Socialist Appeal (28 février 1939), p.4

9. The Craven Jewish Press, Socialist Appeal (24 février 1939), p.4

L'ÉCHEC DU SIONISME À COMBATTRE LE NAZISME AU
SEIN DES DÉMOCRATIES LIBÉRALES 287

Socialist Appeal, hebdomadaire du SWP, décrit le plaidoyer du *Zhournal* comme une combinaison des mêmes éléments de langage avec « un ajout nauséabond d'une touche de piété rabbinique¹⁰. » La réponse des organisations sionistes ne fut pas plus militante. Durant les préparations de l'événement, un groupe de jeunes trotskystes se rendit au siège du *Hashomer Hatzair* à *Lower East Side*, mais se vit répondre : « Désolés de ne pas nous rallier à vous, mais notre ligne de conduite sioniste est de ne prendre part à aucune activité politique hors de Palestine¹¹. »

À l'époque, comme de nos jours, *Hashomer* se présentait comme l'aile gauche du sionisme, mais à peine dix mois auparavant, le journal d'*Hashomer* avait défendu leur politique abstentionnisme rigide :

Nous ne pouvons pas séparer notre positionnement de Juifs de notre positionnement de socialistes ; en réalité, nous énonçons la stabilisation et la normalisation comme conditions premières à une préférence nécessaire à notre travail pour la seconde condition. . . ainsi, nous ne nous impliquons pas dans les activités socialistes auxquelles nous ne pourrions prendre part qu'en tant que bourgeois, en tant qu'élément instable, non basique, ne trempant pas dans le vrai prolétariat et s'exprimant « d'en haut » . . . Nous n'adhérons pas au programme de jet de formules, d'organisation de manifestations, de construction de châteaux de l'organisation « radicale » habituelle. . . Nous sommes, et devons rester, fondamentalement apolitiques¹².

Plus de 50 000 se retrouvèrent à Madison Square Garden. La plupart étaient des Juifs, mais certainement pas tous. Un contin-

10. Ibid

11. An End to Zionist Illusions!, *Socialist Appeal* (7 mars 1939), p.4

12. Naomi Bernstein, *We and the American Student Union*, *Hashomer Hatzair* (avril 1938), p.16

gent de l'[Universal Negro Improvement Association](#), les disciples nationalistes de [Marcus Garvey](#), était venu d'Harlem. Quoique le CPUSA refusât de soutenir la manifestation par haine du trotskysme et du fait de son soutien pour le maire démocrate, [Fiorello La Guardia](#), dont la police protégeait le *Bund*, nombre de ses membres subalternes multinationaux étaient venus. La zone fut le théâtre d'un affrontement furieux qui dura cinq heures, car la police montée, qui faisait partie d'un contingent de 1 780 policiers armés, chargea de manière répétée les anti-nazis. Bien que ceux-ci fussent incapables de rompre les rangs de la police, ils furent victorieux. Les 20 000 nazis et Coughlanites présent au *Madison Square Garden* se seraient faits battre à plate couture sans la présence de la police.

Le SWP rebondit immédiatement sur sa réussite à New York en convoquant une autre manifestation à Los Angeles le 23 février, en marge d'une réunion du *Bund* à la *Deutsche Haus*. Plus de 5 000 personnes piégèrent les fascistes dans leur bâtiment, jusqu'à ce que la police leur vînt en aide. L'offensive du *Bund* prit bientôt fin et, tout à fait humiliés, ils durent annuler leurs rassemblements prévus à San Francisco et Philadelphie.

Le fait qu'aussi tard qu'en février 1939, le SWP restât seul à appeler à manifester contre une réunion éclair à New York démontre d'une réalité qui était celle de l'époque nazie : à titre individuel, des sionistes prirent certes part à la bataille de *Madison Square Garden*, mais le spectre des organisations juives — politiques ou religieuses — ne s'aligna jamais pour se battre contre ses ennemis.

Chapitre 19

Le sionisme et la sphère de co-prosperité japonaise en Asie du Sud-Est

En 1935, on comptait 19 850 Juifs en Chine : une communauté à Shanghai et une autre en Mandchourie. La communauté de Shanghai était dominée par les [Séfarades](#) d'origine irakienne, descendants d'[Elias Sassoon](#) et de ses employés, qui s'étaient établis dans les affaires après la [guerre de l'opium](#), et s'étaient considérablement enrichis du fait du développement de Shanghai. La communauté mandchourienne de [Harbin](#) était d'origine russe, et remontait à la construction de la voie ferrée tsariste en Chine orientale. Elle avait grossi ultérieurement du fait de l'afflux de réfugiés de la guerre civile en Russie.

Le sionisme n'avait guère de force parmi les « Arabes », qui constituaient l'une des communautés ethniques les plus riches au monde, et qui ne voyaient aucun intérêt à quitter leur vie opulente. En Chine, les sionistes étaient des Russes. Ils faisaient eux aussi partie de la présence impérialiste, et ne cultivaient aucune

volonté de s'assimiler à la nation chinoise. Capitalistes, et issus de la classe moyenne, ils n'avaient aucun intérêt à retourner en Union soviétique, et leur identité juive s'était trouvée renforcée du fait de la présence de milliers de réfugiés antisémites de l'Armée blanche répartis en Chine du Nord. Le séparatisme sioniste faisait l'objet d'une attraction naturelle, et au sein du mouvement, c'était le révisionnisme qui faisait le plus d'adeptes. Les Juifs russes étaient des commerçants, au sein d'un environnement impérialiste et militarisé, et le Betar combinait une orientation capitaliste et impérialiste enthousiaste avec un militarisme qui se trouvait des plus pratiques, dans un contexte de Gardes blancs qui s'étaient transformés en bandits marginaux. Le révisionnisme apparaissait taillé à façon pour le monde rude qu'ils voyaient tout autour d'eux.

**« Une part active dans la construction du
Nouvel Ordre en Asie orientale »**

La communauté de Harbin prospérait, jusqu'à la conquête de la Mandchourie par les Japonais en 1931. Parmi les officiers supérieurs japonais, nombre avaient déjà participé à l'[expédition de 1918-1922](#), avaient combattu les bolcheviques aux côtés de l'armée de l'amiral [Alexander Kolchak](#) en Sibérie, et avaient repris à leur compte l'obsession juive nourrie par les Gardes blancs. Les Russes blancs locaux devinrent bientôt un accessoire central du royaume fantoche « *Mandchoukouo* », et nombre d'entre eux s'étaient vus directement recrutés dans l'armée japonaise. Les gangs de Russes blancs, protégés par la police japonaise, se mirent à extorquer de l'argent aux Juifs, et au milieu des années 1930, la plupart des Juifs de Harbin s'étaient enfuis en direction du Sud, en Chine nationaliste, pour ne pas avoir à subir ce grave antisémitisme.

La fuite des Juifs affecta fortement l'économie mandchourienne, et en 1935 les Japonais durent inverser la vapeur. Les militaires cultivaient leur propre variante de l'antisémitisme : il existait une

conspiration juive mondiale, qui était très puissante, mais on pouvait la faire œuvrer dans le sens des intérêts japonais. Les Japonais allaient laisser frétiler le *Mandchoukouo* devant la communauté juive mondiale comme havre possible pour les réfugiés juifs allemands et allaient également adopter une ligne pro-sioniste. Alors, pensaient-ils, les Juifs étasuniens allaient investir au Mandchoukouo et assouplir l'opinion publique étasunienne sur le sujet de l'invasion de la Chine, et même sur celui de l'amitié croissante entre Japonais et nazis. Il ne s'agissait que d'un futile espoir, au vu de la faible influence dont disposaient les Juifs sur la politique étasunienne ; en outre, Stephen Wise et les autres dirigeants juifs étasuniens restèrent profondément opposés à la collaboration avec les Japonais, considérés comme alliés inévitables des nazis.

Les Japonais réussirent bien plus facilement à convaincre les Juifs qui étaient restés au *Mandchoukouo* qu'il était dans leur intérêt de collaborer, en jugulant les Russes blancs et en fermant *Nach Pout*¹, le journal de l'association fasciste russe. Le dirigeant des Juifs de Harbin était un docteur pieux, *Abraham Kaufman*, profondément impliqué pour la communauté locale. Il se vit grandement encouragé par le changement de politique japonaise, et selon un rapport du bureau japonais des affaires étrangères, en 1936-1937, lui et ses amis demandèrent l'autorisation d'établir un Conseil juif du grand-Est. Ses objectifs étaient d'organiser tous les Juifs d'Orient, et de disséminer de la propagande pour le compte du Japon, en particulier en prenant position avec le Japon face au communisme¹.

Des trois conférences juives qui furent organisées en extrême-orient, la première fut tenue à Harbin au mois de décembre 1937. On trouve des photographies du décor de ces conférences dans l'édition de janvier 1940 de *Ha Dagel* (la bannière) qui, malgré son nom hébreu, était le journal publié en russe du révisionnisme Mandchoukouo. Les estrades furent à chaque fois ornées des drapeaux

1. Herman Dicker, *Wanderers and Settlers in the Far East*, pp. 45-7

japonais, mandchoukouo, et sioniste. Des *Betarims* tenaient lieu de gardes d'honneur². Des personnalités telles que le général Higuchi, de l'appareil de renseignement militaire japonais, le général Vrashevsky pour les gardes blancs, et des dirigeants fantoches du Mandchoukouo, assistèrent à ces conférences³.

La conférence de 1937 déboucha sur une résolution, qui fut transmise à toutes les organisations juives d'importance sur la planète, et qui promettait de « *collaborer avec le Japon et le Mandchoukouo pour établir un nouvel ordre en Asie*⁴ ». En retour, les Japonais reconnurent le sionisme en tant que mouvement juif national⁵. Le sionisme s'intégra au sein de l'*establishment* mandchoukouo, et les Betar se virent accordés des couleurs et des uniformes officiels. La nouvelle relation qui s'institua ne fut pas sans quelques moments d'embarras, comme lorsque les Betar se firent excuser pour leur absence lors de la parade célébrant la reconnaissance par l'Allemagne du Mandchoukouo⁶. Mais dans l'ensemble, les sionistes locaux se montrèrent satisfaits des relations cordiales établies avec le régime japonais. Ainsi, à la date tardive du 23 décembre 1939, un observateur de la troisième conférence signala que « *toute la ville était en liesse*⁷ ». Le rassemblement fut l'occasion de convenir de plusieurs résolutions :

La présente convention félicite par la présente proclamation l'Empire japonais pour la grande entreprise qu'il a menée visant à établir la paix en Asie orientale, et est convaincu que lorsque les combats auront pris fin,

2. Otkrytiye Tryetyevo Syezda Yevryeiskikh Obshchin Dalnovo Vostoka, Ha Dagel (Harbin, 1^{er} janvier 1940), pp.21-8

3. Dicker, *Wanderers and Settlers in the Far East*

4. Marvin Tokayer and Mary Swartz, *The Fugu Plan*, p.56

5. David Kranzler, *Japanese Policy towards the Jews, 1938-1941*, Forum on the Jewish People, Zionism and Israel (hiver 1979), p.71

6. Dicker, *Wanderers and Settlers in the Far East*, p.56

7. David Kranzler, *Japanese, Nazis and Jews*, p.220

*le peuple d'Asie orientale établira sa construction nationale sous la direction du Japon*⁸.

Ils poursuivaient avec ce qui suit :

*La troisième conférence des communautés juives en appelle au peuple juif pour qu'il prenne une part active dans la construction du Nouvel Ordre en Asie orientale, guidé par les idéaux fondamentaux établis par la lutte contre le Comintern en étroite collaboration avec toutes les nations*⁹.

Verdict : les sionistes collaborèrent avec l'ennemi du peuple chinois

Les sionistes du Mandchoukouo gagnèrent-ils quoi que ce fût pour les Juifs en collaborant avec les Japonais? Herman Dicker, l'un des plus éminents spécialistes sur la communauté juive d'extrême-orient, a conclu que : « *On ne peut pas dire, rétrospectivement, que la conférence de l'extrême-orient ait simplifié la tâche des grands nombres de réfugiés pour qu'ils se réfugiassent en Mandchourie. Au mieux, seuls quelques centaines de réfugiés purent s'y rendre*¹⁰. *Au cours des derniers jours de la seconde guerre mondiale, les Soviétiques entrèrent en Mandchourie et Kaufman fut arrêté ; il finit par passer onze années en Sibérie pour collaboration. Sans aucun doute, le sionisme du Mandchoukouo fut étroitement intriqué avec la structure japonaise du Mandchoukouo. Les sionistes n'avaient pas soutenu la conquête japonaise, mais une fois que les Russes blancs furent vaincus, ils n'eurent plus rien à redire quant à la présence japonaise. Ils n'avaient rien à gagner d'un retour du *Kuomintang*, et redoutaient une révolution communiste. Ils ne furent*

8. Kranzler, *Japanese Policy towards the Jews*, p. 77

9. Ha Dagel, p.26

10. Dicker, *Wanderers and Settlers in the Far East*, p.51

jamais satisfaits de la connexion entre Tokyo et Berlin, mais espéraient la nuancer en usant de leur influence sur la communauté juive étasunienne pour promouvoir un compromis avec Washington dans le Pacifique. Il ne fait aucun doute que, malgré leurs désaccords quant à la politique menée par le Japon vis-à-vis de l'Allemagne, les Japonais voyaient les sionistes de Mandchourie comme des collaborateurs volontaires. »

Chapitre 20

La Pologne de 1918 à 1939

L'effondrement des trois empires qui régnaient sur la Pologne accorda aux capitalistes polonais un État indépendant qu'ils avaient depuis longtemps cessé d'espérer. Après l'échec de l'insurrection de 1863 contre le tsarisme, ils s'étaient mis à considérer l'empire russe comme un marché gigantesque, et ne voyaient aucune raison de s'en priver. L'ennemi, avançaient-ils comme argument, n'était pas la Russie, mais les Juifs et les Protestants allemands qui dominaient « leur » marché intérieur. Le nationalisme devint la chasse gardée de la classe laborieuse, et de son *Polska Partja Socjalistyczna* (PPS). La première guerre mondiale vit les Démocrates Nationaux capitalistes, les dénommés *Endeks*, qui soutenaient le Tsar ainsi que l'aile droite du PPS, dirigés par [Jozef Pilsudski](#), établir une Légion polonaise pour les Allemands comme le moindre de deux maux, car ils comptaient se tourner plus tard vers l'Allemagne. Mais l'effondrement impérialiste contraignit les deux factions à s'unifier, afin de mettre en place un nouvel État polonais. Pilsudski avait quitté le PPS durant la guerre, et s'était repositionné au sein de la droite dure ; ainsi les deux camps pouvaient-ils désormais s'accorder sur un programme d'anti-bolchevisme et la recréation d'un Empire po-

lonais. Le « *Maréchal* » Pilsudski avait favorablement accueilli les soldats juifs au sein de sa légion, et continuait de mépriser l'antisémitisme, qu'il considérait comme relevant de l'arriérisme tsariste ; mais il n'avait aucun contrôle sur les généraux qui étaient venus à l'armée en passant par l'appareil militaire tsariste des Endek, et il soutenait les acteurs des pogroms de Petlioura. Le meurtre et la persécution des Juifs avaient atteint de telles proportions que les Alliés avaient dû intervenir et imposer une clause définissant les droits des minorités dans la constitution polonaise, positionnée comme condition de la reconnaissance de cet État. Ce ne fut que lorsque les Endek comprirent que les pressions juives pouvaient affecter le crédit de Varsovie auprès des banquiers étrangers que les pogroms diminuèrent. Mais la fin des pogroms ne signifiait qu'une seule chose : l'antisémitisme était en train de changer de forme. Le régime décida de « *poloniser* » l'économie, et des milliers des Juifs perdirent leurs emplois lorsque le gouvernement réforma les chemins de fer, les usines de production de cigarettes et d'allumettes, et les distilleries.

Au début des années 1920, la communauté juive polonaise se chiffrait à 2 846 000 — 10.5 % de la population. Elle était loin d'être homogène politiquement. À l'extrême gauche se trouvaient les communistes (KPP). Bien que la population de Juifs au sein du KPP fût toujours supérieure à 10.5 %, les communistes ne constituèrent jamais une proportion significative de la population juive. Bien que le PPS ait toujours accueilli les Juifs dans ses rangs, ce parti était pétri de nationalisme polonais et était hostile au yiddish ; il s'en suivit que le PPS d'après-guerre comptait peu de disciples juifs. La majorité des Juifs de gauche constituaient les Yddishistes du Bund, dont la section polonaise avait survécu à sa défaite en Union soviétique, mais ils constituèrent toujours une minorité distincte au sein de la communauté au sens large. Lors des élections parlementaires polonaises (pour la Diète) de 1922, ils ne collectèrent guère plus de 87 000 voix, et furent incapables de remporter un seul siège. À droite, on trouvait [Agoudas Yisrael](#), le parti de l'orthodoxie tradi-

tionnelle, avec environ un tiers de la communauté juive en soutien. Ses membres prirent la position voulant que le Talmud exigeait la loyauté à tout régime gentile qui n'interférait pas avec la religion juive. Avec leur conservatisme passif, ils étaient voués à n'avoir aucune influence sur les éléments les plus éduqués qui recherchaient une solution activiste à l'antisémitisme. Une poignée de disciples, principalement des intellectuels, suivaient les folkistes, un groupe de nationalistes yiddish de la diaspora. Tous ces éléments, pour des raisons qui pouvaient être différentes, étaient anti-sionistes.

La force politique dominante au sein de la communauté juive était constituée par les sionistes. Ils avaient remporté six des treize sièges juifs à la Diète en 1919, et les élections de 1922 leur fournirent une opportunité de démontrer qu'ils pouvaient s'opposer à l'antisémitisme, encore virulent. Au sein du mouvement, la plus grande faction, menée par [Yitzhak Gruenbaum](#), des *sionistes radicaux*, organisa un « *bloc des minorités* ». Les nationalités non-polonaises constituaient quasiment un tiers de la population, et Gruenbaum affirmait qu'en s'unissant, ils pouvaient constituer la force d'arbitrage au sein de la Diète. Le *bloc*, qui comprenait la faction sioniste de Gruenbaum, assemblée avec des éléments de nationalités allemande, bélarusse et ukrainienne, vit 66 de ses candidats élus, parmi lesquels 17 sionistes. En surface, le pacte semblait avoir fonctionné, mais en réalité, il laissa apparaître ses divisions, tant au sein du mouvement sioniste que parmi les minorités en général. La majorité ukrainienne de Galice refusait de reconnaître l'État polonais, et boycotta les élections. Aucun autre homme d'État nationaliste ne voulait soutenir le combat des Ukrainiens, et les sionistes de Galice, ne désirant pas s'opposer aux Polonais, se présentèrent aux élections comme rivaux du *bloc des minorités*. Les sionistes de Galice remportèrent 15 sièges, mais leur réussite était plus due à l'abstention ukrainienne, si bien qu'ils ne purent jamais prétendre représenter la région. Jusqu'au sein du *bloc des minorités*, il n'y avait aucun engagement en faveur d'une unité à long terme, et après les élections, le mouvement se disloqua. On comptait alors 47 Juifs

dans les deux chambres de la Diète, dont 32 sionistes, mais leur opportunisme électoral les avait discrédités.

L'échec du *bloc des minorités* ouvrit la voie à l'organisation d'une nouvelle aventure pour les généraux de Galice dirigeant le mouvement sioniste, Leon Reich et [Osias Thon](#). En 1925, ils négocièrent un pacte, l'« *Ougoda* » (le compromis) avec [Wladyslaw Grabski](#), le premier ministre antisémite. Grabski voulait un emprunt étasunien, et il lui fallait démontrer qu'il n'était pas un fanatique intransigeant. L'accord avec ces deux sionistes donna les apparences, au moins aux yeux des étrangers non avertis, que son régime était capable d'évolutions. En réalité, le gouvernement n'accepta guère que des concessions mineures : les conscrits juifs pourraient disposer de cuisines kashers, et les étudiants juifs ne devraient plus prendre de notes le samedi, comme tous les autres étudiants. Thon et Reich furent considérés comme ayant trahi la communauté juive, jusqu'au sein du mouvement sioniste¹

L'antisémitisme ne constituait qu'une partie de la ligne réactionnaire des gouvernements d'après 1922, et la majorité du peuple, Juifs y compris, soutinrent le coup d'État de Pilsudski du mois de mai 1926, dans l'espoir d'un changement vers une meilleure situation. L'ensemble de la délégation juive de la Diète vota pour lui au scrutin présidentiel du 31 mai². La position des Juifs ne s'améliora pas, mais au moins Pilsudski ne tenta pas d'accroître les discriminations, et sa police empêcha les émeutes antisémites jusqu'à sa mort, en 1935. L'élection de la Diète de 1928 fut la dernière des élections relativement libres en Pologne. Les sionistes se retrouvèrent divisés une fois de plus : la faction de Gruenbaum entra dans un nouveau *bloc des minorités*, et les Galiciens soutinrent leur propre candidat. Pilsudski était populaire parmi les Juifs conservateurs, car il empêchait les attaques, si bien que nombre d'entre eux votèrent pour lui,

1. Ezra Mendelsohn, *The Dilemma of Jewish Politics in Poland : Four Responses* in B. Vago and G. Mosse (eds.), *Jews and non-Jews in Eastern Europe*, p.208.

2. Joseph Rothschild, *Pilsudski's Coup D'État*, p.207

par gratitude. Ceci, cumulé avec l'entrée des Ukrainiens de Galice dans l'arène électorale, contribua à réduire la représentation juive à 22, dont 16 sionistes³. En 1930, le régime Pilsudski s'était réduit à un État policier intense, faisant preuve d'une brutalité sévère à l'encontre de ses prisonniers politiques. Pilsudski conserva la Diète en vie, mais trafiqua les élections et dirigea le pays en faisant fi de sa présence, si bien que les résultats des élections de 1930 furent tout à fait futiles. La représentation juive déclina encore, à 11, dont 6 sionistes.

Avec l'intensification de la dictature, les parlementaires sionistes firent preuve d'un intérêt accru envers l'opposition anti-Pilsudski, mais ces tendances furent contrées par la victoire d'Hitler dans l'Allemagne voisine. Le sionisme polonais avait sous-estimé les nazis au départ. Avant qu'Hitler prît le pouvoir, les quotidiens sionistes *Haint*, *Der Moment* et *Nowy Dziennik* avaient assuré à leurs lecteurs qu'une fois au pouvoir, Hitler verrait son antisémitisme réduit du fait de la présence des conservateurs, comme von Papen et Hugenburg dans son gouvernement de coalition. Ils pensaient que les besoins de l'économie allemande l'amènerait bientôt à adopter une approche plus modérée⁴. Quelques semaines du *nouvel ordre* suffirent à mettre à mal ces fantasmes, et les sionistes polonais se mirent bientôt à craindre que la réussite des nazis pût engendrer une vague d'extrémisme en Pologne. L'intérêt pour un bloc d'opposition cessa, et Pilsudski redevint l'homme du moment en faisant du bruit contre le régime en place à Berlin⁵. Le renversement d'opinion abrupt des sionistes à l'égard du dictateur ne se fit pas sans des cris de protestations de la part des partis d'opposition qui résistaient à Pilsudski. La *Jewish Telegraphic Agency* fit ainsi mention

3. Zionism in Poland, *Encyclopedia of Zionism and Israel*, vol.11, p.899

4. Nana Sagi and Malcolm Lowe, *Research Report : Pre-War Reactions to Nazi anti-Jewish Policies in the Jewish Press*, *Yad Vashem Studies*, vol.XII, p.401

5. Pawel Korzec, *Anti-Semitism in Poland as an Intellectual, Social and Political Movement*, *Studies on Polish Jewry, 1919-1939*, p.79

d'un débat sur la question juive à la Diète le 4 novembre 1933 :

*Le député Rog, dirigeant du parti paysan...a dénoncé l'attitude anti-juive de l'Allemagne d'Hitler. Le crime qui est en train d'être commis contre les Juifs allemands est un crime mondial, a-t-il affirmé. Il a déclaré que la Pologne ne prendrait jamais exemple sur l'Allemagne hitlérienne. Il a cependant poursuivi en précisant qu'il ne comprenait pas comment les hommes politiques juifs qui luttent contre la dictature allemande peuvent concilier leur conscience avec le soutien qu'ils accordent en Pologne à la dictature polonaise. Ce n'est pas une bonne chose, a-t-il argué, que les masses polonaises aient en tête la manière dont les Juifs soutiennent leurs oppresseurs*⁶.

Le 26 janvier 1934, Pilsudski signa un pacte de paix de dix ans avec Hitler. La même année, les autorités de Varsovie, observant l'impuissance de la Société des nations à gérer le problème allemand, décida de révoquer le traité des minorités signé sous la contrainte à Versailles. Le 13 septembre 1934, à Genève, Nahum Goldmann rencontra Jozef Beck, le ministre polonais des affaires étrangères, pour essayer de le convaincre de changer d'avis, mais sans succès. Comme d'habitude, l'OSM refusa d'organiser des manifestations d'ampleur à l'étranger, et préféra compter sur les interventions diplomatiques de Londres et de Rome⁷. Les sionistes polonais restèrent loyaux à Pilsudski jusqu'à sa mort, le 12 mai 1935, puis Osias Thon et [Apolinary Hartglas](#), président de l'organisation sioniste polonaise, proposèrent que soit baptisée une « *forêt Pilsud-*

6. Jewish Debate in Polish Parliament, Jewish Weekly News (Melbourne, 29 décembre 1933), p.5

7. Zosa Szajkowski Western Jewish Aid and Intercession for Polish Jewry 1919-1939, Studies on Polish Jewry, p.231

ski » en Palestine à sa mémoire⁸. Les révisionnistes palestiniens annoncèrent qu'ils allaient renommer un hôtel pour immigrants en son honneur⁹.

« Les travailleurs ne se sont pas faits contaminer »

La victoire d'Hitler excitait les extrémistes au sein des antisémites polonais, mais tant que le maréchal resta en vie, sa police garda pour ordre strict de réprimer toute forme d'agitation de rue. Cependant, ses successeurs, les « *colonels* », ne purent pas politiquement se permettre de maintenir une telle politique. Ils n'avaient pas hérité de son prestige, et savaient que faute d'adopter une politique populaire, ils se feraient renverser. L'antisémitisme constitua un choix évident, car cette option flattait les préjugés traditionnels d'une part importante de la classe moyenne polonaise. Cependant, ils continuèrent d'essayer de maintenir l'ordre; les restrictions imposées aux Juifs devaient strictement suivre les règles de loi. Le noyau dur antisémite des Endek, et leurs rejetons, les national-radicaux pro-nazis ou *Naras*, comprirent que la capitulation des colonels face au sentiment antisémite déclinait de leur faiblesse, et défièrent souvent la police. Le pays fut bientôt traversé par une vague de pogroms. Les exactions prenaient souvent leur source dans les universités, où les Endek et les Nara essayèrent d'instituer des « *bancs ghettos* » et un *numerus clausus* pour les Juifs. Bientôt, un boycott des enseignes juives fut mis en oeuvre, et des bandes itinérantes d'antisémites se mirent à terroriser les Polonais qui soutenaient les magasins juifs. Des attaques de rue contre des Juifs furent signalées quotidiennement.

8. Ezra Mendelsohn, *The Dilemma of Jewish Politics in Poland : Four Responses*, p.26

9. Pilsudski Wood, *Palestine Post* (16 mai 1935), p.1

La résistance juive face aux acteurs de pogroms résulta en grande partie du travail des *Bundistes*. Bien qu'en nombre bien plus restreint que les sionistes jusqu'au milieu des années 1930, ils avaient toujours constitué la force dominante au sein du mouvement travailliste juif. Désormais, ils organisaient des patrouilles volantes de 24 heures depuis leur siège de Varsovie. Dès qu'ils avaient vent d'une attaque, leur *Ordernergrupe* sortait se battre, des bâtons et tuyaux en main. À certains moments, on compta des centaines des *Bundistes*, d'unionistes juifs et d'amis en provenance de la milice du PPS, l'*Akcja Socyalistyczna*, engagés dans des batailles rangées contre les soutiens des Endek et des Nara¹⁰. La plus importante de ces batailles de rue fut celle qui se déroula dans le *jardin de Saxe*, le célèbre parc de Varsovie, en 1938, lorsque le Bund découvrit que les Nara préparaient un pogrom dans le parc et les rues avoisinantes. Bernard Goldstein, qui dirigeait l'*Ordernergrupe*, décrit ultérieurement cet affrontement dans ses mémoires.

Nous organisâmes un vaste groupe de combattants résistants, que nous concentrâmes autour de la vaste place qui jouxte la porte de fer. Notre objectif était d'attirer les hooligans sur cette place, qui était fermée sur trois côtés, et d'en barrer le quatrième accès, pour les maintenir dans une nasse où nous pourrions nous battre et leur inculquer une bonne leçon... Lorsque nous eûmes un bon nombre de hooligans Nara sur la place... nous surgîmes d'un coup hors de nos cachettes, les entourant de toute part... il fallut par la suite appeler des ambulances¹¹.

Avant cela, le 26 septembre 1937, les Nara avaient fait exploser le siège du Bund. Le Bund mit rapidement sur pied un groupe constitué de trente personnes : dix bundistes, dix membres d'un

10. Leonard Rowe, *Jewish Self-Defense : A Response to Violence, Studies on Polish Jewry*, p.121

11. *Ibid.*, p.123



FIGURE 20.1 – Akcja Socjalistyczna en 1939 à Gdynia

groupe sioniste dissident, le *Poale Zion de gauche*, et dix Polonais du PPS. Ils se rendirent au siège du PPS. Les Polonais, se faisant passer pour des agents d'entretien, entrèrent les premiers, et coupèrent les fils du téléphone. Les autres membres du commando s'engouffrèrent alors dans le bâtiment. Hyman Freeman, l'un des Bundistes, affirma plus tard au sujet de cette opération :

*Il y eut combat, mais ils n'eurent pas vraiment d'occasion de présenter une vraie résistance. Nous les avons attaqués à la manière d'une blitzkrieg. Nous avons vraiment dévasté leurs locaux, et nous les avons sévèrement battus...Ce fut vraiment une réalisation extraordinaire*¹².

12. Ibid., p.124

Malgré une erreur assez répandue voulant que l'antisémitisme fût endémique parmi toutes les classes de la société polonaise, les preuves établissent que ce phénomène était principalement implanté au sein de la classe moyenne, et d'une façon beaucoup moins répandue, de la classe paysanne. Le gros de la classe laborieuse polonaise suivait le PPS, et comprit dès le départ que la lutte du Bund était la leur, et leur aide aux Juifs assaillis fut vitale dans les repréailles menées contre les Nara. En 1936, le *Palestine Post* fit savoir à ses lecteurs que dès lors que les gangs d'étudiants fascistes allaient s'assembler en essaims hors de leurs sanctuaires universitaires pour démarrer un pogrom :

*les travailleurs et étudiants polonais non-juifs viendraient en aide aux Juifs. Récemment, le parti socialiste polonais (PPS) a programmé plusieurs immenses rassemblements de propagande. . . des allocutions très vibrantes ont été prononcées par des Polonais non-juifs, qui apparaissaient pathétiquement désireux de se dissocier de l'erratisme « Endek »*¹³.

Jacob Lestchinsky, l'un des plus éminents universitaires sionistes de l'époque, décrit la mentalité du mouvement travailliste polonais dans un article paru dans l'édition du mois de juillet 1936 du *Jewish Frontier* :

le parti travailliste polonais peut à raison se targuer d'avoir réussi à immuniser les travailleurs contre le virus anti-juif, malgré l'atmosphère empoisonnée qui est celle que connaît la Pologne. Leur position sur ce sujet est devenue quasiment traditionnelle. Même dans les villes et les districts qui semblent avoir le plus fortement subi l'infection du type le plus révoltant d'antisé-

13. The Anti-Jewish Excesses in Poland, *Palestine Post* (29 janvier 1936), p.3

*mitisme, les travailleurs ne se sont pas faits contaminer*¹⁴.

D'autres groupes se montraient pro-juifs. Au sein des foules ukrainiennes, l'antisémitisme avait cru de manière alarmante, de nombreux nationalistes étant devenus pro-nazis. Ils s'illusionnaient à croire que l'Allemagne, par hostilité envers les colonels polonais ainsi qu'envers Staline, allait sans trop savoir quand les aider plus tard à gagner leur indépendance. Cependant, la petite portion d'étudiants ukrainiens, qui se trouvaient confrontés au chauvinisme de la classe moyenne polonaise dans ses places fortes universitaires, ne se laissa jamais infecter par l'anti-sémitisme du peuple. Ils comprenaient ce qui adviendrait de leurs chances de mener une carrière si les Endek et les Nara triomphaient. Au mois de décembre 1937, le *Palestine Post* écrivit que :

*Dans les universités de Vilnius et de Lemberg (Lviv), les étudiants russes blancs et ukrainiens ont presque rallié un corps : le front anti-ghetto, et ils aident les Juifs dans leur combat contre les mesures médiévales*¹⁵.

Les paysans étaient divisés quant à la question juive. Les riches étaient enclins à l'antisémitisme, surtout dans les provinces occidentales de la Pologne. Au Sud, et dans une moindre mesure dans la région centrale, les foules rurales suivaient le parti paysan. En 1935, les Paysans avaient adopté une position incohérente, insistant à la fois sur le principe de droits démocratiques pour tous les Juifs dans le pays, et appelant à la polonisation de l'économie et à l'émigration juive vers la Palestine et vers d'autres lieux¹⁶. Mais en 1937, le parti insistait sur l'idée que la campagne antisémite

14. Jacob Lestchinsky, *Night over Poland*, Jewish Frontier (juillet 1936), pp.11-12

15. William Zukerman, *Jews in Poland*, Palestine Post (1^{er} décembre 1937), p.4

16. Joel Cang, *The Opposition Parties in Poland and their Attitudes toward the Jews and the Jewish Problem*, Jewish Social Studies (avril 1939), p.248

ne s'apparentait guère qu'à une ruse visant à détourner l'attention des vrais problèmes politiques, et en particulier celui de la réforme territoriale. Au mois d'août 1937, une vaste proportion de la paysannerie mena une grève générale de dix jours. La police tua cinquante manifestants, mais en dépit de cela, la grève fut totale en de nombreux endroits. Alexander Erlich, de l'université de Columbia, qui était alors un dirigeant du Bund, reporte que : « *Durant la grève, on voyait, sur les piquets de grève, des Chassidim barbus aux côtés des paysans*¹⁷. » Le gouvernement ne parvint à se maintenir en fonction que parce que les dirigeants de la vieille garde paysanne ne voulaient pas travailler avec les socialistes.

Le Bund et le PPS impliquèrent les foules dans la lutte contre les antisémites. Le 9 mars 1936, le meurtre de deux Juifs, et les blessures graves subies par une dizaine d'autres à Przytyk fut le signal d'une réponse définitive, et le Bund appela à une grève générale d'une demi-journée pour le 17 mars, avec le soutien du PPS. Toutes les entreprises juives — une part significative de la vie économique du pays — s'arrêtèrent. Les unions du PPS de Varsovie et de la plupart des grandes villes soutinrent la grève, et une part importante de l'activité s'arrêta en Pologne. Ce fut vraiment le « *Sabbat des Sabbats!* » que décrivit la presse juive.

Au mois de mars 1938, le Bund déclara une grève de deux jours contre les bancs-ghettos et la terreur perpétuelle au sein des universités. Malgré les attaques fascistes, qui connurent un point d'arrêt, nombre d'universitaires polonais parmi les plus distingués rallièrent les unions organisées entre la communauté juive et le PPS dans les rues, une réussite magnifique dans un pays où l'on faisait se tenir sages son enfant en le menaçant de laisser un Juif l'emporter dans un sac.

17. Alexander Erlich et al., *Solidarnosc, Polish Society and the Jews*, p.13

Des victoires électorales qui ne débouchèrent sur rien

Les foules commencèrent à se rapprocher du Bund lors des élections de la communauté juive de 1936, et le Bund ainsi que le PPS obtinrent tous deux des résultats en forte croissance lors des élections municipales qui suivirent la même année. Cependant, c'est à ce point que d'importantes limites se révélèrent au grand jour au sein du PPS. À Lodz, la ville la plus industrialisée de toute la Pologne, le PPS refusa toute union électorale avec le Bund, parce que sa direction se préoccupait de perdre des voix si le parti se trouvait identifié aux Juifs. Néanmoins, dans la pratique, les deux parties étaient alliés dans la tenue des affaires quotidiennes, et continuèrent de gagner du soutien. Les réformistes sociaux-démocrates du PPS n'abandonnèrent jamais leur mentalité d'opportunisme électoral, et refusèrent de nouveau de rallier une liste conjointe lors des élections municipales de décembre 1938 et janvier 1939. Le Bund dut se présenter à part, mais les deux partis se soutinrent alors mutuellement dans les zones où l'un ou l'autre se retrouvait en minorité. Alliés *de facto*, ils remportèrent la majorité à Lodz, Cracovie, Lviv, Vilnius et dans d'autres grandes villes, et empêchèrent la constitution d'une majorité gouvernementale à Varsovie. Le PPS remporta 26.8 % des suffrages, le Bund 9.5 % de plus, et, bien qu'ils ne fussent guère reliés entre eux, leurs 36.3 % furent considérés comme socialement bien plus influents que les 29.0 % de la liste des colonels ou que les 18.8 % des Endek. Le *New York Times* rapporta la « victoire écrasante » de la gauche, ainsi que la perte de terrain subie par les antisémites profondément divisés entre eux¹⁸. Dans les districts juifs, le Bund causa des ravages dans le camp sioniste et accapara 70 % des voix, ce qui lui accorda 17 des 20 sièges juifs à Varsovie,

18. Democrats win in Polish Elections, *New York Times* (20 décembre 1938) ; et *The Times* (London, 20 décembre 1938)

les sionistes se trouvant réduits à occuper un seul siège¹⁹.

« J'aimerais qu'un million de Juifs polonais puissent se faire massacrer »

Les foules juives se mirent à se détourner des sionistes sur la fin des années 1930. Lorsque les Britanniques limitèrent les quotas d'immigration, après la révolte arabe, la Palestine n'apparut plus comme une solution à leurs problèmes. L'émigration de Pologne vers la Palestine chuta de 29 407 personnes en 1935 à 12 929 en 1936, à 3 578 en 1937, puis à 3 346 en 1938. Cependant, une autre raison fondamentale existe quant à ce détournement du sionisme. Le mouvement fut discrédité du fait que tous les antisémites, du gouvernement aux Nara, se montraient favorables à l'émigration vers la Palestine. « *La Palestine* » se retrouva parée d'atours morbides dans la vie politique polonaise. Lorsque les représentants juifs prenaient la parole à la Diète, les représentants du gouvernement et des Endek les interrompaient avec des slogans comme « *allez en Palestine !* »²⁰ Partout, les piquets de boycott antijuifs arboraient la même pancarte : « *Moszku idz do Palestyny !* » (Les youpins en Palestine!)²¹. En 1936, les délégués endek du conseil municipal de Piotrkow décidèrent de proposer un geste symbolique, consistant à verser une allocation d'un zloty « *pour poursuivre l'émigration de masse des Juifs de Piotrkow vers la Palestine*²² ». Le 31 août 1937, ABC, le journal des Nara, affirma :

*La Palestine ne résoudra pas la question à elle seule,
mais elle peut constituer le départ d'une émigration de*

19. Bernard Johnpoll, *The Politics of Futility*, p.224; et Edward Wynot, *Polish Politics in Transition*, pp.234-5

20. American Jewish Year Book 1937-1938, p.392

21. S. Andreski, *Poland* in S. Woolf (ed.), *European Fascism*, p.179

22. Endeks propose mass emigration of Jews, *World Jewry* (Londres, 13 mars 1936), p.5

*masse des Juifs hors de Pologne. Par conséquent, il ne faut pas la négliger dans la tenue des affaires étrangères polonaises. L'émigration volontaire des Juifs vers la Palestine peut réduire les tensions dans les relations polono-juives*²³.

Les colonels n'avaient guère besoin d'encouragements de la part des Nagar ; ils avaient toujours été de philo-sionistes enthousiastes, et soutinrent chaleureusement la proposition de partition de la Palestine émise par la commission Peel. Au mois de septembre 1937, Weizmann rencontra Jozef Beck et se vit assuré qu'une fois définies les frontières du nouvel État, Varsovie ferait tout son possible pour accorder aux sionistes le plus vaste territoire possible²⁴.

Le mouvement sioniste n'avait jamais cru qu'il serait possible pour les Juifs de Pologne de résoudre les problèmes qu'ils connaissaient sur le sol polonais. Même au cours des années 1920, tout en manœuvrant avec les autres minorités nationales, Gruenbaum s'était fait remarquer par ses proclamations selon lesquelles les Juifs n'étaient guère qu'un « *bagage excédentaire* » dans le pays, et que « *la Pologne accueille un million de Juifs de plus qu'elle ne le peut réellement*²⁵ ». Lorsqu'après le meurtre d'Arlosoroff, les Britanniques découvrirent le journal intime d'Abba Achimeir, ils constatèrent que cette vision y était exprimée avec plus de force encore : « *J'aimerais qu'un million de Juifs polonais puissent se faire massacrer. Alors peut-être pourraient-ils comprendre qu'ils vivent dans un ghetto*²⁶ ».

Les sionistes minimisaient constamment les tentatives menées par le PPS en vue d'aider les Juifs. Le *Palestine Post*, dans le même

23. The Jewish Situation in Poland during August and September 1937, Information Bulletin (American Jewish Committee), nos.8-9 (1937), p.3

24. Agreement Outside Mandate Sought, *Palestine Post* (15 septembre 1937), p.8

25. Szajkowski, « Reconstruction » vs. « Palliative Relief » in *American Jewish Overseas Work (1919-1939)*, Jewish Social Studies (janvier 1970)

26. *Jewish Daily Bulletin* (8 septembre 1933) p.1.

article de 1936 qui relatait les batailles de rues entre travailleurs et antisémites, écrivit qu'« *il vaut décidément la peine de noter que cette manifestation d'espoir ne porte guère de poids*²⁷ ». Au mois de juin 1937, l'*American Labor Zionist Newsletter* fit part du même scepticisme :

*Il est vrai que le PPS fait désormais montre de sa solidarité avec les masses juives en Pologne, et ce avec un courage et une énergie sans précédents. Mais on peut fortement douter que les éléments socialistes et authentiquement libéraux de Pologne soient dans les faits en position de rassembler assez de résistance pour mettre un arrêt la marche en avant du fascisme polonais*²⁸.

Dans les faits, bien que les sionistes travaillistes relevassent en théorie de la même Internationale socialiste que le PPS, ils espéraient pouvoir ignorer cette dernière et parvenir directement à un accord négocié avec les ennemis des socialistes polonais. Dans son éditorial du 20 septembre 1936, la *Newsletter* publiait ceci :

*Le gouvernement polonais a émis une déclaration qui a suscité l'attention au niveau politique international, selon laquelle il se prépare à appuyer ses demandes de colonies. . . L'opinion des observateurs réalistes est que la question de la redistribution des colonies est en passe de devenir vitale. Pour cette raison, les projets et propositions de cette nature, émis par les pays disposant d'importantes populations juives, devraient faire l'objet de toute l'attention de la direction juive mondiale*²⁹.

En réalité, la Pologne n'avait aucun levier pour se créer « *une place au soleil* », mais en accordant du crédit à la frange lunatique de la droite polonaise, les sionistes espéraient persuader l'opinion

27. Palestine Post (29 janvier 1936), p.

28. Poland, Labor Zionist Newsletter (4 juin 1937), pp.1-2

29. The Diaspora, Labor Zionist Newsletter (20 septembre 1936), p.10

mondiale que la réponse à l'antisémitisme polonais résidait en dehors du pays.

Bien que l'OSM désirât composer avec le régime de Varsovie, après l'abandon par les Britanniques du projet de partition de Peel et leurs coupes franches dans les quotas d'immigration, ses disciples n'avaient plus rien à proposer aux colonels polonais, et ce furent les révisionnistes qui devinrent les collaborateurs les plus intimes du régime. Au mois d'octobre 1936, [Jacob de Haas](#) résuma l'attitude des Juifs polonais comme suit :

Bien entendu, il est déplaisant de se voir affirmer que les Juifs sont « superflus » où que ce soit. D'un autre côté, se montrer sensible aux mots qui sont choisis, et seront choisis, dans des affaires de cette nature, revient à s'exposer à une douleur qui n'est pas nécessaire. Nous devrions nous montrer capables d'en avaler bien plus, pourvu qu'un résultat sain soit produit³⁰.

Jabotinsky avait proposé d'« évacuer » 1 500 000 Juifs hors d'Europe de l'Est sur une période de dix ans, dont la plupart en provenance de Pologne. Il essayait d'habiller élégamment cette reddition à l'antisémitisme, mais en 1937, il reconnut qu'il avait du mal à trouver un terme adéquat pour sa proposition :

J'avais d'abord pensé à « Exode », à un second « départ hors d'Égypte ». Mais cela ne va pas fonctionner. Nous sommes engagés en politique, nous devons pouvoir approcher d'autres nations et demander le soutien d'autres États. Et ce faisant, nous ne pouvons pas nous réduire à un terme qui soit offensant, qui rappelle Pharaon et ses dix plaies. En outre, le mot « Exode » évoque une terrible image d'horreurs, l'image d'une foule

30. Jacob de Haas, *They are willing to go*, Chicago Jewish Chronicle (2 octobre 1936), p.1

*désorganisée de l'échelle d'une nation qui fuit, frappée de panique*³¹.

En 1939, les révisionnistes envoyèrent **Robert Briscoe**, alors membre du parlement irlandais pour le **Fianna Fáil** (et qui plus tard deviendrait célèbre en tant que maire juif de la ville de Dublin) faire une proposition au colonel Beck :

*Au nom du nouveau mouvement sioniste... Je suggère que vous demandiez à la Grande-Bretagne de vous céder son mandat sur la Palestine, afin que vous en fassiez dans les faits une colonie polonaise. Vous pourriez alors déplacer tous vos Juifs indésirables en Palestine. Cela apporterait un fort soulagement à votre pays, et vous disposeriez là-bas d'une colonie prospère et croissante qui contribuerait à votre économie*³².

Les Polonais ne perdirent pas leur temps à demander ce mandat. Il sera rappelé que Jabotinsky projeta d'envahir la Palestine en 1939. Cette opération fut au départ planifiée dès 1937, lorsque les Polonais acceptèrent d'entraîner l'Irgun et de l'armer pour une invasion de la Palestine en 1940³³. Au printemps 1939, les Polonais établirent à Zakopane, dans les montagnes du Tatra, un camp d'entraînement à la guérilla pour leurs clients révisionnistes³⁴. Vingt-cinq membres de l'Irgun, venant de Palestine, s'y virent enseigner l'art du sabotage, de la conspiration et de l'insurrection par des officiers polonais³⁵. Des armes furent fournies, pouvant équiper 10 000 hommes, et les révisionnistes étaient en train de se préparer à passer les armes en contrebande vers la Palestine lorsque la seconde

31. Vladimir Jabotinsky, *Evacuation – Humanitarian Zionism (1937)*, publié dans *Selected Writings of Vladimir Jabotinsky (South Africa, 1962)*, p.75

32. Robert Briscoe, *For the Life of Me*, p.28

33. J. Bowyer Bell, *Terror Out of Zion*, p.28

34. Daniel Levine, *David Raziel The Man and His Times*, pp.259-60

35. Nathan Yalin-Mor, *Memories of Yair and Etzel*, *Jewish Spectator* (Été 1980), p.33

guerre mondiale éclata. Avraham Stern, le principal instigateur du camp de Zakopane, affirma aux stagiaires qu'un passage vers la Palestine en passant par la Turquie et l'Italie était une « *affaire de négociations diplomatiques présentant des possibilités* », mais il n'existe pas de trace indiquant une implication des Italiens, et encore moins des Turcs³⁶. Stern était l'un des plus ardents fascistes au sein du révisionnisme, et il pensait que si Mussolini en arrivait à comprendre qu'ils comptaient défier les Britanniques pour de bon, il pourrait être amené à raviver sa politique pro-sioniste. L'invasion fut au départ projetée comme une tentative sérieuse de prendre le pouvoir, et lorsque Jabotinsky proposa de la transformer en geste symbolique visant à établir un gouvernement d'exil, un débat amer s'ensuivit au sein du commandement de l'Irgun. Ces discussions connurent un point d'arrêt lorsqu'ils furent arrêtés par les Britanniques à la veille de la guerre.

Il sera sans doute difficile de croire qu'un groupe juif ait pu sérieusement élaborer un projet aussi utopique, et persuader les Polonais de le soutenir. Cependant, ce projet avait pour avantage aux yeux du régime d'écarter des milliers de Betarim loin de toute action contre les antisémites. Ils boxaient, luttaient, et usaient quelque peu d'armes à feu, mais à moins d'être attaqués, ils ne combattirent jamais les fascistes. Selon Shmuel Merlin, qui était alors secrétaire général de la NZO à Varsovie :

Il est tout à fait exact d'affirmer que le Bund seul organisa une lutte structurée contre les antisémites. Nous ne considérons pas que nous devons nous battre en Pologne. Nous estimions que la bonne manière de résoudre la situation était de faire partir les Juifs hors de Pologne. Nous ne nourrissions aucun esprit d'animosité³⁷.

36. Levine, *David Raziël*, p.260

37. Interview par le présent auteur de Shmuel Merlin, le 16 septembre 1980

L'échec des socialistes, et la trahison des sionistes

Il ne faut pas croire que les travailleurs polonais étaient tous de fervents soutiens pour les Juifs. Le PPS était hostile au Yiddish, et considérait les **Hasid** fanatiques avec un mépris enjoué. Cependant, le parti avait assimilé des dirigeants juifs, tel **Herman Liebermann**, son membre le plus éminent au parlement, et nombre de ses dirigeants avaient épousé des Juives. En 1931, le PPS fit une proposition temporaire au Bund : la milice du PPS, l'*Akcja Socjalistyczna*, pourrait protéger la section du Bund lors de leur manifestation commune au mois de mai, et l'*Ordenergrupe* du Bund pourrait protéger le contingent du PPS. Le Bund refusa cette proposition magnifique. Il appréciait l'esprit de ce geste, mais refusa au motif qu'il était du devoir des Juifs d'apprendre à se protéger par eux-mêmes³⁸. Le peu d'entrain des dirigeants du PPS à établir un front unifié avec le Bund pour les dernières élections municipales, très importantes, ne fut pas fondé sur leur propre antisémitisme, mais sur une application générale en Pologne d'une préoccupation funeste parmi les sociaux-démocrates de protéger leurs voix. Au lieu d'essayer de s'attirer les voix des travailleurs les plus arriérés, ils auraient dû en appeler à l'unité des travailleurs et paysans les plus avancés pour s'en prendre au régime. Le Bund, du fait de son incapacité à comprendre les potentiels gigantesques qui découlaient de la proposition de défense de 1931, et de son inaptitude générale à comprendre que les Juifs ne pourraient jamais défaire leurs ennemis de manière irrévocable — ni parvenir au socialisme avec leur propre parti, isolé de la classe laborieuse polonaise, contribua lui aussi à la déviance nationaliste de la classe laborieuse. Les deux partis étaient par essence réformistes ; les colonels subirent une grave défaite avec les élections municipales, mais faute d'une poussée en avant, ils attendirent passivement que le régime tombât

38. Rowe, *Jewish Self-Defense*, pp.113-14

sous son propre poids. Dans l'intérêt de l'« *unité nationale* », ils annulèrent leurs rassemblements du mois de mai 1939, alors que le seul salut pour la Pologne aurait été qu'ils mettent les masses en mouvement face au régime, en exigeant que l'ensemble du peuple soit armé.

Mais si le Bund et le PPS échouèrent à l'examen final, au moins combattirent-ils les antisémites polonais. Les sionistes n'en firent rien. Au contraire, ils rivalisèrent pour s'attirer le soutien des ennemis des Juifs.

Chapitre 21

Le sionisme dans la Pologne de l'holocauste

Aussitôt après l'invasion de la Pologne par les nazis, les Juifs furent condamnés. Hitler escomptait que la conquête de la Pologne fournît le « *Lebensraum* » aux colons allemands. Certains Polonais, ceux qui étaient de la meilleure race, pourraient être assimilés de force à la nation allemande, et le reste se verrait exploité brutalement comme travailleurs esclaves. Au vu de ces objectifs raciaux envers la population slave, il était évident qu'il n'y avait pas de place pour les Juifs dans le Reich étendu. Les nazis permirent, et encouragèrent même de force, l'émigration juive hors d'Allemagne et d'Autriche jusqu'à un stade avancé de l'année 1941, mais dès le départ, l'émigration hors de Pologne fut réduite à un niveau de goutte à goutte afin que le flux sortant de la grande Allemagne ne soit pas gêné. Au départ, les occupants permirent aux Juifs étatsuniens d'envoyer des colis alimentaires, mais cela ne se produisit que parce qu'Hitler avait besoin de temps pour organiser le nouveau territoire et mener la guerre.

La classe laborieuse ne capitule pas

Dans les jours de l'invasion allemande, le gouvernement polonais déclara que Varsovie était une ville ouverte, et ordonna à tous les hommes valides de reculer jusqu'à une nouvelle ligne, au niveau de la rivière Bug. Le comité central du Bund s'interrogea : valait-il mieux que les Juifs se battissent jusqu'à la fin à Varsovie, ou qu'ils vissent leurs familles tomber entre les mains d'Hitler, mais ils ne pensaient pas que les Juifs les suivraient pour résister, ni que les Polonais toléreraient qu'ils amènent la ruine sur la ville, si bien qu'ils décidèrent de reculer avec l'armée. Ils laissèrent en arrière un comité réduit, et ordonnèrent à tous les autres membres du parti de suivre l'armée vers l'Est. Alexander Erlich a expliqué leur position :

Cela doit paraître naïf, car nous savons désormais que Staline s'apprêtait à envahir par l'Est, mais nous pensions que les lignes allaient se stabiliser. Nous convînmes que nous serions plus efficaces avec une armée assaillie que nous ne pourrions jamais l'être sur un territoire tenu par les Allemands¹.

Alors qu'il était sur le point d'atteindre le Bug, le comité du Bund entendit que l'ordre d'évacuation avait fait l'objet d'une annulation. [Mieczyslaw Niedzialkowski](#) et [Zygmunt Zaremba](#), du PPS, avaient convaincu le général Tshuma, le commandant militaire, qu'il était psychologiquement central pour le mouvement de résistance dans le futur que la capitale polonaise ne tombât pas sans combattre. Le Bund donna pour instruction à deux de ses dirigeants, Victor Alter et Bernard Goldstein, de rentrer à Varsovie. La route du retour était totalement bouchée, et ils décidèrent de se diriger vers le Sud, puis de se rapprocher de Varsovie depuis cette direction. Ils allèrent jusque Lublin, où ils se séparèrent. Alter ne parvint jamais à rentrer, mais Goldstein arriva à Varsovie

1. Interview par le présent auteur d'Alexander Erlich, le 3 octobre 1979

le 3 octobre. La ville était alors tombée, mais après une défense déterminée menée par des soldats et des bataillons de travailleurs des zones environnantes, encadrés par le PPS et le Bund.

La direction sioniste se disperse

La plupart des dirigeants sionistes en vue quittèrent Varsovie lorsque l'armée évacua la ville mais, contrairement au *bundistes*, aucun d'eux ne revint en apprenant que la capitale devait finalement être défendue. Après que les Soviétiques traversèrent la frontière, ils s'enfuirent en Roumanie, ou bien vers le Nord, à Vilnius, dont ils avaient ouï dire qu'elle avait été cédée à la Lituanie par les Soviétiques. Parmi les réfugiés, on comptait [Moshe Sneh](#), le président de l'organisation sioniste polonaise, Menachem Begin, qui dirigeait alors le Betar polonais, et ses amis [Nathan Yalin-Mor](#) et [Israel Scheib \(Eldad\)](#)². Sneh se rendit en Palestine et prit par la suite les commandes de l'*Haganah* entre 1941 et 1946. Begin finit par se faire arrêter en Lituanie par les Russes et, après un calvaire dans les camps sibériens de Staline, il fut libéré au moment où l'Allemagne envahit l'Union soviétique. Il quitta l'URSS sous le statut de soldat exilé de la Pologne, et parvint en Palestine en 1942 ; il rejoignit ultérieurement l'Irgun lors de la révolte de 1944 contre la Grande-Bretagne. Nathan Yalin-Mor et Israel Scheib (Eldad) montèrent par la suite pour devenir deux des trois commandants du « *Gang Stern* », un groupe qui s'était séparé de l'Irgun. Parmi les sionistes, seuls les jeunesses d'Hashomer et d'HeChalutz renvoyèrent des organisateurs dans la mêlée polonaise. Les autres s'employèrent, pour certains avec succès, à obtenir des certificats pour la Palestine et à quitter le carnage de l'Europe.

Abandonnèrent-ils leur peuple pour foncer vers la Palestine ? Avec Begin, les choses sont claires. Il a affirmé en 1977, au cours

2. Yitzhak Arad, *The Concentration of Refugees in Vilna on the Eve of the Holocaust*, Yad Vashem Studies, vol.IX, p.210

d'une interview :

Avec un groupe d'amis, nous atteignîmes Lviv [Lemberg] en une tentative vaine et désespérée d'essayer de traverser la frontière et de parvenir à Eretz Yisroël — mais nous échouâmes. À ce stade, nous ouïmes dire que Vilnius allait devenir la capitale d'une république de Lituanie indépendante, du fait des Russes³.



FIGURE 21.1 – Unité Betarim en Pologne, à Bielsk Podlaski. Menachem Begin au milieu du premier rang, avec des lunettes. Source : museumoffamilyhistory.com

Lorsque Begin se fit arrêter, en 1940, il escomptait poursuivre son voyage jusqu'en Palestine, et ne nourrissait aucun projet de retour en Pologne. Dans son ouvrage, *White Nights*, il a écrit qu'il avait affirmé à ses geôliers russes, dans la prison Lukishki de Vilnius, que :

J'avais reçu un laissez-passer depuis Kovno pour mon épouse et moi-même, ainsi que des visas pour la Pales-

3. Hyman Frank, *The World of Menachem Begin* (Jewish Press, 2 décembre 1977)

tine. Nous étions sur le point de partir, et ce fut mon arrestation qui m'empêcha de le faire.

Quelques pages plus loin, il ajoute : « *Nous étions sur le point de partir...mais il nous fallait laisser nos biens aux soins d'un ami*⁴. »

Deux de ses biographes les plus récents, ses camarades révisionnistes Lester Eckman et Gertrude Hirschler, ont noté qu'il avait été condamné par son mouvement pour sa fuite, mais ils affirment qu'il envisageait un retour :

*il reçut une lettre de Palestine le critiquant pour avoir fui la capitale polonaise alors que d'autres Juifs y restaient bloqués. La lettre affirmait qu'en tant que capitaine du Betar, il aurait dû être le dernier à abandonner le navire en perdition. Begin fut traversé par des sentiments de culpabilité ; il fallut que ses camarades déploient des efforts intenses pour le faire renoncer à son acte impulsif, qui lui aurait sans doute coûté la vie*⁵.

Begin ne fait pas mention de cela dans son livre *White Nights*, mais explique qu'« *il ne faut aucun doute que j'aurais figuré parmi les premiers à être exécutés si les Allemands m'avaient pris à Varsovie*⁶. » Dans les faits, il n'y eut pas de persécutions particulières menées contre les sionistes en général ou contre les révisionnistes en particulier, ni à Varsovie ni ailleurs. Au contraire, jusqu'en 1941, après l'invasion de l'Union soviétique, les Allemands nommèrent [Josef Glazman](#), dirigeant du Betar lituanien, inspecteur de la police juive dans le ghetto de Vilnius. Begin voulait se rendre en Palestine parce qu'il avait été celui qui, lors du Congrès Betar de 1938, avait hurlé le plus fort pour qu'on la conquît au plus tôt. Un post-scriptum intéressant fit surface le 2 mars 1982, au cours d'un

4. Menachem Begin, *White Nights*, pp.84-5, 87

5. Lester Eckman et Gertrude Hirschler, *Menachem Begin*, p.50

6. Begin, *White Nights*, p.79

débat qui fut tenu au parlement israélien. Begin demanda solennellement : « *Combien de personnes au parlement eurent-ils à porter l'étoile de David ? Je fais partie du nombre*⁷. »

Begin avait fui devant les nazis, et lorsqu'il parvint en Lituanie comme réfugié, on n'y arborait pas l'étoile jaune.

Les Judenrats

En arrivant à Varsovie, les Allemands tombèrent sur [Adam Czerniakow](#), sioniste et président de l'association des artisans juifs, qui dirigeait ce qui restait d'organisation de la communauté juive, et ils lui ordonnèrent d'établir un *Judenrat* (un conseil juif)⁸. À [Lodz](#), la seconde ville de Pologne, [Chaim Rumkowski](#), un autre homme politique sioniste d'envergure locale, fut également désigné de la sorte. Ils n'étaient en aucun cas des représentants du mouvement sioniste, et ces deux hommes étaient avant la guerre des personnages sans envergure particulière. Tous les conseils ne furent pas dirigés par des sionistes ; certains virent à leur tête des intellectuels assimilationnistes, ou des rabbins, et même, dans la ville de Piotrkow, par un *bundiste*. Cependant, plus de sionistes furent désignés à la tête ou au sein des conseils fantoches que tous les agudistes, bundistes, et communistes réunis. Les nazis avaient le plus profond mépris pour les *Hasids* pieux de l'Aguda, et savaient que les bundistes et les communistes ne se laisseraient jamais manipuler. En 1939, les nazis avaient divers accords avec les sionistes d'Allemagne ainsi qu'en Autriche et en Tchécoslovaquie, et savaient qu'ils ne seraient guère confrontés à des résistances parmi ceux-ci.

Le manque de dirigeants sionistes expérimentés fut encore augmenté par le fait que des mois durant, les nazis laissèrent les déten-

7. David Shipler, *Israel Hardening Its Stand on Visits*, New York Times (3 mars 1982), p.7

8. Bernard Goldstein, *The Stars Bear Witness*, p.35 ; ainsi que N. Blumenthal, N. Eck et J. Kermish (eds.), *The Warsaw Diary of Adam Czerniakow*, p.2

teurs de certificats quitter la Pologne à destination de la Palestine. L'OSM usa de cette opportunité pour faire venir un plus grand nombre de dirigeants locaux, y compris [Apolinary Hartglas](#), qui avait précédé Sneh à la tête de l'organisation sioniste. Dans son journal personnel, Czerniakow raconte comment il s'est vu proposer un certificat, et comment il a refusé avec mépris d'abandonner son poste⁹. Au mois de février 1940, il relata la manière dont il se mit en rage contre un homme qui venait lui faire ses adieux définitifs :

« *Espèce de pou, je ne t'oublierai pas, espèce de pou, la manière dont tu as voulu agir comme un chef, et voici qu'à présent tu files avec ceux qui te ressemblent, et laisses les foules dans cette situation terrible*¹⁰. »

[Yisrael Gutman](#), l'un des universitaires de l'institut de l'Holocauste Yad Vashem d'Israël, a écrit des choses à ce sujet.

Il est exact que certains des dirigeants avaient de bonnes raisons de craindre pour leur sécurité personnelle dans un pays qui était tombé face aux nazis. Dans le même temps, le départ de ces dirigeants n'était pas sans un élément de panique, qui n'était pas contrebalancé par une tentative de se préoccuper de qui allait les remplacer, ou de la continuation de leurs anciennes activités par d'autres... Ceux qui furent laissés en arrière étaient pour la plupart des dirigeants de second ou de troisième rang, qui ne furent pas toujours capables de faire face aux graves problèmes de l'époque, et qui manquaient également du bon niveau de contact avec le grand public et la direction de la société polonaise. Parmi les dirigeants qui restèrent en poste, certains prirent de la

9. Blumenthal, Eckand Kermish, *The Warsaw Diary of Adam Czerniakow*, p.117

10. *Ibid.*, p.119

*distance avec l'activité souterraine, et essayèrent d'effacer les traces de leur passé*¹¹.

Certains universitaires ont établi que tous les dirigeants ou membres des conseils juifs ne se prêtèrent pas à la collaboration, mais l'atmosphère morale au sein de ces conseils était extrêmement corruptrice. Bernard Goldstein, dans son mémoire *The Stars Bear Witness*, a décrit le conseil de Varsovie tel qu'il était au cours des premiers mois précédant la mise en place du ghetto ; le conseil, afin d'atténuer la terreur des gangs de presse, mit à disposition des Allemands des bataillons de travailleurs. Ils mirent en place un système d'assignation. Chacun était supposé œuvrer à son tour, mais :

*l'opération fut rapidement pétrie de corruption. . . les Juifs fortunés payaient des sommes s'élevant en milliers de zlotys pour se faire exempter du travail forcé. Le Judenrat récoltait ces sommes en grandes quantités, et envoyait les hommes sans le sou dans les bataillons de travailleurs à la place des riches*¹².

Mais toutes les branches des conseils n'étaient pas corrompues, loin de là. Elles s'appliquèrent rapidement à l'éducation et à la couverture sociale, mais peu de conseils firent quoi que ce fût pour engendrer un esprit de résistance. [Isaiah Trunk](#), l'une des personnes ayant étudié les Judenrats de plus près, les a succinctement résumés.

J'ai explicitement exprimé que la plupart des Judenrats avaient une approche négative au sujet de la résistance. . . Dans les régions de l'Est, la proximité géographique des bases de partisans offrait une possibilité de secours, et ceci influença dans une certaine mesure

11. Yisrael Gutman, *The Genesis of the Resistance in the Warsaw Ghetto*, Yad Vashem Studies, vol.IX, p.43

12. Goldstein, *The Stars Bear Witness*, pp.35-6

*l'attitude des Judenrats...là où il n'y avait pas de possibilité de secours via les partisans, l'attitude de l'écrasante majorité des Judenrats vis-à-vis de la résistance était absolument négative*¹³.

Certains se firent collaborateurs de manière déclarée, comme [Avraham Gancwajch](#) à Varsovie. Jadis un sioniste travailliste « *du côté droit* », il dirigea le « 13 », ainsi dénommé parce que son siège était situé au numéro 13 de la rue Leszno. Ce dispositif s'employait à attraper les contrebandiers, à espionner le Judenrat et d'une manière générale de reporter tous renseignements utiles à la Gestapo¹⁴. À Vilnius, il est avéré que [Jacob Gens](#), un révisionniste, chef de la police du ghetto, et dirigeant ainsi de facto le ghetto, collabora. Lorsque les nazis entendirent parler d'un mouvement de résistance au sein du ghetto, Gens piégea son dirigeant, le communiste [Itzik Wittenberg](#), en le faisant venir à son bureau. Gens le fit alors arrêter par des policiers lituaniens¹⁵. À Lodz, le sioniste [Chaim Rumkowski](#), dirigea son ghetto de manière singulière, et « *le Roi Chaim* », comme ses sujets l'appelaient, fit même imprimer des timbres postes du ghetto à sa propre effigie. Mais chacun n'agit pas de manière aussi avilie. Czerniakow coopéra avec les nazis et fit également preuve de résistance, mais durant la grande « *Aktion* » du mois de juillet 1942, au cours de laquelle les Allemands s'emparèrent de 300 000 Juifs, il préféra se suicider plutôt que d'avoir à continuer à coopérer. Même Rumkowski insista pour à marcher vers la mort avec son ghetto, lorsque les nazis lui firent comprendre que même la collaboration ne déboucherait pas sur la survie d'un « *noyau* » de ses administrés. Dans leur esprit, leurs actions étaient justifiées parce qu'ils pensaient que seule cette abjecte collaboration permettrait à quelques Juifs de survivre. Mais ils se trompaient ; la destinée de chaque ghetto, et mêmes de chaque

13. Isaiah Trunk (en débat), *Jewish Resistance During the Holocaust*, p.257

14. Emmanuel Ringelblum, *Notes from the Warsaw Ghetto*, p.250

15. Lester Eckman et Chaim Lazar, *The Jewish Resistance*, p.31

conseil, fut décidée dans la plupart des cas par un caprice nazi ou par une politique régionale, pas selon la docilité de tel ou tel ghetto.

« Les partis n'ont aucun droit de nous intimider des ordres »

C'est l'ensemble de la résistance juive qu'il faut considérer dans le contexte de la politique nazie envers les Polonais. Hitler ne voulait jamais disposer d'un [Quisling](#) polonais ; il voulait que le pays fût dirigé dans la terreur. Dès le début, des milliers de personnes furent exécutées en guise de punition collective en réponse à tout acte de résistance. Des membres du PPS, des anciens officiers, de nombreux prêtres et universitaires, dont nombre étaient probablement considérés comme solidaires des Juifs, furent assassinés ou envoyés en camps de concentration. Dans le même temps, les nazis essayèrent d'impliquer les masses polonaises dans la persécution des Juifs au travers de récompenses matérielles, mais il en resta toujours qui furent prêts à aider les Juifs. Le groupe le plus important était le PPS, qui avait volé chaque type de tampon officiel, et fabriqua des papiers aryens pour certains de ses camarades bundistes. Les révisionnistes maintinrent des contacts avec des éléments de l'armée polonaise. Des milliers de Polonais cachèrent des Juifs en prenant le risque d'une mort certaine s'ils se faisaient prendre.

L'avantage le plus important dont disposaient les Allemands était que le peuple n'était pas armée, car les colonels s'étaient toujours assurés que les armes restaient hors de portée des civils. Le PPS et le Bund n'avaient jamais développé leurs milices au-delà du tir sur cible occasionnel, et se retrouvèrent à en payer le prix. Dans les faits, les seules armes à feu disponibles étaient celles qui avaient été cachées par l'armée dans sa retraite, ainsi que celles détenues par l'[Armia Krajowa](#) (AK), l'armée de l'intérieur, qui prenait ses ordres depuis le gouvernement exilé à Londres. Sous la pression britannique, les exilés durent intégrer une représentation symbo-

lique du PPS ainsi que du Bund, mais le contrôle de l'AK resta aux mains des antisémites et de leurs alliés. Ils étaient réticents à armer le peuple, par crainte qu'une fois les Allemands expulsés, travailleurs et paysans pussent retourner leurs armes contre les riches ; ils développèrent la doctrine stratégique que le moment de frapper serait lorsque les Allemands subiraient des pertes sur les champs de bataille. Ils insistaient sur l'idée que toute action prématurée ne servirait à rien, et ne ferait que déchaîner la colère des nazis sur le peuple. Évidemment, cela impliquait que le moment n'était jamais le bon pour apporter de l'aide aux Juifs. Le PPS, qui ne disposait pas d'armes, se sentit contraint de rallier l'AK, et ne put jamais récupérer assez d'armes pour venir significativement en aide aux Juifs de manière indépendante.

Les Juifs qui avaient résisté à l'antisémitisme polonais d'avant-guerre furent les premiers à résister également aux nazis. Ceux qui n'avaient rien fait continuèrent de s'abstenir. Czerniakow insista pour qu'un des membres du Judenrat de Varsovie fût issu du Bund. Les bundistes savaient depuis le début que le conseil ne pourrait être qu'un outil à disposition des Allemands, mais se sentirent contraints d'accepter et de nommer [Shmuel Zygelboym](#). Zygelboym avait été le dirigeant du parti à Lodz et avait fui pour Varsovie dans l'espoir de poursuivre le combat après que l'armée polonaise s'était retirée de sa ville. Il essaya alors de mobilier ce qui restait du Bund de Varsovie aux côtés du PPS.

Zygelboym avait accepté à contrecœur que fût établi un tableau de service du travail forcé comme solution préférable à des saisies arbitraires par les gangs, mais au mois d'octobre 1939, lorsque le Judenrat reçut pour ordre d'organiser un ghetto, il refusa d'aller plus loin. Il déclara au conseil :

Mon sentiment que je n'aurais pas le droit de vivre si...le ghetto devait être établi et que ma tête restait indemne...Je comprends que le président est obligé de signaler ceci à la Gestapo, et je connais les conséquences

*que cette décision pourront avoir sur ma personne*¹⁶.

Le conseil craignait que la posture de Zygelboym discréditât les autres membres parmi les Juifs s'ils acceptaient docilement l'ordre nazi, et ils abrogèrent leur première décision de se conformer aux ordres. Des milliers de Juifs se rassemblèrent aux abords de leur siège, en quête d'information, et Zygelboym profita de la situation pour s'exprimer. Il leur dit de rester chez eux, et de contraindre les Allemands à les prendre par la force. Les nazis lui ordonnèrent de se présenter à la police le lendemain. Le Bund interpréta cet ordre comme une peine de mort et le fit quitter le pays clandestinement ; cependant, son action réussit à annuler temporairement l'ordre d'établir un ghetto.

La dernière bataille courageuse du Bund eut lieu juste avant la Pâque de l'année 1940. Un voyou polonais attaqua un vieux Juif et commença à lui arracher la barbe. Un bundiste vit l'incident se produire, et battit le Polonais. Les nazis s'emparèrent du bundiste et l'exécutèrent le lendemain. Des Polonais commencèrent à mener un pogrom contre les Juifs du voisinage, sous les yeux des Allemands passifs. Ils voulaient que des raids de cette nature se produisissent, pour prouver que le peuple polonais soutenait leur politique anti-juive. Les attaques contre les Juifs dépassèrent de loin tout ce que les Nazis avaient jamais pu commettre dans la Pologne indépendante ; le Bund estima n'avoir pas d'autre option que de courir le risque de subir le courroux des nazis, et sortit se battre. Pour s'assurer qu'aucun décès parmi les Polonais ne pourrait être utilisé comme prétexte pour de nouvelles incursions, ils ne prirent avec eux aucun couteau et aucune arme à feu ; uniquement des poings américains et des barres de fer. Des centaines de Juifs, et de membres du PPS du district de la Wola, combattirent les acteurs du pogrom au cours des deux jours qui suivirent, jusqu'à ce qu'en fin de compte la police polonaise mît fin à cette guerre urbaine. Les nazis ne s'en mêlèrent pas. Ils avaient pris leurs images de propa-

16. Bernard Johnpoll, *The Politics of Futility*, p.231

gande, et pour l'instant, ils choisirent de ne pas punir les Juifs pour leur action¹⁷. Cet épisode marqua la fin de la direction du Bund au sein de la communauté juive polonaise.

Au cours des quelques premiers mois d'occupation allemande, les dirigeants des groupes de jeunes sionistes d'Hashomer et d'Hechalutz, qui s'étaient eux aussi enfui en Lituanie, renvoyèrent des représentants en Pologne, mais pas dans l'idée d'organiser un soulèvement. Ils estimaient que leur tâche était de partager les rigueurs subies par le peuple et d'essayer de maintenir la morale en faisant oeuvre de hauts standards moraux. Les premières actions militaires menées par un groupe sioniste furent le fait de Swit (Dawn), un groupe d'anciens combattants révisionnistes. Ils étaient en lien avec le *Korpus Bezpieczenstwa* (KB ou corps de sécurité), une petite unité polonaise alors en contact lointain avec l'AK, et dès 1940, le KB envoya plusieurs Juifs, dont plusieurs médecins, dans la région située entre les rivières Bug et San, où ils travaillèrent avec des éléments de l'AK¹⁸. Cependant, ni Swit, ni le KB ne nourrissaient de projets pour une résistance à grande échelle ou pour s'échapper des ghettos¹⁹.

La résistance armée juive ne commença à être considérée sérieusement qu'après l'invasion de l'Union soviétique par les Allemands. Dès le début, les nazis abandonnèrent toute retenue quant à leurs activités en Union soviétique. Des *Einsatzgruppen* (groupes d'intervention) se mirent à massacrer systématiquement les Juifs et en octobre 1941, quatre mois après l'invasion, plus de 250 000 Juifs avaient été tués lors d'exécutions de masse en Russie blanche et dans les États baltes. En décembre 1941 furent signalés les premiers gazages sur le sol polonais, à Chelmno, ce qui convainquit les mouvements de jeunes, le Bund, les révisionnistes et les communistes qu'ils devaient assembler des groupes militaires, mais le

17. Goldstein, *The Stars Bear Witness*, pp.51-3

18. Wladyslaw Bartoszewski, *The Blood Shed Unites Us*, p.32

19. Reuben Ainsztein, *Jewish Resistance in Nazi Occupied Europe*, pp.565-

gros des dirigeants des partis centraux de l'OSM qui avaient survécu ne croyaient pas que ce qui s'était produit ailleurs pourrait advenir à Varsovie, ou bien se convainquirent qu'il n'y avait rien à faire. [Yitzhak Zuckerman](#), l'un des fondateurs de l'[Organisation juive de combat](#) (OJC) qui unifia les forces de l'OSM avec le Bund et les communistes, et qui devint plus tard un célèbre historien du soulèvement de Varsovie, l'a exprimé simplement : « *L'organisation juive de combat s'est soulevée sans les partis, et contre la volonté de ceux-ci*²⁰ ». Après la guerre, certains des écrits de [Hersz Berlinski](#), du Poale Zion « *de gauche* », furent publiés de manière posthume. Il a relaté une conférence tenue au mois d'octobre 1942 entre son organisation et les groupes de jeunesse. La question qui se posait à eux était de savoir si l'OJC devait disposer uniquement d'un commandement militaire, ou d'un comité militaro-politique, et les groupes de jeunesse comptaient éviter la domination des partis :

*Les camarades d'Hashomer et d'Hechalutz eurent des mots sévères envers les partis politiques : « les partis n'ont aucun droit de nous intimer d'ordres. Sans les jeunes, ils ne feront rien. Ils ne feront qu'interférer*²¹. »

Lors de la conférence des manifestations de résistance juives, tenue par l'autorité du souvenir de Yad Vashem au mois d'avril 1968, des mots amers furent échangés entre les historiens qui avaient pris part à la lutte et ceux qui continuaient de défendre une approche de passivité. Yisrael Gutman mit au défi l'un de cette seconde catégorie, le Dr Nathan Eck :

Pensez-vous que si nous avions attendu jusqu'à la fin, et agi selon les conseils des dirigeants du parti, la révolte aurait quand même eu lieu, ou qu'elle n'aurait de toute manière servi à rien ? Je crois pour ma part qu'il n'y

20. Yitzhak Zuckerman (en débat), *Jewish Resistance During the Holocaust*, p.150

21. Hersz Berlinski, *Zikhroynes*, Drai (Tel Aviv), p.169

*aurait pas eu du tout de révolte, et je mets le Dr Eck au défi d'apporter une preuve convaincante indiquant que les dirigeants du parti prévoyaient d'une quelconque manière d'organiser un soulèvement*²².

[Emmanuel Ringelblum](#), le grand historien de la destruction de la Varsovie juive, a décrit la pensée de son ami [Mordechai Anielewicz](#), qui commanda l'OJC :

*Le Mordechai qui avait acquis une maturité très rapidement au point de parvenir au poste le plus élevé de l'organisation des combattants regrettait désormais amèrement que ses camarades et lui-même aient gâché trois années de guerre, consacrées à mener un travail culturel et éducatif. Nous n'avions pas compris qu'une nouvelle facette d'Hitler émergeait, se lamentait Mordechai. Nous aurions dû entraîner les jeunes à l'utilisation de munitions à blanc et réelles. Nous aurions dû faire grandir en eux l'esprit de revanche contre le plus grand ennemi des Juifs, de toute l'humanité, et de tous les temps*²³.

Au sein de la résistance, le débat se centra sur la question centrale de savoir où se battre. D'une manière générale, c'étaient les communistes qui préféraient accueillir autant de jeunes que possible dans les forêts, comme partisans, alors que les jeunes sionistes appelaient à la résistance au sein des ghettos. Les communistes avaient toujours constitué le parti le plus intégré ethniquement du pays, et à présent que l'Union soviétique s'était elle aussi fait attaquer, ils étaient pleinement engagés dans la lutte contre Hitler. Les Soviétiques avaient parachuté Pincus Kartin, un ancien com-

22. Yisrael Gutman (en débat), *Jewish Resistance During the Holocaust*, p.148

23. Emmanuel Ringelblum, *Comrade Mordechai* in Yuri Suhl (ed.), *They Fought Back*, p.102

battant de la guerre civile espagnole, en Pologne, pour qu'il y organisât le mouvement juif clandestin. Les communistes affirmaient que les ghettos n'étaient pas défendables et que les combattants s'y feraient tuer pour rien. Dans les bois, ils pouvaient non seulement survivre, mais même parvenir à attaquer les Allemands. La jeunesse sioniste souleva de vraies questions quant à la retraite vers les forêts. L'Armée rouge était encore très loin, et la *Gwardia Ludowa* communiste polonaise (la garde du peuple) était considérée par les masses polonaises avec de fortes réticences, du fait qu'elle avait auparavant soutenu le pacte entre Hitler et Staline qui avait directement débouché sur la destruction de l'État polonais. Il s'ensuivait que la *Gwardia* ne disposait que de très peu d'armes et que la campagne était truffée de partisans antisémites, souvent des Nara, qui n'hésitaient pas à tuer des Juifs. Cependant, un autre élément sectaire entrait en jeu dans la pensée des jeunes sionistes. *Mordechai Tanenbaum-Tamaroff* de Bialystok se fit l'opposant le plus virulent à la conception à base de partisans, alors que la ville était entourée d'une immense forêt primaire²⁴. Il écrivit :

*Dans la vengeance à laquelle nous voulons parvenir, l'élément constant et décisif est le facteur juif, national... Notre approche est d'accomplir notre rôle national au sein du ghetto (afin de ne pas laisser les personnes âgées à leur destin sanglant!)... et si nous restons en vie — nous sortirons, armes à la main, dans les forêts*²⁵.

Cette ligne fut maintenue à Varsovie, où *Mordechai Anielewicz*, qui sentait que penser à une évasion de dernière minute risquait d'abîmer la volonté de fer qu'il fallait déployer pour tenir et faire face à la mort certaine, s'abstint délibérément de préparer une retraite²⁶.

24. Joseph Kermish, *The Place of the Ghetto Revolts in the Struggle against the Occupier, Jewish Resistance During the Holocaust*, p.315

25. Ibid

26. Yisrael Gutman, *Youth Movements in the Underground and the Ghetto Revolts, Jewish Resistance During the Holocaust*, p.280



FIGURE 21.2 – Mordechai Anielewicz

Les résultats furent décevants ; les Hashomer et les HeChalutz avaient espéré que leur exemple allait rallier les ghettos, mais ne comprenaient pas que l'esprit des gens avait été brisé par quatre années d'humiliation et de souffrance. On ne pouvait pas armer les ghettos, si bien qu'ils ne considéraient la révolte que comme faisant croître leurs probabilités de mourir. Yisrael Gutman avait tout à fait raison lorsqu'il insista :

La vérité est que le grand public juif dans la plupart des ghettos n'a ni compris, ni accepté le chemin et l'appréciation des combattants...Partout, les organisations combattantes étaient engagées dans un débat amer avec la population juive...Les mouvements de jeunesse réussirent à faire à Varsovie ce qu'ils ne purent accomplir

en d'autres lieux de révolte²⁷.

Le ghetto de Varsovie avait deux sources d'armes potentielles : la garde du peuple, qui voulait les aider, mais ne disposait guère d'armes, et l'armée intérieure, qui avait des armes mais ne voulait pas les aider. Ils finirent par récupérer quelques armes, surtout des pistolets, et se battirent avec bravoure durant quelques jours, le temps que dura leur faible arsenal. Les révisionnistes durent former leur propre « *organisation militaire nationale* » séparée, car d'autres tendances politiques refusaient de s'unifier avec un groupe considéré par elles comme fasciste. Cependant, les révisionnistes purent fournir des uniformes allemands à l'un de leurs détachements, trois mitrailleuses, huit fusils et des centaines de grenades. Certains des combattants s'enfuirent en passant par les tunnels et les égouts et furent conduits à la forêt par des amis polonais, y furent faits prisonniers par les Allemands, s'échappèrent de nouveau, se réfugièrent de nouveau dans le secteur gentile de Varsovie, et furent finalement cernés et assassinés. Anielewicz, dans le ghetto, vit sa fin au vingtième jour du soulèvement. Marek Edelman, alors bundiste et commandant adjoint de l'OJC, dit que l'homme, ainsi que 80 autres combattants, se suicidèrent dans un bunker²⁸. Zuckerman, un autre commandant adjoint, dit qu'Anielewicz fut tué lorsque du gaz et des grenades furent envoyés dans son refuge²⁹.

« *Le rêve des Juifs de se réfugier dans les logements des travailleurs* »

Emmanuel Ringelblum, un sioniste travailliste, était également rentré en Pologne depuis l'étranger. Au mois d'août 1939, il était en Suisse, pour assister au Congrès sioniste, lorsque la guerre éclata,

27. Ibid., pp.275, 279

28. Marek Edelman, *The Way to Die*, Jewish Affairs (septembre 1975), p.23

29. Yitzhak Zuckerman, *The Jewish Fighting Organisation – ZOB – Its Establishment and Activities, The Catastrophe of European Jewry*, p.547

et il décida de rentrer en Pologne en passant par les Balkans. Il entreprit alors de consigner les événements importants. La valeur de son travail a sauté aux yeux de la communauté politique dans son ensemble, et il finit par être choisi pour occuper une cachette dans la partie de Varsovie réservée aux Aryens. Il mourut en 1944, après la découverte de sa cachette, mais avant cela il écrivit son chef d'œuvre, *Polish-Jewish Relations during the Second World War*. Le style en est direct : « *Le fascisme polonais et son allié, l'antisémitisme, ont conquis la majorité du peuple polonais* », mais il fit des efforts considérables pour analyser la Pologne classe par classe, et même région par région³⁰.

« *La population constituant la classe moyenne a continué d'adhérer à l'idéologie de l'antisémitisme, et se réjouit de la solution nazie apportée au problème juif en Pologne*³¹. »

Il a confirmé l'évaluation d'avant-guerre faite par Lestchinsky et d'autres observateurs, quant à la détermination des travailleurs dans la lutte contre l'antisémitisme :

Les travailleurs polonais ont, bien avant la guerre, compris l'aspect de classe de l'antisémitisme, l'outil de pouvoir de la bourgeoisie autochtone, et durant la guerre, ils ont redoublé d'efforts pour combattre l'antisémitisme. . . Les travailleurs ne disposaient que de possibilités limitées en vue de cacher des Juifs chez eux. La surpopulation dans les immeubles constituait le plus grand obstacle à cette entreprise. Malgré cela, de nombreux Juifs trouvèrent refuge dans les logements de travailleurs. . . Il faut souligner que de manière générale, les Juifs rêvaient de pouvoir se réfugier dans les logements des travailleurs, car cela leur garantissait qu'ils ne subiraient pas de chan-

30. Emmanuel Ringelblum, *Polish-Jewish Relations During the Second World War*, p.247

31. Ibid., p.197

*tage, ni d'exploitation par leurs hôtes*³².

Le témoignage de Ringelblum, à la fois témoin oculaire et historien d'expérience, montre le chemin que les Juifs auraient dû prendre avant et pendant la guerre. Quels que fussent les échecs du PPS et du KPP en tant que partis politiques, il ne fait aucun doute que de nombreux travailleurs polonais étaient à la vie, à la mort, du côté des Juifs, et que de nombreux travailleurs œuvrèrent plus à défendre les Juifs que nombre de Juifs. Il ne s'agit pas ici d'avancer qu'on aurait pu sauver plus de quelques centaines, ou quelques milliers de Juifs de plus que ceux qui s'en sortirent, mais les révoltes dans les ghettos, lorsqu'elles manquèrent d'armes, n'eurent aucune chance de réussite, même à les considérer en tant que geste symbolique. Le rapport interne du commandant nazi quant au soulèvement de Varsovie ne compta que seize morts parmi les Allemands et leurs auxiliaires et, bien que ce nombre puisse être sous-évalué, le soulèvement n'atteignit jamais le stade d'événement militaire d'importance.

L'apothéose de Mordechai Anielewicz vers l'immortalité historique est tout à fait justifiée, et il ne faut pas interpréter les critiques quant à sa stratégie comme des tentatives de salir son nom. Il rentra volontairement depuis Vilnius. Il se dédia à son peuple blessé. Cependant, le martyr du Anielewicz âgé de 24 ans ne pourra jamais absoudre le mouvement sioniste de son échec d'avant-guerre à combattre l'antisémitisme — en Allemagne comme en Pologne — alors qu'il en était encore temps. Et qu'il soit revenu en Pologne ne saurait nous faire oublier la fuite des autres dirigeants sionistes, parfois au cours des tous premiers mois d'occupation, ni le manque d'enclin des dirigeants du parti qui restèrent sur place à organiser une lutte clandestine.

32. Ibid., pp.199, 203

Chapitre 22

La connivence entre sionistes et gouvernement polonais en exil

Menachem Begin reçut des nouvelles de l'invasion de l'Union soviétique alors qu'il était transporté dans un train de prisonniers vers la Sibérie. Il s'était fait arrêter par les Russes avec tous les autres activistes politiques polonais non-communistes qui avaient fui vers les territoires alloués à Staline par le pacte germano-soviétique de 1939. Le gouvernement polonais en exil et les Soviétiques étaient d'âpres ennemis jusqu'à l'invasion par l'Allemagne de l'Union soviétique, mais même après celle-ci, il resta des conflits inconciliables les divisant, surtout au sujet des territoires de l'Est. Staline annonça néanmoins une amnistie générale de tous les prisonniers polonais, et le premier ministre polonais, Wladyslaw Sikorski, ordonna que tous les hommes ralliasent l'armée polonaise en exil.

« *Que ceux qui partagent la foi de Moïse
fassent un pas en avant* »

Dans les derniers mois qui précédaient la guerre, les révisionnistes, parmi lesquels Begin occupait une place éminente (il dirigeait le Betar polonais à l'époque), avaient négocié avec le capitaine Runge, chef de la sécurité de la police de Varsovie, pour mettre en place des unités juives à part dans l'armée, sous commandement d'officiers polonais¹. Ils espéraient qu'une fois l'armée allemande battue par les Polonais et les Juifs, ces derniers, sans leurs commandants polonais, pourraient poursuivre par la conquête de la Palestine². Ce projet échoua du fait de l'hostilité du Bund, qui s'opposait à ce que les Juifs fissent l'objet de ségrégation³. Aux mois de septembre et octobre 1941, dans la région soviétique de la Volga, alors que les nazis avançaient vers Moscou, Miron Sheskin, commandant en chef du *Brith HaChayal* (l'union des soldats), l'organisation des anciens combattants révisionnistes, ainsi que Mark Kahan, rédacteur du quotidien yiddish polonais *Der Moment*, réitérèrent la même proposition. L'armée polonaise en exil était dominée par les antisémites, qui se préoccupaient de maintenir les Juifs hors de leur armée, et cette proposition d'auto-ségrégation juive les séduisait. Cependant, aux plus hauts niveaux environnant le commandant en chef de l'armée, le général *Wladyslaw Anders*, on comprenait que la proposition ne serait jamais acceptable aux yeux des Soviétiques ni des Britanniques. Certains des officiers commandant la zone de rassemblement de l'armée de l'Oblast de Samara étaient néanmoins de vieux associés des révisionnistes, et estimaient qu'ils rendraient service aux Juifs en les séparant dans des unités à eux ; et le colonel Jan Galadyk, commandant avant la guerre de l'école d'officiers d'infanterie, se porta volontaire pour diriger un bataillon

1. Menachem Begin Writes, Jewish Press (13 mai 1977), p.4

2. Yisrael Gutman, *Jews in General Anders' Army in the Soviet Union*, Yad Vashem Studies, vol.XII, pp.255-6

3. Bernard Johnpoll, *The Politics of Futility*, p.248

ainsi composé. Après la guerre, Kahan a décrit l'unité comme un modèle pour la Légion juive tant espérée, et en a dépeint une image positive, la présentant comme un exemple réussi dans les relations judéo-polonaises. Mais Yisrael Gutman a fait des recherches quant à l'histoire de l'« *armée d'Anders* » et nous met en garde quant à la fiabilité de Kahan⁴. Le rabbin Leon Rozen-Szczakacz, un agoudiste mais soutien de l'idée de légion, a mieux fait honneur à la vérité dans son ouvrage *Cry in the Wilderness*.

Le 7 octobre 1941, à Totzkoye, tous les Juifs furent rassemblés dans un champ et un officier demanda que « *ceux qui partagent la foi de Moïse fassent un pas en avant* ». La plupart de ceux qui s'avancèrent furent soudainement congédiés de l'armée. Les quelques-uns qui, comme Rozen-Szczakacz, ne furent pas sommairement démis furent complètement séparés du reste de l'armée. Des barbaries commencèrent immédiatement. On donna à la majorité des Juifs des chaussures trop petites pour leur taille, si bien qu'ils furent contraints d'essayer de se protéger avec des chiffons au sein de l'hiver soviétique à -40°C. On les transféra vers une nouvelle affectation, et on les laissa dans des champs pendant des jours, et l'armée « *oublia* » de les approvisionner en nourriture⁵. Lorsque Rozen-Szczakacz, qui avait été nommé aumônier par le haut commandement de l'armée, arriva à la nouvelle affectation du bataillon, à *Koltubanka*, sa première tâche fut de commencer à enterrer les très nombreux morts⁶. En fin de compte, après beaucoup de souffrance et de morts, la situation s'améliora après que des nouvelles de leur détresse parvinrent à l'ambassadeur polonais et aux dirigeants bundistes en exil, et le bataillon fut transformé en une petite unité militaire. Cependant, le grand projet de Légion juive disparut.

L'armée d'Anders finit par quitter l'Union soviétique pour se

4. Gutman, *Jews in General Anders' Army*, pp.262, 265 et 269

5. Leon Rozen-Szczakacz, *Cry in the Wilderness*, pp.92-3

6. Gutman, *Jews in General Anders' Army*, p.266

rendre en Iran, où elle prit contact avec l'armée britannique ; les antisémites essayèrent de laisser en arrière autant de Juifs que possible et les jeunes en bonne santé se virent refuser l'enrôlement. Environ 114 000 personnes furent évacuées aux mois de mars-avril et août-septembre 1942. Parmi eux, on comptait environ 6 000 Juifs, 5 % parmi les soldats et 7 % parmi les civils. Pour mettre ces chiffres en perspective, à l'été 1941, avant que la ligne de recrutement antisémite fût proposée, les Juifs avaient constitué environ 40 % des recrues de l'armée. Malgré la discrimination subie par les soldats juifs, les révisionnistes Kahan, Sheskin et Begin parvinrent à s'en sortir en usant de leurs connexions avec l'armée⁷.

Les sionistes acceptent l'antisémitisme dans l'armée polonaise

L'une des ironies de la seconde guerre mondiale est qu'une armée polonaise en exil, avec son important contingent d'antisémites, finit par se montrer ravie de parvenir en Palestine. Elle y était encore le 28 juin 1943, lorsque Eliazer Liebenstein (Livneh), alors éditeur du journal *Eshnab* de l'Haganah, publia un ordre du jour secret que le général Anders avait énoncé au mois de novembre 1941. Il avait affirmé à ses officiers qu'il « *comprendait parfaitement* » leur hostilité envers les Juifs ; mais qu'ils devaient comprendre que les alliés étaient sous pression juive. Cependant, les rassura-t-il, en rentrant chez eux, « *nous traiterons le problème juif en accord avec la taille et le niveau d'indépendance de notre patrie*⁸. » Le sens qui fut perçu derrière ses propos fut qu'il envisageait après-guerre une expulsion de tout Juif qui n'aurait pas échappé aux griffes d'Hitler. La présence de l'armée polonaise en Palestine empêcha l'OSM de faire fi du scandale, et le 19 septembre, la « *représentation de la*

7. Rozen-Szczakacz, *Cry in the Wilderness*, pp. 157-8

8. Reuben Ainsztein, *The Sikorski Affair*, Jewish Quarterly (London, printemps 1969), p. 1

communauté juive polonaise » fit face à Anders, munie de l'ordre du jour, au domicile du consul polonais de Tel Aviv. Le général affirma que la pièce était un faux. Il parla ensuite des désertions des Juifs de son armée pendant qu'elle était en Palestine. Il leur répondit qu'il n'avait cure du fait que 3 000 des 4 000 Juifs de son armée s'étaient fait la belle, il n'allait pas les rechercher, et les sionistes comprirent le message⁹. Peu après cette rencontre, le consul envoyé au représentant polonais de Londres un mémorandum résumant une autre rencontre entre son adjoint et **Yitzhak Gruenbaum**, qui figurait alors parmi les dirigeants de la *Jewish Agency*. Le consul-adjoint avait répété le mensonge au sujet de l'ordre, et avait demandé au sioniste de l'aide à faire le silence sur toute cette affaire. Après avoir discuté de la situation avec d'autres membres de sa direction, Gruenbaum accepta de prendre part à la tromperie polonaise¹⁰. Par la suite, le 13 janvier 1944, à Londres, le docteur **Ignacy Schwarzbart**, représentant des sionistes au conseil national polonais, ainsi qu'**Aryeh Tartakower**, du Congrès juif mondial, rencontrèrent **Stanislaw Mikolajczyk**, un homme politique du parti paysan qui avait pris la suite de Sikorski au poste de premier ministre, et les sionistes acceptèrent de nouveau de mentir au sujet de l'ordre. Schwarzbart affirma aux Polonais qu' :

il y a des témoins, et des ministres en font partie, qui se sont battus contre l'ordre lorsqu'il fut émis. Nous savons que l'un des câbles faisait mention de l'ordre comme un faux. Je n'ai pas d'objection à une telle affirmation pourvu qu'elle soit prononcée à l'extérieur, mais en interne, nul ne devrait s'attendre à ce que je croie qu'il s'agit d'un faux¹¹.

Jusqu'en Grande-Bretagne, les soldats juifs se virent affirmer par leurs commandants qu'ils se feraient tirer dans le dos en par-

9. Gutman, *Jews in General Anders' Army*, p.295

10. Ibid., p.279

11. Ibid., p.280



FIGURE 22.1 – Des soldats de l'armée d'Anders au Mur Ouest, à Jérusalem

tant au combat, et les officiers polonais parlaient de manière répétée de déporter les Juifs après la guerre. Certains d'entre eux annonçaient carrément que les Juifs qui pourraient survivre à Hitler se verraient massacrer ; au mois de janvier 1944, certains Juifs finirent par en avoir assez. Soixante-huit d'entre eux désertèrent, et menacèrent d'entrer en grève de la faim, et pour certains se suicidèrent, plutôt que de rester rattachés à l'armée polonaise, quoiqu'ils n'eussent pas d'objection à combattre dans l'armée britannique. Au mois de février, 134 Juifs de plus désertèrent, et au mois de mars,

encore plus. La première réaction des Polonais fut de les laisser tout bonnement partir, mais en fin de compte ils annoncèrent que 31 hommes allaient passer en cour martiale, et qu'aucun nouveau transfert ne serait accepté. Certains membres du parti travailliste s'intéressèrent à leur cause, et Tom Driberg posa une question à ce sujet devant la Chambre des communes. À peine l'eut-il posée que Schwarzbart téléphona pour l'exhorter à retirer la question, afin de ne pas attirer davantage l'attention sur le sujet¹². Driberg ignore cette suggestion ; lui-même ainsi que Michael Foot dénoncèrent les procès à venir lors d'une rencontre de masse le 14 mai, et des manifestations se déroulèrent à Downing Street. Le gouvernement en exil fut contraint de reculer et d'abandonner les accusations. Des années plus tard, Driberg relata les incidents dans son livre *Ruling Passions*. Il restait interloqué quant au comportement des dirigeants-traitres anglo-juifs :

*La chose étrange était qu'il avait porté cette affaire à la Chambre contre le conseil — le plaidoyer presque larmoyant — des porte-paroles officiels de la communauté juive en Grande-Bretagne. Ils estimaient que toute publicité à ce sujet pourrait faire croître l'antisémitisme, peut-être dirigé directement contre leurs propres ouailles*¹³.

L'interprétation par Driberg de la motivation des dirigeants anglo-juifs est la bonne, sans aucun doute. Ils finirent par s'exprimer franchement, mais seulement après que les travaillistes attirèrent l'attention du grand public, et seulement en étant certains de ne pas prendre de risque ce faisant.

Schwarzbart avait par le passé pris part à un autre épisode déshonorant dans les affaires juives polonaises. En 1942, madame Zofia Zaleska, une Endek, avait proposé à la Diète en exil qu'une patrie juive fût établie hors de Pologne et qu'il fût demandé aux Juifs

12. Bernard Wasserstein, *Britain and the Jews of Europe 1939-1945*, p.128

13. Ibid

d'y émigrer. Plutôt que s'y opposer, Schwarzbart essaya d'amender la proposition de Zaleska pour que cette patrie soit spécifiquement nommée comme la Palestine. Sa suggestion échoua, et la motion originelle de Zaleska fut adoptée par la Diète. Shmuel Zygelboym, du Bund, ainsi qu'un représentant du PPS, furent les seuls à s'y opposer. Schwarzbart s'abstint¹⁴.

Les exilés polonais dépendaient de la Grande-Bretagne et, après l'arrivée de l'armée polonaise en Palestine, les sionistes auraient pu exercer une pression supplémentaire sur les Britanniques. Anders voyait juste en affirmant à ses officiers que les Juifs conservaieent encore la capacité de faire pression sur les Britanniques sur la question de l'antisémitisme dans l'armée polonaise, et en 1944, la réussite de l'intervention Driberg-Foot illustre ce qui pouvait fonctionner. Au lieu de cela, l'OSM se mit en connivence avec les Polonais, aussi bien en Palestine qu'à Londres, pour dissimuler l'ordre du jour d'Anders, et intervint pour persuader les membres travaillistes de la chambre des communes de taire leurs protestations. De même, les révisionnistes se firent les complices de l'armée polonaise alors qu'ils étaient encore en Union soviétique, pour permettre à une Légion juive d'aider à la conquête de la Palestine ; en 1943, leur bon ami, le colonel Caladyk, prit part à l'entraînement de l'Irgun en Palestine¹⁵. Ceux qui avaient aspiré au parrainage par les antisémites dans la Pologne d'avant-guerre ne combattirent jamais l'antisémitisme polonais, y compris en Grande-Bretagne et en Palestine, là où ils avaient tous les atouts pour le faire.

14. Johnpoll, pp.247-8

15. Mark Kahan, *An Utmost Historical Documentation*, dans *Cry in the Wilderness*, App., p.237

Chapitre 23

Immigration illégale

On ne sait pas exactement combien d'immigrés illégaux furent acheminés en Palestine avant et au cours de la seconde guerre mondiale. Yehuda Bauer estime qu'environ 15 000 immigrés illégaux ont pénétré le territoire au cours des années 1936 à 1939¹. Il répartit ce chiffre entre 5 300 personnes amenées par des navires révisionnistes, 5 000 personnes acheminées par les sionistes travaillistes, et 5 200 par des navires privés². Les Britanniques dénombèrent 20 180 ayant pénétré le territoire avant la fin de la guerre. William Perl, le principal organisateur de l'initiative révisionniste, double cette estimation et avance le nombre de 40 000³. Yehuda Slutzky parle de 52 000 personnes arrivées en Palestine durant la guerre, mais son estimation compte à la fois les immigrés légaux et illégaux⁴.

1. Yehuda Bauer, *From Diplomacy to Resistance*, p.391

2. Yehuda Bauer, *Illegal Immigration, Encyclopedia of Zionism and Israel*, vol.I, p.532

3. William Perl, *The Four Front War*, p.1

4. Yehuda Slutzky, *The Palestine Jewish Community and its Assistance to European Jewry in the Holocaust Years, Jewish Resistance During the Holocaust*, p.421

Le premier navire illégal, le *Velos*, dont l'expédition avait été préparée par le kibboutzim palestinien, arriva au mois de juillet 1934. Il fit une seconde tentative au mois de septembre, mais de manière ironique, il fut intercepté, et les directions de l'OSM ainsi que du sionisme travailliste s'opposèrent à ce que de nouvelles tentatives fussent menées ; en 1935, les Britanniques laissèrent entrer 55 000 immigrés légaux, si bien qu'ils ne virent pas l'intérêt de se confronter à Londres pour en ajouter quelques autres. La première tentative révisionniste fut l'Union, qui fut intercepté au moment de l'accostage au mois d'août 1934. Ces deux échecs découragèrent de nouvelles tentatives, jusqu'à ce que les révisionnistes s'y remettent en 1937.

Après l'Holocauste, l'immigration illégale d'après 1937 gagna une réputation comme relevant d'une contribution du sionisme à la sauvegarde de la communauté juive européenne loin d'Hitler. Cependant, à l'époque, ni les révisionnistes ni l'OSM ne se considéraient comme sauvant des Juifs en soi ; ils acheminaient des colons spécialement choisis en Palestine.

« *La priorité a été accordée aux membres de notre propre Betar* »

Les révisionnistes en revinrent à l'immigration illégale durant la révolte arabe. Les immigrants étaient pour la plupart des Betarim, amenés en renfort de l'Irgun, qui était engagée dans une campagne terroriste contre les Arabes⁵. Les trois premiers groupes, comprenant 204 passagers, quittèrent Vienne en 1937, avant l'occupation nazie. Mis à part quatre Autrichiens, ils étaient tous des Européens de l'Est. Tous s'étaient vus entraînés au maniement des armes sur le domaine révisionniste de Kottingbrunn, en préparation de ce qu'ils anticipaient tous : « *la dernière bataille* » contre les occupants bri-

5. Daniel Levine, *David Raziël, The Man and His Times*, pp.226, 229

tanniques⁶. Ils avaient toujours eu pour préoccupation première de répondre aux besoins militaires du révisionnisme palestinien. *Die Aktion*, le groupe viennois qui organisait l'« *immigration libre* », adopta une résolution proclamant qu'ils n'accepteraient que les jeunes gens : « *Pour la bataille qui s'annonce en vue de la libération de notre patrie juive du joug colonial britannique, les premiers à être sauvés doivent être des Juifs aptes et volontaires à porter des armes*⁷ ».

Au cours des années qui suivirent, les révisionnistes emmenèrent d'autres personnes que des Betarim, mais celles-ci ne furent acceptées qu'en réponse aux contingences de la situation. L'argent finançant la première expédition après l'*Anschluss* provenait de l'organisation de la communauté juive de Vienne, qui était dominée par une coalition sioniste de droite; *Die Aktion* se trouvait donc parfois contrainte par des considérations politiques et financières à intégrer des membres d'autres groupes parmi les passagers, mais la préférence était toujours accordée aux Betarim. William Perl, le principal organisateur de *Die Aktion*, relata par la suite leur premier navire d'après l'*Anschluss* dans son livre, *Four Front War*, dans lequel il reconnaît avec candeur que :

*La priorité était donnée à nos propres Betarim. . . ensuite, venaient ceux desquels on pouvait attendre qu'ils supportassent l'épreuve du voyage, et l'adaptation à la vie en Palestine. Il fallait qu'un jour, ces jeunes fussent prêts et capables de prendre les armes avec le Betar*⁸.

Pour relater les événements de l'été 1939, Perl écrit encore : « *Jabotinsky lui-même. . . qui tenait désormais un rôle des plus actifs afin d'arranger l'évasion de plus de Juifs hors de Pologne, en particulier du plus grand nombre possible de Betarim*⁹. » Yitshaq

6. Perl, *The Four Front War*, p.16

7. Ibid., p.23

8. Ibid., pp.60-1

9. Ibid., p.226

Ben-Ami, qui s'était rendu de Palestine à Vienne pour assister aux opérations, puis était parti pour les États-Unis afin de lever des fonds pour leurs navires, a récemment parlé de « *débats et tensions considérables* » entre lui et Jabotinsky sur la manière de convaincre le grand public étasunien. Ben-Ami savait qu'il y aurait une guerre en Europe, et voulait organiser une opération de sauvetage, alors que Jabotinsky considérait la levée de fonds comme un projet du parti¹⁰. En novembre 1939 même, deux mois après l'éclatement de la guerre, Perl, loin de sauver les Juifs en tant que tels, continuait de penser : « *S'ils payaient le taux plein, les Betarim gardaient toujours la préférence*¹¹. » Il fait mention d'un cas où ils emmenèrent « *quelques* » sionistes socialistes, et lui-même ainsi que d'autres auteurs révisionnistes font mention de membres du club sportif de droite *Macabbi*, et de groupes généralistes de sionistes, comme faisant partie de leurs expéditions, mais il n'y avait que de manières pour les non-sionistes de pouvoir embarquer sur un navire révisionniste. Soit les nazis — ou quelque autre gouvernement le long du Danube — insistait pour qu'on les emmène, soit, comme ce fut le cas pour quelques Agoudistes de Budapest, un manque de trésorerie obligeait Perl à sortir de l'orbite sioniste pour des clients qui payaient, afin qu'un de ses contingents du Betar bloqué puisse poursuivre sa route. Même là, sa préoccupation centrale pour la Palestine se laissait sentir. Bien que l'Agouda détestât le sionisme, il sentait que « *par souci de l'État à venir, ils avaient de la valeur. Pour eux, la Palestine ne constituait pas un refuge temporaire*¹². » En 1947, la déclaration d'Otto Seidmann, l'ancien dirigeant du Betar viennois, qui écrivit que : « *Nous devons sauver les vies de Juifs — fussent-ils communistes ou capitalistes, membres de l'Hashomer Hatzair, ou sionistes généralistes* », était tout bonnement insincère¹³. Les Betarim furent toujours préférés aux autres sionistes,

10. Interview de Yitshaq Ben-Ami par le présent auteur, le 16 décembre 1980

11. Perl, *The Four Front War*, p.306

12. Ibid., p.302

13. O. Seidmann, *Saga of Aliyah Beth*, Tagar (Shanghai, le 1^{er} janvier 1947)

les sionistes de droite aux sionistes de gauche, et tout sioniste à un non-sioniste.

« *Ce qu'il y a de plus nécessaire à une patrie juive en cours d'édification* »

La fédération sioniste allemande s'opposa à l'immigration illégale jusqu'à la Nuit de Cristal. Elle était composée de légalistes, qui n'avaient pas levé le petit doigt pour s'opposer au nazisme, et ils n'étaient pas prêts à se retourner contre les Britanniques. Ce ne fut pas sans grandes trépidations que l'OSM retourna sur le terrain de l'immigration illégale, et même après la Nuit de Cristal, Ben-Gourion avertit comme suit le directeur du comité central de la ZVfD : « *Nous ne serons jamais en mesure de nous battre à la fois contre les Arabes et contre les Britanniques* ¹⁴ ». Weizmann, après des années de collaboration avec les Britanniques, était d'instinct opposé à toute action illégale. Au début, l'OSM ne put se résoudre à accepter qu'une Grande-Bretagne se préparant sérieusement à la guerre ne pouvait pas se permettre de se mettre à dos à la fois aux Arabes et au monde musulman en soutenant davantage l'immigration sioniste. Les sionistes travaillistes se virent finalement contraints de bouger, du fait du prestige que les révisionnistes gagnaient au sein du camp sioniste en amenant des Juifs européens jusqu'aux côtes de la Palestine. Mais alors même, leur approche strictement sélective resta inchangée. En 1940, le comité d'urgence pour les affaires sionistes, la voix officielle de l'OSM aux États-Unis pendant la seconde guerre mondiale, publia un pamphlet, *Le révisionnisme, une force destructrice*, qui exposait tous leurs arguments pour la sélectivité :

Il est tout à fait exact que la Palestine devrait être un refuge pour chaque Juif apatride. Y a-t-il un Juif ou

14. David Yisraeli, *The Third Reich and Palestine, Middle Eastern Studies* (May 1971), p.348

un sioniste pour penser autre chose ? Mais nous faisons face à une tragique combinaison de faits. Parmi tous ceux qui veulent s'y rendre, seuls quelques-uns seront acceptés. La sélection est inévitable. Faut-il laisser le choix au hasard, et restreindre l'accès à ceux qui y seront parvenus en premier, ou des raisons plus profondes devraient-elles motiver la nature de l'immigration ? Nous savons que dans l'émigration hors d'Allemagne, la préférence est accordée à la jeunesse Aliyah. La raison de cette préférence est-elle un manque de respect brutal envers les plus âgés, ou découle-t-elle de la tentative difficile mais honnête de sauver ceux qui ont le plus besoin, et qui sont les plus nécessaires à une patrie juive en cours d'édification ? Lorsque les événements assignent aux êtres humains la terrible charge de distribuer le salut, la question ne se résout pas par une ouverture de portes dans le chaos à quiconque réussit à s'engouffrer à l'intérieur. C'est un choix également — un choix pour le présent et pour l'avenir¹⁵.

Aaron Zwergbaum a décrit par la suite le processus de sélection pour les navires affrétés par l'OSM, dans sa description d'une expédition en partance de la Tchécoslovaquie sous occupation nazie :

Les autorités sionistes traitèrent cet Aliya Bet comme un sujet de migration ordinaire ; le processus fut très sélectif, exigeant [au moins pour les plus jeunes] l'Hakshara [des compétences en matière agricole], une certaine connaissance de l'hébreu, l'affiliation à un corps sioniste, une bonne santé, etc. Une limite d'âge assez basse était fixée, et la somme d'argent payant le passage était fixée sur le principe que les plus aisés devaient

15. Emergency Committee for Zionist Affairs, Revisionism : A Destructive Force (1940), p.24

*payer non seulement pour eux-mêmes mais également pour ceux qui n'en avaient pas les moyens*¹⁶.

Là aussi, comme avec les révisionnistes, les règles devaient connaître quelques entorses. Certains anciens combattants sionistes furent récompensés de leurs services par une place sur les navires, et le miracle nécessaire fut parfois décliné depuis quelque autre influence, comme avec les proches de sionistes qui furent également embarqués, ou un riche Juif, amené pour raisons financières. Et bien entendu, il y eut les passagers imposés par les nazis et par d'autres gouvernements. Les enfants, étant moins enclins à penser aux choses de l'armée que leurs concurrents, faisaient l'objet d'une sélection moindre ; un jour, ils auraient leurs propres enfants en Palestine, ce qui y ferait augmenter le pourcentage de la population juive. Mais, par exemple, un accordeur de piano non-sioniste de 45 ans, dans l'incapacité de payer le voyage de quelqu'un d'autre, et ne connaissant pas de sioniste, n'aurait eu aucune chance de voir sa candidature acceptée sur un navire.

« *Ils coopéreront avec nous sur les sujets qui nous sont les plus vitaux* »

Les révisionnistes étaient plus audacieux dans l'organisation de l'immigration illégale, car ils faisaient fi de ce que Londres pouvait en penser. Ils avaient compris qu'ils devraient finir par lutter contre la Grande-Bretagne s'ils comptaient accomplir leur État sioniste ; mais l'OSM escomptait encore obtenir un État juif avec l'approbation britannique, lors d'une nouvelle conférence de Versailles, à l'issue de la seconde guerre mondiale. Ils avançaient que les Britanniques ne les récompenseraient que s'ils s'alignaient sur les projets britanniques durant la guerre, et Londres ne voulait

16. Aaron Zwergbaum, *From Internment in Bratislava and Detention in Mauritius to Freedom, The Jews of Czechoslovakia*, vol. II, p.601

vraiment pas plus de réfugiés en Palestine. Aussi, au mois de novembre 1940, lorsque la *Navy* britannique essaya de déporter 3 000 clandestins vers l'Île Maurice, dans l'océan indien, Weizmann essaya de convaincre la direction sioniste qu'« *ils ne doivent en rien s'occuper de cette affaire par pur souci d'amener 3 000 personnes de plus en Palestine — qui pourraient plus tard se transformer en boulet à leur pied*¹⁷ ». Il affirma se préoccuper de l'implication de la Gestapo dans les voyages¹⁸. De toute évidence, les navires n'auraient pas pu quitter les territoires administrés par les Allemands sans la permission de ceux-ci, mais il n'est guère crédible qu'il crût sérieusement les allégations britanniques selon qui les nazis faisaient embarquer des espions sur ces bateaux sordides. Mais l'argument soutenu par Weizmann était cohérent avec la stratégie de toute sa vie, visant à bénéficier du parrainage britannique pour le sionisme. Il savait qu'une opération illégale pourrait compromettre ses relations avec les Britanniques et, en particulier, fermer complètement la porte à l'assentiment britannique à la création d'une Légion juive au sein de l'armée britannique.

Les Britanniques, qui avaient appris de leur expérience de travail avec les sionistes des décennies durant, décidèrent de s'appuyer sur l'ambition sioniste en vue d'un État juif pour éliminer l'immigration illégale. Ils savaient que l'OSM espérait participer à la conférence d'après-guerre avec un recueil de faits d'armes impressionnants, si bien que les services de l'*Intelligence* britannique concoctèrent un projet ingénieux. Le Mossad, l'organisation sous-jacente à l'immigration de l'OSM, avait en sa possession un navire, le *Darien II*. En 1940, il avait été convenu que le navire allait remonter le Danube pour récupérer des réfugiés bloqués en Yougoslavie. Les Britanniques proposèrent qu'au lieu de cela, le navire fût chargé de ferraille et d'explosifs. Les navires de réfugiés juifs en étaient venus à faire partie du paysage sur la rivière, et le *Darien*

17. Bernard Wasserstein, *Britain and the Jews of Europe 1939-1945*, p.65

18. Ibid

n'apparaîtrait pas comme suspect. En arrivant à un méandre de la rivière plus étroit en amont, on le ferait exploser, ce qui aurait bloqué les acheminements de pétrole et de blé roumains à destination du Reich. Il s'ensuivrait que les navires de réfugiés ne pourraient plus descendre le Danube, et les nazis, qui avaient jusque-là coopéré avec le Mossad en laissant œuvrer les camps d'entraînement sionistes, allaient se mettre à les accuser de l'explosion. Malgré la revanche macabre que les nazis risquaient fort d'exercer, la direction de l'OSM décida d'accepter l'exécution de ce complot. Mais il y eut un contretemps. Certains des travailleurs du Mossad impliqués dans l'affaire refusèrent de coopérer. Le navire était enregistré sous le nom de l'un d'entre eux, un Étasunien, et il refusa de céder le navire aux Britanniques. [David HaCohen](#), l'un des membres de la direction de la *Jewish Agency*, fut envoyé à Istanbul en toute hâte pour essayer d'arracher leur accord. Ruth Kluger, qui était présente avec le Mossad, relata plus tard les arguments déployés par HaCohen dans son ouvrage, *The Last Escape* :

Je suis venu muni d'un ordre. De [Shertok](#) [le secrétaire politique de la Jewish Agency en personne... Shertok n'aurait pas donné au Darien autant de temps et d'attention s'il n'avait pas estimé que l'affaire relevait de son cadre d'opérations. Il estime, nous estimons tous, que le projet pour le Darien pourra, sans aucun doute, anticiper la fin de la guerre. Et le plus vite la guerre sera terminée, le plus de vies seront sauvées. Vies juives y compris. En outre — et à ce stade je ne saurais trop insister — si nous coopérons avec l'Intelligence britannique sur cette affaire, une affaire en laquelle il se trouve qu'ils sont vitalement intéressés, nous avons toutes raisons de penser — il répéta les mots lentement — toutes raisons de penser qu'ils coopéreront avec nous sur des affaires en lesquelles nous sommes nous-mêmes vitalement intéressés. [Yehuda] [Arazi](#) a fait mention

d'une Brigade juive dans l'armée britannique... Il y a beaucoup d'autres points dont je ne suis pas autorisé à parler à ce stade. Mais je peux dire ceci, Zameret, l'affaire du Darien est d'une nature qui pourrait peser sur notre avenir d'après-guerre. Que nous autres Juifs ayons ou non un jour notre propre nation est peut-être dans le giron des dieux. Mais la décision est absolument entre les mains des Britanniques. Si nous revenons sur les promesses que nous leur avons faites, et que nous faisons usage de ce navire en contradiction immédiate des lois britanniques — s'ils constatent que l'homme qui serait, selon toutes probabilités, notre premier ministre des affaires étrangères, ne dispose d'aucun contrôle sur ses compatriotes dans une affaire aussi vitale — HaCohen laissa sa phrase en suspens, comme un noeud autour de nos cous¹⁹.

Les agents locaux du Mossad refusèrent d'obtempérer, et l'OSM fut contrainte d'envoyer le navire faire un voyage de plus pour sauver certains de ses propres membres. Cependant, ce dernier voyage fut la dernière expédition illégale menée durant la guerre. William Perl a la ferme conviction que la proposition Darien visait à piéger l'OSM dans une situation en laquelle le flux de réfugiés serait bloqué par les nazis²⁰. Sans doute HaCohen n'aurait-il pas pu insister plus énergiquement sur ce point : « *l'affaire du Darien est d'une nature qui pourrait peser sur notre avenir d'après-guerre* ». L'*Intelligence* britannique avait anticipé à raison que l'OSM serait prête à compromettre sa propre opération de sauvetage, si cela impliquait un pas en avant significatif quant à ses ambitions suprêmes.

La saga du navire d'immigrés illégaux prit fin le 24 février 1942, lorsque le *Struma* abandonné, transportant 767 Juifs, fut contraint de faire demi-tour et se vit remorqué jusqu'à la Mer Noire par les

19. Ruth Kluger and Peggy Mann, *The Last Escape*, pp.456-7

20. Perl, *The Four Front War*, p.193



FIGURE 23.1 – Le Struma

Turcs, sous la pression britannique, et coulé, ne laissant qu'un seul survivant. Dalia Ofer, une universitaire israélienne, remarque : « *il n'y avait pas encore de perception réelle de la nature des événements qui se produisaient dans l'Europe occupée par les nazis, si bien qu'il n'y eut aucune tentative de réorganisation.* ²¹. » Les tentatives de sauvetage ne reprirent qu'en 1943, alors que la furie de l'Holocauste battait son plein.

Les chiens se battent entre eux, mais font front face au loup

Tant que les États-Unis furent neutres, il aurait été possible de lever de grosses sommes d'argent de la part des Juifs étasuniens pour le sauvetage et le soulagement de leurs camarades en Europe occupée, mais des levées de fonds de cette nature n'auraient pu être menées que sur un fondement strictement apartisan et humanitaire. Au lieu de cela, l'OSM, au travers de son *Emergency Committee*

21. Dalia Ofer, *The Activities of the Jewish Agency Delegation in Istanbul in 1943, Rescue Attempts During the Holocaust*, p.437

for Zionist Affairs et d'autres officines, attaqua l'implication révisionniste dans l'immigration illégale. Ils dénoncèrent les tendances fascistes de leurs rivaux, et les accusèrent de ne pas pratiquer de sélection quant à qui ils laissaient monter à bord de leurs navires. Apparemment, les propagandistes révisionnistes dissimulèrent la base politique et même militaire de leur processus de sélection, et les publicistes de l'OSM se firent berner. Le pamphlet de 1940, publié par l'*Emergency Committee* accusa les révisionnistes d'« *un amour incorrigible pour les gestes dramatiques* » :

*Entre autres choses, les révisionnistes ont transformé le fait que leurs immigrés ne sont pas « sélectionnés » en vertu. Ils prennent tout le monde — les vieux, les malades, les personnes inaptes psychologiquement à devenir des pionniers — alors que l'Aliyah assume de manière responsable la pratique d'un choix*²².

De quelle autorité l'OSM pouvait-elle se targuer pour dénoncer quiconque essayait de sauver les vieux et les malades, ou même les personnes inaptes psychologiquement à devenir des pionniers ? Si l'appareil étasunien de l'OSM avait proposé l'unité avec les révisionnistes pour une tentative authentiquement non-discriminante, les révisionnistes auraient dû respecter leur propagande, ou prendre le risque de se voir exposés au grand jour. Cependant, l'OSM ne s'intéressait pas au sauvetage humanitaire. Ses dirigeants pratiquaient ouvertement la sélection, et pratiquaient leurs choix sur la base de ce qu'ils considéraient être les intérêts du sionisme.

22. Emergency Committee for Zionist Affairs, Revisionism : A Destructive Force, p.24

Chapitre 24

Le raté des secours durant la guerre

On ne peut appréhender l'aide à la communauté juive européenne durant la seconde guerre mondiale que dans le contexte des principaux objectifs de guerre des Alliés. À tout instant, la principale préoccupation de la Grande-Bretagne et de la France, puis des États-Unis, fut la préservation de leurs empires et du système capitaliste. L'Union soviétique n'avait rien à redire quant à cette vision, sauf là où ses propres armées pénétrèrent l'Europe centrale. Londres et Paris entrèrent en guerre sur la défensive, craignant à la fois la victoire et la défaite : la première guerre mondiale avait amené à l'effondrement de quatre empires et à la montée du communisme.

L'attitude du gouvernement britannique quant à aider les Juifs à échapper à la furie nazie fut soigneusement établie par le proche de Roosevelt, [Harry Hopkins](#). Il relata une réunion en date du 27 mars 1943 entre le président, Anthony Eden et d'autres, au cours de laquelle la question de sauver au moins les Juifs de Bulgarie s'était soulevée. Eden déclara :

*nous devons nous montrer très prudent quant à proposer de sortir tous les Juifs d'un pays tel que la Bulgarie. Si nous faisons cela, les Juifs du monde voudront que nous proposons la même chose en Pologne ainsi qu'en Allemagne. Hitler pourrait nous prendre au mot, et nous ne disposons tout bonnement pas assez de navires et de moyens de transports dans le monde pour les prendre en charge*¹.

La première préoccupation de la Grande-Bretagne était que le sauvetage des Juifs pourrait créer des problèmes avec les Arabes, qui craignaient que l'immigration juive en Palestine pût amener à un État juif après-guerre. Naturellement, la considération soucieuse de Londres pour les sensibilités arabes sur cet aspect n'était fondée que sur des calculs impériaux ; à en croire Churchill, les Arabes ne valaient pas mieux qu'« *un peuple arriéré qui ne mange rien d'autre que du crottin de chameau*². » Les Britanniques comprenaient que les sionistes considéraient également la guerre et le sauvetage au travers du prisme palestinien. Les sionistes savaient que les Arabes seraient opposés à leurs seigneurs britanniques, et espéraient s'attirer les faveurs de la Grande-Bretagne du fait de leur propre loyauté. Leur principal objectif dans la guerre était la création d'une Légion juive, et avec celle-ci, ils espéraient établir un état de fait militaire qui pourrait contraindre la Grande-Bretagne à leur accorder l'indépendance comme récompense après la guerre. Leur première pensée fut consacrée à se demander comment tourner la guerre à leur avantage en Palestine. Yoav Gelber, du *Yad Vashem Institute*, fait une bonne description de cette vision parmi les sionistes travaillistes au mois de septembre 1939 :

la majorité des dirigeants avaient tendance à considérer la Palestine et ses problèmes comme la pierre angulaire

1. Robert Sherwood, *Roosevelt and Hopkins*, p.717

2. Anthony Howard, *Duplicity and Prejudice*, New York Times Book Review (16 septembre 1979), p.37

*de leur attitude envers la guerre. Ils avaient tendance à laisser les combats en première ligne, s'ils n'avaient pas de lien avec la Palestine, aux Juifs de la Diaspora*³.

Hashomer Hatzair adopta la même position, et s'opposa à tout volontariat impliquant des actions hors de Palestine. Comme l'écrivit Richard Weintraub, l'un de leurs auteurs, le 28 septembre 1939 : « *il serait politiquement malavisé d'essayer de raviver une version mise à jour des "missions" juives dans le monde dans son ensemble, et de faire des sacrifices pour elles*⁴. »

En 1940 et 1941, la direction de la *Jewish Agency* ne discuta guère du sort des Juifs en Europe occupée et, outre ses tentatives tièdes en matière d'immigration illégale, l'agence ne fit rien pour eux⁵. Leurs collègues établis aux États-Unis, pays encore neutre, ne prodiguèrent pas plus d'aide qu'eux, en dépit du fait que Goldman s'y était rendu longtemps en 1940, et que Ben-Gourion et Weizmann s'y rendirent pour plusieurs visites de longue durée en 1940 et 1941. En outre, la direction sioniste étasunienne mena une campagne contre les Juifs qui essayaient d'aider ceux qui souffraient. Aryeh Tartakower, qui avait pour tâche d'aider aux travaux du Congrès juif mondial aux États-Unis en 1940, a dévoilé une partie de l'histoire dans une interview avec le distingué historien israélien Shabatei Beit-Zvi :

nous reçûmes un appel de la part du gouvernement étasunien, le département d'État, et ils attirèrent notre attention sur le fait qu'envoyer des colis aux Juifs de Pologne n'était pas dans l'intérêt des Alliés. . . Le premier à nous dire de cesser sur le champ fut le Dr Stephen

3. Yoav Gelber, *Zionist Policy and the Fate of European Jewry (1939-1942)*, Yad Vashem Studies, vol.XIII, p.171

4. Ibid., p.170

5. Ibid., p.192

Wise...Il affirma : « Nous devons arrêter pour le bien de l'Angleterre »⁶.

Les Britanniques décidèrent qu'il relevait du « *devoir* » des Allemands, en tant que belligérants, de nourrir la population dans les territoires qu'ils occupaient. Des colis alimentaires en provenance de l'étranger ne faisaient que contribuer à l'effort de guerre allemand. L'appareil du Conseil juif mondial-Conseil juif américain cessa non seulement d'envoyer des denrées alimentaires, mais fit également pression sur les agences d'assistance juives non-sionistes pour qu'elles arrêtaient également, et presque toutes le firent, à l'exception de l'Agouda. Ils répondirent aux sionistes que les Britanniques n'avaient aucune autorité quant à définir ce qui était bon pour les Juifs, et se mirent à envoyer des colis en plus grands nombres. Cela fit réagir Joseph Tanenbaum, un sioniste et dirigeant du boycott juif anti-nazi à peine existant. Il n'avait jusqu'alors pas considéré que des colis alimentaires relevaient de sa responsabilité, jusqu'à ce que le département d'État le suggérât. Il s'en prit alors aux agoudistes dans *Der Tog*, le quotidien sioniste, aux mois de juillet et août 1941 :

*Pourquoi alors les Anglais envoient-ils des colis aux prisonniers de guerre ? Pourquoi les représentants yougoslaves rassemblent-ils de l'argent pour en financer l'envoi ? Il s'agit d'un sujet totalement à part. Les prisonniers de guerre sont sous les auspices de la convention de la Croix-Rouge internationale qui dispose déjà d'une longue barbe grise*⁷.

Les barbes grises de l'Agouda continuèrent de défier Tanenbaum, et son conseil conjoint au Boycott pour l'AJC, ainsi que le

6. Shabatei Beit-Zvi, *Post-Ugandan Zionism During the Holocaust*, post p.251 (traduction en anglais non publiée)

7. Joseph Tanenbaum, *A Final Word Regarding Packages to Poland*, *Der Tog* (10 août 1941) (traduction en anglais non-publiée)

comité travailliste juif, ainsi que — en fin de compte — les Britanniques, comprirent qu'ils ne pourraient jamais arrêter les Agoudistes, et ils les laissèrent envoyer 10 000 colis par mois. L'antisémitisme de la politique britannique fut exposé par la suite, lorsque les Britanniques livrèrent aux Canadiens du blé pour la Grèce occupée entre 1942 et sa libération. Les Grecs étaient des Alliés conquis ; pas les Juifs.

Wise fait disparaître les informations traitant de la disparition de Juifs

Quand l'establishment juif occidental et les Alliés découvrirent-ils qu'Hitler tuait systématiquement les Juifs ? Des signalements de massacres en Ukraine commencèrent à parvenir à la presse occidentale au mois d'octobre 1941, et au mois de janvier 1942, les Soviétiques produisirent un rapport détaillé, l'annonce de Molotov, qui analysait les œuvres des *Einsatzgruppen*. Le mémorandum fut rejeté par l'OSM en Palestine sous le statut de « *propagande bolchevique* »⁸. Au mois de février 1942, Bertrand Jacobson, l'ancien représentant du comité de distribution conjoint en Hongrie, tint une conférence de presse à son retour aux États-Unis, et relaya des informations collectées par des officiers hongrois quant au massacre de 250 000 Juifs en Ukraine. Au mois de mai 1942, le Bund envoya un message radio à Londres, signalant que 700 000 Juifs avaient déjà été exterminés en Pologne, et le 2 juillet, la BBC diffusa l'essence du rapport en Europe. Le gouvernement polonais en exil utilisa l'alarme lancée par le Bund dans sa propre propagande de presse en langue anglaise. Mais le 7 juillet 1942, Yitzhak Gruenbaum, qui dirigeait alors l'agence juive *Vaad Hazalah* (le comité de sauvetage), refusa de croire des récits de massacres similaires en provenance de Lituanie, parce que le nombre de morts estimés étaient plus importants que les niveaux de la population juive d'avant-guerre dans ce

8. Gelber, *Zionist Policy and the Fate of European Jewry*, p.190

pays⁹. Le 15 août, Richard Lichtheim envoya un rapport à Jerusalem depuis la Suisse, basé sur des sources allemandes, mentionnant la portée et les méthodes d'extermination. Il reçut une réponse, en date du 28 septembre :

Je ne suis pas franchement enclin à accepter tout ce que contient [ce rapport] littéralement. . . De la même manière qu'il faut apprendre par l'expérience pour accepter des contes incroyables comme une réalité indiscutable, il faut apprendre par l'expérience pour faire la distinction entre la réalité — pour dure qu'elle soit — et l'imagination qui se trouve, et c'est compréhensible, déformée par les peurs¹⁰.

Gruenbaum et son *Comité de sauvetage* reconnurent que des choses terribles étaient en train de se produire, mais il continua de les minimiser comme de « *simples* » pogroms.

Le 8 août, Gerhart Riegner, de l'antenne genevoise du WJC, obtint des récits détaillés du programme de gazage, en provenance de sources sûres allemandes, et il les transféra aux bureaux de Londres et de New York du WJC en passant par les diplomates britannique et étasunien. Le WJC de Londres reçut les éléments, mais Washington empêcha le message de parvenir au rabbin Wise. Le 28 août, la section britannique du WJC envoya à Wise une nouvelle copie, et il appela le département d'État et découvrit qu'ils lui avaient dissimulé les informations. Ils lui demandèrent alors de ne pas laisser connaître ces informations au grand public avant vérification ; il en convint et conserva le silence jusqu'au 24 novembre — 88 jours plus tard — lorsque le département d'État finit par valider le rapport. Ce n'est qu'à ce moment-là que Wise fit une annonce publique d'un projet nazi d'extermination de tous les Juifs à leur portée. Le 2 décembre, il écrivit une lettre à son « *cher patron* », Franklin Roosevelt, demandant une entrevue d'urgence et l'informant que :

9. Yehuda Bauer, *When Did They Know ?*, Midstream (avril 1968), p.51

10. Gelber, *Zionist Policy and the Fate of European Jewry*, p.191

« J'ai reçu des câbles et des avis clandestins depuis des mois, qui relatent ces événements. Je parviens, en concours avec les dirigeants d'autres organisations juives, à les tenir hors de la presse¹¹. »

Wise et Goldmann, qui était aux États-Unis durant la guerre, n'eurent jamais de doute quant à la véracité du rapport de Riegner. Selon [Walter Laqueur](#), ils craignaient que la publicité n'ajoutât encore au désespoir des victimes¹². Yehuda Bauer a la certitude que les dirigeants juifs étasuniens avaient déjà connaissance du rapport du Bund¹³.

« Il n'est pas nécessaire de les révéler au grand public »

Au mois de novembre 1942, 78 Juifs disposant de la nationalité palestinienne arrivèrent de Pologne, en échange de Templiers palestiniens. La *Jewish Agency* ne pouvait plus douter des rapports qui étaient parvenus jusqu'à ce pays depuis des mois et, à l'instar de Wise, ils finirent par déclarer que les nazis s'employaient à exterminer les Juifs de manière systématique. Mais, comme pour Wise, certains dirigeants de l'OSM en Palestine avaient été convaincus de la véracité des rapports longtemps avant de divulguer ces faits au public. Le 17 avril 1942, avant même la diffusion du Bund, Moshe Shertock écrivit au général [Claude Auchinleck](#), le commandant de la huitième armée britannique en Afrique du Nord. Il était préoccupé de ce qui pourrait advenir des Juifs de Palestine si l'Afrique traversait l'Égypte pour gagner la Palestine.

11. Elyhu Matzozky, *The Responses of American Jewry and its Representative Organizations*, 24 novembre 1942 et 19 avril 1943, thèse de Master non publiée, Yeshiva University, app.II

12. Walter Laqueur, *Jewish Denial and the Holocaust*, commentaire (décembre 1979), p.46

13. Bauer, *When Did They Know?*, p.53

La destruction de la race juive est un principe fondamental de la doctrine nazie. Les rapports dignes de foi récemment publiés démontrent qu'une politique est menée avec une brutalité qui défie toute description. . . Il est à craindre qu'une destruction plus rapide encore dé cimera it les Juifs de Palestine [passage mis en exergue par le présent auteur]¹⁴.

En d'autres termes, pendant que Gruenbaum, officiellement chargé des tentatives de sauvetage par l'OSM, se montrait sceptique quant à la fiabilité des rapports décrivant le massacre du peuple qu'il était supposé aider, le dirigeant du département politique de la *Jewish Agency* utilisait ces mêmes rapports pour convaincre les Britanniques d'armer le mouvement sioniste en Palestine.

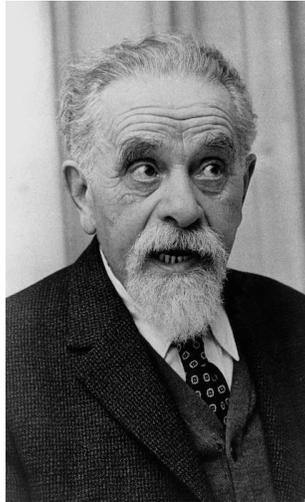


FIGURE 24.1 – Yitzhak Gruenbaum

14. Laqueur, *Jewish Denial and the Holocaust*, p.53

Avec les annonces faites par Wise et la *Jewish Agency*, l'attention se porta sur ce qui pouvait être fait en réponse. Le communiqué de la *Jewish Agency* déclencha un sentiment spontané de culpabilité au sein de la *Yishuv*, la réalité de l'horreur qui frappait leurs proches les frappant de plein fouet. Cependant, les sionistes ne changèrent en rien de focus politique. Leur priorité resta d'établir un État sioniste après la guerre, et l'Holocauste ne remettrait pas cet objectif en cause. En conséquence, lorsque l'Union locale des journalistes envoya des câbles aux organisations similaires à l'étranger pour leur demander d'examiner le massacre, **Dov Joseph**, directeur intérimaire du département politique de la *Jewish Agency*, les mit en garde par rapport à :

*publier des données exagérant le nombre de victimes juives, car si nous annonçons que des millions de Juifs se sont faits massacrer par les nazis, on nous demandera à raison où se trouvent les millions de Juifs pour lesquels nous affirmons avoir besoin d'établir un foyer en Eretz Israel après la fin de la guerre*¹⁵.

Yoav Gelber nous indique l'effet immédiat de l'intervention de Dov Joseph : « *Des manifestations vociférantes ont donc été découragées et au lieu de cela, des manières de répondre de manière plus "constructive" ont été recherchées*¹⁶. » Ben-Gourion fit part de « *demandes* » pour que les Alliés menaçassent de représailles et essayassent de venir au secours des Juifs, en particulier des enfants, ou d'échanger des Allemands contre des Juifs, etc. Dans la même inspiration, il continua d'appeler à ce que des efforts soient tenus en vue d'établir un soutien de la proposition de l'armée juive¹⁷. La *Jewish Agency* ne fit que persister ; aucune tentative spéciale ne fut réalisée en vue d'une opération de sauvetage. Gruenbaum poursuivit avec plusieurs autres tâches en addition de sa direction du

15. Gelber, *Zionist Policy and the Fate of European Jewry*, p.195

16. Ibid

17. Ibid

comité de sauvetage¹⁸. Le professeur Bauer a fait une présentation érudite frappante du pilotage par Gruenbaum de leurs tentatives :

Sur la base des recherches menées à l'Institute of Contemporary Jewry de l'université hébraïque, je dirais. . . l'humeur de certains des dirigeants — surtout de Yitzhak Gruenbaum. . . a viré au découragement total. Lui-même ainsi que certains de ses proches associés pensaient que rien ne pouvait être réalisé pour sauver les Juifs d'Europe, et que les sommes d'argent envoyées vers l'Europe pour leur évacuation, leur résistance ou leur sauvetage étaient vouées à être gaspillées. Mais ils estimaient que la tentative valait la peine d'être menée afin de pouvoir dire après la guerre que tout ce qui était possible avait été tenté. Il faudrait souligner qu'ils ne dirent pas que la tentative ne devait pas être menée ; mais ils estimaient qu'elle échouerait inmanquablement¹⁹.

Mais Gruenbaum fit-il réellement quoi que ce fût ? Beaucoup en Palestine étaient consternés par le défaitisme de l'OSM et sa préoccupation constante quant aux objectifs du sionisme, alors même que leurs proches se faisaient massacrer, et ces gens imploraient des actions. Ils ne constituaient pas une menace immédiate quant à l'hégémonie des dirigeants de l'OSM, mais la direction ressentit leur pression. Le plus gros de cette pression fut dirigé sur Gruenbaum, qui finit par céder lors d'une réunion de la direction sioniste le 18 février 1943. Il accusa ses critiques et ses amis de lui faire porter le chapeau, alors qu'eux non plus ne faisaient rien. Plus tard, il consigna son discours incroyable dans son livre d'après-guerre, *Bi-mei Hurban ve Sho'ah* (Aux jours de l'Holocauste et de la destruction).

18. Beit-Zvi, *Post Ugandan Zionism During the Holocaust* (synthèse non publiée en langue anglaise), p.1

19. Yehuda Bauer, *From Diplomacy to Resistance*, pp.viii-ix

Cependant, parmi nous — permettez-moi de parler de ce point de vue du prisme — il y a une solution universelle à chaque mauvais événement, à chaque Holocauste. Tout d'abord, nous attaquons les dirigeants ; il faut s'en prendre à eux. . . si nous avons pleuré, si nous avons exigé, tout ce qui était possible aurait été fait pour sauver, pour aider. Et si rien ne fut fait, ce fut parce que nous n'avons pas pleuré ni exprimé d'exigence. . . Je veux en finir avec cette supposition. . . pour sauver, pour sortir les gens des pays occupés. . . il aurait fallu que les pays neutres fournissent un refuge, que les nations en guerre ouvrent leurs portes aux réfugiés. Et lorsque nous suggérâmes de demander cela avec l'aide de nos amis. . . il y en eut pour dire : « Ne vous mêlez pas de ces affaires ; vous savez qu'ils ne laisseront pas entrer de Juifs en Afrique du Nord, aux États-Unis, ne laissez pas nos camarades dans une telle situation. Le public est incapable de prendre en compte ces considérations ; ils ne les comprendront pas, et ne désirent pas les comprendre » . . . Dans le même temps, un sentiment balaya Eretz Yisrael, et je pense que celui-ci est très dangereux pour le sionisme, pour nos efforts en vue de la rédemption, pour notre guerre d'indépendance. Je ne veux blesser personne, mais je ne parviens pas à comprendre comment une telle chose a pu se produire en Eretz Yisrael, une chose qui ne s'est jamais produite à l'étranger. Comment se peut-il que lors d'une réunion à Yerushalayim des gens puissent déclamer : « Si vous n'avez pas assez d'argent, vous devriez le prendre du [Keren Hayesod](#). Vous devriez retirer l'argent de la banque, il y a de l'argent là-bas. » J'ai estimé qu'il fallait absolument faire barrage à cette vague. . . Et désormais, en Eretz Yisrael, on entend des commentaires : « Ne donnez pas la priorité à Eretz Yisrael en

ces temps difficiles, dans les temps de la destruction de la communauté juive européenne. » *Je n'accepte pas d'entendre cela. Et lorsque quelqu'un m'a demandé : « Ne pouvez-vous pas me donner de l'argent du Keren Hayesod pour sauver des Juifs de la Diaspora ? », j'ai répondu : « non ! ». Et je dis non de nouveau. Je sais que les gens se demandent pourquoi j'ai dû faire cette réponse. Mes amis me disent, que même si ces choses sont exactes, il ne faut pas les révéler au public, en ce temps de douleur et de chagrin. Je ne suis pas d'accord. Je pense que nous devons faire barrage devant cette vague qui met l'activité sioniste au second plan. Ai-je dit cela pour glorifier mes propres principes ? Et à cause de cela, les gens me traitent d'antisémite, et concluent que je suis coupable, parce que nous ne laissons pas la priorité aux actions de sauvetage. Je ne vais pas me défendre. De même que je ne vais pas me justifier ni me défendre s'ils m'accusaient d'avoir tué ma mère, aussi je ne vais pas me défendre dans cette affaire. Mais mes amis n'avaient pas besoin de m'abandonner dans la bataille pour venir ensuite reconforter mon âme : « Si vous étiez en lien avec quelque parti politique, nous vous aurions laissé les rênes. » Je pense qu'il convient de dire ici que le sionisme est au-dessus de toute autre chose... Je désire en finir avec les suggestions. Naturellement, il nous reste à continuer toutes les actions pour assurer le sauvetage, et ne pas négliger une seule chance de mettre fin au massacre... Dans le même temps, nous devons préserver le sionisme. Il y a ceux qui estiment qu'il ne faudrait pas dire cela au moment où un Holocauste est commis, mais croyez-moi, dernièrement nous assistons à des manifestations préoccupantes à cet égard : le sionisme est au-dessus de tout — il faut peser cela lorsqu'un Holocauste nous dé-*

*vie de notre guerre de libération pour le sionisme. Notre guerre de libération ne découle pas du fait d'un Holocauste de manière directe, et ne se mélange pas avec les actions au bénéfice de la Diaspora dans le même temps, et cela nous cause du tort. Cette situation ne se présente pour aucune autre nationalité. Nous avons deux champs d'action, et ils se connectent et se mélangent, mais ce sont en réalité deux branches de travail, bien qu'elles se touchent parfois. Et nous devons sauvegarder — surtout en ce moment — la suprématie de la guerre de rédemption*²⁰

En 1944, un sioniste hongrois, Joel Brand, parvint à Jerusalem pour une mission extraordinaire (la mission sera décrite en plus ample détail dans le chapitre qui suit ; il suffit ici d'exposer que jusqu'en 1944, les Allemands n'avaient pas occupé la Hongrie, et que ce pays était devenu un refuge pour ceux qui fuyaient le territoire nazi.) Brand avait été une personnalité éminente du Comité de sauvetage de Budapest, et à ce titre avait été amené à rencontrer Gruenbaum. Il relata plus tard l'une de ses rencontres pathétiques avec le directeur des opérations de sauvetage de l'OSM :

*Il me déclara immédiatement : « Pourquoi n'avez-vous pas sauvé mon fils, Herr Brand ? Vous auriez dû parvenir à le faire passer de Pologne en Hongrie. » Je répondis : « Nous n'avons habituellement pas entrepris le sauvetage de personnes à titre individuel. » « Mais vous auriez dû penser à mon fils, Herr Brandt. C'était votre devoir de le faire. » Par respect pour ses cheveux gris, je ne dis rien de plus*²¹.

20. Yitzhak Gruenbaum, *Bi-Mei Hurban ve Sho'ah*, pp.62-70.

21. Alex Weissberg, *Desperate Mission (Joel Brand's story as told by Weissberg)*, p.206

« Car ce n'est que par le sang que nous aurons la terre »

Les nazis commencèrent à faire prisonniers les Juifs de Slovaquie au mois de mars 1942. Le rabbin [Michael Dov-Ber Weissmandel](#), un agoudiste, envisagea d'utiliser l'arme traditionnelle contre l'antisémitisme : les pots de vin. Il prit contact avec [Dieter Wisliceny](#), le représentant d'Eichmann, et lui affirma être en contact avec les dirigeants de la communauté juive mondiale. Est-ce que Wisliceny accepterait leur argent en échange des vies de la communauté juive slovaque ? Wisliceny accepta 50 000 \$ pourvu qu'ils provinssent de l'étranger. L'argent fut versé, mais fut en réalité collecté localement, et les 30 000 Juifs survivants furent épargnés jusque 1944, année en laquelle ils furent capturés lors des retombées de la révolte partisane slovaque, furieuse mais avortée.

Weissmandel, un étudiant en philosophie de l'université d'Oxford, s'était porté volontaire le 1^{er} septembre 1939 pour retourner en Slovaquie comme agent de l'Agouda mondiale. Il devint l'une des personnalités juives remarquables durant l'Holocauste, car ce fut lui qui demanda le premier aux Alliés de bombarder Auschwitz. Il finit par se faire capturer, mais réussit à quitter un train pendant un trajet, en utilisant une tige d'émeri ; il sauta, se cassa la jambe, survécut et poursuivit son œuvre pour sauver les Juifs. Le puissant livre d'après-guerre publié par Weissmandel, *Min HaMaitzer* (depuis les profondeurs), écrit en hébreu talmudique, n'a malheureusement pas encore été traduit de l'hébreu en anglais. Il s'agit de l'une des mises en accusations les mieux formulées contre le sionisme et l'establishment juif. Il contribue à mettre le refus de Gruenbaum à envoyer de l'argent en Europe occupée dans sa juste perspective. Weissmandel comprit : « *L'argent est nécessaire ici — pour nous, et pas pour eux. Car avec de l'argent ici, on peut formuler de nouvelles idées*²² ». Weissmandel pensait au-delà des simples

22. Michael Dov-Ber Weissmandel, *Min HaMaitzer* (pas de traduction pu-

pots de vin. Il comprit immédiatement qu'avec de l'argent, il était possible de mobiliser les partisans slovaques. Cependant, la question clé qui se posait à lui était de savoir si quelqu'un au plus haut de la SS ou du régime nazi pouvait se laisser acheter. Ce n'était que si ceux-là acceptaient un accord, soit avec la communauté juive occidentale, soit avec les Alliés, que la corruption pourrait présenter un impact significatif. Il vit l'équilibre de la guerre basculer, avec certains nazis qui continuaient de penser qu'ils pouvaient gagner, et espéraient utiliser les Juifs comme moyen de pression sur les Alliés, mais d'autres qui commençaient à craindre les futures représailles alliées. Sa préoccupation était simplement que les nazis pourraient commencer à comprendre que des Juifs vivants étaient plus utiles que des morts. Sa pensée ne doit pas être confondue avec celle des collaborateurs des Judenrats. Il n'essayait pas de sauver certains Juifs. Il pensait strictement selon les termes de négociations sur une base européenne, pour tous les Juifs. Il prévint en son temps la communauté juive hongroise : ne les laissez pas vous enfermer dans des ghettos ! Rebellez-vous, cachez-vous, forcez-les à traîner les survivants là-bas, enchaînés ! Si vous pénétrez pacifiquement dans un ghetto, vous finirez à Auschwitz ! Weissmandel eut soin de ne jamais se laisser manœuvrer par les Allemands pour demander des concessions aux Alliés. L'argent en provenance de la communauté juive mondiale était le seul appât qu'il exposait devant eux.

Au mois de novembre 1942, Wisliceny fut de nouveau approché. Combien d'argent faudrait-il pour que tous les Juifs d'Europe fussent sauvés ? Il se rendit à Berlin, et début 1943, une réponse parvint jusque Bratislava. Pour 2 millions de dollars, ils pouvaient faire transférer tous les Juifs vers l'Europe de l'Ouest et les Balkans. Weissmandel envoya un messenger en Suisse pour essayer d'y récupérer la somme de la part d'organismes de charité juifs. Saly Mayer, un industriel sioniste qui était également représentant du comité de distribution conjoint de Zurich, refusa d'accorder la moindre



FIGURE 24.2 – Michael Dov Weissmandel

somme d'argent au « *groupe de travail* » de Bratislava, pas même un premier versement en vue de tester la proposition, parce que l'« *alliance* » refusait de violer les lois étasuniennes qui interdisaient l'envoi d'argent vers les pays ennemis. Au lieu de cela, Mayer envoya à Weissmandel une insulte calculée : « *les lettres de réfugiés slovaques en Pologne que vous avez récupérées sont des contes exagérés : il s'agit de la manière de fonctionner des "Ost-Juden" qui passent leur temps à quémander de l'argent*²³ ».

Le messenger qui apporta la réponse de Mayer rentra avec une autre lettre, envoyée par Nathan Schwalb, le représentant du He-Chalutz en Suisse. Weissmandel décrivit ainsi le document :

L'enveloppe contenait une seconde lettre, écrite dans une étrange langue étrangère, et au début, je ne compris pas du tout de quelle langue il s'agissait, jusqu'à

23. Ibid

ce que je comprisse qu'il s'agissait d'hébreu calligraphié en alphabet latin, et écrite à destination des amis de Schwalb à Pressburg [Bratislava]...J'en ai gardé le souvenir visuel comme si je l'avais lue cent une fois. Voici ce que disait cette lettre : « Puisque nous avons l'opportunité de disposer de ce messenger, nous écrivons au groupe qu'ils doivent avoir constamment garder à l'esprit qu'en fin de compte les Alliés finiront par gagner. Après leur victoire, ils diviseront de nouveau le monde entre les nations, comme ils le firent à la fin de la première guerre mondiale. C'est après cela qu'ils dévoilèrent le projet pour la première étape, et à présent, alors que la guerre touche à sa fin, nous devons tout faire pour qu'Eretz Yisrael devienne l'État d'Israël, et des étapes importantes ont déjà été menées dans cette direction. Au sujet des cris qui proviennent de votre pays, nous devrions savoir que toutes les nations alliées répandent beaucoup de leur sang, et que si nous ne sacrifions pas de sang, de quel droit mériterons-nous de nous présenter à la table des négociations, quand ils diviseront les nations et les territoires à la fin de la guerre? C'est pourquoi il est idiot, et même impudent de notre part de demander à ces nations qui répandent leur sang de verser leur argent à des pays ennemis pour protéger notre sang — car ce n'est que par le sang que nous aurons la terre. Mais par respect pour vous, mes amis, atem taylu, et à ces fins, je vous envoie de l'argent illégalement avec ce messenger²⁴. »

Le rabbin Weissmandel médita sur cette lettre déconcertante :

Après m'être habitué à cette étrange écriture, je tremblais, comprenant le sens des premiers mots, qui étaient

24. Ibid. (Hebrew edn), p.92

« ce n'est que par le sang que nous obtiendrons la terre ». *Mais les jours et les semaines s'écoulèrent, et je ne comprenais pas le sens des deux derniers mots. Jusqu'à ce que je comprenne que les mots « atem taylu » provenaient de « tiyul » [le verbe marcher], qui était leur terme spécial pour « sauvetage ». En d'autres termes : vous, mes camarades, mes 19 ou 20 proches amis, partez de Slovaquie et sauvez vos vies, et avec le sang de ceux qui seront restés — le sang de tous les hommes, femmes, jeunes, vieux et nouveaux-nés — la terre sera nôtre. Aussi, c'est un crime que d'envoyer de l'argent en territoire ennemi pour sauver leurs vies — mais pour vous sauver, chers amis, voici de l'argent obtenu illégalement. Il est entendu que je ne dispose plus de ces lettres, car elles sont restées là-bas, et furent détruites avec tout le reste qui fut perdu*²⁵.

Weissmandel nous assure que Gisi Fleischman et les autres œuvrant spécifiquement pour le sauvetage parmi les sionistes au sein du groupe de travail étaient horrifiés par la lettre de Schwalb, mais que celle-ci exprimait les pensées morbides des pires éléments de la direction de l'OSM. Le sionisme avait réalisé un tour complet : au lieu de constituer l'espoir des Juifs, c'était le sang de ces derniers qui devait assurer le salut politique du sionisme.

Une réponse minimale à l'extermination

Même après l'annonce tardive par Wise de la campagne d'extermination, la réponse de l'establishment juif étasunien fut minimaliste. Ils relayèrent l'appel émis par les grands rabbins sionistes de Palestine demandant une journée de deuil, qu'ils établirent au 2 décembre 1942, et le comité travailliste anti-sioniste ajouta un débrayage de 10 minutes des travailleurs juifs. Mais il fallait en faire

25. Ibid., p.93

beaucoup plus si l'on voulait que l'administration Roosevelt se mît concrètement en branle. Il faudrait exercer des pressions très fortes sur lui pour qu'il fit quoi que ce fût pour les Juifs d'Europe.

Roosevelt présentait des attitudes ambivalentes à l'égard des Juifs. Il en avait un dans son Cabinet, et en avait nommé un autre à la Cour suprême, et on en comptait quelques-uns parmi ses conseillers occultes. Mais il ne mena jamais la moindre action dans les années 1930 pour amender les lois d'immigration antisémites. Bien que les Juifs occupassent des places de premier plan dans les machines démocratiques du Nord et de l'Ouest, il y avait plusieurs antisémites déclarés parmi le contingent [dixiecratique](#) du Congrès, et Roosevelt n'aurait jamais envisagé de se séparer d'eux. Il n'exprima jamais de sentiment antisémite en public, mais il ne fait aucun doute qu'il en nourrissait. Des années plus tard, le gouvernement des États-Unis publia les notes de la conférence de Casablanca, tenue au mois de janvier 1943, et il apparut qu'il avait déclaré aux Français :

*Le nombre de Juifs engagés dans la pratique des professions [libérales] (hommes de loi, médecins, etc) devrait absolument être limité au pourcentage de la population juive en Afrique du Nord rapportée à la population nord-africaine dans son ensemble. . . Le président affirma que son projet allait également éliminer les plaintes spécifiques et compréhensibles que les Allemands entretenaient à l'encontre des Juifs d'Allemagne, à savoir qu'ils constituaient une petite fraction de la population, alors que 50 % des avocats, docteurs, enseignants, professeurs d'université, etc. d'Allemagne étaient Juifs*²⁶.

L'insuffisance de la réponse de l'establishment juif était si frappante qu'elle donna lieu à une dénonciation furieuse de la part de Chaim Greenberg, l'ancien combattant sioniste travailliste, lors du *Yiddische Kemfer* tenu au mois de février 1943 :

26. Bernard Wasserstein, *Britain and the Jews of Europe 1939-1945*, p.207

les quelques communautés juives qui restent dans le monde, qui restent libres de faire entendre leurs voix et de prier en public, devraient proclamer un jour de jeûne et de prière pour les Juifs étasuniens. . . cette communauté juive étasunienne est sans doute tombée plus bas que nulle autre ces derniers temps. . . Nous n'avons même pas fait montre de la capacité à établir (temporairement, juste pour la durée de l'urgence) une sorte d'État-Major qui se rassemblerait chaque jour et réfléchirait et procéderait à des consultations en vue d'obtenir de l'aide de la part de gens qui peuvent, peut-être, être en position de nous aider. . . Une clique essaye de déborder l'autre — les sionistes et les anti-sionistes. . . Qu'a à voir un tel travail de sauvetage avec les différends politiques et avec le piège idéologique tout entier que nous avons produit au cours des deux dernières générations ?²⁷ .

La puissante attaque menée par Greenberg à l'encontre des dirigeants de la communauté juive étasunienne n'épargna personne, et certainement pas ses camarades sionistes, qui devenaient la force la plus puissante au sein de la communauté. Sans citer de noms, il dénonça le défaitisme et l'obsession envers la Palestine que l'on constatait dans de nombreux cercles sionistes de premier plan.

Il s'est même trouvé des sionistes parmi nous qui se sont réconciliés avec la pensée qu'il est impossible de se mettre au travers du chemin du meurtrier et ainsi, disent-ils, il faut « tirer parti de cette opportunité » pour souligner face au monde la tragédie de l'apatridie juive, et renforcer la demande d'un foyer national juif en Palestine (Un foyer pour qui ? Pour les millions de morts dans leurs cimetières temporaires creusés en Europe ?)

27. Chaim Greenberg, *Bankrupt*, Midstream (mars 1964), pp.5-8

Il attaqua le Congrès juif américain de Wise :

à une époque où l'Ange de la Mort fait usage d'avions, le Congrès juif américain emploie un char à boeufs. . . [il] a délégué les tâches de sauvetage en Europe à un comité spécial. . . ce comité s'octroie le luxe de ne pas se rassembler pendant des semaines d'affilée. . . Il a affiché une absence d'énergie du désespoir, de cette « agressivité de l'esprit » qui caractérise l'heure de la perte, de la capacité à agir par lui-même sur une portée adaptée ou d'attirer des gens d'autres cercles et de les activer en faveur d'une cause dont la légitimité saute aux yeux : sauver tous ceux qui peuvent l'être. Greenberg s'est fâché lors du comité révisionniste pour une armée juive, en faveur de publicités au prix fort vantant une armée juive forte de 200 000 Juifs apatrides : « en sachant fort bien qu'il s'agit là d'une figure mythique. . . tous les Juifs d'Europe, jusqu'au dernier, se feraient assassiner bien avant qu'une telle armée puisse être recrutée, organisée, et entraînée ²⁸. »

Le comité d'urgence

Un seul des groupes sionistes comprenait que le sauvetage devait devenir leur priorité absolue. Une poignée d'irgunistes s'était rendue aux États-Unis afin de lever des fonds pour leur immigration illégale, et lorsque la guerre éclata, ils y ajoutèrent une demande de fonds pour une Légion juive qu'ils considéraient, à l'instar de l'OSM, comme l'objectif immédiat du sionisme. Au mois d'avril 1941, ils remarquèrent des articles écrits par [Ben Hecht](#), l'un des journalistes les plus célèbres des États-Unis, dans PM, un quotidien new-yorkais libéral, qui déploraient le silence des personnalités juives sociales, politiques et littéraires quant à la situation

28. Ibid, pp.7-10

de la communauté juive d'Europe. Les irgunistes convainquirent Hecht de les aider à mettre en place un « *comité pour une armée juive composée d'apatrides et de Juifs palestiniens* ». Hecht approuva l'idée, car il voyait qu'il avait affaire à des combattants, et c'est ce qu'il voulait : une armée juive qui tuerait des Allemands en représailles pour les humiliations et les meurtres de Juifs par Hitler. Jusqu'à ce stade, les irgunistes n'avaient joué qu'un rôle des plus mineurs sur la scène politique juive ; mais avec Hecht au sein de leur comité, les révisionnistes se transformèrent en une force à demi sérieuse. Ils connaissaient tout le monde à Hollywood et dans le monde de la publication. Lorsque leurs publicités parurent dans les journaux de premier plan, ils apparurent comme l'une des parties en présence dans la politique en temps de guerre.

Bien que les irgunistes aient manqué la pleine signification des premiers rapports de massacres, la déclaration de Wise convainquit leur dirigeant, [Peter Bergson](#), qu'ils devaient faire pression en faveur d'une action du gouvernement étasunien, spécifiquement au nom des Juifs. Ils projetèrent de réaliser un spectacle, *They Shall Never Die*, au Madison Square Garden, le 9 mars 1943. Certaines des personnalités les plus en vue du monde du théâtre de l'époque — [Kurt Weill](#), [Billy Rose](#) et [Edward G. Robinson](#) parmi beaucoup d'autres — commencèrent à le mettre en place. C'en fut trop pour Wise, qui ne voulait pas se faire reléguer au second plan par des usurpateurs fascistes. L'establishment juif annonça soudainement son propre rassemblement au Garden pour le 1^{er} mars. Le *comité pour une armée juive* essaya de susciter l'unité en proposant de se retirer du rôle de sponsor exclusif de l'événement du 9 mars, si l'establishment acceptait de la co-sponsoriser, mais celui-ci refusa²⁹. Le résultat fut que deux rassemblements distincts, relevant de la même tragédie juive, se déroulèrent au Garden à seulement neuf jours d'intervalle. Les deux furent très suivis ; le spectacle Hecht-Weill fit salle comble dans l'arène deux fois de suite dans la même

29. Matzozky, *The Responses of American Jewry*, p.45

soirée. La vraie différence fut que le cercle d'adeptes autour de Wise étaient principalement motivés par leur hostilité à l'encontre des irgunistes et n'avait pas vraiment de projet en vue d'une mobilisation soutenue, alors que le *comité pour une armée juive* fit une tournée dans les plus grandes villes étasuniennes avec son spectacle. Le congrès juif américain de Wise, rendu furieux par leur succès, donna pour ordre à ses branches locales un peu partout dans le pays d'essayer d'empêcher que le spectacle fût donné dans les salles partout où ils le pouvaient, et le spectacle ne put pas être donné au moins dans les trois villes de Pittsburgh, Baltimore et Buffalo³⁰.

« *Mais qu'avons-nous vraiment accompli ?* » demanda Kurt Weill. « *Le spectacle n'a rien accompli. Je sais que Bergson le considère comme un point central dans l'histoire juive, mais il est frappé par la scène. En réalité, la seule chose que nous avons réalisée est de faire pleurer des Juifs en grand nombre, ce qui n'est pas un accomplissement unique*³¹. » En réalité, le spectacle établit le *comité pour une armée juive* comme une force à prendre en compte. Néanmoins, les apologistes du dernier jour de l'establishment juif de l'Holocauste, comme [Bernard Wasserstein](#) de Brandeis, continueraient d'avancer que :

Le Congrès...et la majorité du grand public étaient à l'unisson dans leur refus catégorique de considérer tout bricolage de la lettre stricte des restrictions par quota sur les origines nationales...Il faut une vive imagination pour être convaincu qu'une campagne d'« activisme » juif aurait changé ces dures réalités. Les conséquences les plus probables auraient été de lever une antipathie plus forte à l'encontre des Juifs...Les dirigeants juifs

30. Sarah Peck, *The Campaign for an American Response to the Nazi Holocaust, 1943-1945*, *Journal of Contemporary History* (avril 1980), p.374

31. Ben Hecht, *A Child of the Century*, p.540

*n'en avaient que trop conscience : de là venait leur scepticisme général quant à l'efficacité de l'activisme*³².

En réalité, aucune preuve ne permet de suggérer que l'antisémitisme accrut en résultante des activités du comité. Ce fut plutôt l'inverse : un élan se fit sentir au Congrès vers l'action. Les irgu-nistes, avec parmi eux le profondément impliqué Weill, estimaient que s'ils mettaient toute leur force et toute leur énergie dans le sauvetage, ils pourraient contraindre le gouvernement à se mettre à faire quelque chose. Du printemps 1943 à la fin de l'année, le comité — désormais renommé en *comité d'urgence pour sauver le peuple juif d'Europe* — eut presque l'exclusivité du champ du sauvetage, l'establishment juif, ou bien ne fit rien, ou bien s'employa à saboter leur travail.

Leur expérience pratique de mobilisation enseigna bientôt au comité qu'il leur fallait se détourner du sujet de la Palestine. En 1943, les sympathies sionistes croissaient rapidement parmi les Juifs, mais les éléments anti-sionistes restaient puissants, et les non-Juifs n'avaient pas le moindre intérêt à provoquer des problèmes à leurs alliés britanniques au Moyen-Orient, bien que de nombreux Éta-suniens ordinaires fussent convaincus que leur gouvernement devait essayer de sauver les Juifs. À présent, Wise et Goldmann développaient une nouvelle accusation contre le comité d'urgence : ils avaient trahi la cause sacrée de la Palestine. Bergson essaya de raisonner avec Wise : « *Si vous étiez dans une maison en feu, voudriez-vous que les gens à l'extérieur s'écrient "sauvez-les", ou qu'ils s'écrient : "sauvez-les en les amenant au Waldorf Astoria ?". Ce fut vain ; jamais Wise ne s'inclinerait*³³. »

Le comité mobilisa 450 rabbins orthodoxes pour une marche d'octobre vers la Maison blanche, mais Roosevelt ne voulut pas les voir ; il quitta les lieux en hâte pour allouer quatre bombardiers à la

32. Wasserstein , *The Myth of « Jewish Silence »*, Midstream (août 1980), p.14

33. Peck, *Campaign for an American Response to the Nazi Holocaust*, p.384

force aérienne yougoslave en exil, mais la campagne se poursuivit. Peter Bergson souligne : « *Les riches Juifs, l'establishment, nous combattirent toujours. Ce furent toujours les petits Juifs — et les Gentiles — qui envoyèrent de l'argent pour nos publicités*³⁴. » Sentant que le soutien public pour la cause avait atteint le bon seuil, leurs amis bien placés au Congrès, le sénateur Guy Gillette et les représentants Will Rogers Jr et Joseph Baldwin, firent examiner une loi pour une commission au sauvetage. Ils soulignèrent précisément que leur proposition n'avait rien à voir avec le sionisme. Les auditions qui se déroulèrent au Sénat au mois de septembre furent amicales, mais au comité des relations étrangères de la chambre, le président, **Sol Bloom**, un démocrate de **Tammany** de Brooklyn, attaqua vertement Bergson, et les auditions tournèrent en défaveur de la proposition. Pour faire bonne mesure, la personnalité la plus prestigieuse du sionisme étasunien, le rabbin Stephen Wise, se rendit à Washington pour témoigner contre la loi de sauvetage, du fait que celle-ci ne faisait pas mention de la Palestine.

Le journal *Congress Weekly* de Wise vanta la manière dont les auditions furent « *utilisées par le Dr Wise pour faire passer la discussion du plan des projets abstraits à celui des mesures pratiques les plus immédiates de sauvetage, et en premier lieu pour l'ouverture de la Palestine.* » Mais ce ne fut pas tout ; l'article dénonça le comité d'urgence pour « *l'indifférence totale envers toutes les organisations juives et toutes leurs années d'efforts au travers et avec les agences gouvernementales créées pour s'occuper du problème de sauvetage*³⁵. » Des années durant, la presse et les hommes politiques avaient considéré Wise comme le dirigeant de la communauté juive étasunienne. Désormais, un *outsider*, Ben Hecht, ainsi qu'un groupe de révisionnistes haïs s'employaient à dire à Roosevelt comment sauver les Juifs.

L'action menée par Bloom contre la loi ne put faire cesser la

34. Interview de Peter Bergson par le présent auteur, le 27 février 1981

35. On the Question of Rescue, *Congress Weekly* (10 décembre 1943), p.3

pression en vue d'une commission de sauvetage. Avant que le *comité d'urgence* pût lancer un nouveau projet, le secrétaire du trésor, Henry Morgenthau Jr, remit à Roosevelt un rapport faisant état d'un complot mené par des dirigeants du Département d'État, en vue de faire disparaître les informations relatives aux massacres. Breckenridge Long, l'ancien ambassadeur en Italie, admirateur de Mussolini avant la guerre, à qui le département avait assigné la tâche de gérer les problèmes de réfugiés durant l'Holocauste, s'était fait prendre à modifier un document vital afin d'en empêcher la révélation. Lors des auditions du Congrès, Long avait été le principal témoin de l'administration contre la proposition en vue d'une commission de sauvetage, et désormais Morgenthau devait avertir le président que la situation pourrait facilement « *exploser en scandale pas beau à voir*³⁶. » Roosevelt savait qu'il était battu, et le 22 janvier 1944, il annonça l'établissement d'un conseil aux réfugiés de guerre.

Les historiens de l'Holocauste ont débattu le sujet du crédit à qui revenait l'établissement du conseil aux réfugiés. Ceux qui s'identifient à l'establishment sioniste dénigrent le travail du *comité d'urgence* et affirment que le conseil fut la seule œuvre de Morgenthau. Ainsi, [Bernard Wasserstein](#) insiste sur l'idée que l'« *activisme* » n'obtint ni ne put obtenir de résultats pour les Juifs. Le conseil découlait de l'intervention de Morgenthau et de rien d'autre : « *Les protestations de Morgenthau débouchèrent sur des résultats. . . Il s'agit d'un exemple illustrant la faisabilité du résultat d'efforts énergiques menées en coulisse par les dirigeants juifs*³⁷. » Cependant, Nahum Goldmann a convenu que [John Pehle](#), qui rédigea le brouillon du rapport de Morgenthau et devint le directeur du WRB³⁸, « *avait pris la position selon laquelle le comité d'urgence de Bergson en vue de sauver le peuple juif d'Europe avait ins-*

36. Arthur Morse, *While 6 Million Died*, p.79

37. Wasserstein, *The Myth of « Jewish Silence »*, p.14

38. *War Refugee Board*, le conseil aux réfugiés de guerre, NdT

*piré l'introduction de la résolution Gillette-Rogers, qui à son tour avait amené à la création du conseil aux réfugiés de guerre*³⁹. » Mais Goldmann et Wise poursuivirent leur propre campagne contre Bergson. Goldmann se rendit au Département d'État le 19 mai 1944, et, selon un mémorandum interne au département, il « *évoqua le fait que Bergson et ses associés étaient dans le pays sous le régime de visas de visite temporaires... Il ajouta qu'il ne comprenait pas pourquoi ce gouvernement ne déportait ni n'enrôlait Bergson.* » Dans le même mémorandum, l'auteur indique que Wise « *était allé jusqu'au point d'informer M. Pehle qu'il considérait Bergson comme un ennemi aussi important pour les Juifs qu'Hitler, du fait que ses activités ne pouvaient amener qu'à un accroissement de l'antisémitisme*⁴⁰. »

Le conseil se révéla n'apporter qu'une aide minimaliste aux Juifs. Dans son ouvrage *While 6 Million Died* Arthur Morse rapporte qu'outre 50 000 Roumains sauvés directement et indirectement, au travers de la pression sur la Croix Rouge, les pays neutres, le clergé et les forces clandestines, le conseil sauva quelques centaines de milliers de plus⁴¹. Des calculs plus récents abaissent ce nombre à environ 100 000⁴². Le conseil ne fut jamais une agence puissante. Il ne compta jamais plus que trente personnes parmi son personnel, et il n'était pas en mesure d'empêcher le Département d'État de s'occuper des neutres ou des satellites nazis en effondrement. Il n'avait aucun pouvoir lui permettant de garantir que les Juifs échappés pourraient finir par trouver refuge aux États-Unis, où tant d'eux avaient des proches. Shmuel Merlin, qui dirigeait les aspects de relations publiques des travaux du comité d'urgence, a expliqué pourquoi le Conseil était aussi relativement faible :

Nous sûmes que nous avions perdu lorsque les orga-

39. Attitude of Zionists Toward Peter Bergson, memorandum of conversation, 867N.01/2347, Department of State (19 mai 1944), pp.3-4

40. Ibid., pp.2,4

41. Morse, *While 6 Million Died*, pp.257, 307

42. Eliyhu Matzozky (letter), *Midstream* (mars 1982), p.44

nisations juives proposèrent de collecter l'argent pour le Conseil. Naturellement, nous avions pour vision un programme sérieux de la part de l'administration. Cela signifiait que le gouvernement devait étaler de l'argent, exactement de la même manière qu'il le fait sur d'autres sujets, lorsqu'il le voulait vraiment. Au lieu de cela, Roosevelt et le Congrès se laissèrent subtiliser le sujet par l'establishment juif. Ils proposèrent de payer les frais de base du Conseil. Ils rassemblèrent un capital d'amorçage d'environ 4 000 000 000 \$, et un total de 15 000 000 \$ au cours de l'existence totale du WRB⁴³. Cette somme était si dérisoire qu'ils pouvaient toujours rire en disant « commençons par attendre que les Juifs collectent une vraie somme d'argent⁴⁴ ».

Le comité conjoint de distribution rassembla 15 millions de dollars sur les 20 millions dépensés par le Conseil. D'autres groupes juifs y ajoutèrent 1,3 millions de dollars. Si le Conseil avait disposé de plus d'argent, il aurait pu faire bien plus. Si l'establishment juif s'était unifié avec les irgunistes dans une nouvelle campagne pour obtenir des fonds du gouvernement, il est très probable que l'argent aurait afflué. Avant que le Conseil fût établi, le gouvernement évitait les demandes d'une telle commission au motif que d'autres agences réalisaient tout ce qui pouvait l'être. Une fois que le Conseil fut établi, il existait un engagement formel au sauvetage de la part du gouvernement ; cependant, l'establishment juif resta implacablement opposé aux activistes de l'irgun, et continua d'exiger que Bergson fût déporté, au lieu de s'unifier avec le *comité d'urgence*.

En 1946, les révisionnistes retournèrent dans l'OSM, et en fin de compte une part de l'inimitié s'évapora, mais jusque 1977, Bergson,

43. On peut penser que la somme de 4 000 000 000 \$ est une erreur typographique, et qu'il s'agit plutôt de 4 000 000 \$, mais nous ne disposons pas d'éléments permettant de l'établir formellement, NdT

44. Interview de Shmuel Merlin par le présent auteur, le 16 septembre 1980

Merlin, Ben-Ami et d'autres anciens du comité ne purent jamais écouter les personnalités de l'establishment sans se souvenir de leur obstructionnisme passé. Au cours des dernières années, ils ont pu prouver le rôle perfide joué en coulisses par Wise, Goldmann et d'autres, grâce à des documents auparavant secrets, obtenus par l'activation du [Freedom of Information Act](#) ; il en résulta que le controverse quant aux tentatives de sauvetage en conflit les unes avec les autres n'a jamais totalement tari. Wasserstein insiste ainsi sur l'idée que le silence des dirigeants est un « *mythe* » :

*Ce n'est pas par accident que cette légende s'est implantée. Au contraire, il s'agit d'une accusation qui fut initialement portée durant et juste après la guerre par un groupe spécifique : les sionistes révisionnistes et leurs diverses ramifications... C'était leur cri de ralliement, qu'ils clamaient lors de leurs tentatives de mobiliser la jeunesse juive dans une campagne malavisée et moralement biaisée d'invective et de terreur*⁴⁵.

En réalité, la première explication de l'inactivité totale de l'establishment provint du *Trotskyist Militant* du 12 décembre 1942.

À dire vrai, ces organisations, telle que le conseil de distribution conjoint et le Congrès juif, ainsi que le comité travailliste juif, craignaient de se faire entendre parce qu'elles avaient peur de soulever une vague d'antisémitisme ici en retour. Elles craignaient trop pour leur propre position pour lutter au bénéfice de la vie de millions de personnes à l'étranger⁴⁶.

Assurément, les anciens dirigeants du comité d'urgence ont essayé de démasquer leurs vieux ennemis, mais depuis la guerre, ils ont également critiqué leurs propres tentatives et ils reconnaissent aisément qu'ils ont démarré trop tard. Ils ne comprirent pas la signification des rapports sur les massacres, jusqu'après l'annonce

45. Wasserstein, *The Myth of « Jewish Silence »*, p.15

46. A. Roland, *The Slaughter of the Jews*, Militant (12 décembre 1942), p.3

par Wise du mois de novembre 1942. Cependant, une critique plus large du comité remonte à leur demande originelle pour une armée juive. Il s'agissait de pur sionisme, et cette demande ne répondait en rien non plus à la détresse des Juifs, ou à la lutte contre le nazisme. En seconde critique, on peut citer leur échec à avoir amené les Juifs directement dans la rue. Une marche massive jusqu'au service d'immigration de New York par des milliers de Juifs aurait été bien plus préoccupante pour l'administration que la mobilisation de 450 rabbins. Une grève de la faim organisée par le comité aurait propulsé le mouvement en avant. Les activistes s'auto-critiquent aujourd'hui pour n'avoir pas agir ainsi, et expliquent cette omission en termes de personnalités politiques individuelles. Ils étaient aux États-Unis en tant que représentants de l'Irgun, une organisation militaire qui avait toujours prêché contre le « *gandhisme juif* ».

La révolte irgun de 1944

Les irgunistes étasuniens allaient commettre de nombreuses erreurs pires que celle-là lorsque l'Irgun entama sa révolte en Palestine au mois de janvier 1944. À son arrivée en Palestine au mois de mai 1942, Begin constata que le révisionnisme se trouvait dans un désarroi total. Il en appela à la réorganisation de l'Irgun, et finit par en devenir le commandant. À aucun moment, l'Irgun ne fut représentatif d'autre chose qu'une petite minorité des Juifs de Palestine. La plupart des Juifs palestiniens les considéraient comme des fascistes tarés, qui amenaient la ruine à la cause sioniste en attaquant la Grande-Bretagne pendant qu'elle affrontait Hitler. Ils furent même répudiés par l'appareil politique à l'ancienne. Ils constituaient une petite force ; quelques-uns membres à plein temps, et quelques centaines avec une durée d'implication moindre. La Haganah, qu'ils considéraient comme une unité fasciste, se mit à les encercler concentriquement en collaboration avec les Britanniques, quoique l'Irgun refusât que l'on frappât la Ha-

ganah en représailles, alors qu'ils savaient qu'après la guerre, ils pourraient s'unifier et essayer de faire déguerpir les Britanniques. Ils ne s'en prirent pas non plus aux cibles militaires, afin de ne pas devoir apparaître comme interférant avec l'effort de guerre.

Aussi, à bien des égards, la révolte fut tout à fait symbolique, mais aux États-Unis ainsi qu'en Grande-Bretagne elle eut pour effet de détourner l'attention portée aux Juifs d'Europe vers les Juifs de Palestine. Wise avait une chance de reprendre en crédibilité, et il accusa le *comité d'urgence* de soutenir le terrorisme. Cependant, les Étatsuniens, qui se font désormais appeler *comité hébreu pour la libéralisation nationale* — ainsi que le *comité d'urgence* ne virent pas la révolte comme un sujet attirant l'attention de l'Europe, mais plutôt comme une conscience en amélioration de la détresse juive. Peter Bergson continua de défendre solidement la révolte ainsi que la relation du comité à son égard :

Je sais qu'il y a des historiens pour dire qu'en fin de compte, nous n'étions pas meilleurs que l'establishment, que nous dispersâmes également nos énergies du travail de sauvetage pour présenter l'affaire de l'Irgun. Ils se trompent. Vous êtes supposés vous révolter si les Britanniques ne sauvent pas vos proches en Europe. J'aurais honte pour les Juifs de Palestine, en tant que peuple, s'il n'y avait personne dans le pays qui s'était soulevé⁴⁷.

Shmuel Merlin maintient que la révolte troubla davantage certains Juifs qu'elle ne troubla les Gentiles⁴⁸. Seuls les Juifs lisaient la presse juive, et ils étaient plus influencés par la publicité étalée par l'establishment contre l'Irgun. Mais une fois que l'Irgun se révolta, le comité revint à son propre chemin de fanatisme politique. Hecht et d'autres se mirent à fulminer contre tous les Allemands

47. Interview avec Bergson

48. Interview avec Merlin

dans les colonnes de leur journal, *The Answer* : « Partout où un Allemand est assis ou debout, qu'il pleure ou qu'il rie — se trouve l'abomination. Les années ne le purifieront jamais⁴⁹. » Leur inspiration devint pathétiquement celle de Hecht pour *A Guide for the Bedeviled* :

Je considère le gouvernement nazi non seulement comme adapté aux Allemands, mais idéal du point de vue du reste du monde, en tant que gouvernement allemand. On devrait le maintenir, une fois qu'ils auront été vaincus, comme un cadeau de Tantale. On devrait les autoriser à rester allemands ouvertement, avec une barrière solidement plantée autour d'eux, comme on en garnit les enclos dans les zoos. Depuis le zoo nazi maintenu par le monde pour la diversion des philosophes, les Allemands pourraient écouter du Beethoven et rêver de meurtre, sans perturber quiconque. . . Coincés sans faille au cœur de l'Europe en tant que nazis (avec les Sturmtruppen, les camps de concentration, les bourreaux et la Gestapo, tous intacts), les Allemands traiteraient leurs propres problèmes d'extermination comme bon leur semblerait. Leur massacre ne devrait pas souiller notre conscience. . . Mais des choses aussi sensées ne se produisent jamais dans le monde. Nos hommes d'État insisteront. . . pour que l'ennemi reprenne ses simagrées en tant que membre de la race humaine. Et ainsi, nous récolterons comme fruit de la victoire la récompense de laisser les Allemands nous duper de nouveau⁵⁰.

Il est clair que les irgunistes étasuniens en firent plus que tous les autres sionistes pour aider les Juifs en Europe occupée. Il est tout aussi clair que la révolte lancée par Begin ne fit absolument rien pour venir en aide à ces mêmes Juifs. Les irgunistes étasuniens

49. Ben Hecht, *My Dark Prayer*, *The Answer* (1^{er} mai 1944), p.7

50. Ben Hecht, *A Guide for the Bedeviled* (1944), pp.126-7

firent pression pour que Begin démarrât sa campagne ; c'était là que résidait leur force et leur faiblesse. Ils ne s'attendaient pas à ce que les Britanniques leur donnassent la Palestine ; ils avaient rompu avec eux avant la guerre, et s'attendaient absolument à les combattre pendant et après la guerre. Ils se voyaient comme devant arracher « *ce qu'ils voulaient* » des mains des impérialistes, et que la psychologie reportât leur approche en sauvetage. Ils débordèrent Stephen Wise, parce qu'ils représentaient les « *petits Juifs* ». Les Juifs ordinaires voulaient « *de l'action, pas de la pitié* », et soutenaient le *comité d'urgence* parce qu'il articulait leur propre indignation autour de ce qui arrivait aux Juifs d'Europe. Mais en Palestine, Begin ne disposait pas de la sympathie des Juifs ordinaires. Si l'Irgun avait mobilisé les masses juives pour défier directement Gruenbaum, il est possible qu'ils auraient pu renverser la suprématie de l'OSM. En l'état, la cause de la Palestine fut de nouveau une distraction.

« *Nous ne devons pas pénaliser l'effort de guerre... par des manifestations orageuses* »

On ne peut en aucun cas trouver d'excuses au retard que prirent les dirigeants de l'OSM pour reconnaître publiquement l'extermination nazie, même si, ici encore, Wasserstein a essayé de les défendre :

Au vu de la nature et de la portée de la terrible réalité, il n'est guère surprenant que ce ne fut que lorsque les premiers rapports, non fondés, et incomplets furent confirmés sans doute possible, que les Juifs de l'Ouest purent faire face à la dure vérité⁵¹.

D'autres « *s'étaient* » amenés à voir d'avance la probabilité de l'extermination de millions de Juifs avant même la guerre. Après

51. Wasserstein, *The Myth of « Jewish Silence »* p.10

la nuit de cristal, le 19 novembre 1938, une déclaration fut émise par le comité national du *Socialist Workers Party* (SWP). « *Laissons venir les réfugiés aux États-Unis!* », pouvait-on y lire. « *Les monstres en chemise brune ne prennent même pas la peine de dissimuler leur objectif : l'extermination physique de chaque Juif dans la grande Allemagne*⁵². » De nouveau, le 22 décembre 1938, Trotsky prédit l'annihilation des Juifs.

*Il est possible d'imaginer sans difficulté ce qui attend les Juifs dès l'éclatement de la guerre à venir. Mais même sans guerre, le prochain développement de la réaction du monde signifie avec certitude l'extermination physique des Juifs. . . Seule une mobilisation audacieuse des travailleurs contre la réaction, la création de milices de travailleurs, la résistance physique directe aux gangs fascistes, l'accroissement de la confiance en soi, l'activité et l'audace de la part de tous les opprimés peut déclencher un changement dans les rapports de force, mettre fin à la vague mondiale de fascisme, et ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire de l'humanité*⁵³.

Alors que le Congrès juif américain coopérait avec le Département d'État pour supprimer le rapport Reigner, il fut divulgué depuis le bureau de Stephen Wise, et le 19 septembre 1942, le *Trotskyist Militant* fit paraître un article qui était de toute évidence basée sur ces informations.

Dans l'intervalle, le Département d'État — selon nos informations — a supprimé les informations qu'il a reçues de la part de ses agents consulaires en Suisse. Ces informations sont relatives avec le traitement des Juifs

52. National Committee of the Socialist Workers Party, *Let the Refugees into the US!*, *Socialist Appeal* (le 19 novembre 1938), p.1

53. Leon Trotsky, *Appeal to American Jews Menaced by Fascism and Anti-Semitism*, *On the Jewish Question*, pp.29-30

*dans le ghetto de Varsovie. Des preuves des pires atrocités qui s'y sont produites, en connexion avec la campagne relancée visant à exterminer tous les Juifs. La rumeur affirme même que le ghetto n'existe plus, que tous les Juifs qui y vivaient ont été complètement bayés. La raison pour laquelle ce rapport a été supprimé par le Département d'État est que celui-ci ne désire pas de manifestations d'envergure ici, qui lui forceraient la main quant aux politiques à mener*⁵⁴.

Ce n'était pas uniquement le Département d'État qui faisait disparaître le rapport, et ce n'était pas uniquement le Département d'État qui voulait éviter des manifestations aux États-Unis. Le verdict final, sur le registre des sionistes quant au sauvetage de la communauté juive d'Europe devrait être laissé à Nahum Goldmann. Dans son article *Jewish Heroism in Siege*, publié en 1963, il a confessé que :

nous avons tous échoué. Je ne fais pas part uniquement des résultats concrets — ceux-ci, souvent, ne dépendent pas que des capacités et de la volonté de ceux qui agissent, et ils ne peuvent pas être tenus responsables des échecs résultant de considérations objectives. Notre échec résida dans notre manque de détermination indéfectible et de préparation à prendre les mesures appropriées aux terribles événements de l'époque. Tout ce qui fut réalisé par les Juifs du monde libre, et en particulier par ceux des États-Unis, où les opportunités étaient plus importantes qu'ailleurs pour agir, ne dépassa pas les limites de la politique juive en temps normal. Des délégations furent envoyées aux premiers ministres, des demandes d'intervention furent émises, et nous nous

54. A. Roland, *The Plight of the Jews and the Democracies*, Militant (19 septembre 1942), p.3

satisfîmes des maigres et très platoniques réponses que les pouvoirs démocratiques étaient prêts à formuler.

Il est allé encore plus loin :

Je n'ai aucun doute (et j'étais à l'époque étroitement au fait de notre lutte et des événements au jour le jour) quant au fait que des milliers et des dizaines de milliers de Juifs auraient pu être sauvés si une réaction plus active et plus vigoureuse avait été émise de la part des gouvernements démocratiques. Mais, comme je l'ai dit, la principale responsabilité réside sur nous, parce que nous ne sommes pas allés au-delà des pétitions et des demandes de routine, et parce que les communautés juives n'eurent pas le courage, et n'osèrent pas exercer des pressions sur les gouvernements démocratiques en usant de moyens drastiques, pour les contraindre à adopter des mesures drastiques. Je n'oublierai jamais le jour où je reçus un câble en provenance du ghetto de Varsovie, adressé au rabbin Stephen Wise et à moi-même, nous demandant pourquoi les dirigeants juifs aux États-Unis n'avaient pas résolu de tenir une garde jour et nuit sur les marches de la Maison-Blanche jusqu'à ce que le président décidât de donner l'ordre de bombarder les camps de concentration, ou les trains de la mort. Nous nous abstinmes d'agir ici, parce que la plupart des dirigeants juifs partageaient alors l'opinion selon laquelle nous ne devons pas perturber l'effort de guerre mené par le monde libre contre le nazisme en menant des manifestations orageuses⁵⁵.

55. Nahum Goldmann, *Jewish Heroism in Siege, In the Diaspersion* (hiver 1963/4), pp.6-7

Chapitre 25

Hongrie, le crime au sein d'un crime

La destruction de la communauté juive hongroise constitue l'un des chapitres les plus tragiques de l'Holocauste. Lorsque les Allemands finirent par occuper la Hongrie le 19 mars 1944, les dirigeants de la communauté juive savaient à quoi s'attendre de la part des nazis, car la Hongrie avait été un refuge pour des millions de Juifs polonais et slovaques, et ils avaient été avertis par le groupe de travail de Bratislava que Wisliceny avait promis que les 700 000 Juifs de Hongrie finiraient par être déportés.

Les nazis convoquèrent les dirigeants de la communauté juive et leur dirent de ne pas s'inquiéter, que les choses ne se passeraient pas trop mal si les Juifs coopéraient. Comme l'a écrit [Randolph Braham](#), « *ni l'Histoire, ni les historiens n'ont été bienveillants vis-à-vis de la communauté juive hongroise à l'ère de l'Holocauste*¹. » Car comme l'admet Braham, nombreux « *essayèrent d'obtenir une*

1. Randolph Braham, *The Official Jewish Leadership of Wartime Hungary*, (manuscrit non publié), p.1

*protection et des faveurs spéciales pour leur famille*². » Certains n'eurent pas à porter l'étoile jaune et, par la suite, furent autorisés à vivre en dehors des ghettos, et purent s'occuper de leurs biens. Au cours des années d'après-guerre, les rôles joués par deux sionistes travaillistes hongrois — [Rezso Kasztner](#) et [Joel Brand](#), les dirigeants du comité de sauvetage de Budapest — eurent à subir une enquête approfondie de la part des tribunaux israéliens. Kasztner s'est vu accusé d'avoir trahi les masses juives hongroises.

« Ils...les ont suppliés de taire cette affaire »

Le 29 mars 1944, ces deux sionistes rencontrèrent Wisliceny, et convinrent de lui verser les 2 millions de dollars qu'il avait déjà discutés avec Weissmandel, s'il ne mettait pas les Juifs hongrois dans des ghettos, ni ne les déportait. Ils demandèrent également que « *des personnes par centaines* » fussent transportées le long du Danube avec des certificats pour la Palestine, affirmant que cela simplifierait les choses pour lever les fonds auprès des Juifs de l'étranger³. Wisliceny accepta d'empocher leur pot de vin et de considérer le sujet de ce transit, mais se préoccupa du fait que cela serait réalisé en secret afin de ne pas contrarier le Mufti qui ne voulait voir aucun Juif libéré. Les premières tranches du pot de vin furent versées, mais les nazis établirent quand même des ghettos en province. Puis, le 25 avril, Eichmann convoqua Joel Brand et lui dit qu'il allait être missionné pour négocier avec l'OSM et les Alliés. Les nazis laisseraient un million de Juifs partir pour l'Espagne en échange de 10 000 camions, de savon, de café, et d'autres approvisionnements. Les camions ne devaient servir que sur le front Est.

2. Randolph Braham, *The Role of the Jewish Council in Hungary : A Tentative Assessment*, Yad Vashem Studies, vol.X, p.78

3. Alex Weissberg, *Desperate Mission* (Joel Brand's story as told by Weissberg), p.75

Comme signe de la bonne foi nazie, Eichmann laisserait les sionistes organiser un premier convoi de 600 personnes pour la Palestine.

Brand se vit confirmé au poste de représentant par le comité de sauvetage, et les Allemands l'envoyèrent en avion à Istanbul le 19 mai en compagnie d'un autre Juif, Bandi Grosz, un agent allemand et hongrois qui disposait de contacts additionnels avec plusieurs services de renseignements alliés. Grosz devait mener ses propres négociations avec les renseignements alliés quant à la possibilité d'une paix séparée. En arrivant, Brand rencontra les représentants locaux du comité de sauvetage de l'OSM et demanda la tenue d'une réunion immédiate avec un dirigeant de la *Jewish Agency*. Mais les Turcs refusèrent d'accorder un visa à Moshe Shertok, le dirigeant du département politique de l'agence, et le comité d'Istanbul finit par conseiller à Brand de discuter avec lui à Alep, en territoire syrien, alors sous contrôle britannique. Le 5 juin, lorsque le train de Brand traversait Ankara, deux Juifs — un révisionniste, et un agudiste — l'avertirent qu'il était envoyé dans un piège et allait se faire arrêter. Brand fut rassuré par [Echud Avriel](#), une personnalité du sauvetage à l'OSM, que cet avertissement n'était pas fondé, et motivé par une malveillance entre factions⁴. Cependant, Brand fut bel et bien arrêté par les Britanniques.

Shertok interviewa Brand le 10 juin à Alep. Brand a décrit cette rencontre dans son livre, *Desperate Mission* (voici ce qu'il dit à Alex Weissberg) :

Moshe Shertok se retira avec eux [les Britanniques] dans un coin, et ils conversèrent entre eux à voix basse mais avec véhémence. Il revint alors vers moi, et posa sa main sur mon épaule... « Vous devez à présent partir vers le Sud...il s'agit d'un ordre...Je ne peux rien y changer ». . . « Ne comprenez-vous pas ce que vous êtes en train de faire ? », m'exclamai-je. « C'est un meurtre

4. Ibid., p.158

pur et simple ! Un meurtre de masse ! . . . Vous n'avez aucun droit de retenir un émissaire. Je ne suis même pas un émissaire de l'ennemi. . . Je suis ici comme délégué par un million de gens condamnés à mort. »

Shertok conféra encore avec les Britanniques, et revint : « *Je ne prendrai pas de repos tant que vous n'aurez pas été libéré. . . vous allez être libéré*⁵. » En fin de compte, Brand fut escorté par un officier britannique jusqu'à une prison en Égypte. Ils s'arrêtèrent à Haifa, où il se promena sur le port :

*J'ai même considéré la possibilité de m'enfuir. Mais les seuls qui pourront comprendre seront ceux qui ont appartenu à un parti uni par les liens idéologiques les plus forts. . . J'étais sioniste, membre du parti. . . J'étais tenu à la discipline du parti. . . Je me sentais si petit, si insignifiant — un homme jeté par hasard dans le chaudron bouillant de l'histoire — que je ne pouvais pas prendre sur mes seules épaules la responsabilité du destin de centaines de milliers de personnes. Je n'eus pas le courage de bafouer la discipline, et c'est là que réside ma vraie culpabilité historique*⁶.

Brand ne se fit jamais d'illusions quant à l'acceptation par les Alliés de la proposition d'Eichmann. Mais il pensait que, comme pour les négociations antérieures avec Wisliceny, certains officiers SS voulaient sérieusement investir pour leur avenir. Les Juifs en vie étaient désormais une monnaie d'échange qui présentait de la valeur. Brand espérait qu'il serait possible de négocier des accords plus réalistes ou, au moins, de leurrer les nazis à penser qu'un accord pourrait être défini. Peut-être le programme d'extermination pourrait-il être ralenti ou même suspendu pendant la durée au cours de laquelle un accord serait ébauché. Cependant, les Britanniques n'étaient pas intéressés par la possibilité d'explorer la

5. Ibid., pp.163-5

6. Ibid., pp.165-6

proposition d'Eichmann, et ils avertirent Moscou de la mission de Brand ; Staline insista évidemment pour que la proposition fût refusée. L'histoire s'éventa dans la presse, et le 19 juillet, les Britanniques dénoncèrent publiquement la proposition, en la qualifiant de subterfuge visant à diviser les Alliés.

Le 5 octobre, Brand fut enfin autorisé à quitter le Caire, et il s'empessa de rejoindre Jérusalem. Il essaya de poursuivre vers la Suisse, où Rezso Kasztner et le colonel SS Kurt Becher avaient été dépêchés pour poursuivre les négociations avec Saly Mayer, du comité de distribution conjoint. Les Suisses étaient prêts à l'autoriser à entrer sur leur territoire, pourvu que la *Jewish Agency* le parraine. Les Britanniques lui remirent un document de voyage au nom de Eugen Band, le nom qu'Eichmann lui avait donné pour des raisons de confidentialité. Il alla voir Eliahu Dobkin, le dirigeant du département de l'immigration de la *Jewish Agency*, qui était supposé représenter l'OSM aux négociations, pour obtenir son parrainage écrit. Dobkin lui refusa :

« Vous comprendrez, Joel », déclara-t-il, « que je ne peux pas répondre d'un homme du nom d'Eugen Band, alors que votre nom est Joel Brand ». « Avez-vous conscience, Eliahu, que de nombreux Juifs en Europe centrale ont été envoyés dans les chambres à gaz pour l'unique raison que des dirigeants ont refusé de signer des documents qui n'étaient pas absolument corrects? ⁷. »

Plus tard en 1944, lors d'une réunion de l'Histadrout de Tel Aviv, Brand fut présenté comme « *Joel Brand, le dirigeant du mouvement des travailleurs juifs en Hongrie. Il est venu avec les vœux de la communauté juive hongroise. . . Je me demandais où se trouvait cette communauté juive hongroise.* » Il fit irruption dans la réunion :

7. Ibid., p.207

« Vous étiez le dernier espoir pour des centaines de milliers de condamnés à mort. Vous leur avez fait défaut. J'étais l'émissaire de ces gens, mais vous m'avez laissé moisir dans une prison du Caire. . . Vous avez refusé de déclarer une grève générale. S'il n'y avait pas d'autre moyen, vous auriez dû recourir à la force. » . . . *Ils se précipitèrent vers les journalistes qui étaient présents et les supplièrent de taire cette affaire*⁸.

Une commission d'enquête fut rapidement mise en place pour apaiser Brand, mais elle ne se réunit qu'une seule fois, et ne statua sur aucune décision. Weizmann arriva de Palestine, et Brand demanda à le rencontrer immédiatement. Il fallut à Weizmann « *une quinzaine de jours* » pour répondre⁹.

*Le 29 décembre 1944, Cher M. Brand : . . . Comme vous avez pu le voir dans la presse, j'ai beaucoup voyagé ces derniers temps, et n'ai pas disposé d'un moment de libre depuis mon arrivée ici. J'ai lu votre lettre ainsi que votre mémorandum, et serai heureux de vous rencontrer au cours de la semaine qui suivra la semaine prochaine — aux environs du 10 janvier*¹⁰.

Ils finirent par se rencontrer, et Weizmann s'engagea à l'aider à rentrer en Europe; Brand n'entendit après cela plus jamais parler de lui.

« Très peu probable que cela accorde le salut aux victimes »

L'approche de l'OSM face à la crise de Hongrie avait été timide du début à la fin. Le 16 mai 1944, le rabbin Weissmandel avait en-

8. Ibid., p.210

9. Ibid., pp.208-9

10. Moshe Shonfeld, *The Holocaust Victims Accuse*, p.38

voyé des diagrammes détaillés d'Auschwitz et des cartes des lignes de chemin de fer allant de Slovaquie à la Silésie aux organisations en Suisse demandant « *absolument, et dans les termes les plus forts* », qu'ils appellent les Alliés à bombarder les camps de la mort et les chemins de fer¹¹. Sa proposition atteint Weizmann à Londres, qui approche le secrétaire britannique aux affaires étrangères, **Anthony Eden**, d'une manière extrêmement hésitante. Eden écrit au secrétaire des affaires aériennes le 7 juillet :

Le docteur Weizmann a reconnu qu'il semblait n'y avoir que peu de choses que nous puissions faire pour mettre fin à ces horreurs, mais il a suggéré que nous pourrions faire quelque chose pour mettre un coup d'arrêt aux opérations du camp de la mort en bombarder les chemins de fer... et en bombardant le camp lui-même¹².

Un mémorandum envoyé par Moshe Shertok au bureau britannique des affaires étrangères, écrit quatre jours plus tard, transmet le même scepticisme de chien battu :

[Il est] très peu probable que le bombardement du camp de la mort accorde le salut aux victimes d'une manière réellement appréciable. Ses effets physiques ne peuvent être que la destruction du site et du personnel, et peut-être amener une fin plus rapide à ceux qui sont déjà condamnés. La dislocation qui résultera dans la machinerie allemande de meurtre massif systématique pourrait provoquer des retards dans l'exécution de ceux qui sont encore en Hongrie (plus de 300 000 à Budapest et alentours). Cela a en soi de la valeur. Mais cela peut ne pas aller très loin, car d'autres méthodes d'extermination peuvent être rapidement improvisées¹³.

11. Michael Dov-Ber Weissmandel, *Letters from the Depths in Lucy Dawidowicz* (ed.), *A Holocaust Reader*, p.326

12. Bernard Wasserstein, *Britain and the Jews of Europe 1939-1945*, p.311

13. *Ibid.*, p.310

Après avoir listé toutes les raisons pour lesquelles le bombardement serait inefficace, Shertok poursuivit sur le thème que « *le principal objet du bombardement devrait être son effet moral multiforme et profond*¹⁴. »

Les Juifs d'Europe occupée, au travers de Wiessmandel et de Brand, imploreraient une action immédiate. Le bombardement d'Auschwitz n'était pas seulement possible, il se produisit par erreur. Le 13 septembre 1944, des pilotes étasuniens, visant la fabrique de caoutchouc adjacente de Buna, tirèrent sur le camp et tuèrent 40 prisonniers ainsi que 45 Allemands. Au mois de juillet, lorsqu'Eden avait demandé si la question pouvait être discutée au Cabinet, Churchill avait répondu : « *Y a-t-il quelque raison à traiter ces sujets au Cabinet ? Vous et moi sommes en complet accord. Tirez ce que vous pourrez de l'armée de l'air, et invoquez-moi si nécessaire*¹⁵. » Il ne se passa rien. Il était estimé que le coût subi par les avions menant une telle attaque serait trop élevé. Weizmann et Shertok continuèrent d'envoyer des pétitions aux Britanniques pour qu'ils bombardassent les camps, mais perdirent l'initiative¹⁶.

La direction sioniste britannique faiblit également dans sa réaction à la crise hongroise. Lorsque les Allemands occupèrent Budapest, le secrétaire politique de la section britannique du WJC, Alex Easterman, se rendit au *Foreign office* ; lorsque les dirigeants demandèrent que l'establishment n'organisât pas de manifestations de rue, il accepta évidemment. Puis, le 11 juillet, [Selig Brodetsky](#), un membre de la direction de l'OSM et président du conseil des représentants, refusa encore un appel émis par le *Vaad Leumi* (conseil national) palestinien pour qu'une grande manifestation fût organisée à Londres¹⁷. Lady Reading, Eva Mond, présidait la section britannique du WJC, et se prononça contre « *les plaintes conti-*

14. Ibid

15. Ibid., p.311

16. Ibid., p.313

17. Meir Sompolsky, *Anglo-Jewish Leadership and the British Government*, Yad Vashem Studies, vol.XIII, p.213

nuelles ». « *Ne dérivons pas vers les habitudes juives continentales* », admonesta-t-elle le 23 mai, alors que les trains de la mort continuaient de circuler¹⁸.

« *Il accepta de contribuer à empêcher les Juifs de résister à la déportation* »

La destruction de la communauté juive hongroise se produisit à un moment où la structure nazie présentait tous les signes de l'effondrement. Les services de renseignements de l'Abwehr, dirigée par [Canaris](#), avaient conclu que la guerre était perdue ; cette organisation se mit donc à nouer ses propres contacts avec les renseignements occidentaux, et due être reprise en main par le [SD](#). La bombe du comte [Klaus von Stauffenberg](#), le 20 juillet 1944, explosa au beau milieu de la crise hongroise, et manqua de peu de détruire l'édifice nazi. Les Allemands avaient envahi le pays parce qu'ils savaient que l'amiral [Miklos Horthy](#) avait pour projet de faire sortir la Hongrie de la guerre. Les neutres, sous les encouragements du conseil des réfugiés de guerre, protestèrent contre les nouveaux meurtres, et certains firent des efforts pour étendre leur protection diplomatique à certains Juifs. Dès le départ, Eichmann, qui portait la responsabilité de la déportation des Juifs de Hongrie, était préoccupé de ce que la résistance juive, ou les tentatives juives de s'échapper en passant par la frontière avec la Roumanie — qui ne voulait pas à cette période livrer les Juifs aux nazis — pourrait déclencher des ondes de choc politiques de nature à ralentir ses opérations.

Lorsque Eichmann commença à travailler sous [von Mildenstein](#), le fervent philo-sioniste lui remit l'ouvrage de Herzl, [Der Judenstaat](#). Cet ouvrage lui plut. Il aima également le livre d'[Adolf Böhm](#), [Die Zionistische Bewegung](#) (le mouvement sioniste), à tel point qu'un jour, à Vienne, il récita une page entière de cet ouvrage par

18. Ibid., pp.217-18

coeur au cours d'une réunion tenue avec des dirigeants juifs, parmi lesquels se trouvait un Böhm mortifié. Il avait même étudié l'hébreu durant deux années et demi, même si, comme il le reconnaissait, il ne le parla jamais correctement. Il avait établi de nombreux accords avec les sionistes avant la seconde guerre mondiale. En 1937, il avait négocié avec le représentant du Haganah, Feivel Polkes, et avait été invité par cette organisation en Palestine. Il avait également entretenu des contacts étroits avec les sionistes tchèques. Voici qu'à nouveau, il allait négocier avec les sionistes locaux.

En 1953, le gouvernement Ben-Gourion traduisit en justice un pamphlétaire âgé, [Malchiel Gruenwald](#), pour avoir accusé Rezso Kasztner de collaboration du fait de ses accords avec Eichmann en 1944. Le procès connut une couverture médiatique internationale considérable au cours de l'année 1954. Eichmann le suivit sans doute dans la presse, car il décrivit sa relation avec Kasztner dans le détail au cours d'interviews enregistrées qu'il accorda en 1955 à un journaliste hollandais nazi, [Willem Sassen](#) ; des extraits de ces interviews furent ultérieurement publiés dans deux articles du magazine *Life*, après sa capture en 1960. Gruenwald avait dénoncé Kasztner pour son silence sur les mensonges nazis quant à l'idée que les Juifs de Hongrie étaient uniquement réimplantés à Kenyervezo. En échange [de ces mensonges, NdT], il put organiser le convoi spécial, qui devint en fin de compte un train vers la Suisse, et y placer sa famille et ses amis. Gruenwald accusa en outre Kasztner d'avoir par la suite protégé le colonel SS Becher de la pendaison comme criminel de guerre, en affirmant qu'il avait fait tout son possible pour sauver des vies juives. Eichmann a décrit Kasztner comme suit :

Ce Dr Kasztner [de nombreuses sources anglicisent le nom de Kasztner] était un jeune homme d'un âge proche du mien, un avocat froid comme la glace, et un sioniste fanatique. Il accepta de contribuer à empêcher les Juifs de résister à la déportation — et même de contribuer

à maintenir l'ordre dans les camps de rassemblement — si je pouvais fermer les yeux et laisser quelques centaines ou quelques milliers de Juifs émigrer illégalement vers la Palestine. Ce fut un échange fructueux. Pour maintenir l'ordre dans les camps, le prix de 15 000 ou 20 000 Juifs — en fin de compte il y en a peut-être eu plus — n'était pas trop élevé à mes yeux. À l'exception peut-être de nos quelques premières rencontres, Kastner n'avait pas la peur au ventre en visitant l'homme fort de la Gestapo que j'étais. Nous négociâmes absolument sur un pied d'égalité. Les gens oublient cela. Nous étions des opposants politiques, travaillant à parvenir à un accord, et nous nous faisons tout à fait confiance mutuellement. Lorsqu'il était en ma présence, Kastner fumait des cigarettes comme s'il avait été dans un café. Pendant nos conversations, il enchaînait les cigarettes aromatisées : il les sortait d'une boîte en argent, et les allumait au moyen d'un petit briquet d'argent. Au vu de sa grande réserve et de son lustre, il aurait pu constituer un parfait officier de la Gestapo. La principale préoccupation du Dr Kastner était de rendre possible l'émigration d'un groupe de Juifs hongrois choisis vers Israël. . . En effet, il existait une forte similitude entre nos attitudes à la SS, et le point de vue de ces dirigeants sionistes très idéalistes, qui menaient ce qui était peut-être leur dernière bataille. Comme je l'ai dit à Kastner : « Nous aussi sommes des idéalistes, et nous aussi avons dû sacrifier notre propre sang avant de parvenir au pouvoir. » Je pense que Kastner aurait accepté de sacrifier mille, ou cent mille personnes de son sang, pour atteindre son objectif politique. Il ne portait pas d'intérêt aux vieux Juifs, ou à ceux qui s'étaient assimilés à la société hongroise. Mais il se montrait très persistant pour essayer de sauver du sang juif biologiquement pré-

*cieux — c'est-à-dire, des éléments humains capables de se reproduire et de travailler dur. « Je vous laisse les autres », disait-il, « mais laissez-moi ce groupe-ci. » Et du fait que Kastner nous rendit un très grand service en contribuant à maintenir la paix dans les camps de déportation, je laissais partir ses groupes. Après tout, je ne me préoccupe pas de petits groupes de l'ordre de mille Juifs*¹⁹.

André Biss, le cousin de Joel Brand, qui travailla avec Kasztner à Budapest, et qui soutenait sa politique, a cependant soutenu l'affirmation d'Eichmann dans son livre, *A Million Jews to Save*, au sein de la partie qu'il consacre à la description de ceux qui embarquèrent dans ce célèbre train qui parvint en Suisse le 6 décembre 1944 :



FIGURE 25.1 – Rezso Kasztner

19. Adolf Eichmann, *I Transported Them to the Butcher*, Life (5 December 1960), p.146

C'est alors qu'arriva le groupe le plus important en nombre, la fierté de Kasztner — la jeunesse sioniste. Ils étaient composés de membres de diverses organisations de pionniers agricoles, de « révisionnistes » d'extrême-droite qui étaient déjà en possession de certificats d'immigration, et de plusieurs orphelins...Après eux arrivèrent ceux qui avaient pu payer comptant leur voyage, car nous avions dû rassembler la somme demandée par les Allemands. Mais parmi les 1684 personnes à bord du train, 300 tout au plus étaient de cette dernière catégorie...La mère de Kasztner, ses frères, ses sœurs, et d'autres membres de sa famille de Klausenburg [Kluj] figuraient parmi les passagers...Les membres des familles de ceux qui avaient combattu pour la formation de ce convoi constituaient un groupe de 40 à 50 personnes...Dans la confusion qui s'ensuivit, environ 380 personnes parvinrent à grimper à bord du train qui quitta Budapest : il transita non pas avec 1300 passagers comme prévu, mais empli à ras bord avec plus de 1700 voyageurs²⁰.

Le parti travailliste israélien reçut plus que sa part pour être sorti du bois défendre Kasztner. [Shmuel Tamir](#), un ancien irguviste, un brillant contre-examineur, comparut face à Gruenwald. En 1961, [Ben Hecht](#) écrivit son ouvrage, *Perfidy*, un exposé remarquable du scandale Kasztner, et présenta de nombreuses pages de la démolition menée de main de maître par Tamir de la défense de Kasztner.

Tamir : Comment expliquez-vous le fait que plus de gens en provenance de Kluj [la ville natale de Kasztner] furent choisis pour être sauvés que de toute autre ville hongroise ?

Kasztner : Je n'ai rien à voir là-dedans.

20. Andre Biss, *A Million Jews to Save*, pp.92-4

Tamir : Je vous affirme que vous avez spécifiquement demandé à Eichmann de favoriser vos connaissances à Kluj.

Kastner : Oui, je lui ai spécifiquement demandé cela.

Kastner : ...Tous les comités de sauvetage locaux étaient sous mon autorité.

Tamir : Les comités ! Vous utilisez le pluriel.

Kastner : Oui — partout où il y en avait.

Tamir : Où, outre à Kluj, y avait-il un tel comité ?

Kastner : Eh bien, je crois que le comité de Kluj était le seul de Hongrie.

Tamir : Dr Kastner, vous auriez pu téléphoner dans les autres villes, comme vous l'avez fait à Kluj ?

Kastner : Oui, c'est exact.

Tamir : Alors pourquoi n'avez-vous pas pris contact avec les Juifs de toutes ces villes par téléphone, pour les prévenir ?

Kastner : Parce que je n'ai pas eu assez de temps.²¹

On comptait 20 000 Juifs à Kluj, et seulement un nombre de places limité dans le train. Le juge Benjamin Halevi se mit à faire pression sur Kasztner, et il laissa échapper son critère de choix quant à qui sauver :

Kastner : ...les témoins de Kluj qui ont témoigné ici — à mon avis, je ne pense pas qu'ils représentent la vraie communauté juive de Kluj. Car ce n'est pas une coïncidence qu'il ne figure parmi eux aucune personnalité importante²².

Levi Blum, qui venait également de Kluj, a assisté à un dîner organisé pour Kasztner en 1948 par les passagers du train ; il avait gâché l'événement en faisant irruption et en qualifiant l'hôte d'honneur de collaborateur, et en le mettant au défi d'attaquer son accusateur en justice :

...Je lui ai demandé : « *Pourquoi ne distribuez-vous pas des cartes postales de la part de Juifs supposés être à Kenyermeze ?* »

21. Ben Hecht, *Perfidy*, pp.112-14

22. *Ibid.*, p.118

Quelqu'un s'est écrié : « *C'est Kohani qui le faisait, un des hommes de Kastner.* » Kohani était également présent dans le bâtiment. Il se leva d'un bond, et cria : « *Oui, j'ai ces cartes postales.* » Je lui demandais : « *Qui les a écrites ?* » Il répondit : « *Ce ne sont pas vos affaires. Je n'ai pas à justifier mes actes devant vous.* »

Tout ceci s'est produit en public ?

Blum : Oui, devant plusieurs centaines de personnes²³.

Kasztner fut également impliqué dans l'affaire de [Hannah Szenes](#), qui fut décrite lors du procès. Szenes était une jeune sioniste originaire de Hongrie, et pleine de courage, que les Britanniques finirent par autoriser, avec 31 autres, à être parachutée en Europe occupée pour organiser le sauvetage et la résistance juives. Elle atterrit en Yougoslavie le 18 mars, la veille de l'invasion allemande de la Hongrie ; elle se glissa en Hongrie au mois de juin et fut rapidement prise par la police de Horthy. Peretz Goldstein et Joel Nussbecher-Palgi l'y suivirent et prirent contact avec Kasztner qui les dupa et les amena à se rendre aux Allemands et aux Hongrois pour la cause du train. Les deux hommes furent envoyés à Auschwitz, mais Nussbecher-Palgi parvint à scier des barreaux de son train, et à s'échapper²⁴. Szenes fut fusillée par un peloton d'exécution hongrois. Lorsque Kasztner reconnut au tribunal qu'il n'avait pas prévenu les Suisses, qui représentaient les intérêts britanniques à Budapest, de la capture par les Hongrois d'une espionne et officier britannique — « *Je pense que j'avais mes raisons* » —, l'indignation gagna le grand public israélien, au sein duquel les poèmes écrits par Szenes étaient connus, ainsi que son courage dans les prisons hongroises²⁵.

23. Ibid., p.110

24. Weissberg, *Desperate Mission*, pp.236 47

25. Hecht, *Perfidy*, p.129

« Est-ce que l'on va nous considérer comme des traîtres pour cela ? »

Le 21 juin 1955, le juge Halevi établit qu'aucune diffamation n'avait été prononcée contre Kasztner, hormis le fait qu'il n'avait pas été motivé par l'appât du gain. Sa collaboration a joué un rôle central pour aider les nazis à assassiner 450 000 Juifs et, après la guerre, il a encore aggravé son cas en prenant la défense de Becher.

Le parrainage par les nazis de Kastner, et leur accord pour qu'il sauve six cents Juifs éminents, faisaient partie du plan d'extermination des Juifs. Kastner eut l'opportunité d'en ajouter quelques-uns à ce nombre. Il mordit à l'hameçon. L'opportunité de sauver des gens importants l'attirait fortement. Il considérait le sauvetage des Juifs les plus importants comme un grand succès personnel, ainsi qu'un succès pour le sionisme²⁶.

Le gouvernement travailliste israélien resta loyal à son camarade du parti, et l'affaire fit l'objet d'un appel. Le procureur général [Chaim Cohen](#) amena le sujet fondamental devant la Cour Suprême avec les arguments qui suivent :

Kastner ne fit rien de plus, ni rien de moins, que nous, en sauvant les Juifs et en les amenant en Palestine. . . Vous êtes autorisés — en fait, c'est votre devoir — de prendre le risque de perdre le troupeau pour en sauver quelques-uns. . . La tradition sioniste a toujours été de choisir les quelques-uns, en sélectionnant l'immigration vers la Palestine. Est-ce que l'on va nous considérer comme des traîtres pour cela ?

Cohen reconnut librement que :

Eichmann, l'exterminateur en chef, savait que les Juifs resteraient pacifiques et ne feraient pas preuve de résistance s'il laissait les plus importants être sauvés, et

26. Ibid., p.180

le « train des importants » fut organisé sur les ordres d'Eichmann pour faciliter l'extermination de tout le peuple.

Mais Cohen insista :

Il n'y avait pas d'espace pour quelque résistance aux Allemands en Hongrie, et Kastner fut autorisé à tirer la conclusion que si tous les Juifs de Hongrie doivent être envoyés à leur mort, il est habilité à organiser un train de sauvetage pour 600 personnes. Non seulement est-il habilité à le faire, mais il est contraint d'agir ainsi²⁷.

Le 3 mars 1957, Kasztner fut abattu par balle. Zeev Eckstein fut jugé pour l'assassinat, et Joseph Menkes ainsi que Dan Shemer furent reconnus coupables de complicité sur la base d'une confession d'Eckstein. L'assassin affirma qu'il était un agent du gouvernement qui avait infiltré un groupuscule terroriste de droite dirigé par [Israel Sheib](#) (Eldad), un extrémiste de droite bien connu²⁸. Cependant, l'affaire ne se termina pas avec la mort de Kasztner. Le 17 janvier 1958, la Cour suprême rendit sa décision sur l'affaire Kasztner-Gruenwald.

La Cour établit, à 5 voix contre 0, que Kasztner s'est parjuré pour le compte du colonel Becher. Puis elle conclut, à 3 voix contre 2, que ce qu'il a fait, pendant la guerre, ne pouvait pas légitimement être considéré comme de la collaboration. L'argument le plus solide de la majorité a été mis en avant par le juge Shlomo Chesin :

Il n'a pas averti la communauté juive hongroise du danger qu'elle encourait, parce qu'il ne pensait pas que cela serait utile, et parce qu'il pensait que toutes actions découlant d'informations qu'il leur aurait communiquées aurait causé plus de tort que d'aide...Kastner a parlé

27. Ibid., pp.194-5, 268

28. Yitzhak Heimowitz, *On the Kastner Case, Middle East and the West* (31 janvier 1958), p.3; Mordechai Katz, *As I See It*, ibid., (24 janvier 1958), p.3; Katz, *On Kastner and his Assassins*, ibid., (7 février 1958), p.3

de la situation de manière détaillée, en affirmant : « Le Juif hongrois était une branche de l'arbre morte depuis longtemps. » Cette description saisissante coïncide avec le témoignage apporté par un autre témoin quant aux Juifs hongrois. « Il s'agissait d'une grande communauté juive en Hongrie, sans aucune épine dorsale idéologique juive ». . . La question n'est pas de savoir si un homme peut tuer un grand nombre pour en sauver quelques-uns, ou vice-versa. La question relève complètement d'un autre plan, et devrait se définir comme suit : un homme est conscient qu'une communauté toute entière est vouée à sa perte. Il lui est permis d'essayer d'en sauver quelques-uns, bien qu'une partie de ses efforts implique de dissimuler la vérité au plus grand nombre ; ou bien devrait-il dévoiler la vérité au grand nombre, alors que pour ce qu'il en sait, s'il fait cela, tout le monde va périr. Je pense que la réponse est claire. Quel bien apportera le sang de quelques-uns, si tout le monde doit périr ?²⁹.

Une grande partie du public israélien refusa le nouveau verdict. Si Kasztner avait été encore en vie, le gouvernement travailliste se serait retrouvé en difficulté. Non seulement l'homme s'était parjuré pour Becher, mais, entre le procès et la décision de la Cour suprême, Tamir avait dévoilé de nouvelles preuves qui établissaient que Kasztner était également intervenu pour le compte du colonel SS Hermann Krumej. Il lui avait envoyé, alors qu'il attendait son procès à Nuremberg, une attestation déclarant : « *Krumey a accompli ses devoirs dans un esprit admirable de bonne volonté, à une époque où la vie et la mort de beaucoup de personnes dépendait de lui*³⁰. »

29. Hecht, *Perfidy*, pp.271

30. Ibid., p.199

Plus tard, au cours des années 1960, durant le procès d'Eichmann, André Biss proposa son témoignage. Du fait de son implication avec Kasztner, il avait eu plus de contacts avec Eichmann que tout autre témoin juif — sur 102, 90 ne l'avaient jamais rencontré — et il était perceptible que son témoignage allait être un élément important. Une date d'audition fut fixée, puis le procureur, [Gideon Hausner](#), découvrit que Biss comptait défendre les activités de Kasztner. Hausner savait que, malgré la décision de la Cour suprême sur cette affaire, si Biss essayait de défendre Kasztner, il aurait à faire face à un tollé général. Hausner savait, pour avoir écouté les enregistrements d'Eichmann pratiqués par Sassen, comme Eichmann pourrait impliquer Kasztner. Israël avait gagné un immense prestige du fait de la capture d'Eichmann, et le gouvernement ne voulait pas que le cœur du procès dérivât d'Eichmann vers un ré-examen des activités sionistes durant l'Holocauste. Selon Biss, Hausner « *me demanda d'omettre de mes preuves toute mention de nos actions à Budapest, et particulièrement de passer sous silence ce qui était alors appelé en Israël l'«affaire Kasztner»* »³¹. Biss refusa, et son témoignage fut écarté.

Qui a aidé à tuer 450 000 Juifs ?

Qu'un sioniste ait trahi les Juifs ne serait pas une grande affaire : aucun mouvement n'est responsable des actions de ses renégats. Cependant, Kasztner n'a jamais été considéré comme un traître par les sionistes travaillistes. Au contraire, ils ont insisté sur l'idée que s'il était coupable, alors eux aussi. Kasztner a sans aucun doute trahi les Juifs qui le considéraient comme l'un de leurs dirigeants, malgré l'opinion du juge Chesin :

« *Il n'existe aucune loi, ni nationale, ni internationale, qui établisse les devoirs d'un dirigeant dans une heure d'urgence, envers*

31. Biss, *A Million Jews to Save*, p.231

*ceux qui dépendent de ce dirigeant et suivent ses instructions*³². »

Mais l'aspect le plus important de l'affaire Kasztner-Gruenwald fut, de loin, l'exposition complète qu'elle donna de la philosophie de travail de l'Organisation sioniste mondiale au cours de l'ensemble de l'ère nazie : la sanctification de la trahison du grand nombre, pour les intérêts d'une immigration choisie à destination de la Palestine.

32. Hecht, *Perfidy*, p.272

Chapitre 26

Le gang Stern

Jusqu'au moment de l'élection de Begin en 1977, la plupart des historiens pro-sionistes réfutèrent que le révisionisme fût la frange fanatique du sionisme ; sans doute le plus extrême « *Gang Stern* », comme les dénommaient leurs ennemis pour désigner les *combattants pour la liberté d'Israël* d'[Avraham Stern](#) était-il considéré avec plus d'intérêt par le psychiatre que par le politologue. Mais l'opinion envers Begin dut changer lorsqu'il parvint au pouvoir, et lorsqu'il finit par désigner [Yitzhak Shamir](#) comme ministre des affaires étrangères, l'accueil fut discret, bien que Shamir ait été précédemment commandant des opérations pour le gang Stern.

« L'État juif historique sur une base nationale et totalitaire »

Dans la nuit du 31 août au 1^{er} septembre 1939, l'ensemble du commandement de l'Irgun, Stern y compris, fut arrêté par le CID britanniques. À sa libération, au mois de juin 1940, Stern découvrit une constellation politique totalement inédite. Jabotinsky avait appelé à des opérations militaires contre les Britanniques pendant la

durée de la guerre. Stern lui-même désirait s'allier avec les Britanniques dès lors que Londres reconnaîtrait la souveraineté d'un État juif s'étendant sur les deux rives du Jourdain. Jusqu'à ce moment, la lutte contre les Britanniques devait se poursuivre. Jabotinsky savait que rien ne pourrait contraindre la Grande-Bretagne à accorder un État aux Juifs en 1940, et il voyait la création d'une autre Légion juive avec l'armée britannique comme la tâche principale. Les deux orientations étaient incompatibles et, au mois de septembre 1940, l'Irgun se trouva désespérément scindé en deux : la majorité des dirigeants ainsi que des hommes du rang suivirent Stern lorsqu'il quitta le mouvement révisionniste.

C'est à sa naissance que le nouveau groupe fut au sommet de sa force, car au fur et à mesure que les politiques menées par Stern furent mises en lumière, les rangs eurent tendance à se rompre, et divers éléments se mirent à retourner vers l'Irgun ou à rallier l'armée britannique. Stern, ou « *Yair* », comme il se faisait désormais appeler (d'après [Eleazer ben Yair](#), le commandant de [Massada](#) durant la révolte contre Rome), commença à définir l'ensemble de ses objectifs. Ses 18 principes comprenaient un État juif dont les frontières reprenaient celles définies dans la Genèse, 15 :18 : « *du ruisseau de l'Égypte à la grande rivière, l'Euphrate* », un « *échange de population* », un euphémisme pour l'expulsion des Arabes et, en fin de compte, l'édification d'un troisième temple de Jérusalem¹. Le groupe Stern détenait alors une faible majorité dans l'aile militaire du révisionnisme, mais n'était certainement pas représentatif de la classe moyenne des Juifs de Palestine qui avaient soutenu Jabotinsky. L'appel fanatique à l'édification d'un nouveau temple était fort peu attrayant aux yeux du sioniste ordinaire.

La guerre et ses implications occupaient tous les esprits, et le gang Stern se mit à expliquer sa position unique au travers d'une suite d'émissions radio clandestines.

There is a difference between a persecutor and an enemy. Perse-

1. Geula Cohen, *Woman of Violence*, p.232

cutors have risen against Israel in all generations and in all periods of our diaspora, starting with Haman and ending with Hitler ... The source of all our woes is our remaining in exile, and the absence of a homeland and statehood. Therefore, our enemy is the foreigner, the ruler of our land who blocks the return of the people to it. The enemy are the British who conquered the land with our help and who remain here by our leave, and who have betrayed us and placed our brethren in Europe in the hands of the persecutor. [2]

Il existe une différence entre un persécuteur et un ennemi. En toutes générations et en toute période de notre diaspora, les persécuteurs se sont levés contre Israël; au départ avec Haman, et pour finir avec Hitler. . . La source de tous nos maux est que nous sommes restés en exil, ainsi que l'absence d'une terre et d'un État indépendant. Aussi, notre ennemi est l'étranger, le dirigeant de notre terre, qui empêche le retour du peuple sur celle-ci. L'ennemi, c'est les Britanniques, qui ont conquis la terre avec notre aide, et qui restent ici à nos dépens. Ils nous ont trahis et ont placé nos frères en Europe aux mains du persécuteur².

Stern se détourna de toute forme de lutte contre Hitler, et se prit même à rêver d'envoyer un groupe de guérilla en Inde pour aider les nationalistes de ce pays dans leur combat contre la Grande-Bretagne³. Il attaqua les révisionnistes pour avoir encouragé les Juifs palestiniens à rallier l'armée britannique, où ils se verraient traités comme des soldats coloniaux, « jusqu'au point de ne pas avoir le droit d'utiliser les sanitaires réservés aux soldats européens »⁴.

2. Martin Sicker, *Echoes of a Poet*, American Zionist (février 1972), pp.32-3

3. Chaviv Kanaan (en discussion), *Germany and the Middle East 1835-1939*, p.165

4. Eri Jabotinsky, *A Letter to the Editor*, Zionews (27 mars 1942), p.11

La croyance résolue de Stern, selon laquelle la seule solution à la catastrophe juive en Europe était la fin de la domination britannique sur la Palestine, amenait à des conclusions logiques. Ils ne pourraient pas mettre la Grande-Bretagne en échec avec leurs maigres forces, et cherchèrent le salut parmi les ennemis de celle-ci. Ils prirent contact avec un agent italien à Jerusalem, un Juif qui travaillait pour la police britannique, et au mois de septembre 1940, ils établirent un accord selon lequel Mussolini allait reconnaître un État sioniste, en échange d'une coordination sterniste avec l'armée italienne au moment de l'invasion du pays⁵. Des débats ont été tenus pour déterminer le degré de sérieux avec lequel Stern, ou l'agent italien, considérèrent ces discussions. Stern craignait que l'accord pût relever d'une provocation britannique⁶. À titre de précaution, Stern envoya Naftali Lubentschik à Beyrouth, qui restait contrôlée par Vichy, afin de négocier directement avec l'Axe. On ne sait rien de ses échanges, que ce soit avec Vichy ou avec les Italiens, mais au mois de janvier 1941, Lubentschik rencontra deux Allemands — Rudolf Rosen et Otto von Hentig, le philo-sioniste, qui dirigeait alors le département oriental du ministère allemand des affaires étrangères. Après la guerre, une copie de la proposition Stern en vue d'une alliance entre son mouvement et le troisième Reich fut découverte parmi les documents de l'ambassade d'Allemagne en Turquie. Le document d'Ankara s'intitulait *Proposal of the National Military Organisation (Irgun Zvai Leumi) Concerning the Solution of the Jewish Question in Europe and the Participation of the NMO in the War*⁷ du côté allemand. (Le document d'Ankara est daté au 11 janvier 1941. À ce stade, les sternistes se considéraient encore comme les « vrais » Irguns, et ce n'est que plus tard qu'ils adoptèrent l'appellation de *combattants pour la liberté d'Israel — Lohamei Herut Yisrael*.) Dans ce document, le groupe

5. Izzy Cohen, *Zionism and Anti-Semitism*, (manuscrit non publié), p.3

6. Interview par le présent auteur de Baruch Nadel, le 17 février 1981

7. Ce document est disponible en annexe1, NdT

Stern affirmait aux nazis :

L'évacuation des masses juives hors d'Europe est une pré-condition à la résolution de la question juive ; mais cela ne saurait s'avérer possible et complet qu'au travers de l'établissement de ces masses au foyer du peuple juif, la Palestine, et au travers de l'établissement d'un État juif au sein de ses frontières historiques. . . La NMO⁸, qui est bien au fait de la bonne volonté du gouvernement du Reich allemand et de ses autorités quant à l'activité sioniste au sein de l'Allemagne et quant aux projets d'émigration sioniste, a pour opinion que :

1. *Des intérêts communs pourraient exister entre l'établissement d'un Nouvel Ordre en Europe en conformité avec la conception allemande, et les vraies aspirations nationales du peuple juives telles qu'incarnées par la NMO.*
2. *Une coopération entre la nouvelle Allemagne et un Hebrïum volkish-national serait possible, et*
3. *L'établissement de l'État juif historique sur une base nationale et totalitaire, lié par un traité avec le Reich allemand, serait dans l'intérêt d'une position de pouvoir allemande future maintenue et renforcée au Proche-Orient.*

Par suite de ces considérations, la NMO en Palestine, sous condition que les aspirations nationales sus-mentionnées du mouvement de liberté israélien soient reconnues par le Reich allemand, propose de prendre une contribution active à la guerre du côté de l'Allemagne. Cette offre formulée par la NMO. . .serait reliée à l'entraînement et à l'organisation militaire d'une force juive en Europe, sous la direction et le commandement de la NMO. Ces

8. National Military Organization, NdT

unités militaires pourraient participer à la lutte visant à conquérir la Palestine, si un tel front devait être décidé. La participation indirecte du mouvement de liberté israélien dans le Nouvel Ordre en Europe, déjà au stade préparatoire, serait reliée à une solution positive et radicale du problème juif européen, en conformité avec les aspirations nationales du peuple juif. Ceci renforcerait considérablement le fondement moral du Nouvel Ordre aux yeux de l'humanité toute entière.

Les sternistes insistèrent de nouveau : « *La NMO est en lien étroit avec les mouvements totalitaires d'Europe dans son idéologie et sa structure*⁹. »

Lubentschik affirma à von Hentig que si les nazis n'avaient pas la volonté politique d'établir un État sioniste immédiatement en Palestine, les sternistes pourraient accepter de travailler à titre temporaire selon les lignes du projet Madagascar. L'idée de colonies juives sur l'île avait constitué l'une des notions les plus exotiques des antisémites européens avant la guerre, et avec la défaite de la France en 1940, les Allemands ravivèrent cette idée dans le cadre de leur vision d'un empire allemand en Afrique. Stern et son mouvement avaient débattu d'un dessein nazi sur Madagascar et avaient conclu qu'il fallait le soutenir, tout comme Herzl avait commencé par soutenir l'offre britannique, en 1903, d'une colonie juive temporaire sur les hauts plateaux du Kenya¹⁰.

Les Allemands ne donnèrent pas de suite à ces propositions incroyables, mais les sternistes ne perdirent pas espoir. Au mois de décembre 1941, après que les Britanniques se fussent emparés du Liban, Stern envoya [Nathan Yalin-Mor](#) pour essayer de prendre

9. Grundzüge des Vorschlages der Nationalen Militärischen Organisation in Palästina (Irgun Zwei Leumi) betreffend der Lösung der jüdischen Frage Europas und der aktiven Teilnahme der NMO am Kriege an der Seite Deutschlands, David Yisraeli, *The Palestine Problem in German Politics 1889-1945*, Bar Ilan University (Ramat Gan, Israel) (1974), pp.315-17

10. Kanaan, *Germany and the Middle East*, pp.165-6

contact avec les nazis en Turquie, pays neutre, mais il fut arrêté sur son chemin. Il n'y eut pas d'autre tentative de prendre contact avec les nazis.

Le projet Stern fut toujours irréel. L'un des fondements de l'alliance germano-italienne était que le littoral oriental de la Méditerranée devait faire partie de la sphère d'influence italienne. En outre, le 21 novembre 1941, Hitler rencontra le Mufti et lui affirma que bien que l'Allemagne ne pût alors ouvertement appeler à l'indépendance de quelque possession arabe des Britanniques ou des Français — par désir de ne pas se confronter à Vichy, qui continuait d'administrer l'Afrique du Nord — lorsque les Allemands s'empareraient du Caucase, ils pratiqueraient un déplacement rapide vers le Sud jusque la Palestine, et détruiraient l'implantation sioniste.

On trouve en revanche plus de substance quant à l'auto-perception de Stern en tant que totalitarien. À la fin des années 1930, Stern devint l'un des dirigeants de droite des mécontents révisionnistes qui voyaient Jabotinsky comme un libéral avec des réserves morales quant à la terreur pratiquée par l'Irgun à l'encontre des Arabes. Stern estimait que le seul salut pour les Juifs était de produire leur propre forme sioniste de totalitarisme, et de pratiquer une rupture nette avec la Grande-Bretagne qui, quoi qu'il en fût, avait abandonné le sionisme avec le livre blanc de 1939. Il avait vu l'OSM s'arranger du nazisme au travers de l'Ha'avara ; il avait envoyé Jabotinsky s'empêtrer avec l'Italie ; et il s'était personnellement étroitement impliqué dans les accords entre les révisionnistes et les antisémites polonais. Mais Stern estimait qu'il ne s'agissait là que de demi-mesures.

Stern était l'un des révisionnistes qui pensait que les sionistes, ainsi que les Juifs, avaient trahi Mussolini, et non l'inverse. Le sionisme devait montrer à l'Axe qu'il était sérieux, en entrant dans un conflit militaire direct contre la Grande-Bretagne, afin que les totalitaires pussent distinguer quelque avantage militaire à s'allier avec le sionisme. Pour gagner, affirmait Stern, il leur fallait s'allier avec les fascistes ainsi que les nazis : on ne pouvait pas traiter avec

un Petliura ou un Mussolini puis reculer face à un Hitler.

[Yitzhak Yzertinsky](#) — rabbin Shamir, pour employer son nom de guerre clandestin —, devenu ministre des affaires étrangères d'Israël, était-il au courant que son mouvement avait proposé une confédération à Adolf Hitler ? Au cours des années récentes, les activités du gang Stern remontant à l'époque de la guerre ont fait l'objet d'une recherche soigneuse par l'un des jeunes qui avaient rejoint ce groupe dans la période d'après-guerre, lorsqu'il n'était plus pro-nazi. Baruch Nadel a la certitude absolue que Yzertinsky-Shamir était pleinement au courant du projet de Stern : « *Ils le connaissaient tous*¹¹. »



FIGURE 26.1 – Yitzhak Shamir, ministre des affaires étrangères israélien, à droite de Claude Cheysson, son homologue français, en décembre 1981, à l'aéroport de Lodd

Lorsque Shamir fut nommé ministre des affaires étrangères, l'opinion internationale se concentra sur le fait que Begin avait choisi l'organisateur de deux assassinats célèbres : celui de [Lord Moyne](#), le représentant à demeure britannique au Moyen-Orient, le

11. Interview de Nadel

6 novembre 1944 ; et le massacre du comte [Folke Bernadotte](#), le médiateur spécial de l'ONU pour la Palestine, le 17 septembre 1948. On laissa les préoccupations quant à son passé terroriste éluder la notion plus grotesque selon laquelle un potentiel allié d'Adolf Hitler pouvait parvenir à la tête de l'État sioniste. Lorsque Begin nomma Shamir, et rendit honneur à Stern en faisant imprimer des timbres postaux à son effigie, il le fit avec la pleine et entière connaissance de leur passé. On ne saurait trouver meilleure preuve que celle-ci quant au fait que l'héritage de la connivence sioniste et des philosophies sous-jacentes avec les fascistes et les nazis ont pavé la voie de l'Israël que nous connaissons aujourd'hui.

Annexe 1

Caractéristiques fondamentales de la proposition émise par l'organisation nationale militaire en Palestine (Irgun Zvai Leumi) quant à la solution de la question juive en Europe et la participation de la NMO à la guerre du côté de l'Allemagne (1941)

Source : Lenni Brenner — The Iron Wall, Londres, 1984, pp.195-197.

Reproduit ici avec sa permission.

Pour l'original en langue allemande, voir [l'annexe numéro deux du livre en langue allemande](#).

Recopié avec les remerciements depuis le site internet [REDS - Die Roten](#).

Marqué par Eide O'Callaghan pour ETOL.

On trouve souvent affirmé lors de discours et d'énoncés par les hommes d'État de premier plan de l'Allemagne national-socialiste qu'un prérequis du Nouvel Ordre en Europe nécessite la solution radicale à la question juive, par l'évacuation (« *Europe sans Juifs* »).

L'évacuation des masses juives hors d'Europe est une condition

préalable à la résolution de la question juive ; mais celle-ci ne peut s'avérer possible et complète que par l'établissement de ces masses au foyer du peuple juif, la Palestine, et par l'établissement d'un État juif au sein de ses frontières historiques.

La solution par cette méthode du problème juif, amenant une bonne fois pour toute à la libération du peuple juif, est l'objectif de l'activité politique et de la lutte s'étalant depuis plusieurs années du mouvement pour la liberté israélien, l'organisation nationale militaire (Irgun Zvai Leumi — NMO) en Palestine.

La NMO, qui est bien au fait de la bonne volonté du gouvernement du Reich allemand et de ses autorités à l'égard de l'activité sioniste au sein de l'Allemagne, et à l'égard des projets d'émigration sioniste, a pour opinion que :

1. Des intérêts communs pourraient exister entre l'établissement d'un Nouvel Ordre en Europe en conformité avec la conception allemande, et les vraies aspirations nationales du peuple juives telles qu'incarnées par la NMO.
2. Une coopération entre la nouvelle Allemagne et un Hebrum volkish-national serait possible, et
3. L'établissement de l'État juif historique sur une base nationale et totalitaire, lié par un traité avec le Reich allemand, serait dans l'intérêt d'une position de pouvoir allemande future maintenue et renforcée au Proche-Orient.

Par suite de ces considérations, la NMO en Palestine, sous condition que les aspirations nationales sus-mentionnées du mouvement de liberté israélien soient reconnues par le Reich allemand, propose de prendre une contribution active à la guerre du côté de l'Allemagne.

Cette offre formulée par la NMO. . .serait reliée à l'entraînement et à l'organisation militaire d'une force juive en Europe, sous la direction et le commandement de la NMO. Ces unités militaires pourraient participer à la lutte visant à conquérir la Palestine, si un tel front devait être décidé.

La participation indirecte du mouvement de liberté israélien dans le Nouvel Ordre en Europe, déjà au stade préparatoire, serait reliée à une solution positive et radicale du problème juif européen, en conformité avec les aspirations nationales du peuple juif. Ceci renforcerait considérablement le fondement moral du Nouvel Ordre aux yeux de l'humanité toute entière.

La coopération du mouvement de liberté israélien serait également conforme aux lignes de l'un des derniers discours prononcés par le chancelier du Reich allemand, par lequel Hitler a souligné qu'il utiliserait toute combinaison et toute coalition afin d'isoler et de vaincre l'Angleterre.

Une brève vue générale de la formation, de l'essence et de l'activité de la NMO en Palestine :

La NMO s'est développée en partie sur la base de l'auto-défense juive en Palestine, et du mouvement révisionniste (la nouvelle organisation sioniste), avec lesquels la NMO était étroitement en lien par la personne de M. V. Jabotinsky, jusqu'à sa mort.

L'attitude pro-anglaise de l'organisation révisionniste en Palestine, qui a empêché le renouvellement de l'union personnelle, a amené à l'automne de l'année courante à une rupture complète entre elle et la NMO, ainsi qu'à la scission qui s'en est suivie au sein du mouvement révisionniste.

L'objectif de la NOM est d'établir l'État juif au sein de ses frontières historiques.

La NMO, en contraste avec toutes les tendances sionistes, rejette l'infiltration colonisatrice comme seul moyen de rendre accessible, et de prendre possession peu à peu de la patrie, et met en pratique son slogan, *la lutte et le sacrifice*, comme seul vrai moyen de conquérir et libérer la Palestine.

Du fait de son caractère militant et de sa disposition anti-anglaise, la NMO est contrainte, du fait de persécutions constantes de la part de l'administration anglaise, d'exercer son activité politique ainsi que l'entraînement militaire de ses membres en Palestine de manière clandestine.

La NMO, dont les activités terroristes ont débuté dès l'automne de l'année 1936, est devenue, après la publication des livres blancs britanniques, particulièrement importante à l'été 1939, au travers d'une intensification réussie de ses activités terroristes et du sabotage des propriétés anglaises. À cette période, ces activités, ainsi que les émissions radios clandestines quotidiennes, s'étaient faits remarquer et avaient été discutés par pratiquement toute la presse mondiale.

La NMO a maintenu des bureaux politiques indépendant à Varsovie, Paris, Londres et New York jusqu'au début de la guerre.

Le bureau de Varsovie se préoccupait principalement de l'organisation militaire et de l'entraînement de la jeunesse sioniste nationale, et était étroitement liée avec les masses juives qui, surtout en Pologne, soutenaient de manière enthousiaste et par tous les moyens possibles la lutte de la NMO en Palestine. Deux journaux ont été publiés à Varsovie (*The Deed* et *Liberated Jerusalem*) : il s'agissait de journaux de la NMO.

Le bureau de Varsovie a maintenu des relations étroites avec l'ancien gouvernement polonais et ses cercles militaires, qui exprimaient la plus grande sympathie et la plus grande compréhension quant aux objectifs de la NMO. Aussi, au cours de l'année 1939, des groupes choisis de membres de la NMO furent envoyés de Palestine en Pologne pour y recevoir un entraînement militaire prodigué en caserne par des officiers polonais.

Les négociations, aux fins d'activer et de concerter leur aide, ont été tenues entre la NMO et le gouvernement polonais à Varsovie — on peut facilement en trouver la preuve dans les archives de l'ancien gouvernement polonais — mais ont pris fin du fait du début de la guerre.

La NMO est étroitement reliée aux mouvements totalitaires d'Europe dans son idéologie et sa structure.

La capacité de lutte de la NMO n'a jamais pu être paralysée ni sérieusement affaiblie, que ce soit par les fortes mesures défensives

adoptées par l'administration anglaise, par les Arabes, ou par les socialistes juifs.

Annexe 2

Il faut que l'Afrique du Sud dispose de plus d'armes, selon l'Israélien

par Drew Middleton

(New York Times, édition du 14 décembre 1981)

Transcrit par Lenni Brenner.

Recopié avec les remerciements depuis le site internet [REDS - Die Roten](#).

Marqué par Einde O'Callaghan pour ETOL.

La relation militaire entre l'Afrique du Sud et Israël, qui n'a jamais été totalement reconnue par aucun de ces deux pays, a revêtu une nouvelle signification avec la visite récente d'une durée de 10 jours menée par le ministre de la défense israélien, Ariel Sharon, à l'armée sud-africaine, en Namibie, à la frontière avec l'Angola.

Au cours d'une interview tenue au cours de sa récente visite aux États-Unis, M. Sharon avait énoncé plusieurs points concernant la position de l'Afrique du Sud.

Pour commencer, il avait affirmé que l'Afrique du Sud est l'un des quelques pays en Afrique et en Asie du Sud-Ouest qui essaye de résister à l'infiltration militaire de l'Union soviétique dans ces régions.

Il avait ajouté qu'un flux ininterrompu et croissant d'armes so-

viétiques sophistiquées existait vers l'Angola ainsi que d'autres nations africaines, et qu'en conséquence, et du fait de l'influence politique et économique de Moscou, l'Union soviétique était en train de « *gagner quotidiennement du terrain* » dans toute la région.

EMBARGO SUR LES ARMES DE L'ONU

M. Sharon, accompagné de nombreux analystes étasuniens et de l'OTAN, a indiqué que l'Afrique du Sud devait disposer d'armes modernes en plus grande quantité si elle devait se battre et gagner contre les armées équipées par les Soviétiques. L'embargo sur les armes des Nations Unies, imposé au mois de novembre 1977, a coupé les sources d'armement qui avaient été établies, telles que la Grande-Bretagne, la France, et Israël et a contraint l'Afrique du Sud à passer des accords clandestins.

Selon ces accords, les armes et les pièces détachées sont vendues par les principaux producteurs d'armes européens à des intermédiaires non-gouvernementaux. Ces derniers revendent les armes à l'Afrique du Sud, le plus souvent en les y expédiant clandestinement, soit en passant par un pays non-aligné, soit en choisissant un État dont les inspecteurs des douanes acceptent de détourner le regard en échange d'une compensation. Israël, qui dispose d'une industrie d'exportation d'armement de petite taille, mais en pleine santé, profitait du commerce en matière militaire avec l'Afrique du Sud avant l'embargo de 1977.

À en croire *The Military Balance*, la publication annuelle de l'institut international d'études stratégiques de Londres, la marine sud-africaine compte sept navires d'attaque rapide fabriqués par les Israéliens, et équipés de missiles en provenance du même pays. La publication indique que sept vaisseaux supplémentaires ont été commandés. On peut penser que la commande a été passée avant que l'embargo de 1977 fût imposé.

MANQUE DE PIÈCES DÉTACHÉES

En raison de l'embargo, l'Afrique du Sud se retrouve face à un manque aigu de pièces détachées. Certaines pièces détachées pour ses tanks *Centurion*, fabriqués en Grande-Bretagne, sont parvenues en Afrique du Sud en transitant par l'archipel anglo-normand, selon des sources britanniques. D'autres rapports indiquent que l'Afrique du Sud a acheté 41 *Centurions*, ainsi que le système de missiles *Tiger Cat* à la Jordanie.

Avec l'aide sous le manteau accordée par des amis de l'étranger, l'Afrique du Sud est également parvenue à déployer le missile antichar *Entac*, fabriqué en France, ainsi qu'un système de radar moderne lui permettant de couvrir ses frontières du Nord. L'industrie d'armement sud-africaine a pour l'instant permis au pays de s'auto-provisionner dans divers domaines, tels que les armes légères, les bombes, mortiers et voitures blindées, selon la source britannique. L'Afrique du Sud produit également le chasseur *Mirage*, conçu par les Français, sous licence.

Selon les analystes de l'OTAN, l'Afrique du Sud bénéficie d'une supériorité militaire, et continuera d'en bénéficier encore plusieurs années sur mer et dans les airs. L'armée de l'air, avec ses 239 avions de combat, dont 48 chasseurs *Mirage*, est quantitativement et qualitativement supérieure à toute autre armée de l'air, ou combinaison d'armées de l'air au Sud du Sahara.

M. Sharon a indiqué que Moscou et ses alliés avaient réalisé des profits conséquents en Afrique centrale et avaient établi des « *couloirs de puissance* », comme celui qui relie la Libye au Tchad. Il a affirmé que le Mozambique était sous contrôle soviétique, et que l'influence soviétique allait croissant au Zimbabwe.

Le dirigeant israélien, un commandant des forces blindées couronné de succès lors de deux guerres contre les Arabes, considère le placement d'armes soviétiques, en particulier des tanks, dans la région, comme un nouveau danger.

M. Sharon a ajouté que la politique militaire suivie par l'Afrique

du Sud, lui permettrait de maintenir des forces sur le terrain dans l'avenir proche, mais il a indiqué qu'avec le temps, le pays allait se retrouver à faire face à des armes plus puissantes ainsi qu'à des soldats mieux armés et mieux entraînés.

Annexe 3

Le Mur de Fer (Nous et les Arabes)

1923

par Vladimir Jabotinsky

Première publication en langue russe, sous le titre O Zheleznoi Stene in Rassvyet, le 4 novembre 1923.

Publié en anglais dans le Jewish Herald (Afrique du Sud) le 26 novembre 1937.

Transcrit et relu par Lenni Brenner.

Contrairement à l'excellente règle qui préconise d'en venir au fait sans attendre, je me dois de débiter le présent article par une introduction personnelle. L'auteur de ces lignes est considéré comme un ennemi des Arabes, un partisan de leur expulsion, etc. Cela n'est pas exact. Ma relation émotionnelle à l'égard des Arabes est semblable à celle que j'entretiens pour tous les autres peuples — une indifférence polie. Ma relation politique se caractérise selon deux principes. Pour commencer : l'expulsion des Arabes hors de Palestine est strictement impossible, quelle qu'en soit la forme. Il y aura toujours deux nations en Palestine — ce qui me convient assez, pourvu que les Juifs prennent la majorité. Deuxièmement, je suis fier d'avoir été membre du groupe qui formula le [programme Helsingfors](#). Nous le formulâmes non seulement pour les Juifs, mais

pour tous les peuples, et son fondement est l'égalité entre toutes les nations. Je suis prêt à jurer, pour nous et nos descendants, que nous ne détruirons jamais cette égalité, et que nous n'essayerons jamais d'expulser ou d'oppresser les Arabes. Notre credo, comme le lecteur peut le constater, est entièrement pacifique. Mais déterminer s'il sera possible d'atteindre nos objectifs pacifiques en suivant des méthodes pacifiques est une toute autre question. Cela dépend, non pas de notre relation avec les Arabes, mais uniquement de la relation des Arabes avec le sionisme.

Je peux, après cette introduction, en venir au fait. Que les Arabes qui vivent sur la Terre d'Israël puissent de leur plein gré parvenir à un accord avec nous est à présent, ainsi que dans un avenir proche, au delà de tout espoir et de tout rêve. J'exprime catégoriquement cette intime conviction, non du fait de quelque désir de consterner la faction modérée du camp sioniste mais, au contraire, par désir de les préserver d'une telle consternation. Outre ceux qui se sont en pratique montrés « *aveugles* » depuis l'enfance, tous les autres sionistes modérés ont depuis longtemps compris qu'il n'existe pas même le plus faible espoir de jamais obtenir l'accord des Arabes pour que la Terre d'Israël en « *Palestine* » devienne un pays doté d'une majorité juive.

Chaque lecteur a quelque idée de l'histoire reculée des autres pays qui ont été colonisés. Je lui suggère de s'en remémorer tous les exemples. S'il s'exerce à trouver un seul cas d'un pays colonisé avec le consentement de ceux qui y naquirent, il n'y parviendra pas. Les habitants (nonobstant le fait qu'ils soient civilisés ou sauvages) ont toujours opposé [à la colonisation] une lutte acharnée. En outre, la manière d'agir du colonisateur n'a jamais porté à aucune conséquence. Les Espagnols qui conquérèrent le Mexique et le Pérou, ou non ancêtres de l'époque de [Josué ben Nun](#), se comportèrent, on peut le dire, en pillards. Mais ces « *grands explorateurs* », les Anglais, Écossais, et Hollandais, qui furent les premiers vrais pionniers en Amérique du Nord, étaient des gens dotés de très hauts critères éthiques ; des gens qui désiraient non seulement laisser les peaux-

rouges en paix, mais qui n'auraient pas fait mal à une mouche ; des gens qui en toute sincérité et en toute innocence croyaient que dans ces forêts vierges et ces vastes plaines, la place ne manquait pour héberger à la fois l'homme blanc et l'homme rouge. Mais les natifs firent preuve du même degré de cruauté dans leur résistance aux colons civilisés qu'aux colons barbares.

Un autre point qui n'eut pas le moindre effet était quant à l'existence ou non d'un soupçon quant à l'idée que le colon désirait faire disparaître les habitants de ses terres. Les vastes régions de États-Unis ne comptèrent jamais plus d'un ou deux millions d'Indiens. Les habitants combattirent les colons blancs non par crainte de se voir expropriés, mais simplement parce que nulle part, et en aucune époque, un habitant indigène n'a accepté la colonisation de son pays par d'autres. Tout peuple natif — et cela concerne tout autant les civilisés que les sauvages — considère son pays comme son foyer national, dont il sera pour toujours le seul maître. Il n'acceptera pas volontairement un nouveau maître, ni même un nouveau partenaire. Et il en va ainsi également pour les Arabes. Parmi nous, les partisans du compromis essayent de nous convaincre que les Arabes sont plus ou moins des imbéciles que nous pourrions dupes en leur exprimant nos objectifs selon une formulation adoucie, ou une tribu d'extorqueurs d'argent, qui abandonneront leur droit de naissance sur la Palestine pour des bénéfices culturels et économiques. Je rejette catégoriquement cette évaluation des Arabes palestiniens. Culturellement, ils ont 500 années de retard sur nous, spirituellement, ils n'ont ni notre endurance, ni notre force de volonté, mais les différences internes se limitent à cela. Nous pouvons parler autant que nous le voudrions de nos bonnes intentions ; mais ils comprennent aussi bien que nous ce qui n'est pas bon pour eux. Ils considèrent la Palestine avec le même amour instinctif et la même vraie ferveur que les Aztèques considéraient le Mexique, ou le Sioux sa prairie. Penser que les Arabes consentiront de leur plein gré à la réalisation du sionisme en échange de bénéfices culturels et économiques que nous pourrions leur consentir est infantile. Ce

fantasme puéril de la part de nos « *Arabo-philes* » découle d'une forme de mépris pour le peuple arabe, d'une forme de vision sans fondement de cette race, considérée comme une populace prête à se laisser graisser la patte pour vendre sa patrie en échange d'un réseau de chemin de fer.

Une telle vision est totalement hors sol. Des Arabes peuvent peut-être se laisser acheter à titre personnel, mais cela n'implique nullement que tous les Arabes en Eretz Israël sont prêts à vendre un patriotisme que les Papous eux-mêmes ne vendront pas. Tout peuple indigène va résister aux colons étrangers aussi longtemps qu'il verra le moindre espoir de se débarrasser du danger d'une colonisation étrangère.

C'est ce que font les Arabes en Palestine, et c'est ce qu'ils vont persister à faire tant qu'il restera la moindre étincelle d'espoir qu'ils puissent empêcher la transformation de la « *Palestine* » en « *Terre d'Israël* ».

Certains d'entre nous ont imaginé qu'un malentendu se serait produit, que du fait que les Arabes auraient mal compris nos intentions, ils s'opposent à nous, et que si nous leur expliquions la modestie et le caractère limité de nos intentions, ils ouvriraient grand les bras en un geste de paix. C'est là une erreur qui s'est révélée à de nombreuses reprises par le passé. Il me suffit de rappeler un seul incident. Il y a trois ans, au cours d'une visite qu'il mena ici, Sokolow prononça un grand discours traitant de ce grand « *malentendu* », et faisant usage d'un langage tranchant pour établir avec quelle grossièreté les Arabes avaient été induits en erreur, en supposant que nous comptions nous emparer de leur propriété, ou les expulser du pays, ou les faire disparaître. Ce n'était pas du tout le cas. Nous ne voulions d'ailleurs pas d'un État juif. Tout ce que nous voulions, c'était un régime envoyé par la Société des Nations. Le journal arabe *Al Carmel* publia une réponse à ce discours dans un article dont je cite ici la teneur de mémoire, mais je suis certain d'être assez fidèle à l'original.

Nos hauts dignitaires sionistes se préoccupent pour rien, écrivait l'auteur. Il n'y a aucun malentendu. Ce que Sokolow affirme au nom du sionisme est exact. Mais les Arabes l'ont toujours su. De toute évidence, le sionisme ne peut pas aujourd'hui rêver d'expulser ou de faire disparaître les Arabes, ni même d'établir un État juif. De toute évidence, ils ne s'intéressent actuellement qu'à une seule chose — que les Arabes n'interviennent pas dans l'immigration juive. En outre, les sionnistes ont promis de contrôler l'immigration en accord avec la capacité d'absorption économique du pays. Mais les Arabes ne se font aucune illusion, car aucune autre possibilité ne permettrait l'immigration.

Le rédacteur en chef du journal est même prêt à croire que la capacité d'absorption d'Eretz Israël est très importante, et qu'il est possible d'établir de nombreux Juifs sans affecter un seul Arabe. « *C'est juste ce que les sionistes veulent, et que les Arabes refusent. En suivant cette méthode, les Juifs deviendront, peu à peu, une majorité, et, ipso facto, un État juif sera constitué, et le destin de la minorité arabe dépendra de la bonne volonté des Juifs. Mais ne fut-ce pas les Juifs eux-mêmes qui nous affirmèrent à quel point il était "agréable" de constituer une minorité ? Il n'y a aucun malentendu. Les sionistes désirent une chose — la liberté d'immigration — et c'est l'immigration juive que nous refusons.* »

La logique appliquée par ce rédacteur en chef est si simple et limpide qu'il faudrait la mémoriser par coeur, et en fait l'une de nos notions fondamentales sur la question arabe. Il n'importe pas que nous fassions référence à Herzl ou à Herbert Samuel pour justifier nos activités. La colonisation présente en soi ses propres explications, entières et incontournables, et comprises de chaque Arabe et de chaque Juif doté d'une présence d'esprit. La colonisation ne peut avoir qu'un seul but. Cet objectif est inadmissible pour les Arabes de Palestine. Telle est la nature des choses. Il est impossible de

l'altérer.

Le projet qui suit semble attirer de nombreux sionistes : s'il est impossible de faire accepter le sionisme par les Arabes de Palestine, il faut dès lors en obtenir l'acceptation par les Arabes de Syrie, d'Irak, d'Arabie Saoudite, et peut-être d'Égypte. Même si cela se pouvait, cela ne changerait rien à la situation fondamentale. Cela ne changerait rien quant à l'attitude des Arabes sur la Terre d'Israël qui s'étend devant nous. Il y a soixante-dix années, l'unification de l'Italie fut réalisée, avec la rétention de Trente et de Trieste par l'Autriche. Cependant, les habitants de ces villes refusèrent cette situation, et luttèrent contre l'Autriche avec une vigueur redoublée. S'il était possible (et j'en doute) de discuter de la Palestine avec les Arabes de Bagdad et de la Mecque comme s'il s'agissait de quelque zone reculée peu importante et immatérielle, la Palestine resterait, aux yeux des Palestiniens, non point une zone reculée, mais leur lieu de naissance, le centre et le fondement de leur existence nationale. Par conséquent, il serait nécessaire d'y mener une colonisation contre la volonté des Arabes de Palestine, c'est-à-dire que les conditions seraient semblables à celles que nous connaissons à présent.

Mais un accord conclu avec les Arabes vivant hors de la Terre d'Israël est également une illusion. Pour obtenir des nationalistes de Bagdad, de la Mecque et de Damas un accord à une contribution aussi décisive (accepter de sacrifier la préservation du caractère arabe d'un pays situé au coeur de leur future « *fédération* »), nous devrions leur proposer quelque chose d'une valeur équivalente. Nous n'avons que deux choses à offrir : soit de l'argent, soit une assistance politique, soit encore les deux. Mais nous ne pouvons leur offrir ni l'un, ni l'autre. Sur le côté financier, il est absurde de penser que nous pourrions financer le développement de l'Irak ou de l'Arabie Saoudite, alors que nous n'avons pas assez de fonds pour la Terre d'Israël. Dix fois plus illusoire encore est l'assistance politique envers les aspirations politiques arabes. Le nationalisme arabe se donne les mêmes buts que ceux du nationalisme italien

d'avant 1870, et que ceux du nationalisme polonais d'avant 1918 : l'unité et l'indépendance. Ces aspirations impliquent l'éradication de toute trace d'influence britannique en Égypte et en Irak, l'expulsion des Italiens hors de Libye, la suppression de la domination française sur la Syrie, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc. Soutenir un tel mouvement serait pour nous suicidaire et traître. Si nous négligeons le fait que la déclaration Balfour fut signée par la Grande-Bretagne, nous ne pouvons pas oublier que la France et l'Italie la signèrent également. Nous ne pouvons pas fomenter d'intrigue pour faire partir la Grande-Bretagne du canal de Suez et du Golfe Persique, et pour éliminer l'administration coloniale française et italienne sur les territoires arabes. Un tel double jeu ne peut être considéré en aucune manière.

Nous concluons donc que nous ne pouvons rien promettre aux Arabes vivant sur la Terre d'Israël, ni à ceux vivant dans d'autres pays. Leur accord volontaire est hors de question. Par conséquent, ceux qui soutiennent qu'un accord avec les indigènes constitue une condition essentielle au sionisme peuvent dire « *non* », et quitter le sionisme. Il faut ou bien mettre fin à la colonisation sioniste, ou bien la mener contre la volonté de la population indigène. Cette colonisation ne peut donc être poursuivie et connaître des progrès que sous la protection d'une puissance indépendante de la population indigène — un mur de fer, qui sera en position de résister aux pressions de la population indigène. Telle est, dans l'ensemble, notre politique vis-à-vis des Arabes. La formuler d'une autre manière ne serait qu'hypocrisie.

Non seulement faut-il qu'il en soit ainsi, mais il en va ainsi que nous l'admettions, ou non. Que signifient pour nous la déclaration Balfour et le Mandat ? C'est le fait qu'une puissance désintéressée s'est engagée à créer ces conditions de sécurité, telles que la population locale ne pourra pas perturber nos efforts.

Nous tous, sans exception, demandons constamment que cette puissance remplisse strictement ses obligations. En ce sens, il n'existe pas de différence significative entre nos « *militaristes* » et nos « *vé-*

gétariens ». Celui-ci préfère un mur de fer et des bayonettes juives, celui-là propose un mur de fer et des bayonettes britanniques, un troisième propose un accord avec Bagdad et semble se satisfaire des bayonettes de Bagdad — un goût étrange et plutôt risqué, mais tous, nous applaudissons jour et nuit, le mur de fer. Nous détruirions notre cause si nous proclamions la nécessité d'un accord, et mettions dans l'esprit du Mandataire que nous n'avons pas besoin d'un mur de fer, mais plutôt de pourparlers sans fin. Une telle proclamation ne peut que nous causer préjudice. Notre devoir sacré est donc de faire le jour sur ces affirmations, et de prouver que ce ne sont que pièges et illusions.

Deux brèves remarques : En premier lieu, si quiconque objecte que ce point de vue est immoral, je lui réponde : ce n'est pas vrai ; ou bien le sionisme est moral et juste, ou bien il est immoral et injuste. Mais il s'agit d'une question que nous aurions dû régler avant de devenir sionistes. De fait, nous avons statué sur cette question, et par l'affirmative.

Nous tenons le sionisme pour moral et juste. Et puisqu'il est moral et juste, la justice doit être appliquée, qu'importe que Joseph, Simon, Ivan ou Achmet soient d'accord ou pas.

Il n'est pas d'autre moralité.

Tout ceci n'implique pas qu'une forme d'accord serait impossible, mais uniquement qu'un accord volontaire est inatteignable. Tant qu'il existera une étincelle d'espoir qu'ils puissent se débarrasser de nous, ils n'abandonneront pas cet espoir contre des mots, aussi doux soient-ils, ou des bouchées, aussi succulentes soient-elles : ils ne sont pas une populace, mais une nation peut-être déchirée, mais encore vivante. Un peuple en vie n'en vient à accepter des concessions aussi énormes sur des questions aussi décisives que lorsqu'aucun espoir n'est plus permis. Ce n'est que lorsqu'aucune brèche n'est visible dans le mur de fer, ce n'est qu'à ce stade que les groupes extrêmes perdent leur domination, et que l'influence bascule en faveur des groupes modérés. Ce n'est qu'à cette condition que ces groupes modérés pourraient se présenter à nous avec

des propositions de concessions mutuelles. Et ce n'est qu'alors que les modérés proposeront un compromis sur des questions pratiques, comme des garanties contre l'expulsion, ou l'égalité et l'autonomie nationale.

Je suis optimiste quant au fait qu'il leur sera bien accordé des assurances satisfaisantes, et que les deux peuples, en bons voisins, pourront alors vivre en paix. Mais la seule voie en vue d'un tel accord est le mur de fer, c'est-à-dire le renforcement en Palestine d'un gouvernement sans aucune forme d'influence arabe, c'est-à-dire un gouvernement contre lequel les Arabes se battront. En d'autres termes, le seul chemin qui se présente à nous pour obtenir un accord à l'avenir est un refus catégorique de toute tentative d'accord pour le moment.

Glossaire des organisations juives et sionistes

Agudas Yisrael (Union d'Israel) – un mouvement orthodoxe anti-sioniste.

Alliance Israelite Universelle – Organisation philanthropique juive française.

American Jewish Committee – Groupe assimilationniste de droite.

American Jewish Congress – Organisation dominée par des sionistes, identifiés au rabbin Stephen Wise.

American Jewish Joint Distribution Committee – Gros organisme de bienfaisance bourgeois international.

Anglo-Palestine Bank – Banque sioniste en Palestine.

Betar – Organisation de jeunes révisionnistes. Voir *Révisionnistes*

B'nai B'rith (Sons of the Covenant) – Ordre fraternel conservateur assimilationniste.

Board of Deputies of British Jews – Organisation juive de premier-plan en Grande-Bretagne.

Brit Habiryonim (Union of Terrorists) – Organisation révisionniste fasciste.

Brith Hachayal (Union of Soldiers).

Brith Hashomrim (Union of Watchmen) – Organisation révisionniste en Allemagne nazie.

GLOSSAIRE DES ORGANISATIONS JUIVES ET SIONISTES 90

Bund (General Jewish Workers League) – Mouvement socialiste yiddish en Russie et en Pologne; anti-sioniste.

Central Bureau for the Settlement of German Jews – Dirigé par Chaim Weizmann, il organisa l'immigration allemande vers la Palestine.

Centralverein (Central Union of German Citizens of the Jewish Faith) – Organisation de défense de la bourgeoisie assimilationniste.

Comité des Délégations Juives – Organisation de défense juive internationale, fondée après la première guerre mondiale, et dominée par des sionistes.

Emergency Committee for Zionist Affairs – Voix officielle de l'organisation sioniste mondiale aux États-Unis durant la seconde guerre mondiale.

Far Eastern Jewish Council – Organisation de collaborateurs japonais.

General Zionists – Des sionistes bourgeois divisés en factions rivales.

Gentile Friends of Zionism – Comité pro-Palestine en Autriche.

Ha'avara Ltd. – Société commerciale établie par l'organisation sioniste mondiale pour commercer avec l'Allemagne nazie.

Hadassah – Organisation de femmes sionistes.

Haganah – Milice clandestine en Palestine, dominée par des sionistes travaillistes.

Ha Note'a Ltd. – Société de production d'agrumes établie en Palestine, entrée en relations commerciales avec l'Allemagne nazie.

Hapoel (The Worker) – Mouvement sportif sioniste travailliste.

Hashomer Hatzair (Young Watchmen) – Mouvement de jeunes sionistes de gauche.

Hechalutz (Pioneers) – Mouvement de jeunes sionistes travaillistes.

Histadrut (General Federation of Jewish Labour in Palestine).

Hitachdut Olei Germania (German Immigrants' Association in Palestine).

International Trade and Investment Agency – Filiale britannique de Ha'avara Ltd.

Irgun Zvei Leumi (National Military Organisation) – Organisation révisionniste clandestine.

Jabotinsky Institute – Centre de recherche révisionniste.

Jewish Agency for Palestine – Bureau central de l'organisation sioniste mondiale en Palestine; initialement, comprenait des sympathisants non-sionistes.

Jewish Colonial Trust – Banque sioniste.

Jewish Fighting Organisation – L'un des deux mouvements juifs clandestins dans le ghetto de Varsovie, comprenant les groupes de jeunes sionistes de gauche, le Bund et les communistes.

Jewish Labor Committee – Organisation américaine, dominée par des sympathisants bundistes, anti-sioniste au cours des années 1930.

Jewish Legion – Organisation militaire sioniste au sein de l'armée britannique, durant la conquête de la Palestine, au cours de la première guerre mondiale.

Jewish National Fund – Fonds foncier sioniste.

Jewish Party (Roumanie) – Parti sioniste.

Jewish People's Committee (USA) – Groupe de lutte communiste.

Jewish People's Council – Mouvement de défense communautaire contre les Mosleyites en Grande-Bretagne.

Jewish Telegraphic Agency – Service de presse sioniste.

Jewish War Veterans – Organisation d'anciens-combattants étatsuniens de droite.

Joint Boycott Council of the American Jewish Congress and the Jewish Labor Committee – Organisation de boycott anti-nazi.

Judenrat (Jewish Council) – Conseil fantoche nazi dans les ghettos.

Judenstaat Partei (Jewish State Party) – Groupe dissident révisionniste, post-1934, loyal à l'organisation sioniste mondiale.

Jüdische-nationale Partei (Jewish National Party) – Parti sioniste autrichien.

GLOSSAIRE DES ORGANISATIONS JUIVES ET SIONISTES 32

Jüdischer Verlag (Jewish Publishers) – Maison de publication sioniste allemande.

Jüdische Volkspartei (Jewish People's Party) – Parti de droite en politique juive allemande communale, dominé par des sionistes. Keren Hayesod (Palestine Foundation Fund).

Labour Zionists – Voir Poale Zion.

Left Poale Zion – Groupement dissident de sionistes travaillistes avec une forte orientation yiddishiste.

Leo Baeck Institute – Organisation de recherche sur l'exil juif allemand.

Lohamei Herut Yisrael (Fighters for the Freedom of Israel – Stern Gang) – Groupe dissident révisionniste.

Maccabi – Organisation sportive sioniste.

Minorities Bloc – Coalition de nationalistes bourgeois en Pologne, établie par les sionistes polonais.

Mizrachi – Parti sioniste religieux.

Mossad – Bureau chargé de l'immigration illégale pour l'organisation sioniste mondiale.

Naftali Botwin Company – Unité parlant le Yiddish avec les Brigades internationales, en Espagne.

Nationale Jugend Ilerzlia – Mouvement de jeunesse révisionniste en Allemagne nazie.

Near and Middle East Commercial Corporation (NEMI CO) – Filiale de Ha'avara Ltd.

New Zionist Organisation – Organisation internationale révisionniste établie en 1935.

Non-Sectarian Anti-Nazi League – Organisation de boycott anti-nazi des années 1930.

Ordenergrupe – Groupes de défense du Bund en Pologne.

Organisation of Jewish Centre Party Voters – Groupement de capitalistes juifs ayant voté pour le parti catholique du centre.

Palestine Labour Party – Parti sioniste travailliste en Palestine ; voir Poale Zion.

GLOSSAIRE DES ORGANISATIONS JUIVES ET SIONISTES 33

Palestine Offices – Quatorze bureaux répartis dans le monde pour l'immigration vers la Palestine.

Poale Zion (Workers of Zion) - Sionistes travaillistes.

Polish Zionist Organisation – Fédération principalement sioniste.

Radical Zionists – Faction sioniste bourgeoise, fusionnée par la suite avec une faction des General Zionists.

Reichstag Elections Committee – Groupe juif bourgeois éphémère créé pour les élections de 1930.

Reichsverband jüdischer Kulturbünde (German Union of Jewish Culture Leagues) – Organisation ségrégationniste établie par les nazis.

Reichsvertretung der deutschen Juden (Reich Representation of Jews in Germany) – Organisation unifiée de la bourgeoisie juive sous les nazis.

Revisionists – Parti politique établi par Vladimir Jabotinsky en 1925.

Staatszionistische Organisation (State Zionist Organisation) – Mouvement révisionniste en Allemagne nazie, non-affilié techniquement au mouvement révisionniste mondial.

Stern Gang (Lohamei Herut Yisrael – Fighters for the Freedom of Israel).

Swit Dawn – Mouvement révisionniste clandestin en Pologne sous les nazis.

Tnuat HaHerut (Freedom Movement) – Parti révisionniste en Israël, fondé par Menachem Begin.

United Jewish Parties – Bloc électoral juif tchécoslovaque comprenant des sionistes.

Vaad Hazalah – Comité de sauvetage de la Jewish Agency durant l'Holocauste.

Vaad Leumi (National Council) – demi-gouvernement de colonie sioniste sous les Britanniques.

Working Group – Groupe de sauvetage juif en Slovaquie.

GLOSSAIRE DES ORGANISATIONS JUIVES ET SIONISTES 34

World Jewish Congress – Organisation de défense juive sioniste établie en 1936.

World Zionist Organisation – Corps central du mouvement sioniste.

Yad Vashem Remembrance Authority – Institut israélien sur l'Holocauste.

Zidovska Strana (Jewish Party) – Parti sioniste en Tchécoslovaquie.

Zion Mule Corp – Unité sioniste avec l'armée britannique lors de la première guerre mondiale.

Zionist Organisation of America – équivalent des General Zionists.

Zionistische Vereinigung für Deutschland (Zionist Federation of Germany).

Abbreviations

AJC American Jewish Committee – Organisation assimilationniste bourgeoise.

AJC American Jewish Congress – Organisation sioniste identifiée au rabbin Stephen Wise.

AK Armia Krajowa (Home Army) – Mouvement clandestin polonais affilié au gouvernement en exil.

BUF British Union of Fascists.

CID British Criminal Investigation Division.

CPUSA Communist Party of USA.

CV Centralverein (Central Union of German Citizens of the Jewish Faith) – Organisation de défense assimilationniste.

DDP Deutsche Demokratische Partei (German Democratic Party).

Endeks National Democrats – Parti polonais antisémite.

HOG Hitachdut Olei Germania (German Immigrants' Association in Palestine).

ILP Independent Labour Party – Organisation socialiste britannique.

INTRIA International Trade and Investment Agency – Société organisée par des sionistes vendant des marchandises allemandes en Grande-Bretagne.

JFO Jewish Fighting Organisation – Mouvement clandestin dans le ghetto de Varsovie.

JLC Jewish Labor Committee – Organisation syndicale anti-sioniste aux États-Unis.

JNF Jewish National Fund – Fonds agraire sioniste.

JnP Jüdische-nationale Partei (Jewish National Party) – Parti sioniste autrichien.

JPC Jewish People's Council – Groupe de défense communautaire contre les Mosleyites en Grande-Bretagne.

JWV Jewish War Veterans – Groupement d'anciens combattants étasuniens de droite.

KB Korpus Bezpieczenstwa (Security Corps) – Mouvement polonais clandestin favorable aux révisionnistes.

KPD Kommunistische Partei Deutschlands (Communist Party of Germany).

KPP Komunistyczna Partja Polski (Communist Party of Poland).

Naras National Radicals – Parti polonais extrémiste antisémite.

NEMICO Near and Middle East Commercial Corporation – Société sioniste vendant des marchandises allemandes au Moyen-Orient.

NPP National Peasant Party – Parti roumain.

NSDAP Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei (National Socialist German Workers' Party).

NZO New Zionist Organisation – Organisation internationale révisionniste.

POUM Partido Obrero de Unificacion Marxista (Workers' Party of Marxist Unity) – Parti de gauche espagnol.

PPS Polska Partya Socjalistyczna (Polish Socialist Party).

SD Sicherheitsdienst (Service de Sécurité de la SS).

SPD Sozialdemokratische Partei Deutschlands (Social Democratic Party of Germany).

SS Schutzstaffel (Protection Corps).

SWP Socialist Workers Party – Parti trotskyste étasunien.

VnJ Verband nationaldeutscher Juden (Union of National-German Jews) – mouvement assimilationniste juif pro-nazi.

WJC World Jewish Congress.

WZO World Zionist Organisation.

ZOA Zionist Organisation of America – Un mouvement sioniste de droite.

ZVfD Zionistische Vereinigung für Deutschland (Zionist Federation of Germany).